



MANAGEM



R
A
P
P
O
R
T

**FINANCIER
ANNUEL**

2019

S O M M A I R E

05 — I. PRÉSENTATION DE MANAGEM

- › Chiffres clés
- › Dates clés
- › Actionnariat
- › Présentation des activités

27 — II. RAPPORT D'ACTIVITÉ

- › Principaux faits marquants et réalisations de l'année 2019
- › Performances financières
- › Perspectives

35 — III. RAPPORT ESG

- › Approche RSE de Managem
- › Valoriser le capital humain
- › Protéger l'environnement
- › Contribuer à une dynamique durable au sein des territoires d'implantation
- › Assurer une gouvernance responsable

89 — IV. COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS

- › Comptes sociaux
- › Comptes consolidés
- › Rapport de Gestion
- › Résumé des notes aux comptes consolidés
- › Rapport des CAC
- › Déclaration des honoraires des contrôleurs des comptes
- › Liste des communiqués de presse publiés en 2019

NOTE

Le présent Rapport Financier Annuel de Managem regroupe les informations financières et les indicateurs extra-financiers (ESG), conformément aux exigences de la circulaire de l'AMMC n°03/19 du 20 février 2019 relative aux opérations et informations financières.

1

PRÉSENTATION DE MANAGEM

- › Chiffres clés
- › Dates clés
- › Actionnariat
- › Présentation des activités

» CHIFFRES CLÉS



90 ANS
D'ACTIVITÉ




9
PAYS



5 426
COLLABORATEURS



CHIFFRE D'AFFAIRES
4 553
MMAD



EBIDTA
1 123
MMAD



13
MINES



21
UNITÉS
INDUSTRIELLES



14
PRODUITS DÉRIVÉS

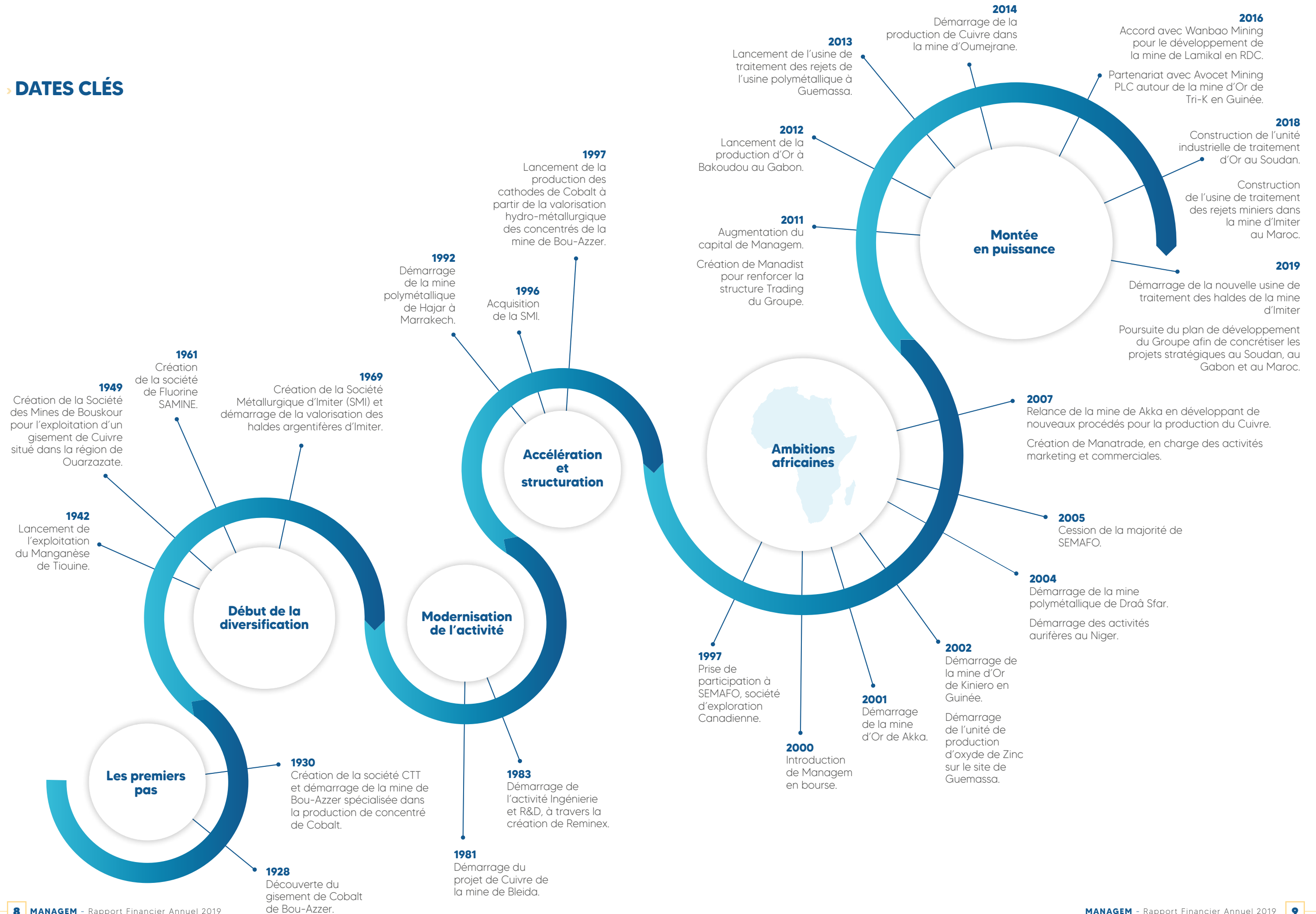


FLUX NET DE TRÉSORERIE DES
OPÉRATIONS
1 038
MMAD



INVESTISSEMENTS
1 884
MMAD

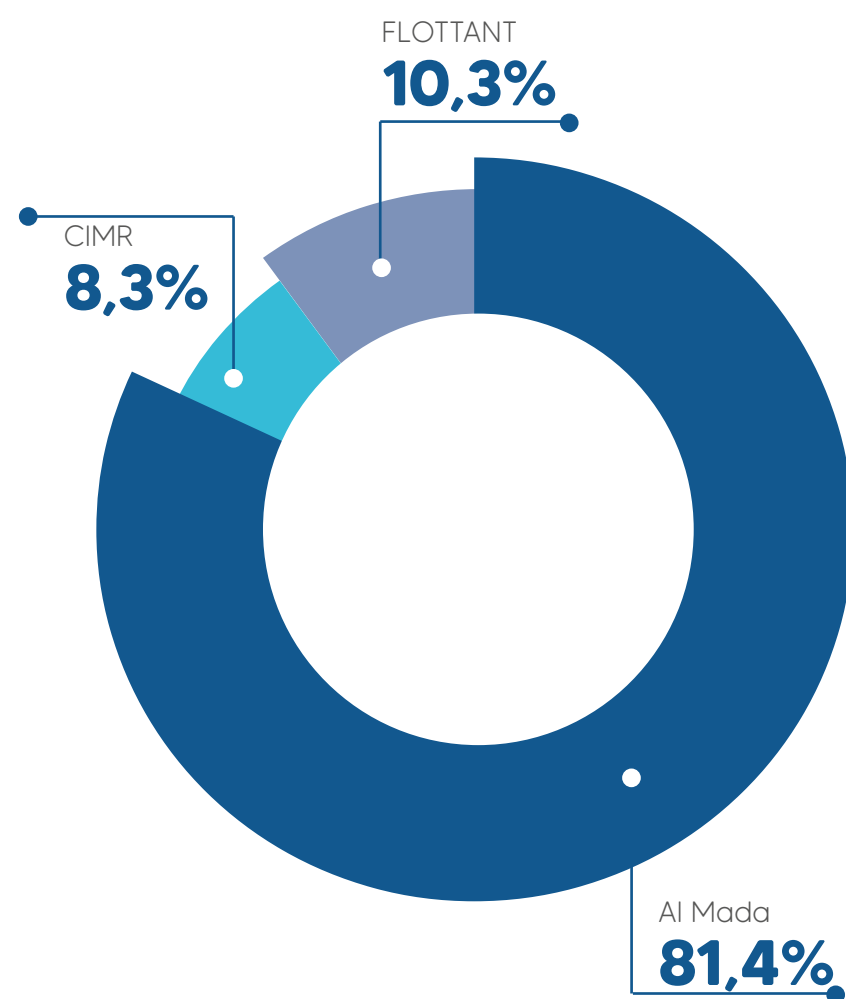
> DATES CLÉS



> ACTIONNARIAT

Managem est une Société Anonyme de droit marocain, filiale de Al Mada - Positive Impact - fonds d'investissement panafricain à capitaux privés, basé à Casablanca.

Structure de l'actionnariat au 31 décembre 2019



AL MADA-Positive Impact : Actionnaire de référence

AL MADA est un fonds d'investissement jouissant d'environ 100 ans d'expérience, détenant un portefeuille diversifié de participations leaders dans plusieurs secteurs de l'économie marocaine : services financiers, matériaux de construction, télécommunications, distribution, mines, immobilier, tourisme, environnement et énergie. Une des grandes caractéristiques de l'identité d'Al Mada est son choix d'investir à long terme dans des secteurs d'activité structurants, favorisant l'émergence d'une économie moderne et l'amélioration des conditions de vie des territoires et populations auprès desquels il intervient.

CIMR (Caisse Interprofessionnelle Marocaine de Retraite)

La CIMR est une caisse de retraite qui a le statut de société mutuelle de retraite, régie par la loi 64-12 portant création de l'Autorité de Contrôle des Assurances et de la Prévoyance Sociale (ACAPS), promulguée par le dahir n° 1-14-10 du 6 mars 2014.

Elle est gérée par un Conseil d'Administration dont les membres sont élus par l'Assemblée Générale des adhérents, qui se réunit annuellement en vue de se prononcer sur le compte rendu de la Gestion de la Caisse durant l'exercice, et procéder à l'élection des administrateurs.

› LEADER MAROCAIN, OPÉRATEUR HISTORIQUE AFRICAIN

Managem est un opérateur minier africain qui développe un portefeuille d'actifs et de métaux équilibrés. Le Groupe opère des ressources naturelles stratégiques pour l'économie mondiale et contribue à répondre à la demande en matières premières d'un marché international en forte croissance technologique et économique.

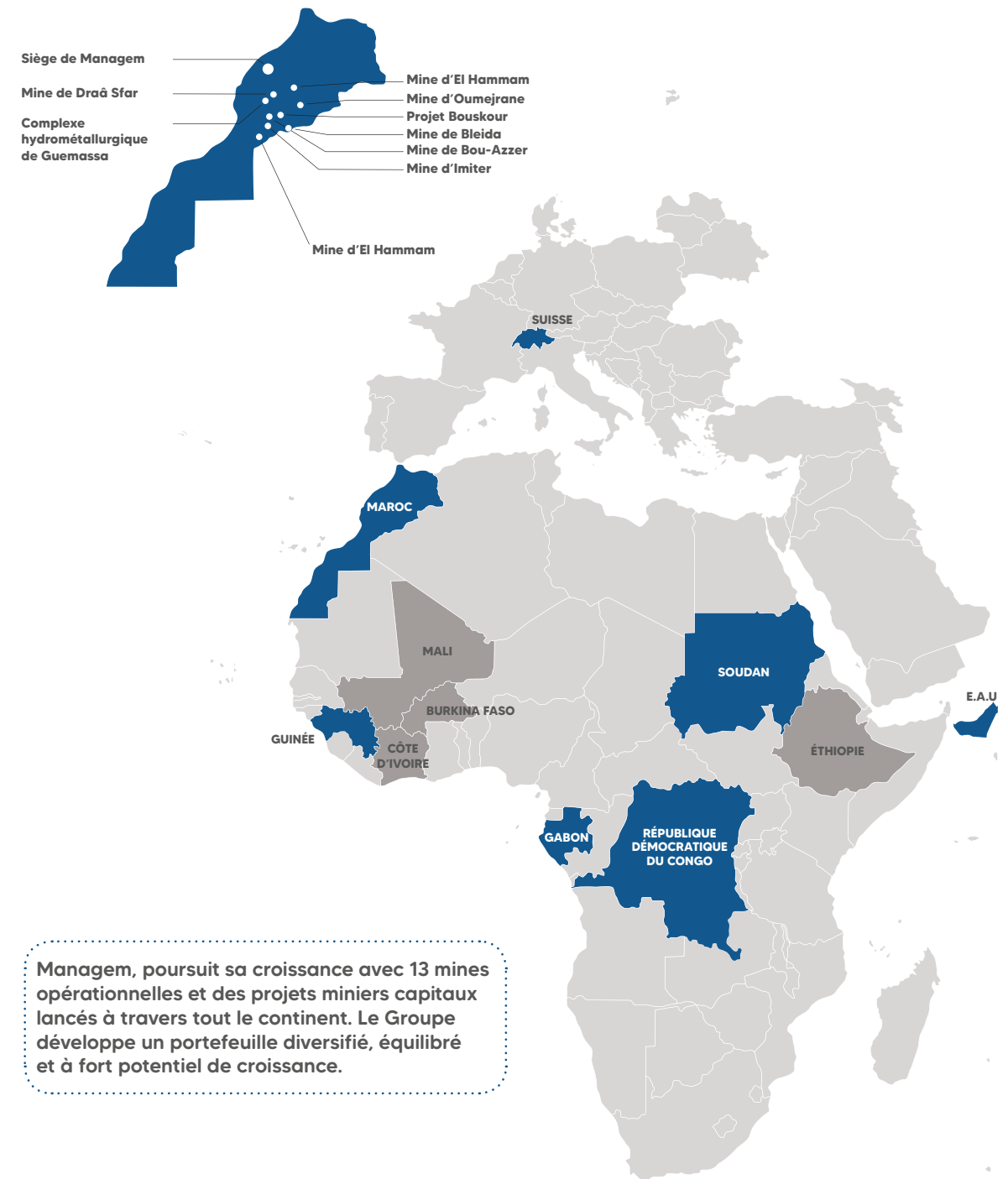
Depuis sa création en 1928, le Groupe Managem a développé un réel savoir-faire autour de ses trois activités principales : recherche, exploitation et valorisation.

Le métier historique de Managem consiste à prospecter, à extraire, à valoriser et à commercialiser différents minerais à savoir, les métaux de base (Cuivre, zinc, plomb), les métaux précieux (or et argent), les métaux spéciaux (cathode de Cobalt, nickel, etc.) issus de l'activité hydro métallurgique et enfin des substances utiles (fluorine).

Le Groupe développe un portefeuille équilibré d'actifs miniers pour approvisionner ses clients présents dans le monde entier afin de répondre aux besoins croissants des acteurs de l'industrie, de la technologie ainsi qu'aux besoins de l'économie mondiale en matières premières stratégiques.

Depuis 20 ans, le Groupe Managem valorise des gisements aurifères en Afrique et s'engage à contribuer au développement du continent africain dans le respect total des standards les plus élevés dans les domaines de la sécurité, de l'environnement et des technologies, pour une création de richesse partagée. Dans cette optique, Managem poursuit une dynamique d'engagement constructif avec les parties prenantes afin de conférer du sens à son activité sur tous ses territoires de présence.

› PRÉSENCE AU MAROC ET DANS 8 AUTRES PAYS AFRICAINS



› FILIALES ET IMPLANTATIONS DU GROUPE MANAGEM

Managem détient des filiales tant au niveau national qu'international.

Le Groupe opère sur trois segments d'activités :

› L'exploitation et la valorisation minière à travers sept sociétés filiales au Maroc (CMG, SMI, AGM, CTT, SAMINE, CMO, et SOMIFER) et à l'international à travers les sociétés REG et MANUB (Gabon et Soudan). Le développement de plusieurs projets est en cours au Maroc et en

Afrique, notamment au Gabon, en RDC, au Soudan, au Congo Brazaville, au Burkina Faso, au Mali, en Guinée et en Côte d'Ivoire ;

- › Les services support aux activités minières à travers trois sociétés filiales (TECHSUB, REMINEX et SAGAX) ;
- › La distribution des produits miniers du Groupe à travers deux filiales établies en Suisse (Manatrade et Manadist) ainsi qu'une filiale établie à Dubai (Tradist).



Maroc	Opérations et projets en développement
Soudan	Opérations et projets en développement
Guinée	Projets en développement
Gabon	Projets en développement
RDC	Projets en développement
Mali	Exploration
Burkina Faso	Exploration
Côte d'Ivoire	Exploration
Éthiopie	Exploration

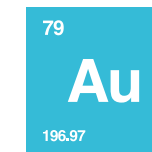
› PRÉSENTATION DES ACTIVITÉS

ACTIVITÉ OR

Depuis 20 ans, le Groupe Managem valorise des gisements aurifères en Afrique, tout en développant des activités d'exploration à différents états d'avancement.

Mine de Gabgaba

Soudan



La production d'Or de Managem est actuellement assurée par l'activité de la mine de Gabgaba. Le potentiel aurifère au Soudan est considérable. La mine représente la première unité industrielle du pays. Managem détient trois blocs d'exploration prometteurs, en plus d'une unité de production au bloc 15. Le Groupe est en train de réaliser des projets d'extension de l'usine. La nouvelle usine Projet 2400 T/J a produit son premier lingot en février 2019 après 21 mois entre les études, la construction, le montage et le commissioning. L'objectif du projet est de porter la production d'Or à environ 2 tonnes métal par an. Un deuxième projet d'extension est à l'étude.

Ressources totales	2 903 Koz
Réserves totales	1 581 Koz
Produits commercialisés	Lingots d'Or
Capacité de production	120 000 oz par an
Exploitation	Décapage du stérile et ouvertures des pistes d'accès, suivi de l'extraction des couches minéralisées
Traitement	Processus de lixiviation par CIL

ACTIVITÉ OR (suite)

Projet Tri-K

Guinée

Projet Tri-K représente l'un des plus importants projets du Groupe Managem de ces 10 dernières années. Le Projet Tri-K est situé à 90km au nord-est de Kankan en Guinée, dans une zone d'exploration d'une superficie de 490 km.

En 2016, dans le cadre de son partenariat avec Avocet Mining, le Groupe Managem prend une participation de 40% dans le capital de la JV avec Avocet Mining, et s'engage à investir pour la réalisation d'une étude de faisabilité bancable et pour l'exploration en vue de découvrir des réserves minières d'Or.

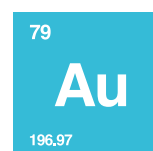
En 2018, Managem remplit son engagement et livre l'étude de faisabilité qui confirme la découverte de plus d'un Million d'onces de réserves et augmente ainsi à 70% sa participation dans le projet.

Selon les résultats de l'étude de faisabilité du projet, l'investissement de construction de Tri-K s'élève à 176 MUSD et permettra une production de 120 Koz (3,5 Tonnes) par an. Tri-K devient ainsi l'un des plus importants projets de Managem sur l'activité Or.

Au cours du premier semestre de 2019, Managem a acquis les 30% restants des titres de la JV MANACET pour un montant de 21 MUSD.

Le Groupe est désormais détenteur à hauteur de 85% de la société SMM (Sociétés des mines de Mandiana), titulaire du permis d'exploitation de Tri-K dont les 15% restants sont la propriété de la SOGUIPAMI (Société Guinéenne du Patrimoine Minier).

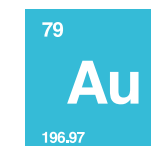
Managem a finalisé le financement du projet Tri-K et ses différentes études de due diligence et a lancé la construction de ce projet au deuxième semestre de l'année 2019.



Ressources totales	1 976 Koz
Réserves totales	1 143 Koz
Produits commercialisés	Lingots d'Or
Capacité de production	120 000 oz par an
Exploitation	Ciel ouvert
Traitement	Processus de lixiviation par CIL

Projet ETEKE

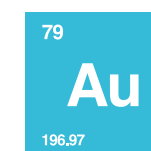
Gabon



Le permis de recherche Eteké, situé au Gabon, a bénéficié de plus de 54 000 m de sondages carottés. Une étude de faisabilité ainsi qu'une étude d'impact environnemental ont été réalisées. Différentes options sont à l'étude pour le business plan de développement du projet en parallèle à la négociation d'une convention minière.

Ressources totales	458 Koz
Réserves totales	292 Koz

Autres projets



Le Groupe poursuit activement ses investissements dans les activités d'exploration Greenfield, dans d'autres pays africains, comme le Mali, le Burkina-Faso, la Côte d'Ivoire ou l'Éthiopie.

ACTIVITÉ ARGENT

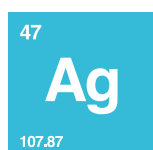
La mine d'Imiter **Maroc**

La SMI (Société Métallurgique d'Imiter) produit de l'Argent métal de haute pureté (99,5 % Ag) sous forme d'anodes d'Argent. Cette activité a démarré par la valorisation des haldes argentifères d'Imiter en 1969. La mine est située à 150 km à l'Est de Ouarzazate au Maroc. Le site s'étend sur une superficie de 375 Ha. Le gisement argentifère d'Imiter se distingue particulièrement par les qualités de son minerai et compte parmi les rares mines au monde où l'Argent peut s'exprimer sous sa forme native.

Fort de son expertise en géologie et en exploration, SMI met également en œuvre un programme de recherche continu, qui lui permet de renouveler ses réserves et de pérenniser ses activités dans la Mine d'Imiter.

Les investissements dédiés au développement et à l'exploration de la mine s'élèvent à 274 M MAD. La finalisation de la construction de la nouvelle usine de traitement des haldes en 2019 a permis de valoriser les stocks miniers de la digue et d'augmenter la production annuelle d'Argent.

La mine offre un potentiel de croissance avec plus de 5 900 tonnes métal de ressources et réserves cumulées. Au cours des trois années écoulées, SMI a accéléré son programme d'exploration de nouveaux gîtes et gisements indépendants, tout en intégrant des outils technologiques pertinents dans le traitement de données géologiques et de planification minière.

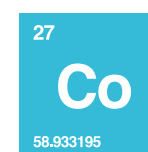


Ressources totales	1 221 TM
Réserves totales	4 743 TM
Produits commercialisés	Lingots d'Argent
Exploitation	Mine souterraine exploitée par tranches montantes remblayées avec du remblai mécanique ou cimenté
Traitement	Concassage, broyage, flottation

ACTIVITÉ COBALT

Managem est présent sur le marché mondial du Cobalt à travers sa filiale CTT. Cette filiale opère dans l'une des seules mines de Cobalt primaire au monde à Bou-Azzer située au sud de Ouarzazate et les unités hydro au niveau de Guemassa à 30 km de Marrakech.

La mine de Bou-Azzer **Maroc**



CTT s'est positionnée sur l'activité hydrométallurgie et s'impose aujourd'hui comme leader de son secteur au Maroc. CTT développe et commercialise à travers son complexe industriel, la marque CMBA de cathode de Cobalt, brevetée et reconnue à l'échelle internationale.

Afin de pérenniser le développement de la mine, le Groupe renforce ses activités d'exploration et de recherche à proximité des chantiers en exploitation, et des investissements qui ont permis de découvrir de nouvelles réserves minières qui allongent de 2 ans la durée de vie de la mine.

Ressources totales	3 KTM
Réserves totales	14 KTM
Produits commercialisés	Cathodes de Cobalt
Exploitation	Mine souterraine exploitée par tranches montantes remblayées
Traitement	Gravimétrie et hydro-métallurgie

Projet Pumpi **RDC**



Managem détient une part minoritaire de 20% dans ce projet cuprifère Pumpi en RDC en partenariat avec le groupe chinois Wanbao Mining. Le projet est prévu d'entrer en production dès le deuxième semestre 2020. Ce projet, incarnation des ambitions africaines du Groupe et développé conjointement avec un partenaire reconnu, traduit la poursuite des objectifs stratégiques de Managem. Dix ans de travaux d'exploration considérables menés par les experts géologues du Groupe Managem et un rapport d'évaluation concluant ont abouti à la découverte de ressources minérales de 95 000 tonnes de Cobalt et 600 000 tonnes de cuivre.

ACTIVITÉ CUIVRE

Managem produit du concentré de Cuivre issu de plusieurs actifs miniers exploités par les filiales AGM, CMG et SOMIFER au Maroc. L'activité Cuivre existe depuis plus de 25 ans au sein du Groupe Managem. Celle-ci a été initiée en 1982, avec le démarrage de la mine de Bleida située à l'Est du Maroc. Aujourd'hui, le Groupe compte plusieurs actifs sur le continent

africain, des mines en production, des actifs en exploration et des projets en développement comme Tizert et Bouskour au Maroc et Pumpi en RDC.

Les mines de Akka, Oumejrane et Bleida ont des ressources totales de 132 000 TM et des réserves totales de 199 000 TM. Ils commercialisent le concentré de Cuivre.

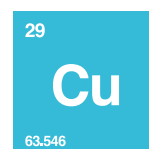


La mine de Somifer	Maroc
Exploitation	Mine à ciel ouvert
Traitement	Concentration par flottation
La mine de Akka	Maroc
Exploitation	Mine à ciel ouvert
Traitement	Concentration par flottation
La mine de Ouansimi	Maroc
Exploitation	Mine souterraine, exploité par TMR mécanisé, TMR classique
Traitement	Concentration par flottation
La mine de Oumjrane	Maroc
Exploitation	Mine souterraine, exploité par TMR mécanisé, TMR classique, Traçage Clavage
Traitement	Concentration par flottation

Projet Tizert

Maroc

Situé dans la province de Taroudant, le projet Tizert, est un gisement à fort potentiel avec des ressources estimées à 657 000 tonnes métal contenu. Grâce à ce projet, le Groupe entrevoit de doubler sa production de la branche Cuivre à horizon 2023. Le Groupe y a poursuivi en 2018 ses travaux d'exploration et a complété le trade-off de ce projet. Afin de déterminer la méthode d'exploitation optimale, l'étude de faisabilité a été lancée en 2019, s'appuyant sur une ingénierie internationale externe. Le démarrage est prévu en 2023.

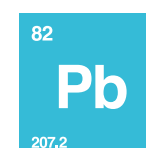
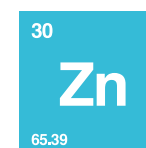


Ressources totales	731 KTM
Produits à commercialiser	Concentré de Cuivre
Exploitation	Chambres et piliers et sous niveaux abattus
Traitement	Flottation
Projet Pumpi	RDC (cf - Cobalt)
Le rapport d'évaluation de ce projet a conclu une découverte de ressources minérales de 660 000 tonnes de Cuivre.	

ACTIVITÉ ZINC ET PLOMB

Les mines de Hajjar, Tighardine et Draâ Sfar

Maroc



La production des matières premières Zinc et Plomb du Groupe Managem est issue principalement des 3 mines polymétalliques de la région de Marrakech au Maroc : Hajjar, Draâ Sfar et Oudiat Aicha. L'activité polymétallique du Groupe Managem est assurée depuis 1988 par la filiale CMG (Compagnie Minière de Guemassa) qui produit principalement des concentrés de Zinc et de Plomb. L'expertise du Groupe en hydrométallurgie lui permet de produire également de l'Oxyde de Zinc.

Managem a maintenu ses efforts de recherche et d'exploration dans un objectif de pérennisation et de durabilité de l'activité. Ainsi, la découverte en 2018 de nouvelles réserves polymétalliques a permis un rallongement de la durée de vie des sites de deux années d'exploitation supplémentaires, soit 2,5 millions de tonnes tout-venant. Depuis 2016, on enregistre une hausse continue des ressources (+7% sur 3 ans) et des réserves, qui atteignent 581 tonnes métal à la fin de l'année 2018.

Zinc	Ressources totales	104 TM
	Réserves totales	413 TM
Plomb	Ressources totales	65 TM
	Réserves totales	136 TM
Produits commercialisés	Concentré de Zinc, Concentré de Plomb	
Exploitation	Par tranches montantes remblayées	
Traitement	Concentration par flottation	

ACTIVITÉ FLUORINE

La mine de EL Hammam

Maroc



Le Groupe Managem produit du concentré de Fluorine à partir du gisement d'El Hammam, opéré par la filiale SAMINE. Elle figure parmi les premières entreprises minières productrices de Fluorine à l'échelle internationale et exporte son produit vers de nombreux clients à travers le monde. Elle se distingue par la production d'une qualité levée de concentré titrant 98% de teneur en CaF₂.

Ressources totales	90 000 TM
Réserves totales	205 000 TM
Produits commercialisés	Qualité Acide
Exploitation	Par tranches montantes remblayées
Traitement	Concentration par flottation

STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT

Au fil de son histoire, le Groupe Managem s'est efforcé à relever de nouveaux défis tout en restant en phase avec les évolutions de son marché et les demandes de ses clients. Cette approche lui a permis d'investir dans des projets à forte valeur ajoutée et de développer une expertise diversifiée au niveau de tous les métiers du Groupe.

En s'appuyant sur ses compétences en R&D, sur son savoir-faire et sur le potentiel important de ses ressources minières, Managem entend poursuivre une stratégie de développement qui lui permet d'assurer une croissance rentable et pérenne.

Le Groupe nourrit l'ambition de devenir un leader régional diversifié avec une croissance durable et responsable. Afin d'y parvenir, Managem intensifie sa croissance dans 8 pays africains en plus du Maroc et renforce ses investissements dans des projets à haut potentiel de croissance sur le continent.



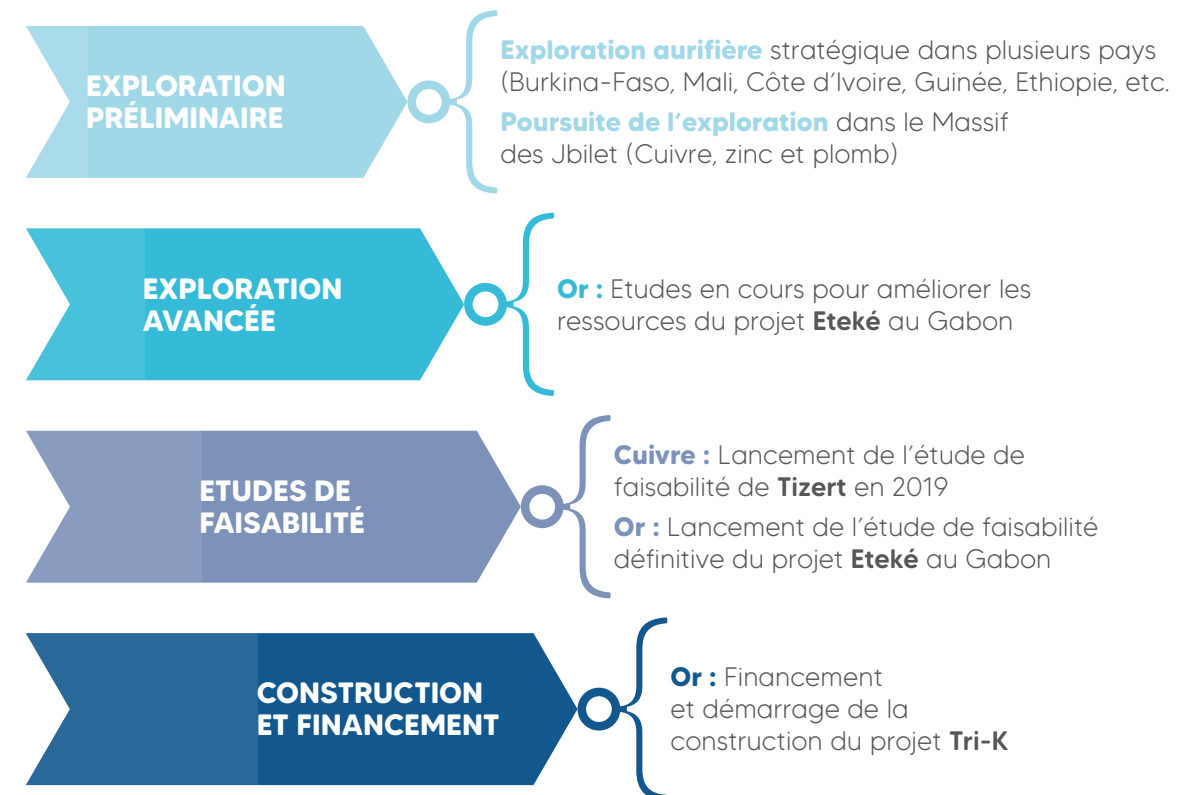
La stratégie adoptée au cours des 3 dernières années a permis le développement de 3 branches d'activités: les métaux précieux, les métaux de base et l'activité hydrométallurgie. Cette stratégie a permis la mise en production du projet aurifère Bakoudou au Gabon, la première extension de la mine d'Imliter et l'investissement or au Soudan ainsi que les projets cuprifères d'Oumjrane et Jbel Laassal.

Managem alloue un budget d'investissement important essentiellement dans la recherche et développement. Cette tendance est en ligne avec la politique de développement du Groupe.

Les principaux projets de développement du Groupe sur les 3 dernières années ont concerné :

- » Le projet d'extension de la mine d'Imliter ;
- » Le projet Cuivre de Bouskour ;
- » Le projet Cuivre de Tizert ;
- » Le projet Tri-K en Guinée ;
- » Les projets aurifères au Soudan ;
- » Les projets Cuivre en RDC ;
- » Les différents projets d'exploration en Afrique (Burkina, Mali, Côte d'Ivoire, Ethiopie, Guinée...).

Planning des projets en cours de développement au 31 décembre 2019



› INVESTISSEMENTS

Le secteur minier est par définition capitalistique ce qui nécessite des investissements importants et des projets de développement récurrents.

Managem a une politique d'investissement volontariste, qui a pour but d'assurer une croissance rentable, basée sur :

- › La diversification de son portefeuille de projets tant au Maroc qu'à l'international. Ces projets nécessitent des investissements plus au moins importants en fonction de leur état d'avancement (exploration, faisabilité, construction, etc.) ;
- › L'investissement en exploration et en recherche et développement afin d'assurer la pérennisation de ses activités.

› RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Les principales missions de R&D chez Managem consistent à accompagner la stratégie de développement du Groupe à travers :

- › La mise au point de nouveaux procédés et de nouveaux produits pour améliorer la valeur ajoutée des produits finis de Managem ;
- › Le développement des procédés pour la valorisation des gisements au Maroc et à l'international ;
- › L'accompagnement des exploitations minières de façon à améliorer leurs performances, à répondre aux nouvelles exigences de leurs clients et à faire face aux nouvelles contraintes réglementaires.

Le centre de recherche de Managem dispose de laboratoires et d'installations pilotes lui permettant d'accomplir ses missions dans les meilleures conditions et avec des technologies de pointe connues dans la profession.

› ACTIVITÉS DE DISTRIBUTION ET SUPPORT

DISTRIBUTION ET TRADING

La distribution des produits miniers du Groupe à travers deux filiales établies en Suisse (MANATRADE et MANADIST) ainsi qu'une filiale établie à Dubai (TRADIST).

MANATRADE

MANATRADE AG est une filiale de Managem International implantée en Suisse. Elle a pour principale activité la distribution et le trading des produits du Groupe.

MANADIST

MANADIST AG est une filiale de Managem International implantée en Suisse. Elle a pour principale activité la distribution et le trading des métaux précieux du Groupe.

TRADIST

TRADIST FZCO est implantée dans la zone franche de JEBEL ALI aux Emirats Arabes Unis. Cette société créée en 2013 est une société de trading de métaux précieux, métaux de base non-ferreux et minerais.

SERVICES SUPPORT

Les services support aux activités minières à travers trois sociétés filiales (REMINEX, SAGAX et TECHSUB).

REMINEX

REMINEX a été créé en 1982 dans le but de doter l'industrie minière marocaine d'une entreprise de services et de management de projets. Elle regroupe aujourd'hui les activités d'ingénierie, de valorisation et d'exploration.

SAGAX Maghreb S.A

Créée en 1995, SAGAX Maghreb S.A est une société de services en géophysique appliquée et en arpentage par GPS, dédiée aux travaux du Groupe. Elle possède l'expertise et les ressources nécessaires à la réalisation d'une large gamme de méthodes géophysiques, telles que la polarisation provoquée, la gravimétrie, la spectrométrie et la magnétométrie. SAGAX accompagne Managem dans l'ensemble de ses travaux de recherche au Maroc et à l'international.

TECHSUB

Fondée en 1992, TECHSUB est une société de services organisée autour de trois pôles d'activités qui constituent son cœur de métier : les sondages et soutènements, les travaux souterrains et les travaux de terrassement et d'exploitation à ciel ouvert.

2

RAPPORT D'ACTIVITÉ

- › Principaux faits marquants
et réalisations de l'année 2019
- › Performances financières
- › Perspectives

> PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS ET RÉALISATIONS DE L'ANNÉE 2019

1 - Forte progression des volumes de production des métaux précieux et Cobalt

- > Atteinte de 2 TM de production d'Or grâce notamment au démarrage de la nouvelle usine au Soudan ;
- > Redressement des fondamentaux de l'activité Argent (SMI) et une hausse de la production de l'Argent de +23% ;
- > Augmentation de 33% de la production du Cobalt suite aux augmentations de capacité de traitement des matières secondaires.

2 - Poursuite du plan de développement du Groupe afin de concrétiser les projets stratégiques

Activité Or

Au Soudan : Démarrage de la nouvelle usine en février 2019 (extension des capacités de traitement à 2 400T/J) qui porte les capacités de production annuelle à 65 000 onces d'Or par an.

En Guinée : Acquisition des parts complémentaires (30%) du projet Tri-K auprès du partenaire Avocet Mining suivie de l'achèvement du programme de financement du projet Tri-K et des différentes études de due diligence afférentes, ainsi que du lancement des travaux de construction du projet pour un investissement total de 180 M USD.

Activité Argent

Au Maroc : Démarrage en juillet 2019 de l'usine de traitement des haldes (rejets miniers) de la mine d'Imiter après finalisation de la construction et des tests de démarrage durant le premier semestre.

Activités Cobalt & Cuivre

Au Maroc : Extension des unités hydro-métallurgiques portant les capacités de production à 2 800 TM de Cobalt par an ; Lancement de l'étude de faisabilité du projet cuprifère Tizert dont la finalisation est prévue au second semestre 2020.

3 - Baisse importante des cours des métaux de base et Cobalt atténué en partie par la hausse des cours et des productions des métaux précieux Or / Argent et comptabilisation des provisions pour dépréciation des actifs

La baisse importante des cours des métaux a eu un impact négatif de 600 M MAD, dont 560 M MAD lié au cours du Cobalt qui a été partiellement compensé par l'effet positif de 300 M MAD de l'amélioration des performances opérationnelles des métaux précieux.

La comptabilisation des provisions pour dépréciation de certains actifs de Cuivre et de Fluorine pour un impact sur le résultat net de -345 M MAD.

> PERFORMANCES FINANCIÈRES

PRINCIPAUX INDICATEURS DE RÉSULTATS

	2018	2019	Evolution en M MAD	Evolution en %
Chiffre d'affaires	4 357	4 553	197	+5%
Excédent Brut d'exploitation	1 323	1 123	-200	-15%
Résultat d'exploitation	669	-345	-1 014	~
Résultat financier	-230	-112	118	+51%
Résultat net part du groupe	370	-427	-797	~

Revue du marché des métaux en 2019

L'évolution des cours des métaux précieux et de base reflète le climat et les incertitudes économiques et géopolitiques connues en 2019. En effet, la croissance mondiale n'a pas dépassé 3%. Ces facteurs influencent négativement la santé des cours moyens des matières premières (Cobalt -55%, Cuivre -8% et Zinc -13%) mais profitent ceux des métaux précieux (Or +10% et Argent +3%) par rapport à 2018.

Évolution des principales productions en 2019

- > **Or :** Hausse de la production à 2 tonnes métal marquée par le démarrage de la nouvelle usine au Soudan.
- > **Argent :** +23% à 177 tonnes métal grâce aux efforts de redressement des fondamentaux après une difficile année 2018 et le démarrage de l'usine de traitement de la digue (production de 19 TM par cette nouvelle unité).
- > **Cobalt :** +33% de la production de cathodes de Cobalt à 2 397 tonnes métal grâce aux augmentations de capacité de traitement des matières secondaires.
- > **Cuivre :** Baisse de 11% s'expliquant principalement par la baisse des volumes

provenant de CMO, la baisse des teneurs traitées à AKKA ainsi que la baisse de la production des chantiers cuivre de CMG.

- > **Zinc :** Diminution de la production du Concentré Zinc de -19% et du métal Zinc de -11%. Ces évolutions sont imputées à la baisse du tonnage en provenance de la digue afin d'améliorer la qualité du concentré zinc produit et l'arrêt de quelques chantiers périphériques en vue de recentrer l'activité dans les chantiers à rentabilité élevée.
- > **Plomb :** Baisse de la production du Concentré Plomb de 10%.
- > **Fluorine :** Consolidation de la production du Concentré de Fluorine en raison de la hausse des tonnages traités afin d'atténuer la baisse du teneur.

La croissance du chiffre d'affaires de 197 M MAD (+5%) s'explique par la hausse de production et donc les volumes vendus qui a eu un impact positif sur le chiffre d'affaires de +1 033 M MAD. Cet effet positif a largement compensé l'impact de la baisse des prix moyens de vente des minerais de -940 M MAD. La hausse du taux de change moyen de +3% avec un impact de +121 M MAD et les autres effets pour un impact de -17 M MAD.

Chiffre d'affaires de 4 553 M MAD en augmentation de 5% par rapport à 2018

Malgré la forte baisse des cours de vente en 2019, -49% pour le Cobalt, -9% pour le Zinc et -7% pour le Cuivre, Managem réalise une croissance de 5% de son chiffre d'affaires. Cette performance résulte de :

- › L'augmentation de +33% de la production du Cobalt, suite à l'extension des capacités de production des unités hydro-métallurgiques ;
- › La multiplication par 3 fois de la production de l'Or, avec la montée en puissance de l'activité au Soudan ;
- › La progression de +23% de la production de l'Argent.

Excédent Brut d'exploitation

Au terme de l'année 2019, l'EBE s'établit à 1 123 M MAD, en baisse de 15% par rapport à 2018.

Résultat d'exploitation courant

Le résultat d'exploitation courant réalisé à fin 2019 s'élève à +66 M MAD en baisse de -396 M MAD par rapport à fin 2018. Cette évolution négative s'explique principalement par la baisse importante des cours des métaux avec un impact de -615 M MAD qui a été partiellement compensé par l'amélioration des performances opérationnelles pour un impact de +299 M MAD.

Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation était en forte baisse au 31 décembre 2019 à -345 M MAD comparé à 2018 suite à la baisse de la marge brute et sous l'effet des éléments non récurrents.

La persistance d'un contexte défavorable des cours des métaux conjuguée à la difficulté d'exploitation a nécessité la constatation de provisions pour dépréciation des actifs Cuivre et Fluorine pour -426 M MAD. L'impact des éléments non récurrents en 2019 a été accentué par l'impact positif en 2018 lié à la réévaluation des titres dans la société d'exploitation du projet Tri-K.

Résultat net

Le résultat net part du Groupe ressort à -427 M MAD au 31 décembre 2019. Cette perte s'explique par la diminution du résultat d'exploitation.

Dans ce contexte le conseil d'administration propose à l'assemblée générale ordinaire de ne pas distribuer de dividende au titre de l'exercice 2019.

INVESTISSEMENTS ET SITUATION FINANCIÈRE

	2018	2019	Evolution en M MAD	Evolution en %
Capitaux propres	5 683	4 866	817	-14%
CAPEX consolidés	1 703	1 884	181	+11%
Endettement net consolidé	2 792	4 164	1 372	+49%
Ratio d'endettement	49,1%	85,6%		36,4 pts

INVESTISSEMENTS

En 2019, Managem a maintenu la dynamique de son plan de développement et donc les investissements consolidés à fin Décembre 2019 étaient en hausse de 11% pour atteindre un montant de 1 885 M MAD qui se répartisse comme suit :

- › Recherche et développement des filiales en activité : 176 M MAD
- › Investissements physiques/SI/Social & environnement : 552 M MAD ;
- › Infrastructures : 376 M MAD ;
- › Investissement au titre des nouveaux projets de développement du groupe pour 633 M MAD (principalement le lancement de la construction du projet d'Or de Tri-K pour 306 MAD, la finalisation de l'extension au Soudan pour 60 M MAD et l'extension de SMI pour 76 M MAD, ainsi que l'avancement des travaux de développement du projet Tizert pour 70 M MAD, l'exploration au Soudan et green field à l'international ainsi que les projets de croissance des filiales en exploitation notamment Draa Sfar N-1200)
- › Les contrats de location et les intérêts intercalaires sur divers projets pour 147 M MAD.

Les dépenses en recherche, développement et exploration de 245 M MAD représentent 14% des investissements du Groupe et ont été allouées à :

- › L'exploration autour des sites en exploitation, permettant le renouvellement des réserves exploitées, pour une enveloppe globale de 176 M MAD;
- › Les travaux d'exploration, pour les nouveaux projets pour 69 M MAD.

CAPITAUX PROPRES ET ENDETTEMENT

A fin 2019, les capitaux propres de l'ensemble ont baissé de -817 M MAD par rapport à la clôture 2018. Cette évolution s'explique par principalement par le résultat net consolidé à fin 2019 de

-390 M MAD, les dividendes versés de 150 M MAD, l'achat des titres complémentaires de Manacet (Tri-K) pour 105 M MAD.

L'endettement net consolidé a augmenté de +1372 M MAD. Cette évolution s'explique par les principaux effets suivants :

- › La capacité d'autofinancement, s'élevant à 991 M MAD, les investissements du groupe de l'ordre de 1 803 M MAD (Hors Contrats de locations de 2019 et incluant l'effet des intérêts d'emprunts sur les projets) , ces investissements incluent les projets de développement de l'ordre de 700 M MAD.
- › La variation du BFR pour un impact négatif de 189 M MAD, marqué principalement par la hausse des créances envers l'État pour 106 M MAD, l'impact de baisse des dettes Fournisseurs pour -98 M MAD, de la hausse des stocks pour 35 M MAD et de la baisse des créances clients pour 47 M MAD.
- › Les dividendes pour 150 M MAD.
- › Achats de titres complémentaires de TRIK pour 105 M MAD.
- › L'impact de l'application de la norme IFRS 16 relative aux « Contrats de location » impliquant la comptabilisation au bilan consolidé des dettes de locations opérationnelles. L'augmentation des dettes de location globales est de 119 M MAD.

› PERSPECTIVES

Managem poursuit sa stratégie de croissance africaine orientée vers le développement de projets de grande envergure basé sur un programme d'investissements soutenu et visant à donner une nouvelle dimension au Groupe.

3

RAPPORT ESG

- › Approche de Responsabilité sociale et environnementale de Managem
- › Valoriser le capital humain
- › Protéger l'environnement
- › Contribuer à une dynamique durable au sein des territoires d'implantation
- › Assurer une gouvernance responsable

PRÉAMBULE

Depuis sa création, le Groupe Managem s'efforce à créer une valeur partagée avec ses parties prenantes sous l'égide de son actionnaire de référence, Al Mada, fonds panafricain de première envergure dont la raison d'être est le « Positive Impact ». La démarche de responsabilité sociale du Groupe Managem adhère à cet engagement et oeuvre au quotidien pour une croissance durable et responsable.

> NOTE MÉTHODOLOGIQUE

La mesure de la performance extra-financière du Groupe Managem s'appuie sur un canevas d'indicateurs formalisé en vue de rendre compte de sa démarche de responsabilité sociétale et environnementale à l'égard des différentes parties prenantes.

Périmètre de reporting

Les données extra financières concernant les indicateurs sociaux, sociétaux et environnementaux couvrent l'ensemble des activités du Groupe au Maroc et à l'international sauf lorsque des exceptions sont explicitement mentionnées.

Période de reporting

L'ensemble des indicateurs contenus dans le présent rapport couvrent les entités du Groupe pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre de chaque année. Les années de références sont communiquées selon la disponibilité et la complétude des données. Ainsi, l'évolution des indicateurs est mentionnée lorsque les données sont à un périmètre constant en termes géographique et de modalités de calcul des indicateurs.

Référentiel du reporting

Les indicateurs suivis au sein du Groupe sont en conformité avec les standards Global Reporting Initiative (GRI) de responsabilité sociétale, ISO 26000 et la circulaire de l'AMMC n°03/19 du 20 février 2019 relative aux opérations et informations financières en termes de pertinence pour le secteur d'activité et la spécificité de ses activités et opérations.

Modalités de reporting

Les données collectées suivent un processus formalisé de collecte, de contrôle et de validation des données. Les données sociales relatives à l'effectif et à la formation sont centralisées et extraites des systèmes d'informations dédiés tandis que celles relatives à l'accidentologie du travail et les relations sociales reposent sur la remontée des sites du Groupe selon des canevas harmonisés. Les données environnementales et sociétales hors financières sont remontées selon des formules de calcul harmonisées et contrôlées au niveau de chaque site avant d'être consolidées au niveau Groupe. Les données de gouvernance relatives notamment au fonctionnement du Conseil et la tenue des assemblées générales sont communiquées par la Direction Juridique du Groupe. Le recueil de chaque indicateur est réalisé par une personne désignée qui est également responsable de son contrôle sur son périmètre de reporting. Une fois les données remontées, la Direction RSE procède, en vue de limiter le risque d'erreur, à un autre niveau de contrôle à travers la vérification du respect des formules de calcul, de la cohérence des données ainsi que du respect des périmètres géographiques et temporels de reporting.

> APPROCHE RSE DE MANAGEM

Depuis sa création, le Groupe Managem s'efforce à créer une valeur partagée avec ses parties prenantes sous l'égide de son actionnaire de référence, Al Mada, fonds panafricain de première envergure dont la raison d'être est le « Positive Impact ».

La démarche de responsabilité sociétale du Groupe Managem adhère à cet engagement et œuvre au quotidien pour une croissance durable et responsable. C'est ainsi que les initiatives en lien avec le développement durable constituent, depuis plus de 20 ans, un des piliers d'orientation et d'approche stratégique de Managem.

Managem intègre les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance dans sa conduite des affaires au quotidien. C'est ainsi que le Groupe développe ses activités au Maroc

et à l'international dans le respect de son engagement pour le développement durable.

À cet effet, la charte de développement durable, formalisée depuis 2008 et mise à jour en 2018, énonce une ligne de conduite qui répond aux normes internationales en matière de développement durable, notamment les conventions de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), les principes directeurs de l'OCDE et les normes découlant de la Déclaration de Rio (ONU).

Les engagements de Managem sont notamment en ligne avec la norme de responsabilité sociétale ISO26000, les principes du Pacte Mondial (ONU) et répondent aux standards de l'ICMM (International Council on Mining & Metals).

UN ENGAGEMENT SOCIÉTAL ANCRÉ DANS LES VALEURS ET LA VISION DU GROUPE

L'engagement de Managem pour une performance globale est alimenté d'actions tangibles, déployées tout au long de sa chaîne de valeur et à destination de ses parties prenantes stratégiques.

Un engagement qui s'exprime tout d'abord vis à vis de sa principale force vive, s'assurant que les enjeux de santé, de sécurité et de bien être au travail soient une priorité au quotidien. Il est également inscrit dans ses métiers, le Groupe œuvrant au mieux à une excellence environnementale.

Managem déploie une stratégie globale à travers une multitude d'initiatives pour la préservation de l'eau, la réduction de la consommation d'énergie ainsi que la gestion des déchets. Le Groupe anticipe ainsi les enjeux futurs en investissant considérablement dans la recherche et le développement.

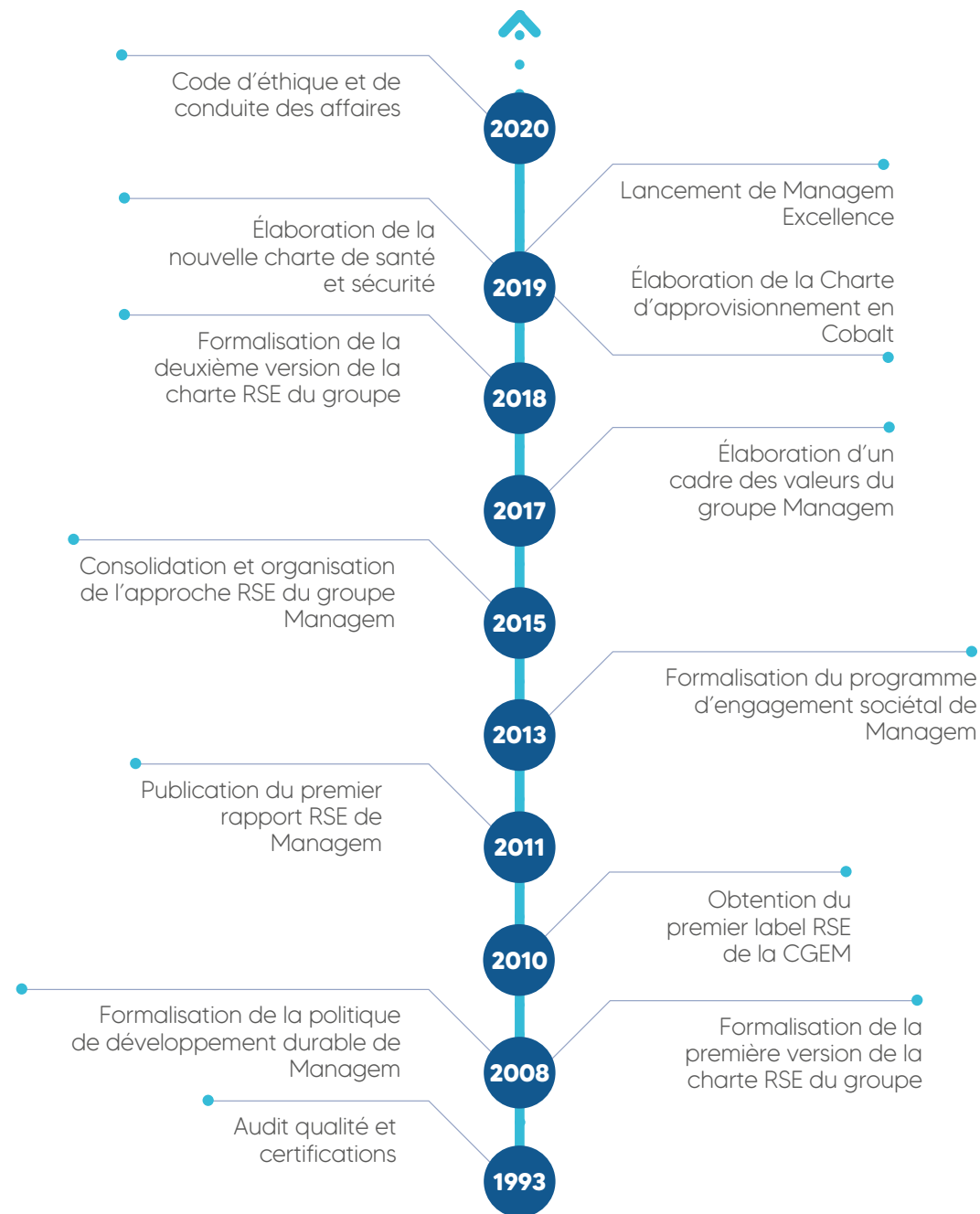
Enfin, Managem s'inscrit comme un acteur responsable en participant activement au développement économique et social de ses territoires d'implantation au Maroc, et dans les autres pays africains où il opère.

UN ENGAGEMENT CONSOLIDÉ À TRAVERS LES ANNÉES

Managem s'applique, tout au long de sa chaîne de valeur, à renforcer l'intégration pour la durabilité et à œuvrer pour son application effective. Le Groupe veille à maintenir un haut niveau d'exigence en matière de RSE et cela à toutes les étapes

de ses activités, depuis l'exploration à la réhabilitation de ses mines.

Tout au long de son histoire, le Groupe a veillé à assurer une intégration réussie du développement durable dans sa stratégie de croissance.



DES VALEURS FORTES ET UNE UNITÉ AFFIRMÉE

À la fois moteur et atouts, les valeurs du Groupe incarnent un état d'esprit d'entreprise axé autour d'une vision commune guidant les ambitions de Managem et les actions quotidiennes des collaborateurs. Symbole d'une unité affirmée, elles sont le socle de l'organisation, principes fondateurs et véritables piliers pour engager le Groupe dans les enjeux et les défis définis par sa stratégie de développement. La définition d'un nouveau socle de valeurs en 2017 sont venus parfaire la mission de l'entreprise et appuyer son engagement pour une croissance durable.



UNE CHARTE RSE, PRINCIPES GUIDES DU GROUPE

La charte RSE de Managem formalise la portée de son engagement pour les enjeux du développement durable. Sa révision en 2018 est venue parfaire la mission de l'entreprise et appuyer son engagement pour une croissance durable.

L'appropriation progressive de ces enjeux s'opère dans un climat d'écoute, de concertation et de co-construction avec les parties prenantes internes comme externes et ce, sur l'ensemble des territoires d'engagement du Groupe.

La refonte de la charte RSE a permis à Managem de porter un regard nouveau sur le périmètre et les modalités de son engagement, et ce pour mieux répondre aux enjeux actuels du développement durable et aux attentes de ses parties prenantes.

La version actuelle de la charte RSE de Managem se compose de 7 principes stratégiques d'engagement, déclinés en un total de 36 engagements couvrant les axes sociaux, éthiques, sociétaux et environnementaux.



GOVERNANCE DE LA RSE

La mise en place et le pilotage dynamique des actions liées à la Responsabilité Sociétale d'Entreprise au sein du Groupe Managem sont assurés par plusieurs comités internes (mensuels, trimestriels et semestriel) qui joignent leurs forces et expertises afin de mettre en application la stratégie RSE telle que définie par le Groupe.

Le tableau ci-dessous présente chacun de ces comités et les principales missions qui lui incombent :

Comités	Principales missions
Comités mensuels	
Comité Safety	<ul style="list-style-type: none"> Définir le plan stratégique de la Santé et Sécurité au Travail (SST) Piloter l'analyse des risques Opérationnels Safety et définir/suivre les Plans de mitigation Définir l'organisation, la gouvernance et les budgets de la SST Coordonner les actions et le suivi des Comités SST au niveau des entités de Managem
Comité People & Organisation	<ul style="list-style-type: none"> Approuver le Plan Stratégique, le budget et le forecast des effectifs et de la masse salariale Revoir et approuver le plan annuel de la formation et des nominations Evaluer et valider les augmentations annuelles de mérite et les bonus
Comité Gestion de Projets	<ul style="list-style-type: none"> Pour le portefeuille projets : Aligner le programme de développement sur la stratégie du Groupe, optimiser l'affectation des ressources humaines et financières Pour chaque projet : Valider la stratégie de développement et d'exécution, l'organisation et le programme du projet, piloter l'avancement global et valider le Go ou No Go pour les étapes successives du projet
Comité de Gestion	<ul style="list-style-type: none"> Suivi des KPI et des travaux de développement impactant le budget Atterrissage trimestriel et semestriel Revue des performances par activité et des recommandations des COGES
Comités trimestriels	
Comité Exploration	<ul style="list-style-type: none"> Orienter la stratégie d'exploration et de prospection et statuer sur les stades d'avancement des projets Valider les budgets, les objectifs stratégiques, les plans d'action et les choix technologiques. Suivi des réalisations et des résultats d'exploration, de la prospection, et du patrimoine minier
Comité Pilotage Environnement	<ul style="list-style-type: none"> Définir le plan stratégique environnemental Définir et analyser les KPIs et Balance Scorecard environnementale Analyser la cartographie des risques environnementaux et piloter les études d'impact
Comité Réputation, Risques et RSE	<ul style="list-style-type: none"> Définir le plan stratégique pour l'amélioration de la réputation de Managem Piloter l'analyse des risques business et définir/suivre les plans de mitigation
Comité Pilotage Innovation	<ul style="list-style-type: none"> Mise en place d'un système de gouvernance facilitant la prise de décision Veiller à ce que les efforts d'innovations soient dotés de financement et sont supportés par les compétences et les ressources nécessaires à la mise en oeuvre des projets d'innovation Adopter des indicateurs et des incitatifs qui concordent avec la stratégie d'innovation pour récompenser les réalisations du personnel
Comité semestriel	
Comité Ressources et Réserves	<ul style="list-style-type: none"> Évalue périodiquement le processus de calcul des ressources et réserves et valide leurs estimations S'assure de la maîtrise des dispositions réglementaires de la norme NI43101 et des bonnes pratiques Mandate les auditeurs internes chargés d'examiner, et les auditeurs externes chargés de certifier le processus d'estimation des ressources et réserves

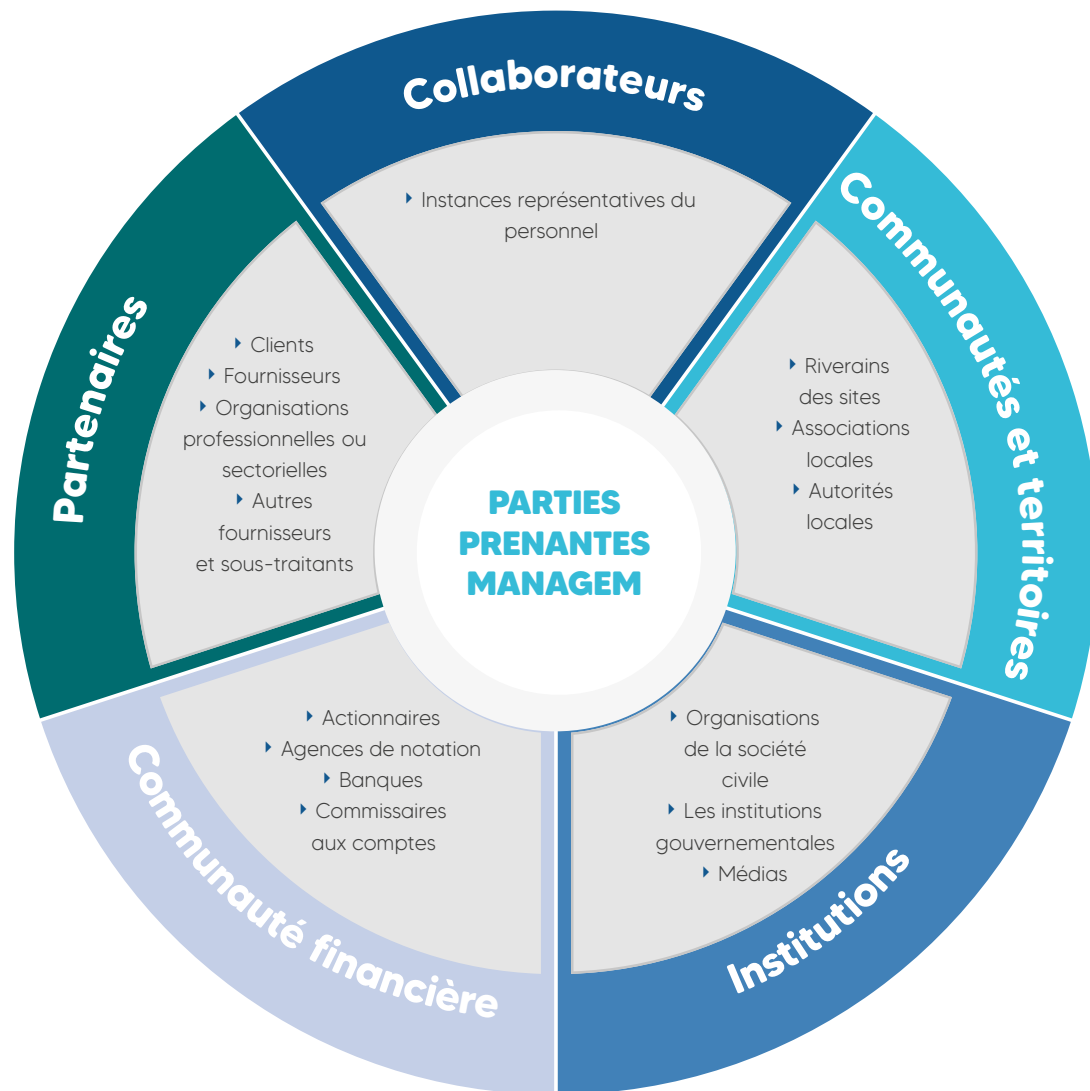
UNE DÉMARCHE RSE STRUCTURÉE POUR UNE CO-CONSTRUCTION AVEC LES PARTIES PRENANTES

Managem place les parties prenantes et leurs intérêts au centre de ses préoccupations et s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des actions nécessaires à cette fin.

Pour ce faire, Managem a défini son périmètre RSE en s'appuyant sur les enjeux propres à son secteur et en les

complétant par l'analyse des parties prenantes et de leur matérialité.

Ces prérequis soutiennent le Groupe dans la mise en œuvre de ses actions sociales, sociétales, environnementales et de bonne gouvernance.



LA MATRICE DE MATÉRIALITÉ DES ENJEUX RSE DE MANAGEM

La « matrice de matérialité » est une représentation en deux dimensions des facteurs de responsabilité sociale d'une entreprise compte tenu, d'une part, de leur potentiel d'impact sur les intérêts de l'entreprise et, d'autre part, de leur « importance » pour ses parties prenantes.

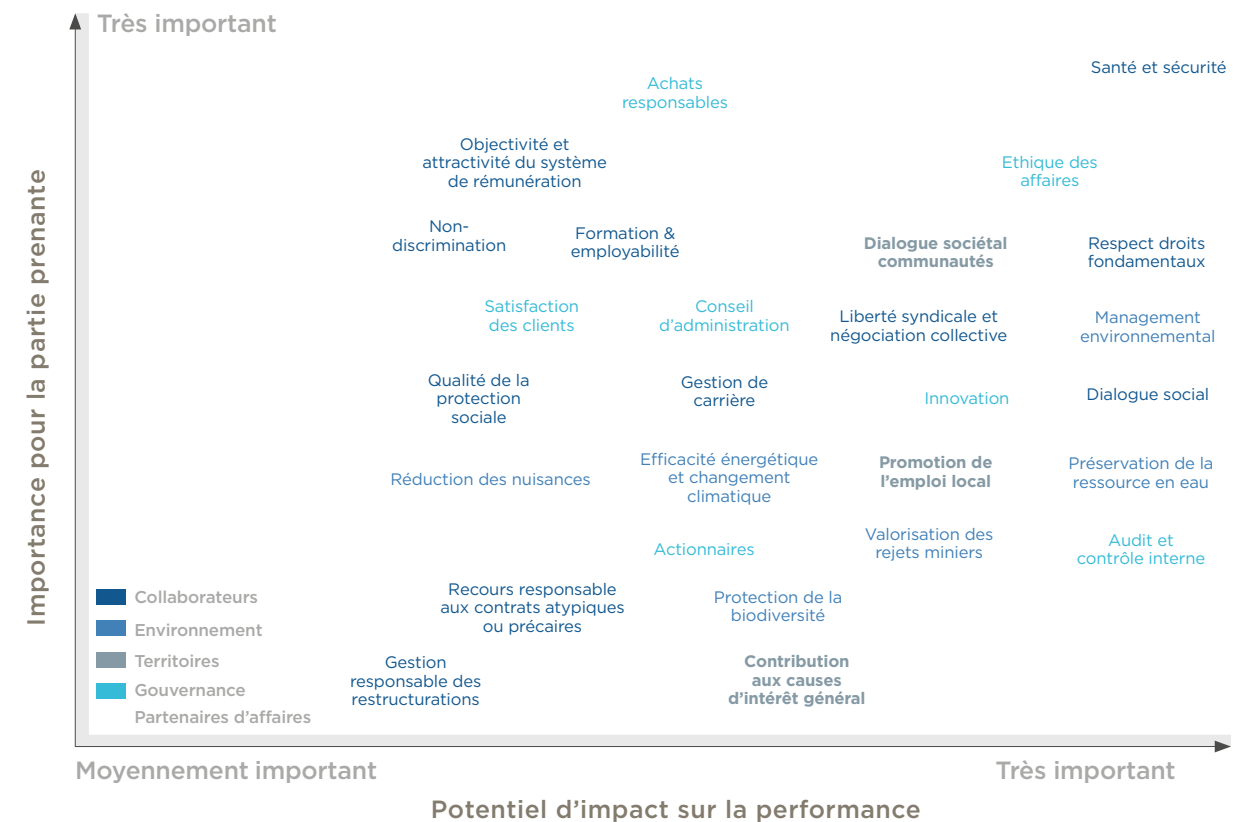
Le potentiel d'impact des facteurs de responsabilité sociale pour l'entreprise découle lui-même de l'analyse de deux facteurs:

- › La nature des objectifs de responsabilité sociale, hiérarchisés selon leur degré d'opposabilité (Fondamentaux, Essentiels, Sensibles).
- › La densité des risques et des opportunités potentiellement associés

à ces facteurs de responsabilité (réputation et image de marque, cohésion du capital humain, coopération, innovation, productivité, efficacité de l'organisation, efficacité des processus, sécurité juridique, etc..)

L'importance des facteurs de responsabilité sociale pour les parties prenantes est estimée en fonction de leur vulnérabilité par rapport à l'entreprise ou à son secteur d'activité:

- › Plus les parties prenantes sont vulnérables et plus le facteur de responsabilité sociale concerné sera considéré comme important.
- › La vulnérabilité est positionnée sur une échelle en trois niveaux.



DIALOGUE AVEC LES PARTIES PRENANTES DU GROUPE MANAGEM

Managem promeut un dialogue ouvert, assidu et qualitatif avec ses parties prenantes au niveau local et corporate, au Maroc et à l'international, en vue de co-construire des partenariats innovants et durables. Le dialogue se fait au niveau des différentes entités avec chaque partie prenante selon un canal dédié.

Au niveau des ressources humaines, le Groupe privilégie une écoute et des échanges réguliers avec les collaborateurs et les instances représentatives du personnel. Les sujets spécifiques comme la santé et la sécurité ainsi que la stratégie globale sont abordés dans les instances réglementaires dédiées. Des comités spécifiques sont également mis en place regroupant des collaborateurs et les partenaires sociaux pour mettre en œuvre des actions sociales ou pour répondre à des préoccupations spécifiques et ponctuelles.

Auprès de ses communautés riveraines et autorités locales, le dialogue se fait principalement au niveau des sites où le Groupe mène ses opérations pour une plus grande écoute et proximité dans le respect de la démarche de responsabilité sociétale du Groupe. À cet égard, le responsable sociétal constitue le point focal à l'écoute des riverains en appui des directeurs. Au niveau central, le dialogue avec les associations et la société civile couvrant les sujets sociétaux et des causes d'intérêt général concerne particulièrement les partenariats institutionnels dont le champ d'intervention couvre tout le territoire ou plusieurs régions.

S'agissant de ses partenaires d'affaires, clients et fournisseurs, le dialogue s'exerce sur une base individuelle dans le respect des principes de la saine concurrence et l'éthique du Groupe et est complété par les enquêtes de satisfactions et les résultats d'évaluations.

Le Groupe Managem répond également aux sollicitations des acteurs de l'investissement responsable, les banques d'investissement et l'agence de notation en responsabilité sociale VigeoEiris notamment, ainsi que les médias à travers des entretiens physiques ou des échanges écrits.

Enfin, le site web du Groupe Managem est mis à jour régulièrement avec l'actualité du Groupe et les faits marquants à la fois pour la communauté financière et les différentes parties prenantes avec une section dédiée pour les contacts clés responsables des différents sujets de responsabilité sociétale et environnementale.

LABELS ET RECONNAISSANCES



Depuis septembre 2018, Managem est dans l'indice ESG 10 mis en place par la Bourse de Casablanca et Vigeo Eiris. Les entreprises qui composent l'indice ont été évaluées et classées sur la base de leur conformité aux 38 critères et plus de 330 indicateurs de responsabilité environnementale de gouvernance, sociale et sociétale appliqués par Vigeo Eiris.



Depuis 2016, Managem maintient sa présence au Palmarès des « Best Emerging Market performers », choisis parmi un univers de référence de plus de 850 entreprises de 31 pays différents.



Depuis 2012, Managem maintient sa position dans le Palmarès des « Top performers », mettant en évidence les efforts déployés dans l'intégration des pratiques de responsabilité sociale dans la stratégie d'entreprise.



Depuis 2011, la CGEM a délivré sa reconnaissance formelle à la première filiale de Managem CTT, pour son engagement volontariste sur la voie d'un développement durable. En 2019, huit entités du groupe disposent du Label RSE de la CGEM : Managem, Akka, CMG, CTT, Reminex, Samine, SMI et Techsub.



Depuis 2017, Managem et neuf de ses filiales ont une attestation de maturité de leur démarche de responsabilité sociétale selon la norme ISO 26000. Il s'agit de Akka, CMG, CTT, Manub, Reminex, Samine, SMI, Somifer et Techsub.



Depuis 1994 Managem et ses filiales ont été successivement certifié ISO 9001

> VALORISER LE CAPITAL HUMAIN

Afin d'accompagner ses projets de croissance que ce soit au Maroc ou à l'international, le Groupe Managem adopte une politique de développement des ressources humaines proactive et responsable, en évolution permanente et en phase avec ses valeurs d'Intégrité, de bienveillance, d'engagement et d'audace. Elle contribue ainsi à répondre aux enjeux stratégiques du Groupe à la fois économiques et également liés à l'attractivité, l'accompagnement et la fidélisation des meilleurs talents.

La politique de développement des Ressources Humaines de Managem s'appuie sur différentes activités complémentaires permettant à ses acteurs d'agir en réels partenaires du business. Sa dimension témoigne de l'importance accordée au capital humain, considéré dans l'organisation comme étant la ressource la plus précieuse de son patrimoine.

Répartition de l'effectif par branche d'activité	2017	2018	2019
Activités Minières et industrielles	4 592	4 589	4 463
Activités Support et Corporate	996	1 009	963
Total	5 588	5 598	5 426

Structure de l'effectif par nature de contrat de travail	2017	2018	2019
Contrat à durée indéterminée	5 136	5 254	5 241
Contrat à durée déterminée	429	316	179
Intérimaires	0	0	0
Formation Insertion	24	27	6
Total	5 589	5 597	5 426

Structure de l'effectif par catégorie	2017	2018	2019
Cadres dirigeants	7	8	7
Cadres	527	522	532
Maîtrises	858	918	889
Employés	236	259	251
Ouvriers	3 961	3 890	3 747
Total	5 589	5 597	5 426

RESPECT DES DROITS FONDAMENTAUX

Managem étend son principe de vigilance pour le respect des droits de l'Homme au niveau de l'ensemble des territoires d'implantation. Des visites régulières des instances de direction centrales et de supervision du groupe, sont régulièrement effectuées sur les nouveaux sites miniers. Ces visites permettent d'évaluer les pratiques liées à l'exploitation et leur niveau de respect des exigences et normes internationales en matière de pratiques sociales du Groupe.

L'engagement de Managem se déploie au sein de l'ensemble de ses filiales et concerne essentiellement :

- > La promotion des libertés syndicales et des droits d'association ;
- > L'interdiction du travail des enfants dans les exploitations et chez les sous-traitants ;
- > La promotion de l'approche genre et de la diversité en termes de recrutement, de formation, et d'accès aux postes de responsabilité.

La politique des ressources humaines accompagne les collaborateurs tout au long de leur parcours au sein du Groupe et repose sur les engagements suivants :

- > Offrir à nos salariés un cadre de vie qui favorise la cohésion sociale et renforce le sentiment d'appartenance ;
- > Mettre en place les procédures pour réussir le recrutement, le développement de compétence et la gestion de carrière de nos salariés ;
- > Planifier et conduire de façon responsable les restructurations en consultation avec les représentants du personnel.

L'effectif par genre	2017			2018			2019		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Cadres dirigeants	6	1	7	7	1	8	6	1	7
Cadres	449	78	527	447	75	522	449	83	532
Maîtrises	755	103	858	816	102	918	789	100	889
Employés	221	15	236	245	14	259	238	13	251
Ouvriers	3 935	26	3 961	3 864	26	3 890	3 721	26	3 747
Total	5 366	223	5 589	5 379	218	5 597	5 203	223	5 426

PRÉSERVATION DE LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ DE NOS COLLABORATEURS

La charte RSE du Groupe Managem spécifie les engagements pour la préservation de la santé et la sécurité à :

- › Améliorer en continu notre performance en matière de santé et de sécurité au travail ;
- › Prévenir activement les maladies professionnelles et les risques psychosociaux et développer des dispositifs avancés et certifiés de santé et de sécurité ;
- › Veiller à la réadaptation et la réintégration dans des postes appropriés des salariés victimes d'accidents invalidants.

Le comité de Direction du Groupe sous la présidence de Monsieur Toumi a lancé le projet « Franchir le cap de l'excellence en Sécurité pour Managem » et a fait appel à un cabinet de consulting expert en gestion de la sécurité opérationnelle, pour assurer l'accompagnement de ce projet.

Outre l'attention constante portée aux matériels de sécurité et aux équipements individuels, des actions prioritaires sont mises en œuvre au niveau des entités du Groupe :

- › Identifier et évaluer les risques des événements indésirables ;
- › Prévenir, conformément à la démarche sécurité engagée par le Groupe ;

- › Informer puis former les collaborateurs afin de prévenir les accidents du travail ;
- › Poursuivre les démarches de mise en conformité des systèmes de management SST aux normes internationales OHSAS18001 et ISO45001.

Une fois de plus, Managem réaffirme son engagement pour bâtir une culture de la santé et de la sécurité au travail, à travers l'adoption d'une nouvelle Charte Santé & Sécurité. Signée par l'ensemble des membres du COMEX ainsi que tous les Directeurs des Opérations, la nouvelle charte Santé & Sécurité repose sur six engagements :

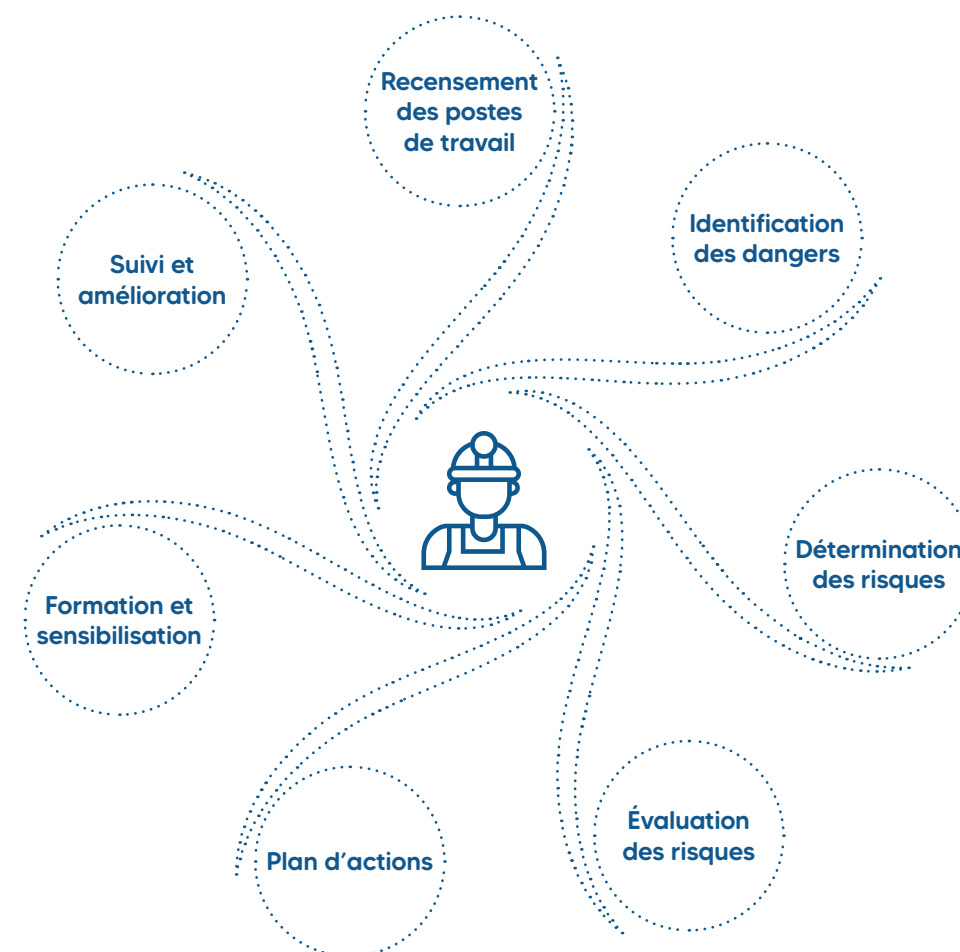
- › Croire fermement que tout accident peut être évité ;
- › Investir les outils, les ressources et les moyens nécessaires pour éviter les accidents ;
- › Créer une culture proactive de la sécurité ;
- › Évaluer les performances de chacun Encourager la remontée de tous les incidents ;
- › Encourager tous nos partenaires à prendre des engagements similaires aux nôtres.

Accidents de travail	2017	2018	2019
Nombre d'accidents de travail	78	92	95

Le Groupe Managem a mis en place une feuille de route opérationnelle touchant l'ensemble des aspects où des insuffisances ont été diagnostiquées ciblant les dimensions organisationnelles, techniques et comportementales pour une approche globale et inclusive.

Sur le plan organisationnel, un manager santé et sécurité est nommé dans chaque site qui dispose d'une équipe dédiée à la sécurité en appui des relais au sein de chaque service en appui des managers santé et sécurité au niveau des opérations et qui remontent l'avancement de la feuille de route à la Direction de Santé et conditions de travail. Le comité Safety se réunit de façon mensuelle pour passer notamment en revue la performance de chaque activité en matière de sécurité et faire le point sur les réalisations de la feuille de route.

Processus d'analyse des risques liés aux postes de travail



En s'appuyant sur une équipe transverse, l'analyse des risques est actualisée annuellement pour donner lieu à des moyens de maîtrise des préventions des risques professionnels. En cas de survenue d'un accident de travail, l'analyse cible surtout les causes profondes de telles situations pour en prévenir la reproduction.

Sur le plan comportemental et conscient que la sécurité est une action de chaque jour, la sensibilisation sur la sécurité commence au démarrage de chaque poste de travail. Des chasses aux anomalies sont réalisées pour s'assurer de l'observation des standards notamment en matière de prévention des situations à risques.

Dans le domaine de la santé, les actions préventives se focalisent sur la surveillance médicale des collaborateurs à travers les visites médicales périodiques pour promouvoir les conditions de travail et tendre vers le bien-être au travail.

La politique de la santé et de sécurité du Groupe portée au plus haut niveau ambitionne des engagements clairs, exhaustifs, pertinents et visibles qui sont intégrés dans les objectifs individuels des collaborateurs qui sont les premiers critères de performance.



Entité	1 ^{ère} certification
CTT Guemassa	2010
CMG Hajjar	2013
CMG Draa Sfar	2013
CTT Bouazzer	2011
AGM	2014
SOMIFER	2017 Passage à l'ISO 45001 en 2019
Reminex Centre de Recherches	Depuis 2010
SAMINE	Depuis 2014
TECHSUB	Depuis 2013

ACQUISITION DES TALENTS POUR LA PROMOTION DE L'ÉGALITÉ DES CHANCES

L'activité d'acquisition de talents s'appuie sur une forte marque employeur construite et nourrie au fil des années, notamment, par les relations de partenariats historiques nouées avec les établissements de formation et les communautés étrangères, et concrétisées par différentes actions (visites opérationnelles, opportunités de stages et de projets de fin d'études, sponsoring des forums et activités des clubs), permettant aux futurs lauréats de bénéficier de l'encadrement de professionnels, pour favoriser leur immersion dans le monde de l'entreprise. Cette forte marque employeur permet d'alimenter le vivier de candidats pour le sourcing en réponse aux besoins en recrutement des entités opérationnelles et fonctionnelles du Groupe.

Parallèlement à la nature de ses activités et en accord avec son positionnement comme étant un acteur majeur de l'emploi responsable, le sourcing à Managem se veut diversifié, que ce soit par rapport à :

La répartition des effectifs recrutés par niveau d'études pour répondre aux besoins des différentes catégories base ouvrière, techniciens, agents de maîtrise, cadre et directeurs.

Par établissements de formations comme les instituts spécialisés, facultés, grandes écoles de commerce, de gestion et d'ingénieurs au Maroc ou à l'international.

Par niveau d'expérience juniors et expérimentés.

Par genre notamment, dans nos métiers de base, réputés historiquement pour être dédiés aux hommes, les femmes sont recrutées et dans des postes de responsabilité, ce qui contribue à accroître le taux de mixité de nos effectifs.

Par nationalités notamment de Guinée, Soudan, Ghana, Philippines, Burkina Faso, ce qui traduit l'identité marocaine ouverte à l'international et conforte sa présence par des projets d'envergure dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, pour une dynamisation de l'emploi local.

III - RAPPORT ESG

Le recrutement repose ainsi sur les fondamentaux de diversité et d'égalité des chances, d'insertion des jeunes à l'emploi, de promotion de l'approche genre et personnes en situation d'handicap et d'interdiction du travail des enfants en conformité avec la charte de recrutement.

En ligne avec ses engagements, le Groupe Managem a pris des mesures pour renforcer l'accessibilité des locaux administratifs de ses sites miniers aux personnes à mobilité réduite. Une cartographie des postes pouvant être occupées par les personnes en situation d'handicap au niveau du médecin de travail Corporate et est partagée avec les acteurs du recrutement.

L'amélioration de l'expérience du candidat tout au long du processus de recrutement est un souci permanent qui alimente la marque employeur du Groupe, et ce depuis le premier contact établi, passant par les différents feedbacks assurés à chaque étape de la sélection et même jusqu'après la contractualisation. Ceci est rendu possible à travers les actions entreprises pour favoriser son immersion dans son entité d'accueil et dans le Groupe de façon générale en organisant une tournée d'intégration et des rencontres avec les équipes, des visites des sites et remise de supports et documentation.

Evolution de l'effectif	2017	2018	2019
Recrutements	274	180	121
Licenciements	25	25	43
Démissions	62	71	88

Recrutements par catégories	2017	2018	2019
Cadres dirigeants	0	1	0
Cadres	43	47	49
Maîtrises	51	61	24
Employés	42	24	22
Ouvriers	138	47	26
Total	274	180	121

Structure de l'effectif par ancienneté	2017	2018	2019
Moins de 2 ans	1 405	884	521
de 2 à moins de 5 ans	1 617	1 737	1 627
de 5 à moins de 12 ans	1 584	1 884	2 015
de 12 à moins de 20 ans	645	726	856
de 20 ans à 25 ans	99	152	210
25 ans et plus	239	214	197
TOTAL	5 589	5 597	5 426

Licenciements par catégorie	2017*	2018	2019
Cadres	2	0	2
Agents de maîtrise	5	3	4
Employés	7	1	0
Ouvriers	152	21	37
Total	166	25	43

(*) La hausse du nombre de licenciements en 2017 est liée à la fermeture du site de Bakoudou

Démissions par catégorie	2017	2018	2019
Cadres	24	30	41
Agents de maîtrise	16	21	21
Employés	7	8	9
Ouvriers	15	12	17
Total	62	71	88

Nombre des litiges individuels	2017	2018	2019
Litiges sociaux individuels*	6	3	1

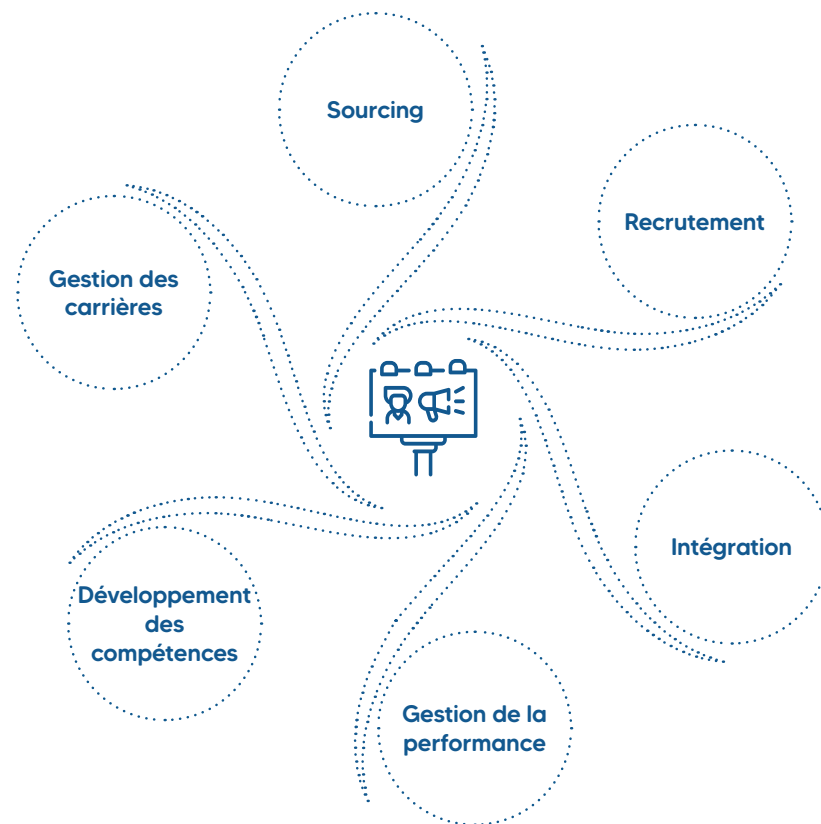
(*) Litiges liés à la résiliation du contrat de travail intentés contre les filiales de Managem pour des prétendues vices de forme

MANAGEMENT DES TALENTS POUR DÉVELOPPER LES POTENTIELS

Dans le cadre du processus de management des Talents, la mobilité interne reste une voie de sourcing privilégiée qui vise à accompagner la dynamique de l'organisation, en offrant aux collaborateurs des perspectives d'évolution valorisantes au Maroc ou à l'international, fonctionnelles ou verticales, favorisant la reconnaissance des compétences internes et contribuant à la fidélisation des talents.

Le cycle de Management des Talents à Managem s'articule autour de deux composantes importantes : l'évaluation des performances d'une part, et l'appréciation et le développement des compétences d'autre part. Il est ponctué tout au long de l'année par des étapes complémentaires, permettant à chacune des parties prenantes (collaborateur, Manager et RH) de s'exprimer, et de contribuer ainsi aux décisions à prendre qui impactent directement l'architecture et la performance de l'organisation, ainsi que le parcours professionnel des talents.

Le cycle de management des talents s'appuie sur des outils et pratiques agiles qui permettent d'identifier les talents, et au fil du temps, créer les conditions de leur développement dans l'entreprise, ce qui requiert au-delà de la simple analyse de leur performance, de bien appréhender leur potentiel et leurs attentes.



L'évaluation de la performance à Managem s'appuie sur Le Plan de Revue de Performance (PRP) qui permet l'alignement des efforts des collaborateurs avec les objectifs du Groupe, déclinés en objectifs collectifs et individuels au niveau de l'ensemble des entités fonctionnelles et opérationnelles. Il représente un outil permettant de garantir une rétribution factuelle et équitable basée sur les réalisations.

Il s'agit d'un processus unifié et formel dédié aux Managers et Collaborateurs qui leur permet d'avoir des moments d'échange constructifs et de partage privilégiés tout en assurant un feed-back permanent, via des conversations de développement des compétences (CDC) régulières portant sur :

- › La connectivité avec les autres (animer, communiquer, engager, déployer) ;
- › La contribution aux résultats (par la réalisation des objectifs individuels et collectifs) ;
- › Les compétences démontrées (Compétences Leadership Agilité ou Compétences métiers) ;
- › La carrière souhaitée et possible (actions de développement, formations, projets).

L'appréciation des agilités à Managem s'appuie sur la People Review qui permet de positionner les collaborateurs évalués sur la Matrice « Talent » par rapport au référentiel d'agilités (Agilité stratégique, Agilité Changement, Agilité People, Agilité Résultats et Agilité Connaissance de soi) interne du Groupe, selon sa conception du Talent.

Le positionnement des Cadres repose sur deux paramètres importants : la performance durable et le niveau d'agilité observé par rapport au niveau requis selon le référentiel du Groupe.

La People Review permet de produire le Plan de Développement Individuel (PDI) qui correspond à l'ensemble des actions RH à entreprendre pour parfaire les compétences des collaborateurs et assurer une relève qualifiée et un vivier de talents en ligne avec les besoins de Managem.

Le bilan de compétences issu de la people Review fournit l'orientation professionnelle du collaborateur en définissant son projet professionnel en termes de perspectives de carrière, d'accompagnement et d'actions de développement personnalisées comme la mobilité, la rémunération, ou la promotion.

Les collaborateurs du Groupe sont ainsi inscrits dans un dispositif d'évaluation de l'atteinte des objectifs et l'appréciation de leur potentiel selon leur catégorie et bénéficie de la reconnaissance et la rétribution de leurs efforts et leur participation dans la réalisation des objectifs du Groupe.

La politique de rémunération est complétée par des avantages sociaux en termes de couverture médicales et d'assurances au-delà des dispositions réglementaires, d'accès à la propriété et des subventions aux clubs de sport.

DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

S'inspirant des valeurs et de la mission du Groupe, l'offre de formation couvre des niveaux de maîtrise différenciés selon les besoins et la montée en autonomie de chaque collaborateur.

Managem s'investit de manière approfondie dans des formations aux soft-skills, notamment sur les questions de leadership et de relations managériales. Pour s'assurer d'une qualité de formation toujours optimale, le Groupe s'est appuyé sur des modules de formation émanant d'établissements d'éducation supérieure de renommée internationale.

Dans ce cadre, le groupe a mis en œuvre différents dispositifs de formation à travers la création de Managem Academy qui a pour rôle de développer une culture commune de l'excellence, d'accroître l'expertise de ses collaborateurs et d'anticiper les besoins futurs en formation dans chacun des pays où le Groupe est présent.

Managem Academy dispose actuellement d'une capacité d'accueil de 150 places et permet de recevoir les collaborateurs de toutes les filiales du Groupe mais également les partenaires de Managem. Ses programmes portent sur toutes les composantes du métier et réservent une place importante au leadership, à l'innovation et à la transformation digitale. Ils ont été élaborés en partenariat avec des organismes de renom à partir d'une véritable ingénierie des besoins en compétences actuelles et futures.

L'offre de formation comprend des cycles certifiants pour les talents du groupe en partenariat avec les grandes écoles : l'EM Lyon et l'Ecole centrale de Casablanca. De même, Managem Academy en partenariat avec l'ENSAM de Casablanca ont conçu ce parcours dans un objectif d'évolution et de développement. Avec un programme riche et diversifié, il permettra aux apprenants de se doter d'outils techniques et managériaux pour mener à bien leurs différentes missions au sein du groupe. Etalé sur 18 mois, ce cycle comprend 9 modules de formation pour un total de 480 Heures, dont 360 Heures en présentiel et 120 heures de PFE. La réussite de ce parcours débouchera sur un diplôme de licence professionnelle d'université en Management des Systèmes Industriels

En 2019, le Groupe a lancé la première édition de son programme Campus Managem, dédiée au coaching et au développement des compétences durant laquelle se sont tenues des formations techniques, des ateliers soft skills et des conférences autour de sujets qui forment la mine de demain.

Managem Academy a organisé son premier Managem Graduate Training program. Un programme destiné aux nouvelles recrues ayant suivi un processus d'assessment lors de leur recrutement.

La promotion 2019 compte 16 participants et totalise près de 1500 heures de formation.

Le programme compte 16 modules de formations dont 13 animés par des experts en interne et est étalé sur une période de 6 mois à raison de 4 jours de formation par mois.

Managem alloue 2,5% de sa masse salariale au budget de formation.



LA FORMATION AU SERVICE DE LA SÉCURITÉ

Managem Academy a accompagné la nouvelle démarche de santé et sécurité et a déployé un large programme de mise à niveau basé sur plusieurs leviers dont :

- » Le lancement d'une nouvelle approche sécurité.
- » Un plan de formation spécifique sur les risques miniers les plus importants adressé à tout le personnel opérationnel.

Le déploiement de ce plan était prévu sur deux ans 60% en 2018 et 40% en 2019.

Cette démarche implique en plus des formations continues spécifiques organisées par Managem Academy, la formation et l'implication de « task force sécurité » dans chaque site minier pour la déclinaison de standards sécurité à l'ensemble du personnel.

En plus des thématiques sécurité, Managem a réalisé plus de 6600 heures de formation métier à fort impact sur la sécurité. La stabilité des terrains, la maîtrise des risques électriques et des risques de certaines opérations minières influent directement sur la fréquence et la gravité des accidents.

PROMOTION DU DIALOGUE SOCIAL ET DE LA COHÉSION INTERNE

La communication interne est un facteur clé de la réussite de la politique des ressources humaines et s'inscrit dans une dynamique de partage et d'informations sur la stratégie et la vie du Groupe. Elle est l'outil privilégié de communication de l'animation socio-culturelle visant à favoriser la cohésion du collectif de travail à travers l'organisation des actions au profit des collaborateurs et leurs enfants.

Convaincu que la réussite du Groupe est intimement liée à l'engagement de ses collaborateurs, Managem promeut un dialogue transparent et fluide avec ses collaborateurs, à la fois informelle dans le cadre de sa politique de la porte ouverte et formelle dans les cadres régis par la législation sociale. Les instances représentatives du personnel et des comités où sont représentés les partenaires sociaux, notamment le comité d'hygiène et de sécurité et le comité d'entreprise. La signature annuelle de protocoles d'accord avec les organisations syndicales représentatives au niveau des sites reflète une volonté partagée d'aller en avant pour l'intérêt commun des collaborateurs et du Groupe. Managem œuvre au respect des exigences réglementaires et maintient un dialogue permanent avec ses partenaires sociaux. Des réunions régulières sont tenues afin d'aboutir à des conventions collectives qui répondent aux besoins des collaborateurs, à leur sécurité et à leur bien être. Chaque année, des protocoles d'accord intégrant les différents points relatifs aux aspects rémunérations et avantages sociaux sont signés avec les représentants du personnel.

Au-delà des obligations légales, Managem a renforcé le dialogue avec ses parties prenantes internes, afin d'alimenter de façon plus approfondie une dynamique inter-Groupe.

Représentants du personnel	2017	2018	2019
Représentants du personnel	106	98	114

Nombre de jours de grève	2017	2018	2019
Nombre de jours de grève	5,25	2,00	38

GARANTIR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ DE NOS COLLABORATEURS, C'EST NOTRE PREMIÈRE PRIORITÉ À MANAGEM

La santé et la sécurité des femmes et des hommes qui opèrent sur nos sites sont au cœur de nos préoccupations et de nos responsabilités. Notre ligne de conduite au quotidien est de préserver leur santé et d'assurer leur sécurité sur toutes nos opérations au Maroc et à l'International.

Nous sommes convaincus que la sécurité est un levier de performance et d'excellence et demeure notre première priorité. Nous nous engageons à :

- › Croire fermement que tout accident peut être évité ;
- › Investir les outils, les ressources et les moyens nécessaires pour éviter les accidents à travers : des analyses des risques aux postes de travail, allant de l'identification des risques jusqu'à la mise en place des moyens de maîtrise appropriés ; la mise en conformité de nos installations... ;
- › Créer une "culture proactive de la sécurité" en rendant chacun de nos collaboratrices et collaborateurs conscient de son rôle, de sa responsabilité personnelle et en faisant preuve de la plus grande discipline dans la prévention des accidents ;
- › Evaluer les performances de chacun, et des responsables hiérarchiques en particulier, en tenant compte de la rigueur et de l'exemplarité dans le domaine de la sécurité ;
- › Encourager la remontée de tous les incidents, cas de premiers soins et accidents pour s'assurer de l'analyse de leur survenue car nous sommes convaincus que nous tirerons de bonnes leçons pour le futur ;
- › Encourager tous nos partenaires à prendre des engagements similaires aux nôtres.

› PROTÉGER L'ENVIRONNEMENT

Managem a fait de l'amélioration environnementale un axe majeur de sa stratégie globale de développement. Les procédés adoptés par le Groupe lui ont permis de transformer les contraintes environnementales en nouveaux projets créateurs de richesses dans le cadre d'une économie circulaire.

ENGAGEMENTS ET DÉMARCHE

Managem met en œuvre une stratégie dédiée à l'amélioration des performances environnementales associées à ses activités et ce, via le renforcement de ses capacités et la mise à niveau environnementale de ses processus et outils de production.

Le Groupe s'attèle à mettre régulièrement à jour sa stratégie environnementale et à intégrer les processus environnementaux à son système de gestion des risques. Ainsi, les principes d'actions de la démarche environnementale reprise dans la charte du groupe sont comme suit :

- › Définir et mettre régulièrement à jour la stratégie environnementale.
- › Intégrer les processus environnementaux au système de gestion des risques, en appui de principes scientifiques objectifs et de données fiables et transparentes.
- › Prévenir et maîtriser les risques de pollution. Le Groupe est proactif dans la prévention des risques de pollution accidentelles et porte une attention élevée aux risques d'émanation de substances polluantes dans l'air, et aux risques de pollution des sols et des nappes aquifères.

- › Prévenir les pollutions locales et réduire les nuisances liées au bruit, aux vibrations aux émissions de poussières, et sur les paysages.
- › Réaliser et actualiser le bilan carbone des activités et mettre en œuvre les plans d'action pour réduire l'empreinte carbone.
- › Améliorer notre mix énergétique par l'introduction de nouvelles sources renouvelables dans nos exploitations.
- › Protéger la biodiversité à travers la prise de mesures appropriées pour prévenir la dégradation des écosystèmes, les habitats remarquables ou vulnérables et pour respect les zones protégées.
- › Promouvoir l'utilisation, la réutilisation, le recyclage et l'élimination responsable des déchets issus de ses activités en développant des solutions industrielles de valorisation des déchets.

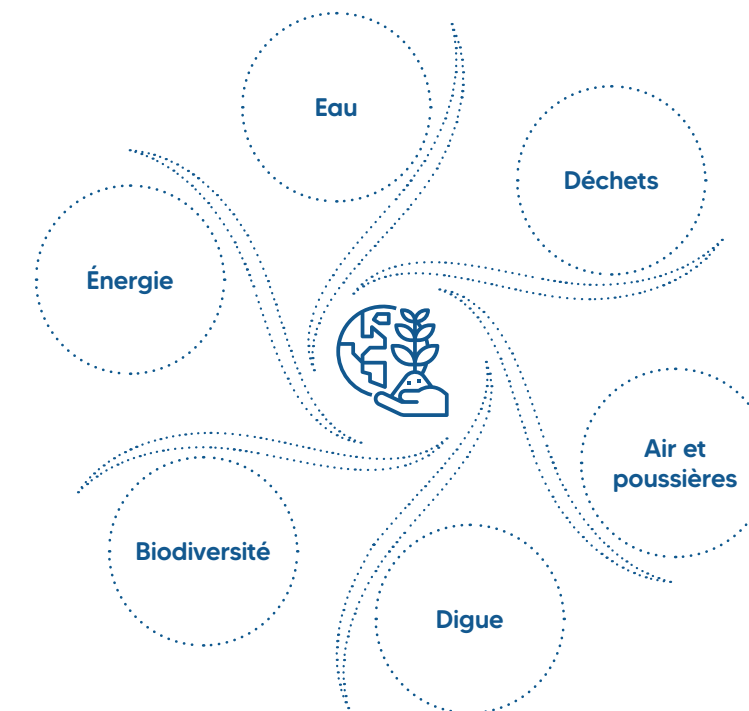
ORGANISATION DÉDIÉE

La démarche environnementale est mise en œuvre au niveau des opérations minières, industrielles ou de support en définissant une organisation qui déploie les orientations en matière d'environnement au quotidien en appui d'un comité de pilotage de l'environnement composé d'experts des différentes entités du Groupe.

Chaque entité dispose ainsi d'un programme de management environnemental avec un plan d'actions recouvrant à la fois les axes majeurs d'impacts propres à ses activités ainsi que des sujets transverses émanant du Comité de pilotage. Durant 2019, l'accent a été mis sur la gestion des digues et des rejets solides, la préservation de la ressource hydrique et la refonte des indicateurs dans le cadre de la footprint scorecard.

ANALYSE DES IMPACTS POTENTIELS

Dès la conception des nouveaux projets, le volet environnemental est intégré dans les choix et décisions d'investissement. Les études des impacts environnementaux et sociaux sont systématiquement menées pour les nouveaux projets conformément aux réglementations en vigueur des pays d'implantation et avec les standards du Groupe en la matière qui nourrissent la cartographie des impacts et aspects environnementaux potentiels.



L'engagement pour la maîtrise des incidences environnementales s'accompagne d'allocations des ressources nécessaires pour répondre aux exigences environnementales les plus avancées du secteur en insistant sur la sensibilisation et la responsabilisation du capital humain aux enjeux de protection de l'environnement et le déploiement d'un système de management environnemental sur les différents sites d'exploitation du Groupe certifié selon la norme environnementale ISO 14001.



ENTITÉ	ISO 14001 1 ^{ère} certification
CTT Guemassa	2003
CMG Hajjar	2003
CMG Draa Sfar	2013
CTT Bouazzer	2015
AGM	2012
SOMIFER	2016
CMO	2017
Reminex Centre de Recherches	2003
SMI	2013
SAMINE	2014
TECHSUB	2003

> ASPECTS ENVIRONNEMENTAUX ET RÉALISATIONS

PRÉSERVATION DE LA RESSOURCE EN EAU

Ressource essentielle pour le développement économique et social des zones d'implantation, la préservation de l'eau bénéficie d'une attention particulière au sein de Managem, notamment à travers la mise à disposition de consignes et règles relatives à la rationalisation du recours aux ressources en eau.

Cette démarche est renforcée au niveau de chaque site par l'affectation d'un responsable Qualité & Environnement dont les fonctions incluent une veille au respect des règles générales de Managem et une orientation des collaborateurs sur site aux bonnes pratiques.

Dans le cadre des fonctions relatives à la protection de l'environnement, les responsables Qualité & Environnement sont également tenus de veiller au respect des dimensionnements prévus pour les tirages et consommations d'eau, et de leur correspondance aux quantités de matériaux extraits et traités.

A cette fin, ils bénéficient d'un accompagnement technique de la part des unités de production, ainsi que d'outils de suivi permettant la mesure des débits d'eau tirés et utilisés à titre régulier.

Par ailleurs, chaque site est doté de sa propre politique de rationalisation du recours à l'eau pour les activités minières et industrielles nécessaires à l'extraction et traitement des minerais.

Ces politiques locales se caractérisent par des objectifs annuels et un suivi régulier des consommations d'eau, afin de permettre l'identification précoce des anomalies qui pourraient altérer l'accès aux ressources en eau pour les communautés riveraines.

En plus des processus de production continuellement optimisés pour réduire la consommation en eau, les sites déploient des actions de recyclage pour favoriser les circuits fermés pour économiser davantage la ressource hydrique.

Groupe Managem (Entités minières et industrielles au Maroc et Manub)	2019
Consommation Eau (m3)	12 331 079
Ratio de consommation d'eau par tonnage traité (m3/TT)	1,68
Taux de recyclage	60%

RÉDUCTION DE LA CONSOMMATION D'ÉNERGIE ET DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES

Soucieux de réduire son empreinte carbone, Managem a consacré des efforts considérables à une stratégie visant à la réduction des consommations énergétiques de ses activités, et le renforcement de ses capacités de production d'énergie à partir de sources renouvelables, et ce afin d'en réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Une attention particulière est portée à la formation des nouvelles recrues au bon usage des équipements afin d'optimiser les consommations d'énergie et éviter les déperditions. Ce processus d'intégration assure à Managem de disposer d'un capital humain sensibilisé aux enjeux du changement climatique, et outillé pour contribuer à sa maîtrise.

Managem a également été en mesure d'accroître ses capacités de recours aux énergies renouvelables pour subvenir aux besoins associés à ses activités, notamment via un partenariat avec Nareva, leader de l'éolien au Maroc. Ce partenariat a ainsi permis à Managem d'opérer avec plus de 61% de ses consommations d'électricité issues d'énergies renouvelables.

Managem poursuit également ses efforts pour le renforcement des capacités de caractérisation et de suivi de ses consommations d'énergie, par ses moyens propres ou en recourant à des partenariats avec d'autres organisations.

Après l'expérience concluante de la filière Cobalt en 2015, le Groupe continue

sa collaboration pour la généralisation des Bilans Carbone à l'ensemble de ses activités, et ce, en partenariat avec la fondation Mohamed VI pour l'environnement.

Par ailleurs, à l'aube de la COP 22, le Groupe a adopté une stratégie climat volontariste pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre (GES).

Ainsi, le Groupe a signé le Pacte Quali'air initié par la fondation Mohammed VI pour l'Environnement et la CGEM pour réaliser le bilan carbone pour l'ensemble de ses activités. Le Groupe s'est engagé également à :

- › généraliser le recours aux Energies Renouvelables sur l'ensemble de ses sites miniers ;
- › mettre en place un plan d'efficacité énergétique ;
- › développer les facteurs d'émissions GES pour ses différents produits ;
- › prendre en compte les changements climatiques tout au long du cycle de vie du développement minier ;
- › promouvoir l'innovation et les meilleures techniques et technologies en faveur du climat.

Le Groupe poursuit ses efforts pour rendre ses systèmes de management d'efficacité énergétique en ligne avec la norme ISO 50001 et répondre à l'ensemble de ses exigences.

Groupe Managem (Entités minières et industrielles au Maroc et Manub)	2019
Consommation globale d'électricité (MWH)	403 356
Ratio de consommation d'électricité de source propre	57%
Ratio de consommation d'électricité par tonnage traité (KWH/TT)	53



R&D POUR L'EXCELLENCE ENVIRONNEMENTALE

Depuis plus de 30 ans, le centre de recherche, spécialisé dans les sciences et technologies minières, et qui s'appuie sur des infrastructures, technologies et ressources de pointe, accompagne les activités du Groupe Managem sur toute la chaîne de valeur : l'extraction, l'hydrométallurgie, le traitement de minerais, l'environnement, l'analyse et la caractérisation minéralogique.

L'équipe R&D s'assure de la qualité du produit, de l'optimisation des ressources, de la protection de l'environnement et de la satisfaction des parties prenantes.

Certifié ISO 9001, ISO 14001 et OHSAS 18001, le centre développe des solutions innovantes et étudie des phénomènes scientifiques associés à plusieurs enjeux, parmi lesquels :

- › La mise au point de procédés et de nouvelles technologies dans le traitement des minerais, l'hydrométallurgie, et la création de nouveaux produits ;
- › Les analyses chimiques et minéralogiques pour l'exploration et les opérations d'extraction ;
- › Les techniques minéralurgiques se basant sur la séparation physique entre les minéraux (flottation, gravimétrie, séparation magnétique, séparation, densimétrie) ;
- › Les techniques et procédés hydrométallurgiques, depuis la mise en solution à la purification et à la récupération ;
- › L'appui aux industriels pour leurs démarches de progrès continu.



ENTITÉ

Reminex Centre de Recherches

ISO 17025

Depuis 1997

ECONOMIE CIRCULAIRE

Managem s'est engagé dans la promotion de l'utilisation, la réutilisation, le recyclage et l'élimination responsable des déchets issus de ses activités. Ces efforts de développement de solutions industrielles de valorisation des déchets ont valu au Groupe de voir un de ses projets obtenir le label officiel décerné par le comité de pilotage de la COP 22 au projet de l'usine d'acide sulfurique dont le principe est la valorisation des rejets miniers du site CMG permettant la production d'une partie des besoins énergétiques du site. Le projet a des retombées positives sur l'environnement à travers le recyclage de déchets miniers, la production d'énergie propre pour l'alimentation du site en énergie et la réduction des émissions de CO2 consécutive à l'élimination du transport de l'acide sulfurique entre le fournisseur et les sites.

En 2018, SMI a entamé la construction d'une nouvelle usine en intégrant les critères environnementaux dès la conception du projet qui vise la valorisation des halles. Le processus de traitement a été conçu pour fonctionner en circuit fermé avec des eaux issues du recyclage et le stockage des rejets est réalisé dans des digues avec des géomembranes pour une meilleure prévention de l'impact des rejets solides.

Ainsi en 2019, l'ensemble des sites du Groupe sont inscrits dans un projet de valorisation des rejets miniers.

PROTECTION DE LA BIODIVERSITÉ

Managem a fait le choix d'adopter une approche proactive pour la préservation de la biodiversité de l'ensemble des impacts environnementaux qui pourraient résulter de ses activités.

Ainsi, un programme d'intégration progressive des plans de réhabilitation des sites miniers a été mis en place assurant ainsi la prise en compte de cet aspect dans les études d'impact environnemental des nouvelles implantations de sites miniers, ainsi que lors de l'actualisation de la revue des impacts environnementaux des sites en cours d'exploitation.

Par ailleurs, Managem continue de renforcer son dispositif visant à réduire les risques d'accidents environnementaux, notamment les risques d'incendies et les déversements de produits dangereux.

La thématique de réhabilitation des sites miniers en fin de vie est également un des aspects sur lesquels l'approche stratégique est associée à l'action. En effet, le Groupe anticipe le devenir des sites d'exploitation à travers des études techniques dédiées lesquelles formalisent les plans de réhabilitations des sites miniers. Ce programme accompagne l'ensemble des sites et inclut progressivement ceux dont l'exploitation a commencé avant cette date.

Des formations dédiées à la réhabilitation des sites ont ainsi été mises en place, ainsi que des simulations de situations de risques au profit des collaborateurs des sites, avec des fréquences adaptées à des caractérisations de ces risques personnalisées pour chacun d'entre eux.

RÉHABILITATION DU SITE AU GABON

La réhabilitation des sites d'activité du Groupe au Gabon a été opérée dans le respect des exigences environnementales et sociales.

Une attention particulière a également été portée aux enjeux relatifs à la biodiversité.

En effet, suite à la fin de l'exploitation de l'unité gabonaise de REG, Managem a procédé à la réhabilitation des sites, via un programme de reboisement en 4 campagnes annuelles qui s'étend sur 3 années. Le programme en question a permis la re-végétalisation de 36.5 hectares à date de fin 2019, prévoyant de porter cette surface à 71.5 hectares à l'échelle de l'année 2020.

Ce programme de réhabilitation, réalisé sous l'égide des autorités gouvernementales chargées de l'environnement, est mis en œuvre en partenariat avec un Cabinet Gabonais expert, composé essentiellement de botanistes et paysagistes, ainsi que des coopératives locales du département Lekoko.

Des sessions de dialogue ont pu confirmer la satisfaction des parties prenantes impliquées des résultats du programme post-arrêt de l'activité de REG des sites d'activité gabonais de Managem.

Le Groupe Managem n'a pas fait l'objet de litige ou de poursuite à caractère environnemental au cours de l'année passée.

› ENGAGEMENT ANCRÉ VERS LE DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE DES TERRITOIRES D'IMPLANTATIONS

Le Groupe MANAGEM, en tant que principal acteur économique dans les zones reculées où il opère, continue de contribuer activement, au développement social et économique des communautés riveraines à ces opérations, au Maroc comme dans les autres pays africains, où le groupe est implanté. La présence de MANAGEM dans ces zones, a naturellement permis de contribuer à la dynamisation de l'employabilité locale et à l'accessibilité aux infrastructures de base.

Par ailleurs, MANAGEM a développé au fil des années une stratégie de responsabilité sociétale, déclinée sur toutes ses filiales, qui veillent à son intégration au cœur de leurs activités, selon les spécificités propres à chaque zone.

DÉMARCHE PARTICIPATIVE ET INCLUSIVE

L'engagement sociétal du groupe, réaffirmé lors de l'adoption de la nouvelle charte RSE, en 2018, s'articule autour des trois axes interconnectés, suivants : l'entrepreneuriat social, l'éducation et la jeunesse, ainsi que la culture et le bien-être.

Considérant que la gestion de la relation avec les communautés locales représente le principal enjeu pour notre secteur, le Groupe Managem a adopté une organisation dédiée au sein de chaque site en nommant un responsable sociétal en charge de l'écoute et du dialogue avec les riverains en appui des directions des sites afin de favoriser la proximité et l'efficacité des actions.

L'intervention sociétale repose sur des principes d'actions tenant compte de la spécificité de l'engagement sociétal dans les zones d'exploitation minière et vise à :

- › Faire œuvrer pour développer l'autonomie des acteurs ;
- › Faire adhérer des acteurs et appropriation du programme ;
- › Valoriser les potentialités locales.

L'action sociétale est ainsi déployée au sein de chaque site dans le respect des orientations stratégiques du Groupe et des axes d'interventions qui promeuvent une contribution active à l'accès aux différents services et compétences favorisant le développement social et économique des communautés locales. Le pilotage au niveau Corporate assure le suivi des réalisations par rapport aux objectifs prédéfinis afin de pouvoir rendre compte de l'état d'avancement aux différentes parties prenantes.

Elaboré annuellement, le programme sociétal est co-construit avec les acteurs locaux en se basant sur les études sociétales réalisées et la remontée des besoins des communautés et les priorités de développement local. Ainsi, l'action social s'articule autour trois domaines considérant comme impactant à savoir : l'entrepreneuriat, Education et Jeunesse, et la culture et le bien-être.

Engagement avec les communautés locales	2019
Partenaires (Maroc)	20
Nombre de réunions avec les partenaires sociétaux au Maroc	78

ENTREPRENEURIAT

La présence de MANAGEM, à travers ses filiales, dans des zones à faible attractivité économique, a permis de créer des opportunités entrepreneuriales, pour différents segments de la population riveraines aux opérations, dans une démarche encourageant ces communautés à devenir acteur de leur développement socio-économique. A travers notamment :

- › Le maintien au sein de nos filiales nationales d'une politique de recrutement local. A ce jour le taux d'emploi local pour les opérateurs varie entre 60% et 75%.
- › La création d'entreprises locales sous-traitantes ou l'implantation d'entreprises nationales, favorisant l'emploi des compétences locales. Autour de la SMI, par exemple, 10 sous-traitants permanents ont été identifiés à fin 2018.
- › Le soutien financier des AGR pour le lancement des activités, et appui à leur participation aux différents salons régionaux et nationaux, permettant

la commercialisation des produits et favorisant l'échange entre les différentes régions du Royaume.

Parallèlement à ces actions impulsées au niveau des sites, Managem a noué un partenariat avec Injaz Al Maghrib en 2018 visant à donner un élan aux initiatives d'appui à l'entrepreneuriat social, et constitue une première dans le milieu rural, avec la particularité de rapprocher l'offre d'éducation à l'entrepreneuriat au périmètre de nos zones d'activités et d'élaborer des programmes adaptés aux réalités du terrain et aux besoins de la population.

Ainsi, Grâce à leurs expertises complémentaires, Managem et Injaz Al Maghrib ont développé trois programmes autour de l'entrepreneuriat couvrant une audience allant du plus jeune âge aux adultes actifs qui ont été déployé dans des sites pilotes au niveau de Bou Azzer, Guemassa, SMI et Somifer et ambitionne d'être généralisé à l'ensemble des sites du Groupe.

EDUCATION & JEUNESSE :

L'axe de l'éducation & Jeunesse représente un pilier majeur de notre engagement communautaire convaincue que l'investissement dans une éducation de qualité est le gage de développement social et économique à la fois à titre individuel, communautaire et national.

En analysant les besoins remontés et en participant aux échanges avec les acteurs locaux sur les thématiques d'éducation, Managem a mis en place des actions avec des partenaires solides visant la réduction de disparités existantes entre le milieu rural et urbain.

En effet, les besoins en matière d'éducation dans les zones d'activité de Managem étant très diversifiés, souffrant encore de lourds déficits en infrastructures et ressources humaines, les actions engagées

s'inscrivent dans une logique de soutien à la qualification de l'école afin de contribuer à la lutte contre l'abandon scolaire, encourager la scolarité des filles et donner une dimension éducative et citoyenne à l'expérience scolaire des enfants des riverains.

De la petite enfance, à l'enseignement secondaire et même au-delà, le groupe intervient sur plusieurs volets pouvant améliorer la vie scolaire et favoriser sa réussite à travers notamment :

- › La promotion du préscolaire, via la construction, l'aménagement et l'équipement de classes de préscolaire, ainsi que l'appui de monitrices. A date 12 villages autour du complexes hydro- métallurgique de Guemassa, ont bénéficié de ces actions.

- › La réhabilitation d'infrastructures scolaires, notamment les blocs sanitaires, l'un des facteurs décisifs dans la continuité des études, notamment au rang des filles ;
- › L'appui au transport scolaire, participant à la déperdition scolaire en son absence, au cours des trois dernières années, la contribution du groupe en termes d'achat et de location de bus, a permis d'assurer le transport scolaire à plus de 2000 élèves et étudiants ;
- › Le soutien des activités parascolaires, à l'instar de colonies de vacances, d'activités culturelles et sportives.

CULTURE & BIEN-ÊTRE

Les facteurs, qualitatifs et quantitatifs, contribuant au bien être communautaire sont autant diversifiés que complexes, particulièrement dans des zones reculées où le minimum nécessaire est souvent défaillant ou même absent.

L'intervention du groupe, en termes de bien-être consiste en la contribution aux services de base, à savoir :

- › L'appui pour l'accès à l'eau potable. En termes de creusement de forages d'eau potables, leur équipement en pompes et conduites. Entre 2017 et 2019, plus de 3500m de conduites ont pu raccorder les communautés aux sources d'eau.
- › L'introduction et la promotion de l'équipement en plaques solaires, pour le pompage d'eau potable et agricole. nombre de puits équipés en énergie solaire pour l'approvisionnement en eau potable. En 2019, dans le cadre d'un projet extensif d'équipement 10 villages, de la même commune, ont été équipés en système de pompage par l'énergie solaire.
- › Contribution au rapprochement de l'offre sanitaire, à travers les caravanes médicales et les campagnes de circoncision.
- › La mobilisation des ressources humaines et matérielles pour intervenir lors des intempéries pour la réhabilitation des pistes reliant les villages de la région et qui ont été endommagées.

Répartition des investissements sociétaux	2019
Contribution budgétaire dans l'axe du Bien être	51%
Contribution budgétaire dans l'axe de l'Education Jeunesse & Entrepreneuriat	49%

Focus : Bilan partenariat INJAZ AL MAGHRIB à fin 2019

	Objectifs	Réalisations
IT'S MY BUSINESS	Sensibilisation à l'entrepreneuriat et aux success stories d'entreprises	<ul style="list-style-type: none"> › 457 élèves de 3ème de collège › 13 classes au niveau de 5 collèges › 16 conseillers bénévoles pour le déploiement du programme
COOPER UP	Accompagnement et renforcement des capacités entrepreneuriales	<ul style="list-style-type: none"> › 22 structures, coopératives et associations › 900 bénéficiaires › 16 conseillers bénévoles (coaching individuel)
MA COMMUNE	Découverte de la vie socio-économique locale et des métiers	<ul style="list-style-type: none"> › 450 élèves de 5ème et 6ème primaire › 25 Classes au niveau de 21 écoles › 20 enseignants formés

ASSURER UNE GOUVERNANCE RESPONSABLE

ÉTHIQUE, DÉONTOLOGIE ET LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Managem dispose d'un code de déontologie conformément aux dispositions sur les sociétés cotées. Le Groupe a nommé un responsable de la déontologie depuis Juillet 2014.

Le risque de corruption est intégré au périmètre sous revue du Risk Management et du contrôle interne et des missions d'audits internes sont menées à fréquence régulière pour en vérifier la conformité et prévenir les risques potentiels de corruption.

Des procédures formalisées sont formalisées au niveau des achats

qui définissent plusieurs niveaux de validation et de contrôle avant l'étape de la contractualisation.

En vue de se hisser aux meilleurs standards en matière d'éthique, Managem a lancé un Code d'Éthique et de Conduite des affaires » en mars 2020 et a prévu un plan de formation sur le Code à l'ensemble des collaborateurs. L'année 2019 fût consacrée à la consultation, la rédaction, la relecture et la revue du code dans le cadre des travaux du comité 3R.

Aucun incident ne fût remonté en 2019.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Conformément aux dispositions de l'article 14 des statuts de Managem, la Société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins et par douze membres au plus, nommés par l'Assemblée Générale et renouvelés ou révoqués par elle. Au 31 décembre 2019, le Conseil d'Administration avait huit membres.

Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou morales. Dans ce dernier cas, lors de sa nomination, la personne morale est tenue de désigner un représentant permanent pour une durée de mandat identique au sien, qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'il était administrateur en son propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire et de la personne morale qu'il représente.

Un salarié de la Société ne peut être nommé administrateur qu'à la seule condition que son contrat de travail corresponde à un emploi effectif et sans que le nombre des administrateurs salariés

ne dépasse le tiers des administrateurs en fonction.

Par ailleurs, l'article 14 des statuts de la Société stipule également que les administrateurs qui ne sont ni président, ni directeur général, ni directeur général délégué, ni salarié de la Société exerçant des fonctions de direction doivent être plus nombreux que les administrateurs exerçant l'une des fonctions précitées. Enfin, l'article 14 stipule que la durée des fonctions des administrateurs est de six années.

Managem est en cours de mise en conformité avec les dispositions de l'article 41 bis de la loi n° 20-19, publiés au bulletin officiel en avril 2019, modifiant et complétant la loi n° 17-95 relative aux sociétés anonymes, et notamment sur les critères d'indépendance des administrateurs. Managem S.A prévoit d'être en conformité avec les dispositions de la loi précitée au premier semestre 2020.

Membres du Conseil d'Administration	Fonction	Nomination	Dernier Renouvellement	Expiration du mandat	Lien avec le Groupe Managem
M. Imad TOUMI	Président Directeur Général	28/01/2016	27/05/2016	AGO 2021	Président Directeur Général
M. Bassim JAI HOKIMI	Administrateur	04/06/2002	22/05/2014	AGO 2020	Administrateur Al Mada (maison mère) et SMI (filiale)
M. Hassan OURIAGLI	Administrateur	09/11/2009	15/05/2015	AGO 2021	Administrateur Al Mada (maison mère) et SMI (filiale)
Mme Noufissa KESSAR	Administrateur	10/09/2015	27/05/2016	AGO 2022	Administrateur CMG et CTTA (filiales)
M. Frédéric TONA*	Administrateur indépendant	24/09/2019	-	Ratification sa cooptation AGO 2020	Aucun
AL MADA rep. par M. Hassan OURIAGLI	Administrateur	27/05/2011	16/06/2017	AGO 2023	Actionnaire
ONHYM Rep. par Mme Amina BENKHADRA	Administrateur	16/09/1996	22/05/2014	AGO 2020	Administrateur CMG et SMI (filiales)
SIGER Rep. par M. Karim KHETTOUCH	Administrateur	04/06/2002	22/05/2014	AGO 2020	Actionnaire Al Mada actionnaire de Managem

Le tableau suivant présente les représentants d'une personne morale administrateur au 31 décembre 2019 :

Membres du Conseil d'Administration	Fonction actuelle (Managem)	Personne morale administrateur représentée	Fonction actuelle (Société représentée)	Lien de la société représentée avec Managem
Hassan OURIAGLI	Administrateur	AL MADA	Président Directeur Général	Maison mère de Managem
Amina BENKHADRA	Administrateur	ONHYM	Directrice Générale	Actionnaire dans CMG (filiale de Managem)
Karim KHETTOUCH	Administrateur	SIGER	Directeur Général	Actionnaire dans Al Mada (maison mère de Managem)

FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Actions de garantie

Selon l'article 15 des statuts de Managem, les administrateurs se doivent de détenir au moins une action pendant toute la durée de leur mandat.

Durée des fonctions des administrateurs

La durée des fonctions des administrateurs est de six années, chaque année étant entendue comme la période courue entre deux Assemblées Générales Ordinaires annuelles consécutives.

Rémunération des administrateurs

L'article 20 des statuts de la Société offre à l'Assemblée Générale Ordinaire la possibilité d'allouer au Conseil d'Administration, à titre de jetons de présence, une somme fixe annuelle, qu'elle détermine librement. Le Conseil d'Administration répartit cette somme entre ses membres dans des proportions qu'il juge convenables.

L'Assemblée Générale Ordinaire a fixés des jetons de présence à 640 000 MAD par an.

Prêts accordés aux membres du Conseil d'Administration et des organes de direction

Au 31 décembre 2019 les membres du Conseil d'Administration et les organes de direction n'ont bénéficié d'aucun prêt accordé ou constitué en leur faveur.

Réunions du Conseil d'Administration

L'article 17 des statuts indique que le Conseil d'Administration se réunit, sur convocation de son Président, au moins 2 fois par an et aussi souvent que la loi ou l'intérêt de la Société l'exige. Le président fixe l'ordre du jour du Conseil d'Administration, en tenant compte des demandes d'inscription sur ledit ordre des propositions de décisions émanant de chaque administrateur. Le Conseil d'Administration se réunit au siège ou en tout autre endroit indiqué dans la lettre de convocation.

L'article 17 prévoit également qu'en cas de non réunion du Conseil d'Administration depuis plus de deux mois, le Directeur Général ou le tiers au moins des administrateurs peut demander au Président du Conseil d'Administration de convoquer le Conseil. En cas de non convocation du Conseil d'Administration par son Président dans un délai de 15 jours à compter de la date de la demande, ledit Directeur Général ou lesdits administrateurs peuvent convoquer le Conseil d'Administration à se réunir tout en établissant l'ordre du jour objet de la convocation.

Taux de présence effective aux séances du Conseil d'Administration

Au cours de l'exercice 2019, le Conseil d'Administration a tenu quatre réunions :

Date de Conseil d'Administration	Taux de présence
CA du 1 ^{er} février 2019	5/8 administrateurs
CA du 20 mars 2019	5/8 administrateurs
CA du 24 septembre 2019	7/9 administrateurs
CA du 10 décembre 2019	7/8 administrateurs

Quorum, majorité et procès-verbaux

Le conseil ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres est effectivement présente.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés ; en cas de partage des votes, la voix du Président est prépondérante.

Les délibérations du Conseil sont constatées par des procès verbaux établis par le secrétaire du Conseil sous l'autorité du Président et signés par ce dernier et au moins un administrateur.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration sont consignés sur un registre spécial tenu au siège social, coté et paraphé par le greffier du tribunal du lieu du siège social.

Parité

Le taux de représentation des femmes au Conseil d'administration est de 25%.

Pouvoirs du Conseil

L'article 18 investit le Conseil d'Administration de déterminer les orientations de l'activité de la société et veiller à leur mise en oeuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux Assemblées et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent. Le Conseil d'Administration procède également aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

BIOGRAPHIES DES ADMINISTRATEURS

M.Imad Toumi, *Président Directeur Général*

Monsieur Imad TOUMI est diplômé de l'École Polytechnique (X 1982), titulaire d'un doctorat de l'Université Paris 6, et d'un MBA de l'école des Hautes Etudes Commerciales de Paris (MBA HEC 2000). Il a une expérience de plus de 20 ans en management de projets industriels dans le domaine de l'énergie et des mines. Après un début de carrière au sein du Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA), il rejoint AREVA en 2002 où il occupera plusieurs postes, dont la Direction Générale de AREVA South Africa, puis de AREVA Niger. Il a aussi été membre du Comité de Direction de la branche Mines d'AREVA et administrateur de plusieurs sociétés minières en Afrique et au Canada.

M. Bassim JAI HOKIMI, *Administrateur*

Diplômé de l'École Polytechnique et d'un Master en Computer Science à l'Université de Stanford en Californie aux États-Unis. M.HOKIMI occupe actuellement le poste de Président Directeur Général d'ATLAMED, une société anonyme basée à Casablanca, ayant pour objet le capital investissement et le conseil financier.

Après ses expériences dans les systèmes d'information (Royal Air Maroc), la banque de marchés (Mediafinance au Maroc), et le conseil (Orga Consultants à Paris), M.HOUKIMI prendra la présidence du groupe SNI/ONA (actuellement AL MADA) de 2002 à 2005.

M. Hassan OURIAGLI, *Administrateur*

Diplômé de l'École Polytechnique et de l'École Nationale des Ponts et Chaussées, M. OURIAGLI occupe actuellement les postes de Président Directeur Général du groupe AL MADA, et d'administrateur dans plusieurs filiales du groupe. Auparavant, M. OURIAGLI occupait les postes suivants :

- › Directeur associé à Cap Gemini Ernst & Young, à Paris ;
- › Directeur attaché à la présidence ONA, chargé des participations financières ;
- › Directeur délégué de l'ONA, absorbée par la SNI en 2010.

M. Frédéric Tona, *Administrateur indépendant*

Docteur en géologie appliquée de l'Université Pierre et Marie Curie de Paris, M. TONA exerce actuellement en tant que consultant indépendant en géologie et stratégie minière. Auparavant, M. TONA occupait plusieurs postes dont :

- › Géologue minier à la Société Minière et Métallurgique de Peñarroya Espagne ;
- › Exploration Manager AMOK CLUFF MINING Canada ;
- › Chef des Missions Préliminaires de COGEMA - France ;
- › Directeur des Recherches Minières de COGEMA - France ;
- › Directeur du Secteur Mines Chimie Enrichissement d'AREVA - France.

Mme. Noufissa KESSAR, *Administrateur*

Diplômée de l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne, Mme KESSAR occupe depuis 2015 le poste de Directrice exécutive d'AL MADA (ex SNI). Auparavant, elle occupait les postes suivants :

- › Ingénieur-cadre à la direction de l'organisation du groupe Nestlé, à Vevey (Suisse) ;
- › Directrice d'Attijari Finances Corp ;
- › Directrice de la direction des financements structurés au sein du groupe Attijariwafa bank ;
- › Directrice exécutive du groupe Attijariwafa bank, en charge de la création de la banque privée.

Mme. Amina Benkhadra, *Administrateur représentante de l'ONHYM*

Diplômée et ingénieur civil des mines de l'École Nationale Supérieure des Mines de Nancy en 1978. Mme Benkhadra a également un doctorat en sciences et techniques minières (ENSM Paris), en plus d'une double formation en management à l'Université de Columbia (1990). Aujourd'hui, elle occupe le poste de Directrice Générale de l'ONHYM. Auparavant, elle occupait les postes suivants :

- › Directrice Générale de l'Office national de recherches et d'exploitations pétrolières (Onarep) ;
- › Directrice générale du Bureau des recherches et participations minières (BRPM) ;
- › Directrice des mines au ministère de l'Énergie et des Mines ;
- › Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Énergie et des Mines, chargée du Développement du secteur minier ;
- › Ministre de l'Énergie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement.

M. Karim KHETTOUCH, *Administrateur représentant de SIGER* *Directeur Général de la Siger.*

LES ORGANES DE DIRECTION

L'article 19 des statuts de Managem stipule que la direction générale est assumée soit (i) par le Président du Conseil d'Administration avec le titre de Président Directeur Général, soit (ii) à une autre personne physique nommée par le Conseil d'Administration et portant le titre de Directeur Général.

Sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au Conseil d'Administration, et dans la limite de l'objet social, le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société.

Il représente la Société dans ses rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus, sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux Assemblées Générales et des pouvoirs spécifiques du Conseil d'Administration.

Conformément à l'article 19 décrit ci-dessus, le Conseil d'Administration a opté pour le cumul des fonctions de Président du Conseil d'Administration et de Directeur Général.

En conséquence, il a confirmé M. Imad TOUMI en qualité de Président Directeur Général pour la durée de son mandat.

M. Imad TOUMI (né en 1964),
Président Directeur Général

Cf page 56

M. Youssef EL HAJJAM (né en 1972),
Directeur Général des opérations métaux de base

Diplômé de l'Ecole Polytechnique en 1993 puis de l'Ecole des Mines de Paris en 1995, M. EL HAJJAM rejoint Managem la même année en tant qu'ingénieur en charge du traitement à CTT Guemassa. Il occupera ensuite plusieurs postes de responsabilité dans l'activité hydrométallurgie, notamment Responsable du projet Hydro II et Responsable d'exploitation des usines Cobalt II. En 2002, il rejoint l'activité « ingénierie » en tant que Directeur de projet. Il est ensuite chargé de la Direction de la mine de SAMINE. En 2005, il occupe le poste de Directeur technique des exploitations minières avant d'être nommé Directeur de développement. En 2008, il est nommé Directeur Général de la Branche Métaux Précieux puis Directeur Général de la Branche métaux précieux & Fluorine en 2011.

Depuis Juillet 2019, M. EL HAJJAM est Directeur Général des opérations métaux de base.

Mme Naoual ZINE (née en 1976),
Directrice Générale Reminex & Projets

Mme ZINE est diplômée de l'Ecole Mohammedia des Ingénieurs (1998). Elle rejoint Managem la même année en charge de la gestion du projet d'extension de l'usine à la mine de SMI. Une année après, elle prendra en charge le service de planification minière à SMI. En 2003 elle rejoint la Direction Générale des exploitations minières Maroc en tant que Responsable du contrôle de gestion et gestion des investissements de l'activité minière du groupe. A partir de 2005, elle est nommée Directrice chargée du contrôle général qui regroupe les trois fonctions : contrôle de gestion stratégique, audit interne et risk management. En 2009, elle est nommée Directrice Financière et du Contrôle de Gestion Corporate et en 2017 Directrice Générale Adjointe Stratégie & Finance. En juillet 2019, Mme ZINE a été nommée Directrice Générale Reminex & Projets.

Liste des principaux dirigeants

Dirigeants	Fonction actuelle	Date d'entrée en fonction
Imad TOUMI	Président Directeur Général	Janvier 2016
Youssef EL HAJJAM	Directeur Général des opérations métaux de base	Juillet 2019
Naoual ZINE	Directrice Générale Reminex & Projets	Juillet 2019
Lhou MAACHA	Directeur Exécutif de l'Exploration	Juin 2016
Omar NAIMI	Directeur Achats, Approvisionnement et Logistique, chargé de mission auprès du PDG	Février 2017
Zakaria RBII	Directeur des Ressources Humaines, de la Communication et du développement durable	Juin 2018
Amine AFSAHI	Directeur Exécutif Marketing et Commercial	Juin 2016

Afin d'accompagner le développement du Groupe Managem, de nouveaux comités ont été mis en place. Ces comités ne sont pas rattachés au Conseil d'Administration.

M. Omar NAIMI (né en 1972),

Directeur Achats, Approvisionnement & Logistique ; Chargé de mission auprès du PDG

M. NAIMI est diplômé de l'École Mohammedia des Ingénieurs en 1997 et rejoint le Groupe MANAGEM la même année en tant qu'ingénieur maintenance à la mine de Bou azzer (CTT). En 2001, il est expatrié en Guinée pour occuper le poste de Responsable Maintenance et activités support de la mine de Kiniero. En 2003, il intègre la Direction des achats au Maroc en tant que Responsable Achats Investissements, PDR & Consommables spécifiques & chargé des achats pour les filiales à l'international. M. NAIMI revient aux opérations dès 2005 quand il est nommé Chef d'exploitation à la mine de Akka et est promu Directeur des exploitations à la même mine dès 2007. En 2008, il prend la Direction de Techsub à laquelle il rajoute la Direction des opérations à l'international au sein de la Direction Générale du développement et des activités à l'international en 2016.

Depuis Février 2017, M. NAIMI est nommé Directeur des achats, approvisionnement & logistique ; chargé de mission auprès du PDG.

M. Zakaria RBII (né en 1967),

Directeur Exécutif des Ressources Humaines, de la Communication et du développement durable

Ingénieur de formation, démarrant sa carrière au sein des ressources humaines de ST Microelectronics, Zakaria RBII a ensuite tenu plusieurs fonctions en Ressources Humaines dans divers secteurs, notamment les produits de grande consommation et le secteur automobile. Directeur des Ressources Humaines Maroc, Algérie et Tunisie auprès d'Unilever, il a également fait ses armes auprès de Mondelez et Toyota. Il a travaillé dans plusieurs pays comme l'Algérie, la Tunisie, la Chine et la région MENA. Il est par ailleurs Président de l'Association Nationale des Gestionnaires et Formateurs des Ressources Humaines (AGEF). Après 7 ans passés chez Centrale Danone, Zakaria RBII rejoint Managem à la tête de la Direction des Ressources Humaines, de la Communication et du Développement Durable en 2018.

M. Lhou MAACHA (né en 1967),

Directeur Exécutif de l'Exploration

Fort d'une expérience de plus de 29 ans dans le domaine de l'exploration, la génération de projet et le développement tant au Maroc qu'à l'international, titulaire d'un doctorat d'État en Géophysique et Métallogénie (2013), d'un diplôme d'études approfondies à l'université Cadi Ayyad (1994), et d'un diplôme d'Ingénieur d'État (1989), M. Lhou MAACHA a commencé sa carrière en tant que géologue minier à la mine polymétallique de Hajjar, la mine de Cobalt à Bou-Azzer et la mine de Cuivre à Beida. Ensuite, Directeur d'Exploration, puis, Directeur Général Exploration et Développement au sein du Groupe, son domaine d'expertise couvre plusieurs types de minéralisations et de commodités notamment les métaux précieux, les métaux de base, le Cobalt et les minéralisations magmatiques. Il a été également Directeur des Opérations de Managem. Il est administrateur de plusieurs filiales du Groupe et Vice-Président de l'Association Marocaine des Sciences de la Terre au Maroc.

M. Mohamed Amine AFSAHI (né en 1970),

Directeur Exécutif Marketing & Commercial

Diplômé de l'École Spéciale des Travaux Publics de Paris (1992), et titulaire d'un MBA de l'école des Ponts et Chaussées (2005), M. AFSAHI rejoint le Groupe Managem en mars 1993 pour une première expérience à CMG dans le domaine de la maintenance et en tant que Responsable des Méthodes. En 1997, il intègre la Direction de Développement de l'Intelligence Économique et du Développement des Métiers de l'Eau et de l'Environnement. En 2000, il est nommé Directeur Adjoint de l'Eau et de l'Assainissement, détaché au sein de Veolia - Tétouan. En 2004, il revient au sein du Groupe pour prendre en charge le Risk Management et le Contrôle de Gestion Corporate. En 2005, il est nommé Directeur des Achats et de la Logistique, puis, en 2008, Directeur Général des Activités Supports, regroupant Reminex

En 2011, il prend en charge la direction des grands projets de valorisation puis la commercialisation et le marketing des produits de Managem à partir de 2013.

Depuis Juin 2016, M. AFSAHI est Directeur Exécutif Marketing & Commercial.

Rémunérations des dirigeants

Le montant global de la rémunération brute annuelle attribuée aux principaux dirigeants de Managem au titre de l'année 2019 s'élève à 16,5 M MAD.

AUTRES MANDATS DES ADMINISTRATEURS DE MANAGEM SA

Mandats d'administrateur du Président

Au 31 décembre 2019, M. Imad TOUMI, Président Directeur Général de Managem, est également administrateur des sociétés suivantes :

Société	Activité	Lien avec le Groupe Managem	Fonction
AKKA GOLD MINING (AGM)	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
COMPAGNIE DE TIFNOUT TIRANIMINE (CTT)	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
COMPAGNIE MINIERE DE GUEMASSA (CMG)	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
SAGAX Maghreb S.A	Travaux d'exploration minière	Filiale	Président Directeur Général
CIMR	Caisse de Retraite	Aucun	Président Directeur Général
CTTA	Transport et travaux aériens	Filiale	Président Directeur Général
AFRICAPLANE	Transport aérien	GIE	Président Directeur Général
REMINEX	Recherche et Ingénierie minière	Filiale	Président Directeur Général
SOCIETE METALLURGIQUE D'IMITER (SMI)	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
SOCIETE ANONYME D'ENTREPRISES MINIERES (SAMINE)	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
SOCIETE MINIERE DE BOU GAFFER (SOMIFER)	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
TECHSUB	Sondages et travaux souterrains miniers	Filiale	Président Directeur Général
COMPAGNIE MINIERE D'OUMJRANE (C.M.O.)	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
COMPAGNIE MINIERE DE SAGHRO (C.M.S.)	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
COMPAGNIE MINIERE DE DADES	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
MANACET	Holding de participation	Filiale	Président Directeur Général
MANATRADE	Commercialisation de minerais	Filiale	Président Directeur Général
Managem INTERNATIONAL	Holding de participation	Filiale	Président Directeur Général
Fondation ONA	Association d'utilité publique	Aucun	Membre

M. Hassan OURIAGLI

Sociétés	Fonction
AL MADA	Président Directeur Général
COMPAGNIE CHERIFIENNE DES PRODUITS DU NAPHTHE NAPHTA	Président Directeur Général
COMPAGNIE MAROCAINE D'HUILERIE CMH	Président Directeur Général
DAN MAROC	Président Directeur Général
FINANCIERE DE PRISE DE PARTICIPATIONS	Président Directeur Général
FIRST CONNECT SAT	Président Directeur Général
GLOBAL COMMUNICATIONS	Président Directeur Général
INVEST CO HOLDING INVEST CO	Président Directeur Général
LONGOMETAL Afrique	Président Directeur Général
ONA COURTAGE	Président Directeur Général
ONA INTERNATIONAL ONAI	Président Directeur Général
RESERVES IMMOBILIERES	Président Directeur Général
SOCIETE FINANCIERE DE GESTION ET DE PLACEMENT SFGP	Président Directeur Général
FONDATION ONA	Président
FONDATION SUZANNE ET JEAN EPINAT FONDATION EPINAT	Président
IMMO MASUR	Gérant
ACIMA	Administrateur
AFRICAPLANE	Administrateur
ATTIJARIWAFI BANK AWB	Administrateur
COMPAGNIE OPTORG	Administrateur
COPROPAR	Administrateur
DIGIBAY	Administrateur
GROUP INVEST	Administrateur
HOSPITALITY HOLDING COMPANY H.Co	Administrateur
LAFARGE MAROC	Administrateur
LAFARGEHOLCIM MAROC LHM	Administrateur
LAFARGEHOLCIM MAROC AFRIQUE LHMA	Administrateur
MANAGEM	Administrateur
MARJANE HOLDING MARJANE	Administrateur
NAREVA HOLDING NAREVA	Administrateur
NAREVA POWER	Administrateur
OFNA	Administrateur
OHIO	Administrateur
OMNIUM DE GESTION MAROCAIN OGM	Administrateur
ONAPAR-AMETYS	Administrateur
ORIENTIS INVEST	Administrateur
PRESTIGE RESORTS PRESTIGE RESORTS	Administrateur
RADIO MEDITERRANEE INTERNATIONALE RMI	Administrateur
RIHLA IBN BATTUTA PROD RIHLA	Administrateur
SAPINO	Administrateur
SOCIETE IMMOBILIERE AGENA	Administrateur
SOCIETE AFRICAINE DE TOURISME SAT	Administrateur
SOCIETE CENTRALE D'INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS SCII SCII	Administrateur
SOCIETE IMMOBILIERE CENTURIS	Administrateur
SOCIETE IMMOBILIERE DARWA	Administrateur
SOCIETE IMMOBILIERE MANDARONA	Administrateur
SOCIETE IMMOBILIERER AZZAHRO SOCIETE IMMOBILIERE HAWAZINE	Administrateur
SOCIETE METALLURGIQUE D'IMITER SMI	Administrateur
WAFI ASSURANCE	Administrateur
WANA CORPORATE	Administrateur

Source : Managem

M. Bassim JAI HOKIMI

Sociétés	Fonction
ATLAMED	Président Directeur Général
AM INVEST MOROCCO	Président Directeur Général
COFIMAG	Président Directeur Général
INVOLYS	Président Directeur Général
GEMA CORP	Administrateur
GEMADEC	Administrateur
SECURIMAG	Administrateur
SOFRENOR	Administrateur
EGFI	Administrateur
INTEX CO	Administrateur
WATEC	Administrateur
3P FUND	Administrateur
AL MADA	Administrateur
SMI	Administrateur
Tuyauto Gestamp Morocco	Administrateur

Source : Managem

Mme. Noufissa KESSAR

Sociétés	Fonction
ORIENTIS INVEST	Administrateur
PRESTIGE RESORTS	Administrateur
MARJANE HOLDING	Administrateur
COMPAGNIE CHERIFIENNE DES PRODUITS DU NAPHTHE	Administrateur
ONAPAR-AMETYS	Administrateur
SOPRIAM	Administrateur
SOCIETE IMMOBILIERE CENTURIS	Administrateur
COMPAGNIE MINIERE DES GUEMASSA	Administrateur
COMPAGNIE DE TRANSPORTS ET DE TRAVAUX AERIENS (CTTA)	Administrateur
OMNIUM DE GESTION MAROCAIN	Administrateur
COMPAGNIE OPTORG	Administrateur
SOTHERMA	Administrateur

Source : Managem

Mme. Amina Benkhadra

Sociétés	Fonction
CMG	Administrateur
SMI	Administrateur

Source : Managem

M. Frédéric TONA

M. Frédéric TONA n'a pas d'autres mandats d'administrateur dans d'autres entités.

M. Karim KHETTOUCH

M. Karim KHETTOUCH est Directeur Général de la Siger.

III - RAPPORT ESG

Comités spécialisés

Conformément aux dispositions de la loi sur les sociétés anonymes, le Groupe s'est doté de deux comités spécialisés : le Comité des Risques et des Comptes, et le Comité de Rémunération :

Intitulé	Comité des Risques et des Comptes
Périodicité	Semestrielle
Membres	M. Bassim JAI HOKIMI – Administrateur de Managem Mme Amina BENKHADRA – Administrateur de Managem Mme Noufissa KESSAR – Administrateur de Managem Mme Naoual ZINE – Directrice Générale Adjointe Finances & Stratégie de Managem (jusqu'au 24/09/2019) Mme Mouna Mahfoud (invité permanent)
Objectif	S'assurer de l'équilibre financier du Groupe et surveiller les risques auxquels pourraient être exposés les sociétés du Groupe.
Attributions	Le Comité d'Audit couvre : La méthode d'élaboration des comptes sociaux et consolidés ; L'examen des comptes annuels et semestriels, ainsi que de la situation financière ; La sélection des CAC ; Le dispositif du contrôle interne, de la gestion des risques, des règles de gouvernance et de la déontologie.

En plus de la surveillance des risques, ce comité endosse les responsabilités du comité d'audit exigé des sociétés anonymes (article 106 bis de la loi 17-95 sur les sociétés anonymes, telle que modifiée et complétée). Dans ce sens, le comité se tient chaque semestre en deux réunions distinctes. La première réunion a pour objet de faire le point sur les missions d'audit réalisées, les missions d'audit de suivi, les missions à venir sur 3 ans, ainsi que

sur le risque management (cartographie des risques, etc.). La deuxième réunion se tient avant le conseil d'administration, en présence des CAC, afin de présenter les arrêtés des comptes semestriels. Il est à noter que Managem est en cours de conformité avec la loi 20-19 modifiant et complétant la loi 17-95 en matière d'indépendance des administrateurs et de composition du comité d'audit.

Intitulé	Comité Stratégique
Périodicité	Semestrielle
Membres	Hassan OURIAGLI Imad TOUMI Karim KHETTOUCH M. Bassim JAI HOKIMI – Administrateur de Managem M. Frédéric TONA* – Administrateur indépendant de Managem Mme Amina BENKHADRA – Administrateur de Managem Mme Noufissa KESSAR – Administrateur de Managem
Objectif	Orientation stratégique générale de l'entreprise
Attributions	Opérations d'investissement ou de désinvestissements Achats et sélection des fournisseurs de services ou de produits dont le montant est supérieur à 50 MDH Opérations d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou de scission Partenariats Opérations d'acquisition ou de cession d'actifs immobiliers hors exploitation

Intitulé	Comité de Rémunération
Périodicité	Au moins une fois par an et chaque fois que nécessaire
Membres	Le PDG et le DRH de Al Mada ; Le PDG et le DRH de Managem ; Les représentants d'Al Mada
Objectif	S'assurer de la juste rémunération des cadres dirigeants.
Attributions	Examen de la situation des cadres clés : Cadres Dirigeants, Directeurs rattachés hiérarchiquement aux Présidents Directeurs Généraux et aux Présidents du Directoire des participations et Hauts Salaires des participations (recrutement, nomination, renouvellement, rémunération, départs...) Examen du plan de succession Examen du bilan social Système d'intéressement à moyen terme

4

COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS

- Rapport de Gestion
- Comptes sociaux
- Comptes consolidés
- Résumé des notes aux comptes consolidés
- Rapport des CAC
- Déclaration des honoraires des contrôleurs des comptes
- Liste des communiqués de presse publiés en 2019

RAPPORT AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Arrêté des comptes de MANAGEM
Fin Décembre 2019

S O M M A I R E

Faits marquants	3
Revue du Marché	4
Cuivre	4
Or	5
Argent	7
Zinc	8
Plomb	9
Cobalt	10
Parité USD/MAD	11
Activité	12
Production	12
Couvertures	13
Ventes	14
Investissements	15
Développement	16
Recherche	16
Projets	16
Indicateurs clés	18
Résultats consolidés (En IFRS)	18
Situation financière	20
Résultats sociaux : Managem SA	21
Perspectives	27
Annexes	28



> FAITS MARQUANTS

Refonte du système de management pour répondre au mieux aux attentes des clients

- > Or : Atteinte de 2 TM de production marquée par le démarrage de production de l'usine 2400T/j au Soudan et ses bonnes performances
- > Argent : Poursuite des efforts de redressement des fondamentaux à la SMI après une difficile année 2018. Démarrage de l'usine de traitement de la digue et production de 19 TM à partir de cette nouvelle unité,
- > Cobalt : +33% de la production globale grâce notamment aux augmentations de capacité de traitement des matières secondaires
- > Zinc : Baisse de la production en concentré mais amélioration notable de la qualité de 3 points par rapport à 2018. L'année de 2019 a été marquée par le recentrage de l'activité de CMG sur les chantiers à rentabilité élevée.
- > Cuivre : Baisse de la production du Cuivre expliquée principalement par le recul de la production à Oumejrane à cause des problématiques sécurité dans les tailles.

Projets de développement : poursuite du plan de développement du Groupe afin de concrétiser les projets stratégiques :

- > Démarrage de la nouvelle Usine au Soudan 2400T/J en février 2019 après 15 mois de construction
- > Démarrage de l'usine de traitement des rejets de la digue de SMI après finalisation des tests le 1er semestre
- > Lancement de l'EDF du projet cuprifère Tizert : Finalisation prévue au second semestre 2020
- > Lancement en octobre 2019 des travaux de construction du projet d'Or TRIK en Guinée après acquisition des 30% complémentaires des titres de la JV auprès du partenaire Avocet Mining pour 21 MUSD.
- > Réalisation de l'extension de l'activité Cobalt permettant ainsi d'atteindre une capacité de production de 2800 TM de Co/an

Marchés/Résultats financiers/ Situation financière : Baisse importante des cours des métaux de base et Cobalt atténuée en partie par la hausse des cours et des productions des métaux précieux Or /Argent et comptabilisation des provisions pour dépréciation des actifs des filiales CMO et SAMINE

- > Baisse importante des cours des métaux pour un impact de l'ordre de -600 MDH sur le résultat dont -560 MDH lié au cours du Cobalt
- > Amélioration des performances opérationnelles (Production et Cash cost) pour un impact consolidé de l'ordre de +300 MDH, marquée par une hausse des productions des métaux précieux Or et Argent et amélioration de leur cash cost de production
- > Comptabilisation des provisions pour dépréciation des actifs de CMO et SAMINE pour un impact RNPG de -345 MDH : Les gisements d'Oumejrane connaissent des difficultés d'exploitation (l'insécurité dans les tailles souterraines) augmentant fortement les Cash cost- baisse des réserves de SAMINE conjuguée à la baisse des cours de la Fluorine (passant de 470 \$ en 2019 à 330 \$ en 2020) et arrêt du programme d'exploration (par manque de cibles intéressantes)

- > Mise en application de nouvelles normes IFRS à partir du 1^{er} Janvier 2019 :
 - IFRIC23 : constatation d'une dette fiscale de 187 MDH en contre partie des capitaux propres d'ouverture conformément à l'option de transition
 - IFRS 16 :L'évaluation des contrats de locations financières et opérationnelles s'est traduite par la comptabilisation d'un actif correspondant au droit d'utilisation de 181 MDH en contrepartie d'une dette de location financière (somme des loyers futurs actualisés au taux d'emprunt marginal)

› REVUE DU MARCHÉ

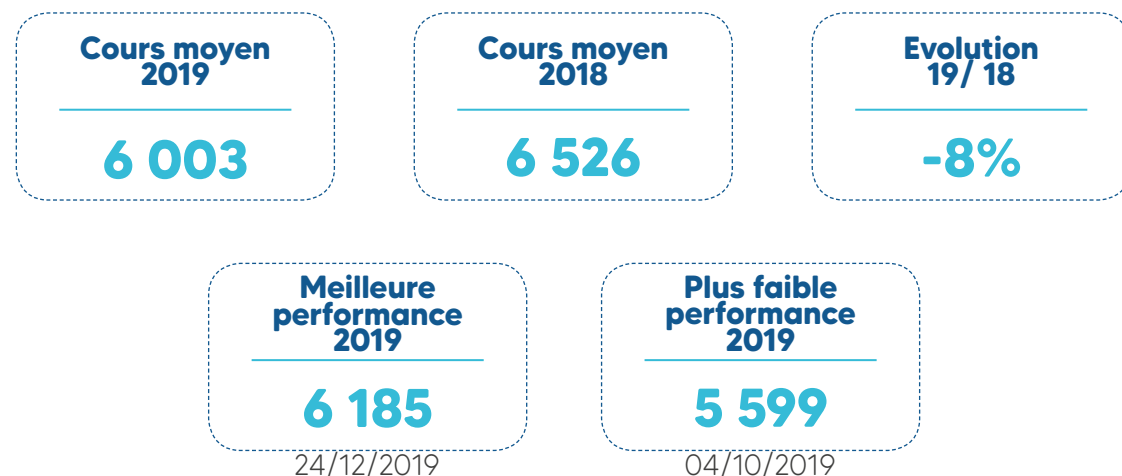
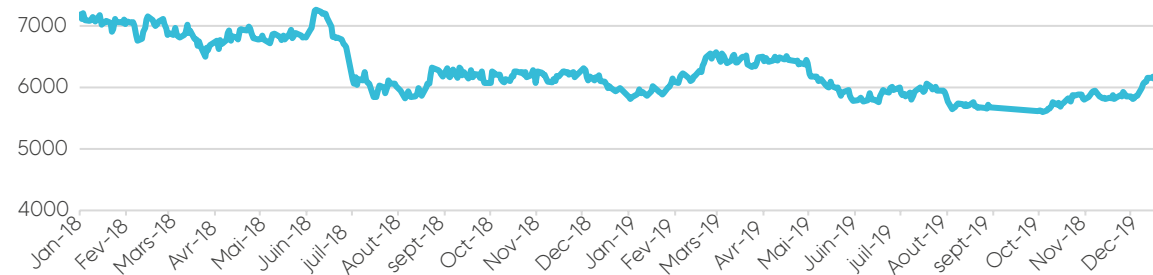
L'année 2019 a été marquée par un climat économique morose impacté par les tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis -qui ont entraîné une hausse des tarifs douaniers et affecte la confiance des entreprises-, les crises géopolitiques dans plusieurs zones ainsi que les incertitudes liées au Brexit. La croissance mondiale, de ces faits, ne dépasse pas 3 % en 2019, soit son rythme le plus faible depuis la crise financière de 2009. La faiblesse des investissements freine l'essor des économies émergentes et en développement, et les risques pesant sur les perspectives les rendent largement à la baisse.

Ces facteurs influencent négativement la santé des cours des matières premières et profitent indéniablement aux métaux précieux.

Selon des analyses de la Banque Mondiale, le rythme de croissance de l'économie Américaine, devrait se replier à 1,7 % en 2020 et rester tributaire d'un futur accord avec la Chine, des résultats des présidentielles et des décisions attendues de la FED.

Dans la zone euro, les perspectives tablent sur un rythme de 1,4 % environ pour la période 2020-21, le ralentissement des échanges et de la demande intérieure pèseront sur l'activité malgré la poursuite des mesures de soutien monétaire.

CUIVRE



Le cours moyen du cuivre a connu une baisse de -8% par rapport à la moyenne enregistrée à fin 2018 : 6003\$/tm à fin 2019 contre 6526\$/tm à fin 2018.

L'évolution de l'offre et la demande explique cette tendance baissière des cours comme indiqué ci-dessous :

Une demande mondiale, en modeste croissance de +0.6% et mouvementée par :

- › La consommation Chinoise des matières premières en diminution générale en 2019, en raison d'un ralentissement de la croissance économique, spécialement du secteur manufacturier ainsi que les investissements immobiliers qui affichent de mauvaises performances ;
- › La demande en Inde, surtout en sidérurgie qui n'avait pas connu la croissance attendue du fait de la récession de l'économie du pays qui atteint son niveau le plus bas en six ans, matérialisé par une production industrielle qui s'est contractée de -4,2% en rythme annuel ;
- › Une demande Américaine en stagnation surtout pour le marché des voitures (avec impact de récession de la demande de la voiture électrique) et des investissements en infrastructures. Le cours du cuivre a été affecté généralement par un rendement économique et de création d'emplois moindre que les prévisions ;
- › Une demande industrielle en Europe moins importante, tirée par le secteur de l'automobile en turbulence.

Un recul de l'offre minière, resserrée par les événements suivants :

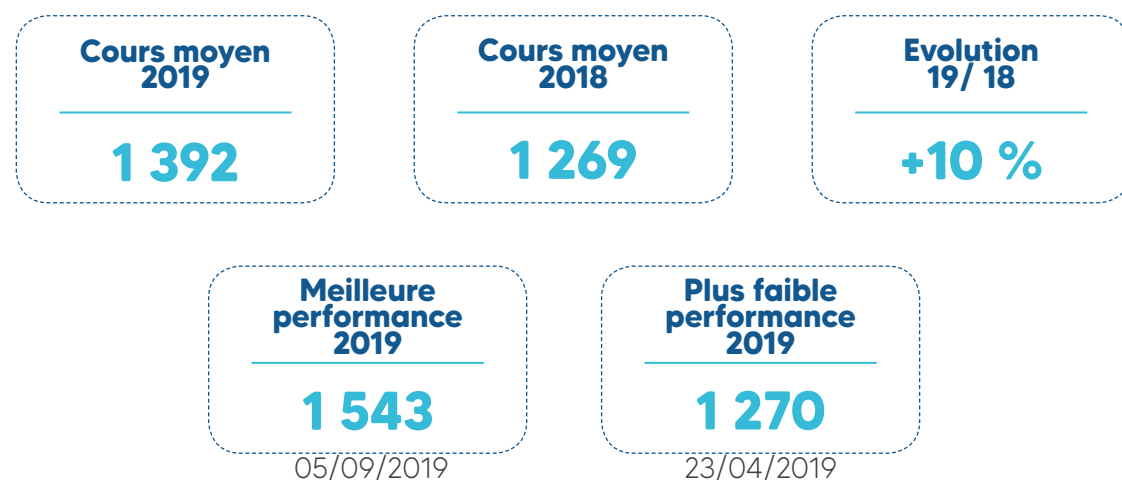
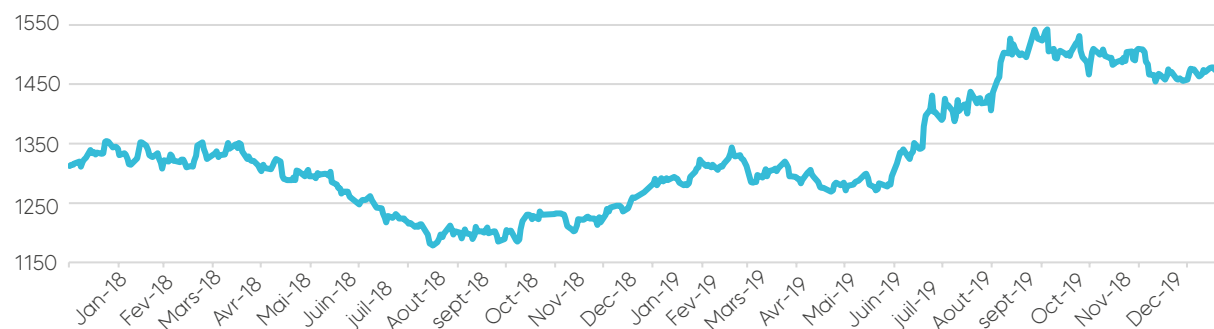
- › Perturbation à la mine Las Bambas au Pérou, où MMG a déclaré un cas de force majeure sur l'expédition de concentré de cuivre, due au blocus imposé par les communautés locales ;
- › Continuation de la grève à la mine de Codelco au Chili (10% de la production mondiale), qui décide également de fermer l'une de ses divisions principales ;
- › L'offre sud-Américaine est également perturbée par des conditions météorologiques difficiles (forte pluviométrie) ;
- › Arrêt de la production en Chine dans cinq raffineries de capacités importantes, causé principalement par une faible rentabilité et des coûts environnementaux importants ; ces derniers sont motivés par la volonté du gouvernement de fermer les aciéries à forte pollution ;
- › Arrêt de production aux mines Américaines d'Asarco qui est d'une part en conflit social, et d'autre part sujet de négociations de cession ;
- › Baisse de la production en Zambie, passant de 860 000 tonnes produites l'an dernier à environ 750 000 tonnes en 2019, survenue suite à la suspension de la production causée par la hausse de coûts (énergie par exemple) et la politique fiscale en matière de taxes minières en hausse ;

- › Augmentation de la production de la mine Cobre Panama, filiale de la compagnie minière First Quantum, qui est en pleine expansion et qui permet au groupe de réaliser un record de production de 702 000 tonnes de cuivre, en hausse de 96 000 tonnes en glissement annuel.

Les analystes de Macquarie dressent des prévisions des cours du cuivre à 5825 \$ en 2020 et 5900 \$ en 2021 sous l'effet de :

- › Reprise de la demande en Voiture Electrique ,
- › Fin positive de la guerre commerciale,
- › Incapacité des mines à rattraper la demande des fonderies
- › Prévisions pas très optimistes de l'économie mondiale et du climat géopolitique incertain

OR



Les cours de l'or ont continué leur tendance haussière en 2019 pour atteindre un pic historique (le plus important des cinq dernières années) de 1 543 \$ en Septembre, réalisant ainsi une moyenne de 1 392 \$, soit nette progression de +10% par rapport à 2018.

La bonne performance de l'or en 2019 trouve son origine dans les facteurs suivants :

- › Une incertitude géopolitique constante, qui a été alimentée par la guerre commerciale (mais aussi technologique et financière) que se livrent les Etats-Unis et la Chine, ce différend semble profiter des cours du métal jaune ; Les tensions géopolitiques en moyen orient, en Lybie et autres zones produisent également des inquiétudes et planent négativement sur les marchés financiers ;
- › Tout au long de l'année, les interrogations sur la fin possible du cycle de reprise de l'économie mondiale se sont manifestées, en particulier en raison du fort ralentissement du secteur industriel. Ceci a poussé la Fed à baisser ses taux directeurs par 3 fois, de 0.75% au total ;
- › La volonté de la BCE de maintenir (décision en Décembre) ses taux directeurs au plus bas niveau en soutien de l'Euro et jusqu'à retour durable de l'inflation ;
- › La motivation des banques centrales à renforcer leurs réserves en Or (+15% p/p à 2018) dans un souci de diversification en dehors du Dollar d'une part, et d'autre part de renforcement de souveraineté économique ;
- › Par ailleurs, les cours de l'or ont été influencés à la baisse par l'essor en

Pays	Reserves	Var 2019 (t)
Russie	2261	149
Pologne	229	100
Chine	1949	96
Turquie	565	77
Kazakhstan	382	31
Inde	625	25
Qatar	42	11
Equateur	17	11
Serbie	30	10
EAU	17	10

données FMI à fin Nov 2019

Novembre des marchés d'actions qui semblent reprendre de la confiance par rapport au premier semestre de l'année. Le rendement des bons de trésor Américains a également connu un rebond pendant cette période passant de 1.74% à 1,94% à fin Novembre ;

- › La demande à l'international reste mitigée par la stagnation des investissements physiques par rapport à 2018, spécialement la demande en joaillerie en Inde et en Chine (-4% par l'effet de l'inflation par crainte de récession économique) ;
- › Un déficit de l'offre par rapport à la demande de 232 tonnes selon Macquarie à fin Décembre, dû essentiellement à une chute de la production mondiale de 11% ;
- › Le processus Brexit qui semble se dénouer en fin d'année avec un accord entre l'UE et Boris Johnson, ainsi que la victoire de ce dernier aux législatives anticipées de Décembre. Néanmoins, de nombreux points restent encore à régler, et le spectre d'un nouveau report, de la période de transition cette fois, plane encore sur le dossier avec impact positif sur les cours de l'Or.

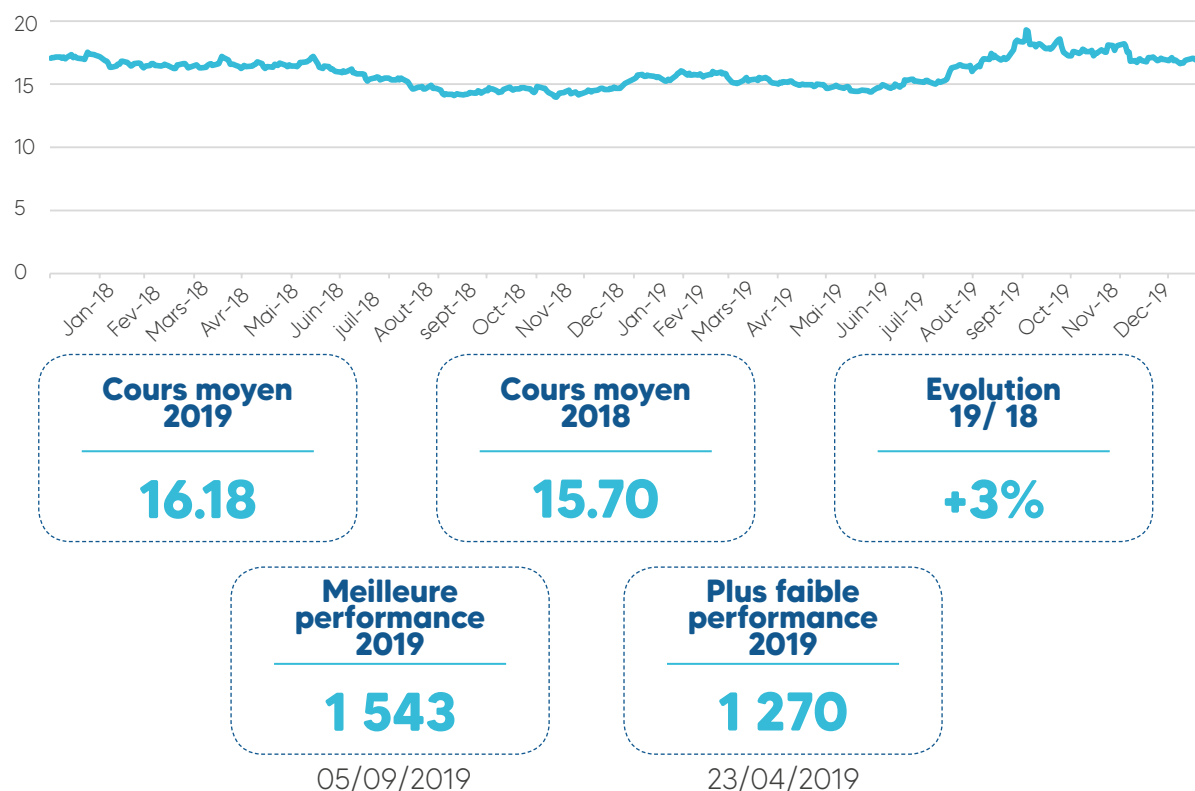
Les analystes de Macquarie prévoient une consolidation de la hausse des cours de l'or en 2020 et 2021, avec des moyennes, au dessus de 1400\$/oz, appuyée par les éléments suivants :

- › Une reprise modeste de l'économie mondiale au vue des divers événements géopolitiques et économiques précités ;
- › Une augmentation anticipée de l'inflation dans les économies les plus puissantes avec une réduction de l'augmentation des rendements réels du marché des valeurs, au profit des cours de l'or ;
- › Une attention particulière aux valeurs alternatives au Dollar, qui sera affaibli par la politique accommodante de la FED, dont le métal jaune ;

› Les banques centrales mondiales qui seront en manque de munitions contre les risques et ne relèveront probablement pas leurs taux en 2020/21 ; Elles continueront aussi de renforcer leurs réserves en Or ;

Les analyses de Natixis prévoient une moyenne de cours de 1 413 \$ à fin 2020 et à 1 509 \$ à fin 2021, sous l'effet d'une prévision de réductions des taux par la Fed et des tensions géopolitiques. Ils ont revu à la baisse leurs prévisions initiales d'un rallye à 1 700 \$ à moyen terme, rectifiées par un probable rattrapage de la demande par l'offre (nouveaux projets aurifères) et un probable accord Sino-Américain.

ARGENT



Les cours de l'argent ont connu un bond important lors du second semestre 2019 (+13 %) par rapport à au 1er semestre. En moyenne, les cours en 2019 consolident une hausse par rapport à l'année 2018 de + 3%. Par ailleurs, et en réponse au gel temporaire des négociations Sino-Américaines et aux autres facteurs macro-économiques, le cours de l'argent a réalisé une performance record de 19.31 en Septembre.

La demande a connu une hausse, impactée par les facteurs suivants :

- › La demande industrielle d'argent, qui représente près de 60% de la demande totale, est en nette augmentation, spécialement pour les alliages de brasage, les soudures, les applications électriques et électroniques, l'industrie automobile, la purification des eaux, le textile, etc.
- › La demande croissante d'énergie photovoltaïque (PV), malgré les réformes législatives en Chine et les efforts de modernisation des autres sources, spécialement dans des pays comme l'Inde, l'Australie et les divers pays Européen. À l'échelle mondiale, les ajouts de capacité solaire devraient être supérieurs à 100 GW par an lors de la période 2018-2022 ;
- › La demande physique en Inde a connu une hausse du fait du remplacement de l'or, qui connaît une hausse des taxes sur l'importation, par l'argent moins coûteux. La baisse de la demande des produits de luxe profite également au marché de l'argent ;

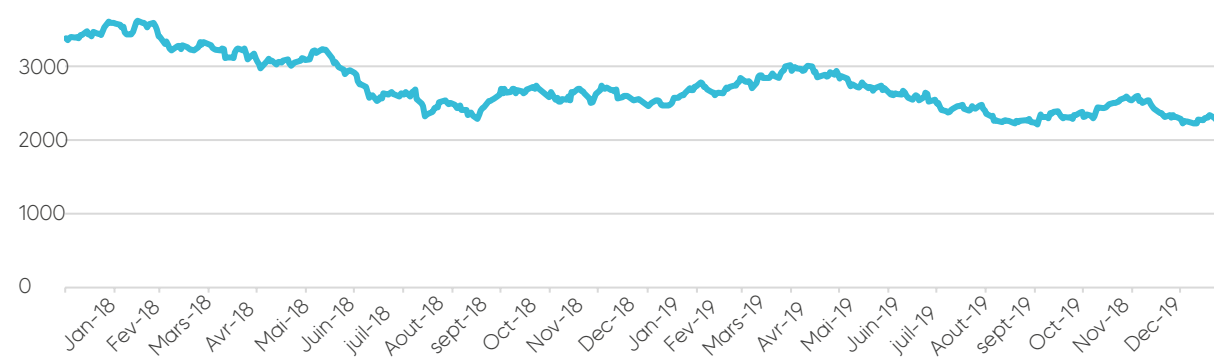
› La demande de bijoux enregistre une solide année de croissance en 2019, avec la Thaïlande comme moteur. Aux États-Unis, les bijoux en argent resteront une alternative populaire aux articles en or

› La demande de pièces d'investissement aux États-Unis a chuté cette année, suite au retour marginal des investisseurs à la bourse des valeurs mobilières et au redressement de la valeur des crypto-monnaies ;

L'offre en argent reste finement équilibrée (diminution prévue à -0.7 % selon le Silver Institute cette année) suite à l'augmentation d'une part de la production des principaux pays : Mexique, Chine, Inde, Maroc, etc. et d'autre part les protestations et des grèves communautaires en Amérique du Sud.

Les analystes de Macquarie tablent sur un marché déficitaire pendant les prochaines années, suite à l'augmentation accrue des besoins industriels et physiques qui seront stimulés par les facteurs macro-économique, non-compensés par la baisse de la production spécialement des métaux dont l'argent est un by-product. Les cours prévus sont de plus 17\$ en 2020 plus 18\$ en 2021.

ZINC



Cours moyen 2019 2 549	Cours moyen 2018 2 926	Evolution 19/ 18 -13%
Meilleure performance 2019 3 018 05/09/2019	Plus faible performance 2019 2 462 23/04/2019	

Le cours du Zinc moyen a connu une baisse de -13% par rapport à 2018.

Globalement, le marché du zinc n'avait pas répondu à ses fondamentaux et affiche une récession malgré un déficit de 152 Mt observé à fin Novembre 2019 ; Ces évolutions s'expliquent par :

- › La demande mondiale, en recul par rapport à 2018, et qui concerne les secteurs de l'automobile, des infrastructures, de la construction ;
- › Globalement, la demande mondiale est vue à la baisse suite au ralentissement de l'activité économique, causé

essentiellement par les effets de la guerre commerciale Sino-Américaine et le ralentissement de l'économie Chinoise ;

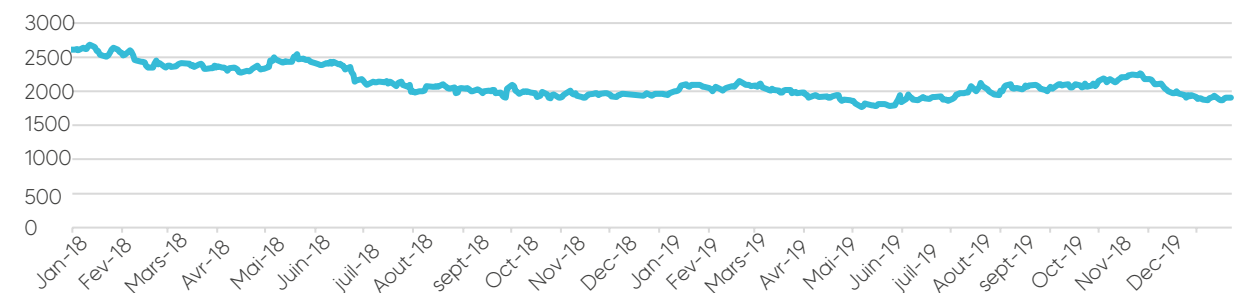
- › Le marché de l'automobile, spécialement les véhicules légers, a connu un recul avoisinant -5 % en 2019 ;
- › La demande Chinoise, qui représente +80% des besoins mondiaux, s'est dirigé vers des marchés à moindre qualité et coût à l'instar du marché Kazakh qui devient plus attractif ;
- › La demande en Chine est également dirigée vers les lingots du fait de l'incapacité des fonderies locales à satisfaire les besoins locaux ;

- › Les cours sont également resserrés par l'effet des produits de substitution à impacts plus bénéfiques pour l'environnement et plus de rentabilité (alliages moulés sous pression, revêtements en acier galvanisé).
- › L'offre minière en faible progression:
- › Une offre minière mondiale en déficit en conséquence de la hausse importante des frais de traitement du concentré ce qui a poussé les producteurs à user leurs stocks ;
- › Pour des considération environnementales (acidité des pluies, oxyde de sodium, etc.) les producteurs en Chine sont contraints à réduire leurs productions ;

› L'augmentation de la production (294 Kt en Australie, 96 Kt en Afrique du Sud) et l'ouverture de nouvelles mines au Canada, en Chine, en Inde, au Kazakhstan et au Mexique, en contrepartie d'une chute de production au Pérou et aux Etats-Unis ;

Selon les analystes de Macquarie, à court terme, la reprise de de la demande du secteur automobile et des infrastructures Chinoises qui devront s'accélérer, combinés à une stabilisation de l'offre minière sous l'effet d'une part de l'entrée en service de nouvelle usine et d'autre part la fermeture de certaines mines pour la question des coûts, devront conduire les cours à une résistance vers des valeurs de 2 075 \$ en 2020 et 2 113 \$ en 2021.

PLOMB



Cours moyen 2019 1 997	Cours moyen 2018 2 242	Evolution 19/ 18 +11%
Meilleure performance 2019 2 667 29/10/2019	Plus faible performance 2019 1 768 14/05/2019	

Le cours du plomb a connu une amélioration de Juin à Novembre 2019, passant de 1 791 \$ à 2 031 \$, sous l'effet d'un déficit mondial des stocks, suivis d'une baisse en Décembre suite au rattrapage de la demande par l'offre.

Par ailleurs, le cours moyen a continué sa contreperformance par rapport à 2018 et a baissé de 11% en glissement annuel.

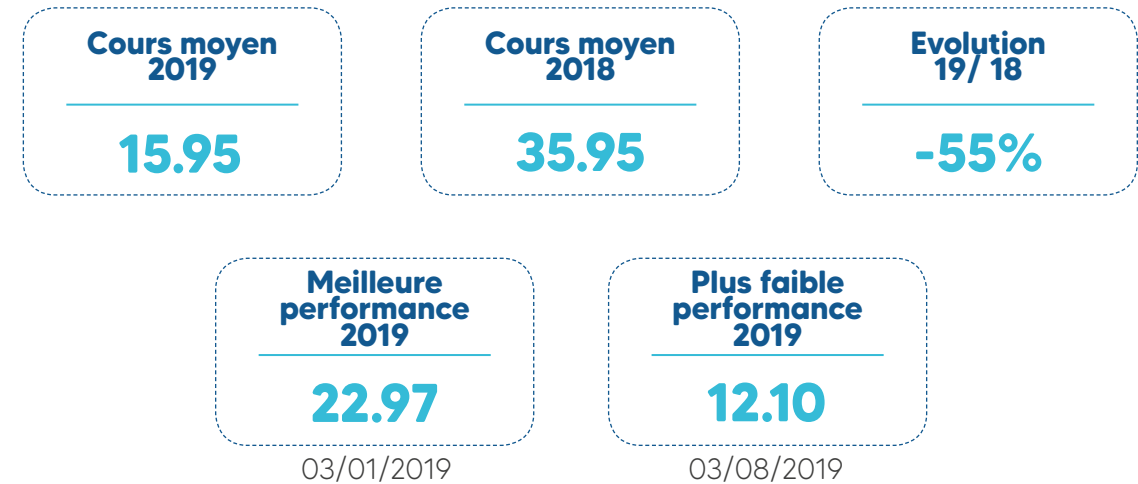
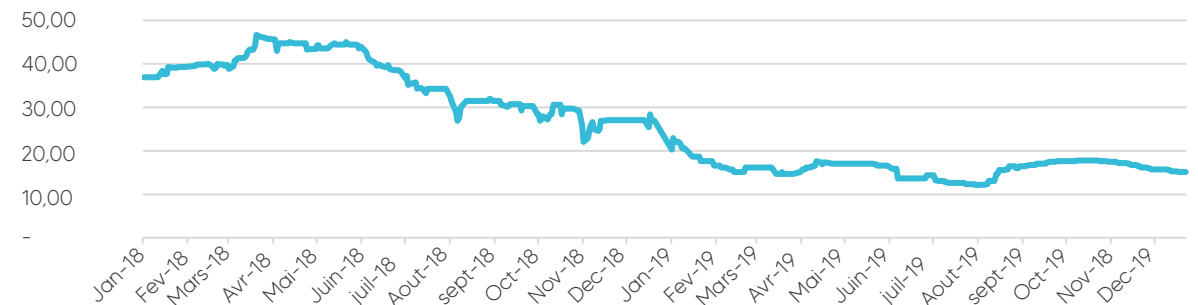
Le repli des prix est fondamentalement expliqué par le passage d'un déficit à un excédent du marché ce qui a mis les cours sous forte pression :

- › La consommation /demande mondiale en très légère progression de 1.6 % :
- › Une demande industrielle mondiale impactée par la guerre commerciale et le rendement industriel très moyen des grandes puissances ;
- › Le principal marché du plomb, les batteries pour le secteur automobile, a connu une baisse induite par le recul des ventes des véhicules légers prévues à 5% cette année ;
- › La demande en Chine, émanant principalement du développement des infrastructures, a connu une hausse en 2019 suite à par l'incapacité des fonderies à approvisionner le marché local ;
- › Tandis que la demande Indienne augmente sous l'effet des efforts en infrastructures et télécoms, la demande aux États-Unis est en diminution suite au ralentissement économique en deuxième moitié de l'année.

- › L'offre minière ;
- › La production mondiale a connu une légère hausse, malgré des frais de traitement importants partant jusqu'à 150 à 170 \$ en Décembre ;
- › La Chine, l'un des principaux producteurs, a connu une baisse de production de 4% par rapport à 2018, par l'effet de restrictions gouvernementales anti-pollution ;
- › La production augmente en Australie, au Mexique, au Pérou et à Cuba ;
- › La production mondiale une nouvelle fois été affectée par le blocus qui a touché la mine d'or Peñasquito de Newmont-Goldcorp au Mexique ;
- › La production raffinée a connu une baisse en Australie en raison des arrêts à Port Pirie. Néanmoins, cette production a augmenté en Corée du Sud et à Cuba.

Au vu du surplus résultant des facteurs précités, et malgré une reprise attendue du secteur automobile, les analystes de Macquarie prévoient une moyenne des cours autour de 1900\$.

COBALT



En 2019, les cours du Cobalt ont signalé une descente très importante, atteignant même 12.10\$ en début d'Août. La valeur moyenne étant de 15.95\$, en recul de -55% par rapport à l'année 2018, le deuxième semestre affiche une stabilité en moyenne par rapport à la première partie de l'année.

Cette contre-performance peut être décortiquée comme suit :

- › Demande en évolution de 2.5% seulement :
- › Le marché global du Cobalt a connu une mutation structurelle vers une utilisation moindre des cathodes (25% seulement) au profit de la poudre du Cobalt (12%) et les sels de Cobalt (63%), mutation qui incombe aux efforts R&D des utilisateurs ;

› Le fléchissement vers l'utilisation propre aux hydroxydes du Cobalt, surtout pour les voitures électriques et les smartphones (à titre d'exemples : le rapport de la batterie NCM qui est passé de 111 à 811 et la teneur en Cobalt qui est passée de 33% à seulement 10% pour certains usages) ;

- › Le Cobalt qui connaît généralement une forte concurrence de ses substituts qui sont moins coûteux pour les producteurs, notamment les batteries lithium-phosphate (LPF) et l'oxyde de manganèse-lithium (LMO) qui n'utilisent pas le Cobalt ;
- › La demande des voitures électriques, principal consommateur du Cobalt à 52%,

qui s'inscrit dans un contexte de crise internationale de l'industrie automobile et affiche une régression de -10 % par rapport à 2018; Ce secteur est également impacté par l'excédent d'offre par le producteur principal qui est Tesla.

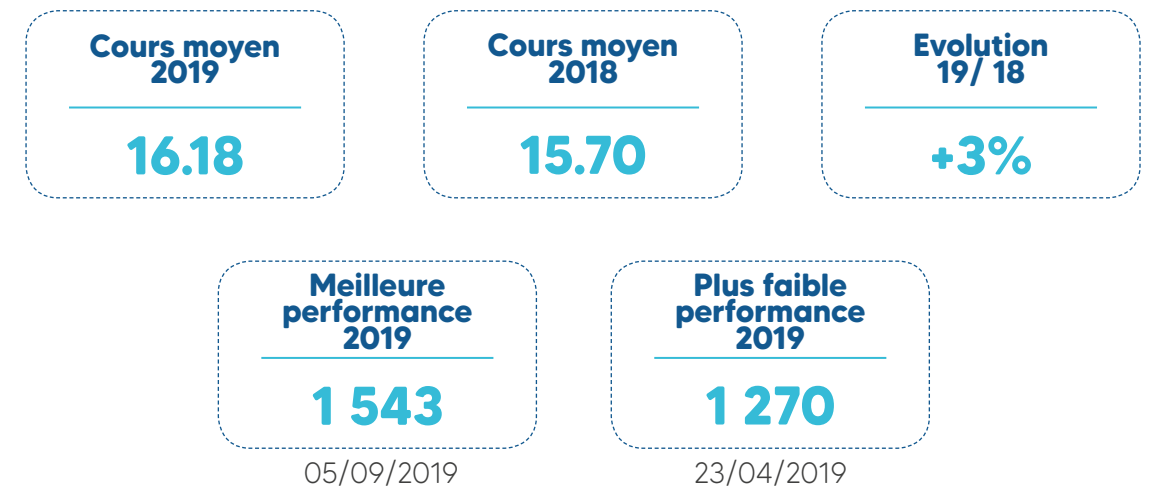
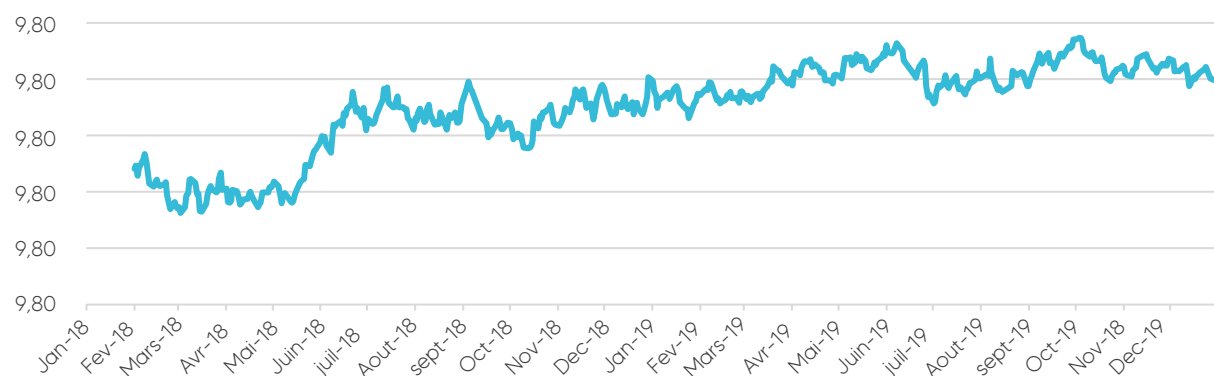
- › Une offre mondiale en nette progression de 12.5 % :
- › Un sur-approvisionnement en hydroxydes sur le marché Chinois, les raffineries locales sont tournées vers un Cobalt bon marché (Cobalt à prix très réduit en provenance d'exploitation artisanale en RDC ou de projets de Cuivre & Cobalt chinois) ;
- › La production plus importante de recyclage de Cobalt métal en Corée et au Japon, qui a également contribué à offrir des produits prix bon marché;

› Le surplus de l'offre est également motivé par une production accélérée en RDC (Katanga et résidus de Roan), couvrant la chute de production en Zambie (fermeture des actifs d'ERG à Boss Mining et de sa fonderie de Chambishi) ;

La plupart des acteurs du marché du Cobalt prévoient que le prix du Cobalt se situerait autour de 14 ~ 20 \$ / lb en 2020. Ils estiment que le premier semestre serait toujours sous pression du surplus du marché du Cobalt ainsi que les produits de substitution, et que le deuxième semestre 2020 connaîtrait une amélioration de la demande surtout Européenne. Pour 2021, ils prévoient que le marché du Cobalt pourrait être à nouveau plus actif en raison de la croissance du marché des véhicules électriques et du marché de la téléphonie mobile 5G.

A cet effet, les analystes de Maquarie tablent sur une évolution des cours à 19.8 \$ / lb en 2020 et 24 \$ en 2021.

PARITÉ USD/MAD



Prévisions :

Pour 2020, et à court terme, les cours du Dollar seront tributaires des facteurs suivants :

- › Les différentiels de taux d'intérêts que vont pratiquer la FED et la BCE et leurs politiques de soutien aux économies locales ;
- › La trêve entre les États-Unis et la Chine dans leur guerre commerciale en cours qui alimenterait la prise de risques par les investisseurs et ferait ainsi déprécier le Dollar Américain ;
- › La demande des États-Unis des matières premières auprès des marchés émergents ;
- › L'énorme déficit budgétaire US qui continue de croître et qui devrait être financé par l'endettement, en défaveur du Dollar ;
- › Les conditions géopolitiques tendues, les présidentielles et l'entrée en vigueur du Brexit.

Au vu de ces facteurs, la parité Euro/Dollar devrait varier dans la fourchette de 1.14 à 1.09 en 2020 et 1.1 en 2021.

ACTIVITÉ

PRODUCTION

		31/12/2019	31/12/2018	Evolution % Vs 2018	30/06/2019
Concentrés Zinc	(TC)	61 763	75 951	-19%	32 899
Concentrés Plomb	(TC)	11 364	12 665	-10%	5 674
Concentrés Cuivre	(TC)	101 623	114 489	-11%	50 946
Concentrés Cuivre CMG	(TC)	10 879	15 813	-31%	5 840
Concentrés Cuivre AGM	(TC)	40 640	44 596	-9%	20 950
Concentrés Cuivre SOMIFER	(TC)	38 005	37 620	1%	18 601
Concentrés Cuivre CMO	(TC)	12 099	16 460	-26%	5 556
Argent	(Kg)	176 504	143 645	23%	92 177
Or	(T)	2 128	756	181%	846
Or Maroc	(Kg)	221	160	38%	105
Or Soudan	(Kg)	1 907	596	220%	741
Fluorine	(T)	50 397	48 751	3%	25 471
Cathodes de Cobalt	TM	2 397	1 807	33%	1 233
Arsenic	(T)	5 055	5 578	-9%	2 692
Dérivés de Nickel	(T)	131	126	4%	63
Oxyde de Zinc	(T)	7 962	8 127	-2%	4 271

Tableau : Synthèse de l'évolution des principales productions à fin Décembre 2019

A fin Décembre 2019, la production a connu les faits marquants suivants :

- › Diminution de la production du Concentré Zinc de -19% et du métal Zinc de -11%. Ces évolutions sont imputées à la baisse du tonnage traité de -20% en raison de la baisse du tonnage en provenance de la digue afin d'améliorer la qualité du concentré zinc produit et l'arrêt de quelques chantiers périphériques en vue de recentrer l'activité dans les chantiers à rentabilité élevée. Ces efforts ont conduit à une amélioration notable de la qualité des concentrés de plus de 3 points ;
- › Baisse de la production du Concentré Plomb -qui est un Buy product du gisement polymétallique de Guemassa- de -10%, à cause de la baisse du tonnage traité;
- › Baisse de la production des concentrés Cuivre de -11% s'expliquant principalement par la baisse des volumes provenant de CMO (problématique de sécurité dans les tailles riches en Cuivre), baisse des teneurs traitées à AKKA et la baisse de la production des chantiers cuivre de CMG;

- › Hausse de la production d'Argent à SMI de +23% s'établissant à 177 TM à fin Décembre 2019, grâce aux efforts de redressement des fondamentaux après une difficile année 2018 et le démarrage de l'usine de traitement de la digue (production de 19 TM par cette nouvelle unité);
- › Hausse de la production d'Or à plus 2 tonnes métal marquée par le démarrage de la nouvelle usine MANUB 2400 T/J en Février dernier qui a atteint de bonnes performances ;
- › Production de 2397 TM de cathodes de Cobalt, soit une hausse de +33%

par rapport à fin 2018 grâce aux augmentations de capacité de traitement des matières secondaires ;

- › Consolidation de la production du concentré Fluorine à SAMINE à 50397 TC en raison des efforts de hausse des tonnages traités (+7%) atténuant ainsi l'impact de la baisse de teneur traitée de -5% ;
- › Faible diminution de la production de l'Oxyde de Zinc de -2% ;
- › Augmentation de la production des Dérivés de Nickel de +4%, et baisse de celle de l'Arsenic de -9%.

COUVERTURES

Bilan de Couvertures au 31/12/2019:

- › Le bilan de couvertures matières est de -0.8 MUSD dont -1.2 MUSD lié au bilan réalisé sur l'Argent,
- › La perte sur les couvertures du change est de -26.2 MDH, due au dénouement de 26.5 MUSD à un cours moyen de couverture de 8.54 contre un cours marché de 9.53

Métaux / Change	USD/MAD	Ag	Au	Cu	Pb	Zn
Positions Couvertes	26,5	1 565 000	1 200,00	6 400	1 860,00	10 520
Cours moyen d'engagement	8,54	16,4	1.460	6 165	2 085	2 589
Cours moyen de Clôture	9,53	17,1	1 463	6 063	2 023	2 623
Bilan de couvertures	-26,2 MDH	-1,2 USD	-0,003 USD	0,7 USD	0,1 USD	-0,4 USD

Tableau : Synthèse du bilan de couverture à fin Décembre 2019

IV - COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS

Engagements de couverture au 31/12/2019

Sous-jacent	Année	Protection (Oz/T)	Cours de protection (\$/T/Oz)	Engagement (Oz/T)	Cours d'engagement (\$/T/Oz)
Argent	2020	1.980.000	17,71	2.000.000	18,23
Cuivre	2020	7.860	6.032	7.860	6.169
Zinc	2020	8.100	2.386	8.100	2.426
Or	2020	8.700	1.506	8.700	1.543
Cobalt	2020	171.960	18,95	171.960	18,95

Tableau : Tableau des engagements de couvertures au 31/12/2019

Mark To Market du Hedging Book au 31/12/2019 :

A fin Décembre 2019, le Mark to Market des positions de couvertures se présente comme suit :

- › +459 KUSD pour les matières premières contre +813 KUSD fin Décembre 2018 soit une variation négative de 354 KUSD.
- › une variation positive de +26 717 KDH. Cette évolution s'explique principalement par le dénouement des positions de change.

Matière première	31/12/2018	31/12/2019	Variation
Argent	0	-546	-546
Or	-5	38	43
Cuivre	517	-425	-942
Zinc	306	821	516
Plomb	-5	33	38
Cobalt		537	537
MtM en K\$	813	459	-354
MtM impactant les capitaux propres	813	1.008	195
MtM impactant le P&L	0	-548	-548
Dérivés change	31/12/2018	30/11/2019	Variation
En Cash Flow Hedge (CFH)	-26.717	0	26.717

Tableau : Evolution du Mark to Market au 31/12/2019 par rapport au 31/12/ 2018

VENTES

		31/12/2019	31/12/2018	Evolution % /2018	30/06/2019
Chiffre d'affaires Consolidé	MDH	4.553	4.356	5%	2.160
Parité moyenne de vente	\$/DH	9,62	9,38	3%	9,59
Zinc					
Chiffre d'affaires	MDH	320	540	-41%	186
Quantité	(t)	63.419	75.036	-15%	34.734
Cours	(\$/t)	2.459	2.705	-9%	2.661
Plomb					
Chiffre d'affaires	MDH	109	151	-28%	60
Quantité	(t)	9.688	12.562	-23%	5.540
Cours	(\$/t)	2.026	2.172	-7%	1.950
Cuivre Groupe					
Chiffre d'affaires	MDH	940	1.118	-16%	446
Quantité	(t)	100.453	112.475	-11%	50.479
Cours	(\$/t)	6.002	6.440	-7%	6.200
Argent SMI					
Chiffre d'affaires	MDH	840	661	27%	416
Quantité	(Kg)	174.421	144.306	21%	91.537
Cours	(\$/Oz)	16,08	15,93	1%	15,18
Or Groupe					
Chiffre d'affaires	MDH	910	282	223%	306
Quantité	(Kg)	2.077	747	178%	756
Cours	(\$/Oz)	1.422	1.307	9%	1.358
Fluorine (*)					
Chiffre d'affaires	MDH	234	145	62%	116
Quantité	(t)	51.348	49.098	5%	25.874
Cours	(\$/t)	471	303	55%	471
Cathodes de Cobalt (**)					
Chiffre d'affaires	MDH	730	983	-26%	373
Quantité	(Kg)	2.262.183	1.416.856	60%	1.165.476
Cours	(\$/Lb)	17,3	33,9	-49%	19,8
Produits de l'hydrometallurgie					
Chiffre d'affaires	MDH	239	242	-1%	137
Services et autres produits					
Chiffre d'affaires	MDH	231	233	-1%	121

(*) En dehors du concentré Fluorine vendus aux cimentiers

(**) Cathodes de Cobalt en dehors du traitement à façon (Toll Milling) et incluant la matière secondaire traitée

Tableau : Synthèse de l'évolution des ventes (quantités, prix de vente et chiffre d'affaires) à fin Décembre 2019

IV - COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS

Le chiffre d'affaires à fin 2019 s'établit à 4553.3 MDH contre 4356.5MDH à fin 2018, soit une hausse de +196.8 MDH (+5%). Cette évolution s'explique principalement par les effets suivants :

- › La baisse des prix moyens de vente des minerais pour un impact de -939.8 MDH
- › La hausse du taux de change moyen de +3% avec un impact de +121.2 MDH
- › Une hausse significative des volumes vendus pour un effet de +1032.9 MDH
- › Autres effets pour un impact de -17.5 MDH.

L'effet prix de vente moyen des minerais est de -939.8 MDH, se déclinant principalement comme suit :

- › Baisse importante des cours du Cobalt pour un effet de -905.9 MDH
- › Baisse du prix de vente du Zinc, soit un effet de -150.1 MDH
- › Diminution des prix du Cuivre, pour un impact de -71.4 MDH
- › Baisse des prix de vente du Plomb pour un impact de -11.5 MDH
- › Hausse du cours de vente d'Argent, pour +20.0 MDH
- › Hausse du cours de vente de la Fluorine, soit un effet de +79.4 MDH
- › Hausse du cours de vente d'Or pour un effet de +105.1 MDH

L'effet hausse des volumes est de l'ordre de +1032.9 MDH, résultant principalement de :

- › La hausse des volumes vendus en Cobalt pour +612.4 MDH

- › L'augmentation des volumes en Or de MANUB pour +481.1 MDH
- › La hausse des volumes en Argent à SMI pour +138.1 MDH
- › La hausse des volumes vendus en Oxyde de Zinc pour +20.2MDH
- › La baisse des volumes vendues en Cuivre pour un effet de -132.6MDH
- › La baisse des volumes vendus en Zinc pour -82.9 MDH

INVESTISSEMENTS

Les investissements consolidés à fin Décembre 2019 s'élèvent à 1738.7 MDH se répartissant comme suit :

- › Recherche et développement des filiales en activité : 176.3 MDH
- › Investissements physiques/SI/Social & environnement : 552.4 MDH ;
- › Infrastructures : 376.5 MDH ;
- › Investissement au titre des nouveaux projets de développement du groupe pour 633.5 MDH (principalement le lancement de la construction du projet d'Or de TRIK pour 306.2MDH, la finalisation de l'extension MANUB pour 59.8 MDH et l'extension de SMI pour 76.4 MDH, ainsi que l'avancement des travaux de développement du projet Tizert pour 69.9 MDH, l'exploration au Soudan et green field à l'international ainsi que les projets de croissance des filiales en exploitation notamment Draa Sfar N-1200)

Les dépenses en recherche, développement et exploration de 245.4 MDH représentent 14% des investissements du Groupe et ont été allouées à :

- › L'exploration autour des sites en exploitation, permettant le renouvellement des réserves exploitées, pour une enveloppe globale de 176.3 MDH
- › Les travaux d'exploration, pour les nouveaux projets pour 69.1 MDH

› DÉVELOPPEMENT

RECHERCHE

L'année 2019 a été marquée par la découverte de nouvelles réserves d'Argent à SMI.

Tableaux récapitulatifs des ressources réserves Filiales en exploitation

		Réserves	Ressources (*)
Cuivre	KTM	199	132
Chantiers CMG	KTM	59	21
Cuivre AGM	KTM	46	68
Cuivre SOMIFER	KTM	61	27
Cuivre CMO	KTM	33	15
Zinc CMG	KTM	413	104
Plomb CMG	KTM	136	65
Argent SMI	TM	4.743	1.221
Fuorine SAMINE	KTM	205	90
Cobalt CTT	KTM	14	3

(*) Ressources restantes

		Réserves	Ressources (*)
Cuivre	KTM	150	1006
Cuivre Bouskour	KTM	150	275
Cuivre Tizert	KTM		731
Or	Koz	3.013	5.337
Or Soudan	Koz	1.581	2.903
Or ETEKE	Koz	292	458
Or TRIK	Koz	1.143	1.976

(**) Incluant les Réserves

PROJETS

Projet Cuivre de Tizert

Le projet cuprifère de Tizert dans la province de « Taroudante » recèle des ressources géologiques estimées à environ 730 000 Tonnes métal contenu.

Après la réalisation du trade Off du projet en 2018 pour définir la méthode d'exploitation optimale, l'étude de faisabilité du projet est lancée en 2019, en s'appuyant sur une ingénierie internationale externe, sa livraison est prévue pour le deuxième semestre de 2020.

Projet Or TRI-K

Le Projet TRI-K est situé à 90km au nord-est de Kankan en Guinée, dans une zone d'exploration d'une superficie de 490 km.

En 2016, dans le cadre de son partenariat avec Avocet Mining, le Groupe Managem avait pris une participation de 40% dans le capital de la JV avec Avocet Mining, et s'est engagé à investir pour la réalisation d'une étude de faisabilité bancable et pour l'exploration en vue de découvrir des réserves minières d'Or.

Entre 2017 et 2018, le groupe réussit à découvrir plus d'un million d'Onces et livre l'étude de faisabilité du projet. Il a augmenté à 70% sa participation dans le projet en conséquence.

Selon les résultats de cette étude l'investissement de construction de Tri-K s'élève à 176 MUSD. Il permettra une production de 120 KOz (3,5 Tonnes) par

an. Tri-K est ainsi l'un des plus importants projets du Groupe Managem sur l'activité Or.

Au cours du premier semestre de 2019, Managem a acquis 30% restants des titres de la JV MANACET pour un montant de 21 MUSD.

Le Groupe Managem est désormais détenteur à hauteur de 85% de la société SMM (Sociétés des mines de Mandiana), titulaire du permis d'exploitation de Tri-K dont les 15% restants sont propriété de la SOGUIPAMI (Société Guinéenne du Patrimoine Minier).

Aussi Managem a avancé dans la réalisation du programme de financement du projet Tri-K et ses différentes études de due diligence et a lancé la construction de ce projet le deuxième semestre de l'année 2019.

Projet Usine 2400T/J au Soudan

Le potentiel aurifère au Soudan est considérable. Managem détient trois blocs d'exploration prometteurs, en plus d'une unité de production au bloc 15.

L'objectif du projet de la nouvelle usine 2400 T/J est de porter la production d'Or à environ 2 tonnes métal par an

Il est à noter que le groupe a relevé un challenge important en réalisant ce projet dans un contexte marqué par :

- > La complexité des démarches administratives à cause des difficultés économiques du pays après la levée de l'embargo,
- > La complexité d'accès à la sous-traitance internationale qualifiée (mine et centrale électrique) à cause de l'embargo et de la difficulté des démarches administratives vis à vis des investisseurs étrangers
- > La pénurie de gasoil, des explosifs et de tous les intrants achetés localement,

Après 21 mois entre les études, la construction, le montage et le commissioning, la nouvelle usine a produit son premier lingot en février 2019.

Projet de traitement des rejets de Digue SMI

La baisse structurelle de la teneur d'argent à SMI et la disponibilité d'une ressource d'Argent au niveau des digues ont conduit au lancement du projet de Traitement de la Digue à SMI pour compenser la baisse de teneur moyenne traitée en augmentant le tonnage via l'extension des installations de traitement actuelles pour le traitement des digues

Le traitement des digues, permettrait à SMI de produire environ 30 TM/an d'Argent par an. L'investissement pour la réalisation de ce projet est de 105 MDH.

L'année 2018 a connu la réalisation de ce projet et sa construction

En Mars dernier, les premières anodes d'Argent ont été coulées dans la nouvelle usine. La production de cette usine est de 19 Tonnes métal d'Argent à fin 2019.

Projet Or d'ETEKE

Les gisements aurifères d'Etéké sont situés dans la région de Mouila au Gabon.

Afin de conserver les actifs miniers couverts par les permis Eteke, soit une superficie de 1408 km² et renouveler leur validité arrivant échéance fin Décembre 2018, il a été décidé de réaliser une étude de faisabilité et une étude d'impact environnemental permettant de sécuriser nos actifs sur ce projet. Ces études ont été finalisées en 2018 et sont déposées auprès du ministère des mines du Gabon.

Aussi, les négociations avec les autorités sont en cours pour la signature de la convention minière pour développement du projet

> INDICATEURS CLÉS

RÉSULTATS CONSOLIDÉS (EN IFRS)

Synthèse des indicateurs clés IFRS et EBE par métal

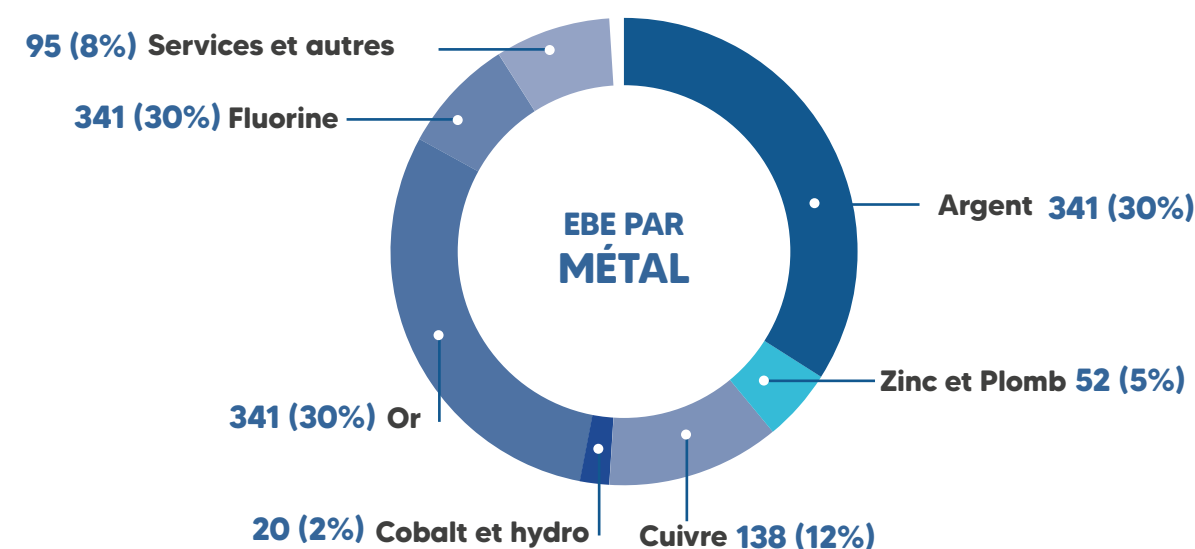
Synthèse des indicateurs clés IFRS

		Réalisé 2019		Réalisé 2018	Evolution Vs 2018		Rappel
		Résultats "Récurrents"	Avec impact des écritures "exceptionnelles"		En MDH	En %	
Chiffre d'affaires	MDH	4.553,3	4.553,3	4.356,5	196,8	5%	2.160,3
Excédent Brut d'exploitation *	MDH	1.122,7	1.122,7	1.323,1	-200,4	-15%	420,1
Résultat d'exploitation courant	MDH	81,8	65,9	461,4	-395,6	-86%	-99,3
Résultat d'exploitation	MDH	97,6	-344,7	669,4	-1.014,1	>100%	-77,0
Résultat financier	MDH	-111,9	-111,9	-230,3	118,4	51%	-64,8
Résultat avant impôts	MDH	-14,3	-456,5	439,1	-895,6	>100%	-141,8
Résultat net consolidé	MDH	-31,4	-389,8	345,2	-735,0	>100%	-142,7
Résultat net part du groupe	MDH	-70,2	-426,8	369,7	-796,5	>100%	-138,7
CAF	MDH	990,9	990,9	1.000,7	-9,7	-1%	335,0

(*) EBE de pilotage de Managem tel que remontés dans les tableaux de bord de gestion du groupe

Tableau : Evolution des indicateurs clés consolidés en Normes IFRS à fin 2019 par rapport à fin 2018

EBE par métal : L'EBE de 1123 MDH du groupe est réparti comme suit, par activité et métal



Commentaire des évolutions des résultats

Le résultat d'exploitation courant réalisé à fin 2019 s'élève à +65.9 MDH, en baisse de -395.6 MDH par rapport à fin 2018. Cette évolution négative s'explique principalement par les faits marquants suivants :

- > Baisse importante des cours des métaux avec un impact de -615.5 MDH qui se décline principalement comme suit :
 - > Cobalt pour -561.8 MDH
 - > Zinc pour -190.7 MDH dont -112MDH lié au doublement des frais de traitement à l'international
 - > Cuivre pour -49.5 MDH et Plomb pour -12.2 MDH
 - > Amélioration des cours de l'Argent et Or pour respectivement +23.4MDH et +96.0MDH

- > Appréciation du cours de la fluorine pour +79.4MDH.
- > Amélioration des performances opérationnelles pour un impact de +298.9MDH, s'expliquant par les effets suivants :
 - > Hausse de la production à MANUB et baisse du cash cost pour un effet global de +228 MDH
 - > Amélioration des performances de production et cash cost à SMI, pour un impact de +161MDH
 - > Amélioration des performances de production et cash cost à CTT, pour un impact de +96 MDH
 - > Baisse de production à CMG et hausse du cash cost pour -68 MDH
 - > Baisse de production du Cuivre et hausse du cash cost pour -128 MDH

Commentaire des évolutions des résultats (suite)

Le résultat d'exploitation s'établit à -344.6 MDH, soit une diminution de -1014.0 MDH par rapport à fin 2018, expliquée principalement par :

- › Variation du résultat d'exploitation courant de -395.6 MDH
- › Impact négatif des écritures exceptionnelles (à caractère non récurrent) pour -618,5 MDH, cet impact inclut les écritures exceptionnelles des provisions pour dépréciation des actifs Cuivre et Fluorine pour -426 MDH et l'effet de la non récurrence de l'impact positif lié à la réévaluation des titres antérieurement détenus (34%) dans la société d'exploitation du projet TRI K suite au second closing réalisé en 2018 pour -192 MDH

L'impact des dépréciations des actifs pour un effet de -426 MDH sur le résultat d'exploitation découle de la revalorisation des actifs selon la méthode de Discounted cash flow (DFC) et se détaille comme suit :

- › Pour SAMINE : la valeur de la VNC en IFRS est de 236 MDH , la valeur recouvrable des actifs IFRS issue de l'impairment test (Valeur DCF + valeur terminale) est de 110 MDH , ce qui conduit à une perte de valeur selon la norme IAS 36 de -126 MDH

- › Pour CMO : la valeur de la VNC en IFRS est de 498 MDH , la valeur recouvrable issue de l'impairment test (Valeur DCF + valeur terminale) est de 198 MDH, ce qui génère une perte de valeur selon la norme IAS 36 de -300 MDH

Cette baisse de valeur de ces actifs s'explique par :

- › Pour SAMINE : une baisse importante des cours de vente, conjugué à une baisse des réserves et manque de visibilité sur des découvertes proximales
- › Pour CMO : Décision d'arrêter la partie dangereuse du gisement d'Oumejrane : Hausse des volumes d'exhaure suite aux venues importantes des eaux de la mine et approfondissement de l'exploitation rendant ainsi, les terrains instables et engendrant des risques d'éboulements importants susceptibles de mettre en danger la sécurité du personnel (deux accidents mortels enregistrés en 2019)

Il convient de rappeler que les résultats des tests de dépréciation des actifs se basent sur les valorisations des Cash-flow futurs selon la méthode DCF (Discounted cash-flow) issues des :

- › hypothèses techniques communiquées par les opérationnels suite à l'actualisation du plan stratégique triennal et les différentes performances prévues dans le plan ;

- › le LOM (Life of Mine) élaboré sur la base des réserves & ressources minières des mines et projets de développement
- › Résultat de l'activité d'exploration et prévisions de découvertes compte tenu des enveloppes allouées au budget d'exploration ;
- › Projections de cours sur les marchés,
- › Coûts de réhabilitation et remise en état des sites, charges inhérentes aux indemnités de licenciements suite aux fermetures prévues des mines,
- › Valeur terminale évaluée par un expert indépendant

les hypothèses financières retenues pour le calcul du WACC telle que validées, en Central, suite à la recommandation du Groupe lors de la réunion de Business Review

Le résultat financier est en amélioration de +118.4 MDH, en raison principalement de l'amélioration du résultat de change consolidé (couvertures de devises perdantes dénouées majoritairement en 2018), ainsi que la non récurrence des charges d'intérêts sur les contrats d'affacturage des créances de crédits TVA comptabilisés intégralement dans charges financières en 2018 et ce conformément à la norme IFRS 9

Le résultat Net Consolidé s'établit à -389.8MDH à fin 2019 contre +345.2 MDH à fin 2018, soit une baisse de -735.0 MDH qui s'explique par :

- › Diminution du résultat d'exploitation de -1014.0 MDH ;
- › Hausse du résultat financier de +118.4 MDH ;
- › Variation des impôts pour +160.5 MDH dont 121.4 MDH est lié à l'impôt différé

Il est à noter que l'impôt différé à fin 2019 inclut un abandon des crédits d'impôt non recouvrables de SAMINE et CMO pour un montant total de -32 MDH ainsi que la comptabilisation des impôts différés actifs recouvrables (crédit d'impôt) issus des déficits fiscaux de Managem et CTT pour montant de 113 MDH

Le résultat Net Part du Groupe s'établit à -426.8 MDH, en baisse de -796.6 MDH par rapport à fin 2018, suite à:

- › La baisse du résultat Net Consolidé de -735.0 MDH ;
- › La variation des intérêts minoritaires pour -61.5 MDH ;

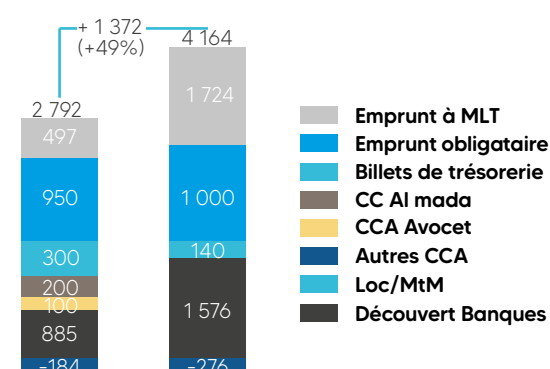
SITUATION FINANCIÈRE

En MDH	Clôture 2019	Clôture 2018	Variation
Capitaux propres	4 866,1	5 682,8	-816,7
Endettement (*)	4 300,1	2 931,6	1 368,5
Endettement (**)	4 164,3	2 792,0	1 372,2
Ratio d'endettement	85,6%	49,1%	36,4 Pts

(*) Composé des dettes LMCT, diminué de la trésorerie actif en tenant compte du compte courant associés en hors groupe et hors dettes liées aux contrats de location

(**) Endettement (*) en intégrant le MtM et les contrats de location, ainsi que les CCA envers les sociétés en dehors du périmètre de consolidation

Figure : Répartition de l'endettement du groupe



Commentaire :

A fin 2019, les capitaux propres de l'ensemble ont baissé de -816.7MDH par rapport à la clôture 2018. Cette évolution s'explique comme suit :

- › Le résultat net consolidé à fin 2019 de -389.8 MDH ;
- › Dividendes versés de -149.9 MDH ;
- › Achat des titres complémentaires de Manacet (TRIK) pour -104.9 MDH
- › Impact IFRIC 23 pour -187.3 MDH suite la constatation d'une dette fiscale et dé-comptabilisation des IDA sur déficits fiscaux en contre partie des capitaux propres conformément à l'option de transition
- › Autres variations de +14.9 MDH, comprenant principalement l'impact positif de la variation du Market to market et l'impact de la variation des écarts

de conversion des comptes des filiales étrangères.

L'endettement financier** augmente de +1372.2 MDH. Cette évolution s'explique par les principaux effets suivants :

- › La capacité d'autofinancement, s'élevant à 990.9 MDH, les investissements du groupe de l'ordre de 1803 MDH (Hors Contrats de locations de 2019 et incluant l'effet des intérêts d'emprunts sur les projets) , ces investissements incluent les projets de développement de l'ordre de 700 MDH
- › La variation du BFR pour un impact négatif de 188.6 MDH , marqué principalement par la hausse des créances envers l'Etat pour 105.9 MDH , l'impact de baisse des dettes Fournisseurs pour -98.2MDH , de la hausse des stocks pour 34.8 MDH et de la baisse des créances clients pour 47.3 MDH.

- › Les dividendes pour 149.9 MDH,
- › Achats de titres complémentaires de TRIK pour 104.9 MDH
- › L'impact de l'application de la norme IFRS 16 relative aux « Contrats de location » impliquant la comptabilisation au bilan consolidé des dettes de locations

opérationnelles. L'augmentation des dettes de location globales est de 119.6 MDH

Le Gearing Ratio s'établit à 85.6% et, enregistre une hausse de 36 Points conséquence de la hausse de l'endettement et la baisse des capitaux propres.

RÉSULTATS SOCIAUX : MANAGEM SA

	31/12/2019	31/12/2018	Var° Vs / 2018	30/06/2019
Chiffre d'affaires	199,5	185,5	14,0	92,0
Excédent Brut d'exploitation	32,8	17,2	15,6	20,5
Résultat d'exploitation	15,8	2,6	13,1	7,2
Résultat financier	-291,1	104,2	-395,3	-5,8
Résultat courant	-275,3	106,8	-382,2	1,4
Résultat Non courant	-501,6	-1,5	-500,2	0,0
résultat avant impôts	-777,0	105,4	-882,3	1,4
Résultat net	-778,6	103,4	-881,9	0,2

- › Le chiffre d'affaires s'établit 199.5 MDH à fin 2019, en hausse de +14.0 MDH par rapport à fin 2018 , en raison principalement de la hausse des rémunérations de gestion et prestations de services facturées aux filiales à l'international ;
- › Le résultat d'exploitation s'établit à 15.8 MDH en augmentation de +13.1 MDH par rapport à Fin 2018 grâce, notamment à la hausse du chiffre d'affaires ;
- › Le résultat financier s'établit à -291.1 MDH, en repli de 395.3 MDH par rapport à fin 2018 suite à la baisse des dividendes reçus de 112.7 MDH et la comptabilisation d'une provision pour dépréciation des titres de CMO pour 270 MDH;
- › Le résultat non courant est de -501.6 MDH à fin 2019, marqué par la dépréciation des avances en Comptes courant d'associés (CCA) non potentiellement remboursables accordées aux filiales SAMINE (-72 MDH) et CMO (-430MDH)
- › Le résultat net est de -778.6 MDH à fin 2019, contre 103.4 MDH réalisé à fin 2018, soit une baisse de 881.9 MDH, qui s'explique principalement par l'impact des écritures « exceptionnelles » de provisions pour dépréciation des titres et avances en Comptes courant associés (CCA) pour un total de 771 MDH

Décomposition du solde des dettes fournisseurs par date d'échéance

En MDH



Le montant des dettes échues de plus 90 jours est constitué principalement par des factures litigieuses

> GOUVERNANCE

PRESENTATION GENERALE DE MANAGEM

RENSEIGNEMENTS À CARACTÈRE GÉNÉRAL

Dénomination sociale	Managem
Siège social	Twin center, tour A, angle boulevard Zerktouni et Al Massira Al Khadra, BP 5199, Casablanca - Maroc
Forme juridique	Société anonyme à Conseil d'Administration
Adresse électronique	managem@managemgroup.com
Site web	http://www.managemgroup.com/
Date de constitution	17 novembre 1930
Durée de vie	La durée de la société est fixée à 99 ans, sauf dissolution anticipée ou prorogation prévue par les statuts ou par la loi.
N° Registre du commerce	Immatriculé le 04 juin 1951 au RC de Casablanca n° 17 883
Exercice social	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre.
Capital social au 30/11/2019	Le capital social est fixé à 999 130 800 dirhams, divisé en 9 991 308 actions d'une seule catégorie de 100 dirhams chacune, libérées intégralement de leur valeur nominale.
Consultation des documents juridiques	Les documents juridiques de la société, notamment les statuts, les procès-verbaux des Assemblées Générales, les rapports de gestion et les rapports des commissaires aux comptes peuvent être consultés au siège social de Managem.
Objet social	<p>Selon l'article 3 des statuts, la Société a pour objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> > la prise de participation, directe ou indirecte dans toutes opérations ou entreprises par voie de création de sociétés, de participation à leur constitution ou à l'augmentation de capital de sociétés existantes, ou encore par voie de commandite, d'achat de titres ou droits sociaux ou autrement ; > la gestion de toutes affaires, entreprises ou sociétés minières, immobilières, mobilières, financières, industrielles ou commerciales ; > l'achat, la vente et l'échange de toutes valeurs mobilières, de toutes parts d'intérêts ; > et plus généralement, toutes opérations de toute nature se rapportant à l'un quelconque des objets ci-dessus.
Tribunal compétent en cas de litige	Tribunal de Commerce de Casablanca

Textes législatifs

De par sa forme juridique, la Société est régie par la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes, telle que modifiée et complétée, ainsi que par ses statuts.

De par sa activité, elle est soumise loi n° 33-13 relative aux mines ainsi que ses décret d'applications

De par sa cotation à la Bourse de Casablanca, elle est soumise à toutes les dispositions légales et réglementaires relatives aux marchés financiers et notamment

- › le Dahir n° 1-16-151 du 21 kaada 1437 (25 août 2016) portant promulgation de la loi n°19-14 relative à la bourse des valeurs, aux sociétés de bourse et aux conseillers en investissement financier ;
- › le règlement général de la Bourse des Valeurs approuvé par l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n°2208-19 du 3 juillet 2019 ;
- › le Règlement général de l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux tel qu'approuvé par l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n°2169-19 ;
- › le Dahir n° 1-95-3 du 26 janvier 1995 portant promulgation de la loi n° 35-94 relative à certains titres de créances négociables tel que modifié et complété ;
- › la circulaire de l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux ;
- › le Dahir n°1-96-246 du 9 janvier 1997 portant promulgation de la loi n°35-96 relative à la création d'un dépositaire central et à l'institution d'un régime général de l'inscription en compte de certaines valeurs (modifié et complété par la loi n°43-02) ;
- › le Règlement général du dépositaire central approuvé par l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n°932-98 du 16 avril 1998 et amendé par l'arrêté du Ministre de l'Economie, des Finances, de la Privatisation et du Tourisme n°1961
- › 01 du 30 octobre 2001 et l'arrêté n°77-05 du 17 mars 2005 ;
- › le Dahir n°1-04-21 du 21 avril 2004 portant promulgation de la loi n°26 03 relative aux offres publiques sur le marché boursier marocain, modifié et complété par la loi 46-06 ;
- › la loi 43-12 relative à l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux ;
- › la loi 44-12 relative l'appel public à l'épargne et aux informations exigées des personnes morales et organismes faisant appel public à l'épargne.

Régime fiscal

- › Impôt sur les sociétés au taux de droit commun, 30% à fin 2015 et 31% à partir de 2016 (par exception, l'activité d'exportation de biens et services fait l'objet d'une imposition à l'impôt sur les sociétés au taux réduit de 17,5%) ;
- › Taxe sur la valeur ajoutée : 20% sur les ventes de prestations de services ;
- › Taxe professionnelle : 30 %

LISTE DES MANDATS DES ADMINISTRATEURS MANAGEM

M. IMAD TOUMI, PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Société	Activité	Lien avec le Groupe Managem	Fonction
MANAGEM SA	Activité minière		Président Directeur Général
AKKA GOLD MINING (AGM)	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
COMPAGNIE DE TIFNOUT TIRANIMINE (CTT)	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
COMPAGNIE MINIERE DE GUEMASSA (CMG)	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
SAGAX Maghreb S.A	Travaux d'exploration minière	Filiale	Président Directeur Général
CIMR	Caisse de Retraite	Aucun	Président Directeur Général
Fondation ONA	Association d'utilité publique	Membre	Représentant de Managem
CTTA	Transport et travaux aériens	Associé	Président Directeur Général
AFRICAPLANE	Transport aérien	GIE	Président Directeur Général
REMINEX	Recherche et Ingénierie minière	Filiale	Président Directeur Général
SOCIETE METALLURGIQUE D'IMITER (SMI)	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
SOCIETE ANONYME D'ENTREPRISES MINIERES (SAMINE)	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
SOCIETE MINIERE DE BOU GAFFER (SOMIFER)	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
TECHSUB	Sondages et travaux souterrains miniers	Filiale	Président Directeur Général
COMPAGNIE MINIERE D'OUMJRANE (C.M.O.)	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
COMPAGNIE MINIERE DE SAGHRO (C.M.S.)	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
COMPAGNIE MINIERE DE DADES	Exploitation minière	Filiale	Président Directeur Général
MANACET	Holding de participation	Filiale	Président Directeur Général
MANATRADE	Commercialisation de minerais	Filiale	Président Directeur Général
Managem INTERNATIONAL	Holding de participation	Filiale	Président Directeur Général

IV - COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS

M. BASSIM JAI HOKIMI

Sociétés	Fonction
MANAGEM SA	Administrateur
ATLAMED	Président Directeur Général
AM INVEST MOROCCO	Président Directeur Général
COFIMAG	Président Directeur Général
INVOLYS	Président Directeur Général
GEMA CORP	Administrateur
GEMADEC	Administrateur
SECURIMAG	Administrateur
SOFRENOR	Administrateur
EGFI	Administrateur
INTEX CO	Administrateur
WATEC	Administrateur
3P FUND	Administrateur
AL MADA	Administrateur
SMI	Administrateur
Tuyauto Gestamp Morocco	Administrateur

M. HASSAN OURIAGLI

Sociétés	Fonction
AL MADA	Président Directeur Général
COMPAGNIE CHERIFIENNE DES PRODUITS DU NAPHTH NAPHTA	Président Directeur Général
COMPAGNIE MAROCAINE D'HUILERIE CMH	Président Directeur Général
DAN MAROC	Président Directeur Général
FINANCIERE DE PRISE DE PARTICIPATIONS	Président Directeur Général
FIRST CONNECT SAT	Président Directeur Général
GLOBAL COMMUNICATIONS	Président Directeur Général
INVEST CO HOLDING INVEST CO	Président Directeur Général
LONGOMETAL Afrique	Président Directeur Général
ONA COURTAGE	Président Directeur Général
ONA INTERNATIONAL ONAI	Président Directeur Général
RESERVES IMMOBILIERES	Président Directeur Général
SOCIETE FINANCIERE DE GESTION ET DE PLACEMENT SFGP	Président Directeur Général
FONDATION ONA	Président
FONDATION SUZANNE ET JEAN EPINAT FONDATION EPINAT	Président
IMMO MASUR	Gérant
ACIMA	Administrateur
AFRICAPLANE	Administrateur
ATTIJARIWABA BANK AWB	Administrateur
COMPAGNIE OPTORG	Administrateur
COPROPAR	Administrateur
DIGIBAY	Administrateur

GROUP INVEST	Administrateur
HOSPITALITY HOLDING COMPANY H.Co	Administrateur
LAFARGE MAROC	Administrateur
LAFARGEHOLCIM MAROC LHM	Administrateur
LAFARGEHOLCIM MAROC AFRIQUE LHMA	Administrateur
MANAGEM	Administrateur
MARJANE HOLDING MARJANE	Administrateur
NAREVA HOLDING NAREVA	Administrateur
NAREVA POWER	Administrateur
OFNA	Administrateur
OHIO	Administrateur
OMNIUM DE GESTION MAROCAIN OGM	Administrateur
ONAPAR-AMETYS	Administrateur
ORIENTIS INVEST	Administrateur
PRESTIGE RESORTS PRESTIGE RESORTS	Administrateur
RADIO MEDITERRANEE INTERNATIONALE RMI	Administrateur
RIHLA IBN BATTUTA PROD RIHLA	Administrateur
SAPINO	Administrateur
SOCIETE IMMOBILIERE AGENA	Administrateur
SOCIETE AFRICAINE DE TOURISME SAT	Administrateur
SOCIETE CENTRALE D'INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS SCII SCII	Administrateur
SOCIETE IMMOBILIERE CENTURIS	Administrateur
SOCIETE IMMOBILIERE DARWA	Administrateur
SOCIETE IMMOBILIERE MANDARONA	Administrateur
SOCIETE IMMOBILIERER AZZAHRO SOCIETE IMMOBILIERE HAWAZINE	Administrateur
SOCIETE METALLURGIQUE D'IMITER SMI	Administrateur
WABA ASSURANCE	Administrateur
WANA CORPORATE	Administrateur

MME. NOUFISSA KESSAR

Sociétés	Fonction
MANAGEM SA	Administrateur
ORIENTIS INVEST	Administrateur
PRESTIGE RESORTS	Administrateur
MARJANE HOLDING	Administrateur
COMPAGNIE CHERIFIENNE DES PRODUITS DU NAPHTH	Administrateur
ONAPAR-AMETYS	Administrateur
SOPRIAM	Administrateur
SOCIETE IMMOBILIERE CENTURIS	Administrateur
COMPAGNIE MINIERE DES GUEMASSA	Administrateur
COMPAGNIE DE TRANSPORTS ET DE TRAVAUX AERIENS (CTTA)	Administrateur
OMNIUM DE GESTION MAROCAIN	Administrateur
COMPAGNIE OPTORG	Administrateur
SOTHERMA	Administrateur

MME. AMINA BENKHADRA

Sociétés	Fonction
MANAGEM SA	Administrateur
CMG	Administrateur
SMI	Administrateur

M. FRÉDÉRIC TONA

Sociétés	Fonction
MANAGEM SA	Administrateur

M. KARIM KHETTOUCH

Sociétés	Fonction
MANAGEM SA	Administrateur

IDENTITÉ DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Prénoms et noms	Mme. Sakina BENSOU DA KORACHI	M. Faïçal MEKOUAR
Dénomination ou raison sociale	Deloitte Audit	Fidaroc Grant Thornton
Adresse	Bd Sidi Mohammed Benabdellah Bâtiment C - Tour Ivoire 3 La Marina - Casablanca	47 Boulevard Hassan 2, Casablanca 20250, Maroc
Numéro de téléphone	(212) 522 22 40 25	(212) 522 54 45 00
Numéro de fax	(212) 522 22 40 78	(212) 522 29 66 70
Adresse électronique	Sbensouda@deloitte.com	f.mekouar@fidarocgt.ma
Date du 1^{er} exercice soumis au contrôle	Exercice 2008	Exercice 2017
Date d'expiration du mandat actuel	Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2019	Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2019

> PERSPECTIVES

Le Groupe Managem ambitionne de consolider et d'améliorer les performances des sites en exploitation.

Il vise aussi à atteindre une taille importante au niveau des métaux précieux et du cuivre :

> Pour l'Argent :

Améliorer et consolider les performances de SMI dans un contexte de baisse des teneurs et déployer un programme d'exploration afin de pérenniser l'actif

> Pour le Cuivre :

- Consolider le portefeuille de production de cuivre au Maroc et saturer les capacités existantes
- Mettre en production les projets encours de développement, présentant des cash cost compétitifs

> Pour l'Or :

- Atteindre à moyen terme une production de trois tonnes d'Or au Soudan grâce à l'usine 2400T/J et son extension
- Démarrer à horizon 2021 la production d'Or en Guinée (Projet TRIK)

> Pour le Cobalt :

Poursuivre la démarche d'utilisation de la surcapacité CTT avec de la matière secondaire et lancer un programme d'optimisation opérationnelle et digitale pour réduire le niveau d'AISC (All In Sustaining Cost) du Cobalt provenant de Bou-azzer.

> ANNEXES

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION AU 31 DÉCEMBRE 2019

Dénomination sociale		Déc.2019 % intérêt	Déc. 2018 % intérêt	Méthode de consolidation
Managem	Maroc	100.00%	100.00%	Consolidante
Compagnie Minière des Guemmassas	Maroc	86.96%	76.91%	IG(*)
Compagnie de Tifnout Tighanimine	Maroc	99.77%	99.77%	IG
Akka Gold Mining	Maroc	93.48%	88.46%	IG
Manatrade	Suisse	100.00%	100.00%	IG
Manadist	Suisse	100.00%	100.00%	IG
Managem international	Suisse	100.00%	100.00%	IG
Société Métallurgique d'Imliter	Maroc	80.26%	80.26%	IG
Société Anonyme d'entreprise Minière	Maroc	99.77%	99.77%	IG
Somifer	Maroc	99.77%	99.77%	IG
Reminex	Maroc	100.00%	100.00%	IG
Techsub	Maroc	99.87%	99.87%	IG
Cie minière SAGHRO	Maroc	100.00%	100.00%	IG
REG	Gabon	75.00%	75.00%	IG
Lamikal	RDC	20.00%	20.00%	ME **
Cie minière de DADES	Maroc	100.00%	100.00%	IG
Cie minière d'OUMJRANE	Maroc	100.00%	100.00%	IG
MANUB	Soudan	78.00%	69.42%	IG
MCM	Soudan	100.00%	89.00%	IG
MANAGOLD	EAU	100.00%	100.00%	IG
TRADIST	EAU	100.00%	100.00%	IG
Managem Gabon	Gabon	100.00%	100.00%	IG
SMM	Guinée	85.00%	59.50%	IG
Manacet	Maroc	100.00%	70.00%	IG

(*) IG : intégration globale
(**) ME : mise en équivalence

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(En millions de dirhams)	31-déc-19	31-déc-18
Chiffre d'affaires	4 553,3	4 356,5
Autres produits de l'activité	89,1	57,4
Produits des activités ordinaires	4 642,3	4 413,9
Achats	-2 351,6	-1 998,2
Autres charges externes	-1 037,2	-930,9
Frais de personnel	-1 108,3	-1 102,1
Impôts et taxes	-62,5	-68,9
Amortissements et provisions d'exploitation	-1 103,1	-929,3
Autres produits et charges d'exploitation	1 086,2	1 076,9
Charges d'exploitation courantes	-4 576,4	-3 952,5
Résultat d'exploitation courant	65,9	461,4
Cessions d'actifs	0,1	0,3
Charges de restructuration	-	-
Cessions de filiales et participations	-	182,8
Ecarts d'acquisition négatifs	-	8,7
Résultats sur instruments financiers	-5,3	-
Autres produits et charges d'exploitation non courants	-405,3	16,1
Autres produits et charges d'exploitation	-410,5	208,0
Résultat des activités opérationnelles	-344,6	669,4
Produits d'intérêts	17,9	26,8
Charges d'intérêts	-182,8	-213,6
Autres produits et charges financiers	52,9	-43,6
Résultat financier	-111,9	-230,3
Résultat avant impôts des entreprises intégrées	-456,5	439,1
Impôts sur les bénéfices	-59,0	-98,2
Impôts différés	125,7	4,3
Résultat net des entreprises intégrées	-389,8	345,3
Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	-	-
Résultat net des activités poursuivies	-389,8	345,3
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	-389,8	345,3
Intérêts minoritaires	37,0	-24,5
RÉSULTAT NET - PART DU GROUPE	-426,8	369,8

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

ACTIF	(En millions de dirhams)	31-déc-19	31-déc-18
Goodwill		305,4	305,4
Immobilisations incorporelles,net		2 162,1	2 194,8
Immobilisations corporelles net		4 920,4	4 682,7
Immobilisations en droit d'usage		293,9	
Immeubles de placement, net		8,9	8,9
Participations dans les entreprises associées		140,2	139,8
Autres actifs financiers		291,0	272,6
- Instruments dérivés de couverture		14,7	7,8
- Prêts et créances,net		15,2	6,6
- Actifs financiers disponibles à la vente		261,1	258,1
Créances d'impôt et Taxes			
Impôts différés actifs		193,7	123,1
Autres débiteurs non courants,net			
Actif non courant		8 315,6	7 727,1
Autres actifs financiers			
- Instruments financiers dérivés			
- Prêts et créances et placements,net			
Stocks et en-cours,net		927,4	892,4
Créances clients,net		1 080,7	759,0
Autres débiteurs courants,net		1 288,5	1 134,3
Trésorerie et équivalent de trésorerie		838,1	731,6
Actif courant		4 134,7	3 517,2
TOTAL ACTIF		12 450,3	11 244,3
PASSIF	(En millions de dirhams)	31-déc-19	31-déc-18
Capital		999,1	999,1
Primes d'émission et de fusion		1 657,3	1 657,3
Réserves		2 082,6	2 132,6
Ecart de conversion		158,7	153,5
Résultat net part du groupe		-426,8	369,8
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de la société mère		4 470,9	5 312,3
Intérêts minoritaires		395,1	370,4
Capitaux propres de l'ensemble consolidé		4 866,1	5 682,8
Provisions		87,9	58,5
Avantages du personnel		230,5	197,0
Dettes financières non courantes		2 590,0	1 565,0
- Instruments financiers dérivés			
- Dettes envers les établissements de crédit		1 325,5	290,2
- Dettes représentées par un titre		1 120,0	1 250,0
- Dettes liées aux contrat de location financement			24,9
- Dettes liées aux contrat à droit d'usage		144,5	
Dettes d'impôts sur les sociétés			
Impôts différés Passifs		31,9	35,6
Autres créditeurs non courants		1,4	2,7
Passif non courant		2 941,8	1 858,8
Provisions			
Dettes financières courantes		2 703,0	1 849,8
- Instruments financiers dérivés		10,3	26,8
- Dettes envers les établissements de crédit		2 692,7	1 823,0
- Dettes représentées par un titre		-	-
Dettes fournisseurs courantes		902,1	998,9
Autres créditeurs courants		1 037,3	854,0
Passif courant		4 642,4	3 702,7
TOTAL PASSIF		7 584,2	5 561,5
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		12 450,3	11 244,3

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(En millions de dirhams)	31-déc-19	31-déc-18
Résultat net de l'ensemble consolidé	(389,8)	345,3
Ajustements pour		
Dotations aux amortissements et provisions, pertes de valeur	1 539,5	922,9
Profits/pertes de réévaluation (juste valeur)	5,3	182,8
Résultats de cession et des pertes et profits de dilution	(0,1)	(0,3)
Produits des dividendes	0,0	0,0
Elimination des profits et pertes sur JV Quote part Mise en équivalence	0,0	(182,8)
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	1 154,9	1 267,8
Elimination de la charge (produit) d'impôts	(66,7)	93,9
Elimination du coût de l'endettement financier net	182,8	213,6
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net impôt	1 271,0	1 575,2
Incidence de la variation du BFR	(188,6)	188,4
Impôts différés	15,0	(0,3)
Impôts payés	(59,0)	(98,2)
Flux net de trésorerie liés aux activités opérationnelles	1 038,40	1 665,2
Incidence des variations de périmètre	0,0	(3,0)
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(1 884,8)	(1 702,9)
Acquisition d'actifs financiers	(0,1)	0,0
Variation des autres actifs financiers	(11,3)	(0,9)
Subventions d'investissement reçues		
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	0,1	0,6
Cessions d'actifs financiers	0,0	0,0
Dividendes reçus		
Intérêts financiers versés	(182,8)	(213,6)
Flux net de trésorerie liés aux activités d'investissement	(2 079,0)	(1 919,8)
Augmentation de capital		(1,6)
Transactions entre actionnaires (acquisitions)	(105,9)	(121,4)
Transactions entre actionnaires (cessions)	0,0	0,0
Emission de nouveaux emprunts	1 470,0	350,0
Remboursement d'emprunts	(492,5)	(1 065,1)
Variation des créances et dettes résultant de contrats location-financement		
Remboursement de location-financement	19,6	(68,5)
Autres flux liés aux opération de financement		
Dividendes payés aux actionnaires de la société mère	(149,9)	(229,8)
Dividendes payés aux minoritaires		(40,1)
Variation des comptes courants associés	(393,1)	95,5
Flux net de trésorerie provenant des activités de financement	348,2	(1 080,9)
Incidence de la variation des taux de change	1,4	16,1
Incidence de changement des méthodes et principes comptables		
VARIATION DE LA TRÉSORERIE ET EQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(691,0)	(1 319,3)
Trésorerie et équivalents de trésorerie net à l'ouverture*	(885,0)	433,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie net à la clôture*	(1 576,0)	(885,0)
VARIATION DE LA TRÉSORERIE ET EQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(691,0)	(1 319,3)

COMPTES SOCIAUX

BILAN ACTIF					Exercice clos le 31 décembre 2019				
ACTIF	Exercice			Exercice Précédent					
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net					
ACTIF IMMOBILISÉ									
IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS (A)	44 788 974,45	35 428 406,46	9 360 567,99	13 823 724,97					
- Frais préliminaires	34 787 141,25	26 622 326,07	8 164 815,18	12 219 173,08					
- Charges à répartir sur plusieurs exercices	10 001 833,20	8 806 080,39	1 195 752,81	1 604 551,89					
- Primes de remboursement des obligations									
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)	214 246 375,11	102 553 010,75	111 693 364,36	101 969 421,99					
- Immobilisation en recherche et développement	72 423 061,57	72 423 061,57							
- Brevets, marques, droits et valeurs similaires	36 431 256,93	30 129 949,18	6 301 307,75	10 665 910,05					
- Fonds commercial									
- Autres immobilisations incorporelles	105 392 056,61		105 392 056,61	91 303 511,94					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)	165 364 385,71	89 229 890,38	76 134 495,33	78 580 443,04					
- Terrains	12 787 930,78		12 787 930,78	12 327 930,78					
- Constructions	65 555 224,76	11 884 516,67	53 670 708,09	55 456 397,83					
- Installations techniques, matériel et outillage	5 947 374,35	2 672 549,59	3 274 824,76	3 801 446,78					
- Matériel transport	995 295,72	959 845,51	35 450,21	251 376,21					
- Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers	77 886 004,98	73 712 978,61	4 173 026,37	6 733 455,77					
- Autres immobilisations corporelles									
- Immobilisations corporelles en cours	2 192 555,12		2 192 555,12	9 835,67					
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (D)	3 110 474 815,87	270 000 000,00	2 840 474 815,87	3 110 369 391,72					
- Prêts immobilisés									
- Autres créances financières	10 000,00		10 000,00	10 000,00					
- Titres de participation	3 110 464 815,87	270 000 000,00	2 840 464 815,87	3 110 359 391,72					
- Autres titres immobilisés									
ECARTS DE CONVERSION-ACTIF (E)									
- Diminution des créances immobilisées									
- Augmentation des dettes de financement									
TOTAL I (A+B+C+D+E)	3 534 874 551,14	497 211 307,59	3 037 663 243,55	3 304 742 981,72					
ACTIF CIRCULANT									
STOCKS (F)									
- Marchandises									
- Matières et fournitures consommables									
- Produits en cours									
- Produits intermédiaires et produits résiduels									
- Produits finis									
CRÉANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (G)	3 227 318 829,61	510 249 834,40	2 717 068 995,21	2 852 333 853,14					
- Fournisseurs, débiteurs, avances et acomptes	29 167 413,77		29 167 413,77	29 167 413,77					
- Clients et comptes rattachés	244 650 938,91	8 603 834,40	236 047 104,51	179 022 293,25					
- Personnel - Débiteur	478 340,47		478 340,47	1 156 088,41					
- Etat - Débiteur	135 539 514,17		135 539 514,17	109 132 770,76					
- Comptes d'associés	2 813 556 487,10	501 646 000,00	2 311 910 487,10	2 528 437 472,34					
- Autres débiteurs	5 994,09		5 994,09	5 994,09					
- Comptes de régularisation-Actif	3 920 141,10		3 920 141,10	5 411 820,52					
TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT (H)									
ECARTS DE CONVERSION-ACTIF (I) (Eléments circulants)									
	2 017 023,58		2 017 023,58	979 925,35					
TOTAL II (F+G+H+I)	3 229 335 853,19	510 249 834,40	2 719 086 018,79	2 853 313 778,49					
TRÉSORERIE									
TRESORERIE-ACTIF									
- Chèques et valeurs à encaisser	108 507,00		108 507,00	202 189 052,90					
- Banques, TG et CCP débiteurs				202 011 169,25					
- Caisse, régie d'avances et accreditifs	108 507,00		108 507,00	177 883,65					
TOTAL III	108 507,00		108 507,00	202 189 052,90					
TOTAL GÉNÉRAL I+II+III	6 764 318 911,33	1 007 461 141,99	5 756 857 769,34	6 360 245 813,11					

Arrêté l'Actif du bilan 2019 à la somme de : Cinq milliards sept cent cinquante six millions huit cent cinquante sept mille sept cent soixante neuf dirhams 34 cts

BILAN PASSIF			Exercice clos le 31 décembre 2019		
PASSIF	Exercice	Exercice Précédent	Net		
FINANCEMENT PERMANENT					
CAPITAUX PROPRES					
- Capital social ou personnel (1)	999 130 800,00	999 130 800,00			
- Moins : actionnaires, capital souscrit non appelé = Capital appelé dont versé.	999 130 800,00	999 130 800,00			
- Primes d'émission, de fusion, d'apport	1 684 101 323,00	1 684 101 323,00			
- Écarts de réévaluation					
- Réserve légale	99 913 080,00	99 913 080,00			
- Autres réserves	300 472 670,00	300 472 670,00			
- Report à nouveau (2)	76 812 982,20	123 313 870,83			
- Résultats nets en instance d'affectation (2)					
- Résultat net de l'exercice (2)	-778 564 791,14	103 368 731,37			
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (A)	2 381 866 064,06	3 310 300 475,20			
CAPITAUX PROPRES ASSIMILÉS (B)					
- Subventions d'investissement					
- Provisions réglementées pour amortissements dérogatoires					
- Provisions réglementées pour plus-values en instance d'imposition					
- Provisions réglementées pour investissements					
- Provisions réglementées pour reconstitution des gisements					
- Provisions réglementées pour acquisition et construction de logements					
- Autres provisions réglementées					
DETTES DE FINANCEMENT (C)	1 120 000 000,00	1 249 998 350,00			
- Emprunts obligataires					
- Emprunts auprès des établissements de crédit	1 120 000 000,00	1 249 998 350,00			
- Avances de l'Etat					
- Dettes rattachées à des participations et billets de fonds					
- Avances reçues et comptes courants bloqués					
- Fournisseurs d'immobilisations, cautionnements reçus et autres dettes de financement					
PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES & CHARGES (D)					
- Provisions pour risques					
- Provisions pour charges					
ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (E)					
- Augmentation des créances immobilisées					
- Diminution des dettes de financement					
TOTAL I (A+B+C+D+E)	3 501 866 064,06	4 560 298 825,20			
PASSIF CIRCULANT					
DETTES DU PASSIF CIRCULANT (F)					
- Fournisseurs et comptes rattachés	28 315 148,93	29 059 250,54			
- Clients créditeurs, avances et acomptes					
- Personnel - Créancier	13 070 217,48	11 225 657,31			
- Organismes Sociaux	10 019 222,20	10 887 132,23			
- Etat - Créancier	6 177 723,12	8 225 004,74			
- Comptes d'associés - Créanciers	69 505 288,74	250 451 162,00			
- Autres Créanciers					
- Comptes de régularisation - Passif	30 911 780,22	25 484 824,47			
AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (G)	2 017 023,58	979 925,35			
ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (Eléments circulants) (H)	823 248,56	1 115 111,07			
TOTAL II (F+G+H)	160 839 652,83	337 428 067,71			
TRÉSORERIE					
TRESORERIE - PASSIF					
- Crédits d'escompte					
- Crédits de trésorerie					
- Banques (soldes créditeurs)	2 094 152 052,45	1 462 518 920,20			
TOTAL III	2 094 152 052,45	1 462 518 920,20			
TOTAL GÉNÉRAL I+II+III	5 756 857 769,34	6 360 245 813,11			

(1) capital personnel débiteur (-)
(2) bénéficiaire (+); déficitaire (-)

Arrêté le Passif du bilan 2019 à la somme de : Cinq milliards sept cent cinquante six millions huit cent cinquante sept mille sept cent soixante neuf dirhams 34 cts

IV - COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS

COMPTES SOCIAUX

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (HORS TAXES) Exercice du 01/01/2019 au 31/12/2019

NATURE	Opérations		Totaux de l'exercice 3=1+2	Totaux de l'exercice précédent 4
	Propres à l'exercice 1	Concernant les exercices précédents 2		
EXPLOITATION				
PRODUITS D'EXPLOITATION				
· Ventes de marchandises (en l'état)				
· Ventes de biens et services produits	199.538.181,68		199.538.181,68	185.518.417,69
· Variation de stocks de produits(±) (1)				
I · Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	12.154.544,67		12.154.544,67	9.555.263,85
· Subventions d'exploitation				
· Autres produits d'exploitation	300.000,00	8.663.000,00	8.963.000,00	4.143.751,77
· Reprises d'exploitation, transferts de charges				122.911,52
TOTAL I	211 992 726,35	8 663 000,00	220 655 726,35	199 340 344,83
CHARGES D'EXPLOITATION				
· Achats revendus (2) de marchandises				
· Achats consommés (2) de matières et fournitures	50 924 762,60	-352 126,00	50 572 636,60	51 437 262,55
· Autres charges externes	54 252 459,19	-1 872 979,33	52 379 479,86	43 325 628,30
II · Impôts et taxes	2 400 040,37		2 400 040,37	1 263 918,61
· Charges de personnel	74 337 886,42	-800 288,44	73 537 597,98	81 765 162,18
· Autres charges d'exploitation	640 000,00		640 000,00	640 000,00
· Dotations d'exploitation	25 367 131,57		25 367 131,57	18 286 360,26
TOTAL II	207 922 280,15	-3 025 393,77	204 896 886,38	196 718 331,90
III RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			15 758 839,97	2 622 012,93
FINANCIER				
PRODUITS FINANCIERS				
· Produits des titres de participation et autres titres immobilisés		2 177 385,83	2 177 385,83	114 871 320,00
IV · Gains de change	83 679,25		83 679,25	147 138,37
· Intérêts et autres produits financiers	104 581 293,19		104 581 293,19	92 836 088,31
· Reprises financières, transferts de charges	979 925,35		979 925,35	307 493,22
TOTAL IV	105 644 897,79	2 177 385,83	107 822 283,62	208 162 039,90
CHARGES FINANCIERES				
· Charges d'intérêts	126 356 926,59	307 922,60	126 664 849,19	102 908 294,69
V · Pertes de change	236 955,96		236 955,96	50 131,42
· Autres charges financières				
· Dotations financières	272 017 023,58		272 017 023,58	979 925,35
TOTAL V	398 610 906,13	307 922,60	398 918 828,73	103 938 351,46
VI RESULTAT FINANCIER (IV-V)			-291 096 545,11	104 223 688,44
VII RESULTAT COURANT (III+VI)			-275 337 705,14	106 845 701,37
NON COURANT				
PRODUITS NON COURANTS				
· Produits des cessions d'immobilisations				11 056 082,73
· Subventions d'équilibre				
VIII · Reprises sur subventions d'investissement				
· Autres produits non courants				
· Reprises non courantes, transferts de charges				
TOTAL VIII				11 056 082,73
CHARGES NON COURANTES				
· Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées				11 013 082,73
· Subventions accordées				
IX · Autres charges non courantes				1 526 810,00
· Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions	501 646 000,00		501 646 000,00	
TOTAL IX	501 646 000,00		501 646 000,00	12 539 892,73
X RESULTAT NON COURANT (VIII+IX)			-501 646 000,00	-1 483 810,00
XI RESULTAT AVANT IMPOTS (VII-X)			-776 983 705,14	105 361 891,37
XII IMPOTS SUR LES RESULTATS	1 581 086,00		1 581 086,00	1 993 160,00
XIII RESULTAT NET (XI-XII)			-778 564 791,14	103 368 731,37
XIV TOTAL DES PRODUITS (I+IV+VIII)			328 478 009,97	418 558 467,46
XV TOTAL DES CHARGES (II+V+IX+XII)			1 107 042 801,11	315 189 736,09
XVI RESULTAT NET (PRODUITS-CHARGES)			-778 564 791,14	103 368 731,37

TABLEAU DE FINANCEMENT

Exercice Clos le 31.12.2019

	VARIATION A-B				
	I. SYNTHESE DES MASSES DU BILAN	EXERCICE N	EXERCICE N-1	EMPLOIS C RESSOURCES D	
1 Financement permanent	3 501 866 064,06	4 560 298 825,20	1 058 432 761,14		
2 Moins actif immobilisé	3 037 663 243,55	3 304 742 981,72		267 079 738,17	
3 =FONDS DE ROULEMENT FONCTIONNEL (1-2) (A)	464 202 820,51	1 255 555 843,48	791 353 022,97		
4 Actif circulant	2 719 086 018,79	2 853 313 778,49		134 227 759,70	
5 Moins passif circulant	160 839 652,83	337 428 067,71	176 588 414,88		
6 =BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (4-5) (B)	2 558 246 365,96	2 515 885 710,78	42 360 655,18		
7 TRESORERIE NETTE (Actif-Passif) A-B	-2 094 043 545,45	-1 260 329 867,30		833 713 678,15	
		EXERCICE N	EXERCICE N-1		
II. EMPLOIS ET RESSOURCES		EMPLOIS	RESSOURCES	EMPLOIS	RESSOURCES
I. RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)					
* AUTOFINANCEMENT (A)					
			-641 671 113,97		-108 187 992,37
* Capacité d'autofinancement			-491 801 493,97		121 612 091,63
* Distribution de bénéfices			149 869 620,00		229 800 084,00
* CESSION ET REDUCTION D'IMMOBILISATIONS (B)					
· Cession d'immobilisations incorporelles					11 013 082,73
· Cession d'immobilisations corporelles					43 000,00
· Cession d'immobilisations financières					
· Récupération sur créances immobilisées					600 032 896,00
* AUGMENTATIONS DES CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES (C)					
* Augmentations de capital, apports					
* Subvention d'investissement					
* AUGMENTATIONS DES DETTES DE FINANCEMENT (D)					
(nettes de primes de remboursement)			1 120 000 000,00		299 998 350,00
TOTAL I. RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)			478 328 886,03		802 899 336,36
II. EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE					
ACQUISITIONS ET AUGMENTATIONS D'IMMOBILISATIONS (E)					
		19 547 409,00		527 921 626,47	
* Acquisitions d'immobilisations incor.		14 350 042,07		50 342 090,85	
* Acquisitions d'immobilisations cor.		5 091 942,78		1 579 535,62	
* Acquisitions d'immobilisations finan.		105 424,15		476 000 000,00	
* Augmentations des créances immo.					
* REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES (F)					
* REMBOURSEMENT DES DETTES DE FINANCEMENT (G)		1 249 998 350,00		699 994 720,00	
* EMPLOIS EN NON VALEURS (H)		136 150,00		537 471,00	
TOTAL II. EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)		1 269 681 909,00		1 228 453 817,47	
III. VARIATION DE BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B.F.G)		42 360 655,18			13 325 439,67
IV. VARIATION DE LA TRESORERIE			833 713 678,15		412 229 041,44
TOTAL GENERAL		1 312 042 564,18	1 312 042 564,18	1 228 453 817,47	1 228 453 817,47

IV - COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS

ETAT DES SOLDES DE GESTION (E.S.G.)

I - TABLEAU DE FORMATION DU RESULTAT (T.F.R)

Exercice Clos le 31.12.2019

ELEMENTS		EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
1	Ventes de marchandises (en l'etat)		
2	- Achats revendus de marchandises		
I	= MARGES BRUTES SUR VENTES EN L'ETAT		
II	+ PRODUCTION DE L'EXERCICE (3+4+5)	211 692 726,35	195 073 681,54
3	Ventes de biens et services produits	199 538 181,68	185 518 417,69
4	Variation de stocks de produits		
5	Immobilisations produites par l'Es pour elle même	12 154 544,67	9 555 263,85
III	- CONSOMMATION DE L'EXERCICE (6+7)	102 952 116,46	94 762 890,85
6	Achats consommés de matières et fournitures	50 572 636,60	51 437 262,55
7	Autres charges externes	52 379 479,86	43 325 628,30
IV	= VALEUR AJOUTEE (I+II+III)	108 740 609,89	100 310 790,69
8	+ Subventions d'exploitation		
V	9 - Impôts et taxes	2 400 040,37	1 263 918,61
10	- Charges de personnel	73 537 597,98	81 765 162,18
	= EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (E.B.E)	32 802 971,54	17 281 709,90
	= INSUFFISANCE BRUT D'EXPLOITATION (I.B.E)		
11	+ Autres produits d'exploitation	8 963 000,00	4 143 751,77
12	- Autres charges d'exploitation	640 000,00	640 000,00
13	+ Reprises d'exploitation: transfert de charges		122 911,52
14	- Dotations d'exploitation	25 367 131,57	18 286 360,26
VI	= RESULTAT D'EXPLOITATION (+ ou -)	15 758 839,97	2 622 012,93
VII	RESULTAT FINANCIER	-291 096 545,11	104 223 688,44
VIII	= RESULTAT COURANT (+ ou -)	-275 337 705,14	106 845 701,37
IX	RESULTAT NON COURANT (+ ou -)	-501 646 000,00	-1 483 810,00
15	- Impôts sur les résultats	1 581 086,00	1 993 160,00
X	= RESULTAT NET DE L'EXERCICE (+ ou -)	-778 564 791,14	103 368 731,37

II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F) - AUTOFINANCEMENT				
			* Benefice +	103 368 731,37
			* Perte -	-778 564 791,14
2	+	Dotations d'exploitation	16 763 297,17	18 286 360,26
3	+	Dotations financières	270 000 000,00	
4	+	Dotations non courantes		
5	-	Reprises d'exploitation		
6	-	Reprises financières		
7	-	Reprises non courantes		
8	-	Produits des cession des immobilisation		11 056 082,73
9	+	Valeurs nettes des immobilisations cedees		11 013 082,73
I		CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F)	-491 801 493,97	121 612 091,63
10	-	Distributions de benefices	149 869 620,00	229 800 084,00
II		AUTOFINANCEMENT	-641 671 113,97	-108 187 992,37

II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F) - AUTOFINANCEMENT				
			* EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE) +	32 802 971,54
			* INSUFFISANCE BRUTE D'EXPLOITATION (IBE) -	
2	+	Autres produits d'exploitation	8 963 000,00	4 143 751,77
3	+	Autres charges d'exploitation	640 000,00	640 000,00
4	+	Reprises d'exploitation; transferts de charges		122 911,52
5	-	Dotations d'exploitation	8 603 834,40	
6	-	Produits financiers	107 822 283,62	208 162 039,90
7	-	Charges financières	128 918 828,73	103 938 351,46
8	-	Produits non courants		
9	+	Charges non courantes	501 646 000,00	1 526 810,00
10		Impôts sur les résultats	1 581 086,00	1 993 160,00
I		CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F)	-491 801 493,97	121 612 091,63
11	-	Distributions de bénéfices	149 869 620,00	229 800 084,00
II		AUTOFINANCEMENT	-641 671 113,97	-108 187 992,37

IV - COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS

PRINCIPALES METHODES D'ÉVALUATION SPECIFIQUES À L'ENTREPRISE

EXERCICE DU 01/01/2019 AU 31/12/2019

INDICATION DES METHODES D'ÉVALUATION APPLIQUEES PAR L'ENTREPRISE	
I.	<p>ACTIF IMMOBILISE</p> <p>A. EVALUATION A L'ENTREE</p> <p>1. Immobilisation en non-valeurs Les non valeurs correspond aux frais d'augmentation du capital et les charges à répartir</p> <p>2. Immobilisations incorporelles la valeur d'acquisition et/ou de production des frais de R&D amortis sur la durée d'exploitation des réserves découvertes.</p> <p>3. Immobilisations corporelles Elles sont inscrites au coût d'acquisition et amortissables en fonction de la durée de vie économique probable.</p> <p>4. Immobilisations financières Comprenant les prêts au personnel, les dépôts et cautionnements les titres sont portés en comptabilité pour leur prix d'achat à l'exclusion des frais d'acquisition.</p>
II.	<p>ACTIF CIRCULANT (Hors trésorerie)</p> <p>A. EVALUATION A L'ENTREE</p> <p>1. Stocks Non applicable</p> <p>2. Créances Les créances libellées en monnaie étrangères sont revalorisées au cour de clôture</p> <p>3. Titres et valeurs de placement</p> <p>B. CORRECTIONS DE VALEUR</p> <p>1. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation Les titres de participation sont évalués en fonction de l'utilité que la participation présente pour l'entreprise, dans cette utilité il est notamment tenu compte des perspectives de rentabilité (DCF)</p> <p>La comparaison de la valeur d'entrée et de la valeur actuelle pourrait fait apparaitre des plus-values ou des moins-values par catégorie homogène de titres (même nature, mêmes droits) Les plus-values ne sont pas comptabilisées, en revanche les moins-values sont comptabilisées sous forme de provisions .</p> <p>2. Méthodes de détermination des écarts de conversion-Actif Les créances libellées en devise sont converties aux taux de clôture et réajustées par les comptes d'écarts de conversion actif et passif. Les pertes de change latentes sont comptabilisées , en revanche les gains latents ne sont pas constatés.</p>
III.	<p>FINANCEMENT PERMANENT</p> <p>1. Méthodes de réévaluation des provisions durables pour risque et charges: la société applique les règles d'évaluation du CGNC en matière d'évaluation des provisions.</p>
IV.	<p>PASSIF CIRCULANT (Hors trésorerie)</p> <p>1. Dettes du passif circulant : les dettes relatives aux créiteurs étrangers sont enregistrées à leur valeur d'entrée selon les cours de facturation.</p> <p>2. Méthodes de détermination des écarts de conversion-Passif : les dettes libellées en devises sont converties aux taux de clôture et reajustées par les comptes d'écarts de conversion actif et passif . les pertes de change latentes sont constatées dans le CPC par le biais de provisions financières.les gains latents ne sont pas constatés dans le CPC.</p>
V.	<p>TRESORERIE</p> <p>La société applique les règles et principes d'évaluation CGNC</p>

ETAT DE DEROGATIONS

EXERCICE DU 01/01/2019 AU 31/12/2019

INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATION DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
" I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux"	Néant	Néant
" II. Dérogations aux méthodes d'évaluation"	Néant	Néant
" III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse"	Néant	Néant

ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES

Exercice Clos le 31.12.2019

NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATION DU CHANGEMENT	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
" I. Changements affectant les méthodes d'évaluation"	Néant	Néant
" II. Changements affectant les règles de présentation"	Néant	Néant

DETAIL DES NON VALEURS

EXERCICE DU 01/01/2019 AU 31/12/2019

COMPTE PRINCIPAL	INTITULE	MONTANT
211	FRAIS PRELIMINAIRES	34 787 141,25
2111	Frais de constitution	
2112	Frais préalables au démarrage	
2113	Frais d'augmentation du capital	31 170 049,34
2114	Frais sur opérations de fusions, scissions et transformations	
2116	Frais de prospection	3 617 091,91
2117	Frais de publicité	
2118	Autres frais préliminaires	
212	CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES	10 001 833,20
2121	Frais d'acquisition des immobilisations	793 825,00
2125	Frais d'émission des emprunts	2 836 291,27
2128	Autres charges à répartir	6 371 716,93
213	CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES	
2130	Primes de remboursement des obligations	
	TOTAL	44 788 974,45

IV - COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS AUTRES QUE FINANCIERS

Exercice Clos le 31.12.2019

NATURE	MONTANT BRUT DEBUT EXERCICE	AUGMENTATION			DIMINUTION			MONTANT BRUT FIN EXERCICE
		Acquisition	Production par l'e/se pour elle même	Virement	Cession	Retrait	virement	
IMMOBILISATION EN NON-VALEURS	44 652 824,45	136 150,00						44 788 974,45
* Frais préliminaires	34 787 141,25							34 787 141,25
* Charges à répartir sur plusieurs exercices	9 865 683,20	136 150,00						10 001 833,20
* Primes de remboursement obligations								
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	199 896 333,04	2 195 497,40	12 154 544,67					214 246 375,11
* Immobilisation en recherche et développement	72 423 061,57							72 423 061,57
* Brevets, marques, droits et valeurs similaires	36 169 759,53	261 497,40						36 431 256,93
* Fonds commercial								
* Autres immobilisations incorporelles	91 303 511,94	1 934 000,00	12 154 544,67					105 392 056,61
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	160 272 442,93	5 091 942,78						165 364 385,71
* Terrains	12 327 930,78	460 000,00						12 787 930,78
* Constructions	64 015 224,76	1 540 000,00						65 555 224,76
* Installations techniques, matériel et outillage	5 947 374,35							5 947 374,35
* Matériel de transport	995 295,72							995 295,72
* Mobilier, matériel de bureau et aménagement	76 976 781,65	909 223,33						77 886 004,98
* Autres immobilisations corporelles Informatique								
* Immobilisations corporelles en cours	9 835,67	2 182 719,45						2 192 555,12

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

Exercice Clos le 31.12.2019

NATURE	Cumul début exercice	Dotation de l'exercice	Amortissements sur immobilisations sorties	Cumul d'amortissement fin exercice
	1			2
IMMOBILISATION EN NON-VALEURS		30 829 099,48	4 599 306,98	35 428 406,46
* Frais préliminaires		23 272 686,67	3 349 639,40	26 622 326,07
* Charges à répartir sur plusieurs exercices		7 556 412,81	1 249 667,58	8 806 080,39
* Primes de remboursement obligations				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		97 926 911,05	4 626 099,70	102 553 010,75
* Immobilisation en recherche et développement		72 423 061,57		72 423 061,57
* Brevets, marques, droits et valeurs similaires		25 503 849,48	4 626 099,70	30 129 949,18
* Fonds commercial				
* Autres immobilisations incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		81 691 999,89	7 537 890,49	89 229 890,38
* Terrains				
* Constructions		8 558 826,93	3 325 689,74	11 884 516,67
* Installations techniques, matériel et outillage		2 145 927,57	526 622,02	2 672 549,59
* Matériel de transport		743 919,51	215 926,00	959 845,51
* Mobilier, matériel de bureau et aménagement		70 243 325,88	3 469 652,73	73 712 978,61
* Autres immobilisations corporelles Informatique				
* Immobilisations corporelles en cours				

IV - COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS

TABLEAU DES PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS

Exercice Clos le 31.12.2019

Date de cession ou de retrait	Compte principal	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur nette d'amortissements	Produit de cession	Plus values	Moins values
"Immobilisations Incorporelles"	22+						
"Immobilisations corporelles"	23+						
"Immobilisations Financières"	24+ & 25+						
TOTAL							

TABLEAU DES TITRES DE PARTICIPATION

Exercice Clos le 31.12.2019

Raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité 1	Capital social 2	Participation au capital en % 3	Prix d'acquisition global 4	Valeur comptable nette 5	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au C.P.C de l'exercice 9
						Date de cloture 6	Situation nette 7	Résultat net 8	
- CTT	MINES	2 685 000,00	99,78%	147 664 508,25	147 664 508,25	31/12/2019	482 184 557,33	-281 977 686,26	
- CMG	MINES	690 000 000,00	70,77%	841 799 385,00	841 799 385,00	31/12/2019	888 623 259,80	-188 047 151,68	
- SMI	MINES	164 509 000,00	80,26%	760 629 613,75	760 629 613,75	31/12/2019	1 187 262 393,21	91 144 420,57	
- SAMINE	MINES	26 000 000,00		88,00	88,00	31/12/2019	16 371 804,67	25 696 883,08	
- SOMIFER	MINES	88 888 500,00		134,05	134,05	31/12/2019	190 346 201,93	25 247 381,20	
- REMINEX	SERVICES	12 922 700,00	100,00%	14 990 132,00	14 990 132,00	31/12/2019	16 811 106,69	92 861,65	
- TECHSUB	SERVICES	10 162 090,00	98,47%	20 026 090,00	20 026 090,00	31/12/2019	76 243 187,88	-6 985 332,41	
- CTTA	SERVICES	100 000,00		105 624,15	105 624,15	31/12/2019	454 852,48	356 488,48	
- AKKA GOLD MINING	MINES	600 100,00	50,02%	779 261 500,00	779 261 500,00	31/12/2019	203 663 556,72	-26 703 717,00	
- MANAGEM INTERNATIONAL	SERVICES	133 540 080,02	100,00%	133 540 080,02	133 540 080,02	31/12/2019	1 549 059 580,00	94 776 681,65	
- ESPATIEL	TELECOMMUNICAT	100 000,00		100,00	100,00	31/12/2019			
- NAPHTA	COMMERCE	900 000,00		100,00	100,00	31/12/2019			
- SI IDEAL	IMPRIMERIE	10 000,00		50,00	50,00	31/12/2019			
- SOCIMO	IMMOBILIER	10 000,00		10,65	10,65	31/12/2019			
- SAGHRO	MINES	50 000 000,00	100,00%	49 999 700,00	49 999 700,00	31/12/2019	49 254 399,09	236 952,19	
- OUMJRANE	MINES	148 580 000,00	100,00%	269 999 700,00		31/12/2019	-99 295 611,49	-98 452 102,21	
- MANAGOLD	SERVICES	42 215 000,00	100,00%	42 215 000,00	42 215 000,00	31/12/2019	324 279 520,28	37 800 250,48	2 177 385,83
- TRADIST	SERVICES	233 400,00	20,00%	233 400,00	233 400,00	31/12/2019	41 031 257,86	27 715 189,96	
- DADES	MINES	50 000 000,00	100,00%	49 999 600,00	49 999 600,00	31/12/2019	52 346 779,72	1 313 915,32	

IV - COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS

TABLEAU DES PROVISIONS

Exercice Clos le 31.12.2019

NATURE	Montant début exercice	DOTATIONS			REPRISES			Montant fin exercice
		d'exploitation	financières	Non courantes	d'exploitation	financières	Non courantes	
1. Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé			270 000 000,00					270 000 000,00
2. Provisions réglementées								
3. Provisions durables pour risques et charges								
SOUS TOTAL (A)			270 000 000,00					270 000 000,00
4. Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)		8 603 834,40		501 646 000,00				510 249 834,40
5. Autres Provisions pour risques et charges	979 925,35		2 017 023,58			979 925,35		2 017 023,58
6. Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie								
SOUS TOTAL (B)	979 925,35	8 603 834,40	2 017 023,58	501 646 000,00		979 925,35		512 266 857,98
TOTAL (A + B)	979 925,35	8 603 834,40	272 017 023,58	501 646 000,00		979 925,35		782 266 857,98

TABLEAU DES CREANCES

Exercice Clos le 31.12.2019

CREANCES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants sur l'Etat et Organi.Publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par effets
DE L'ACTIF IMMOBILISE	10 000,00	10 000,00						
- Prêts immobilisés								
- Autres créances financières	10 000,00	10 000,00						
DE L'ACTIF CIRCULANT	3 227 318 829,61		3 227 318 829,61		164 611 481,76	135 539 514,17	3 087 207 426,01	
- Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	29 167 413,77		29 167 413,77				29 000 000,00	
- Clients et comptes rattachés	244 650 938,91		244 650 938,91		164 611 481,76		244 650 938,91	
- Personnel	478 340,47		478 340,47					
- Etat	135 539 514,17		135 539 514,17			135 539 514,17		
- Comptes d'associés	2 813 556 487,10		2 813 556 487,10				2 813 556 487,10	
- Autres débiteurs	5 994,09		5 994,09					
- Comptes de de régularisation-Actif	3 920 141,10		3 920 141,10					

IV - COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS

TABLEAU DES DETTES

CREANCES	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES				
	TOTAL	Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants sur l'Etat et Organi.Publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par effets
DE FINANCEMENT	1 120 000 000,00	120 000 000,00	1 000 000 000,00					
* Emprunts obligataires								
* Autres dettes de financement	1 120 000 000,00	120 000 000,00	1 000 000 000,00					
DU PASSIF CIRCULANT	157 999 380,69		157 999 380,69		2 240 060,99	6 177 723,12	70 844 097,41	
- Fournisseurs et comptes rattachés	28 315 148,93		28 315 148,93		2 240 060,99		1 338 808,67	
- Clients créditeurs, avances et acomptes								
- Personnel	13 070 217,48		13 070 217,48					
- Organismes sociaux	10 019 222,20		10 019 222,20					
- Etat	6 177 723,12		6 177 723,12			6 177 723,12		
- Comptes d'associés	69 505 288,74		69 505 288,74				69 505 288,74	
- Autres créanciers								
- Comptes de de régularisation-Passif	30 911 780,22		30 911 780,22					

TABLEAU DES SURETES REELLES DONNEES OU RECUES

DU 01/01/2019 AU 31/12/2019

Tiers Crédeurs ou Tiers débiteurs	Montant couvert par la sûreté	Nature	Objet	Valeur comptable nette de la sûreté donnée à la date de clôture
Sûretés données		<h1>Néant</h1>		
Sûretés reçues				

(1) Gage: 1 - Hypothèque: 2 - Nantissement: 3 - Warrant: 4 - Autres: 5 - (à préciser)

(2) Préciser si la sûreté est donnée au profit d'entreprises ou de personnes tierces (sûretés données)

(entreprises liées, associés, membres du personnel)

(3) Préciser si la sûreté reçue par l'entreprise provient de personnes tierces autres que le débiteur (sûretés reçues)

IV - COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS

ENGAGEMENTS FINANCIERS RECUS OU DONNES HORS OPERATIONS DE CREDIT-BAIL

DU 01/01/2019 AU 31/12/2019

ENGAGEMENTS DONNES	Montants Exercice	Montants Exercice précédent
Avals et cautions	975 000,00	968 000,00
Engagements en matières de pensions de retraites et obligations similaires	13 077 000,00	11 554 000,00
w Autres engagements donnés		
- Gain latent sur contrats de couvertures	4 402 460,56	7 571 297,69
- Perte latente sur contrats de couvertures		26 716 563,94
TOTAL(I)	18 454 460,56	46 809 861,63

(I) Dont engagements à l'égard d'entreprises liées.....

ENGAGEMENTS RECUS	Montants exercice	Montants Exercice précédent
* Avals et cautions	296 000,00	664 000,00
* Autres engagements reçus		
TOTAL	296 000	664 000

TABLEAU DES BIENS EN CREDIT BAIL

Exercice Clos le 31.12.2019

Rubriques	Date de la 1ère échéance	Durée du contrat en mois	Valeur estimée du bien à la date du contrat	Durée théorique d'amortissement du bien	Cumul des exercices précédents des redevances	Montant de l'exercice des redevances	Redevances restant à payer		Prix d'achat résiduel en fin de contrat	Observations
							A moins d'un an	A plus d'un an		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Plateau TC	30/04/2009	120	20 000 000,00	10	27 299 156,40	676 858,35			2 000 000,00	
BMW	20/08/2018	60	599 999,99	5	63 773,00	153 055,20	153 055,20	230 116,60	50 000,00	
BMW	01/07/2018	60	599 999,99	5	76 527,60	153 055,20	153 055,20	217 362,00	50 000,00	
BMW	01/07/2018	60	599 999,99	5	76 527,60	153 055,20	153 055,20	217 362,00	50 000,00	
BMW	15/04/2019	60	599 999,99	5		121 695,12	162 260,16	316 044,72	6 000,00	
BMW	15/04/2019	60	599 999,99	5		121 695,12	162 260,16	316 044,72	6 000,00	

DETAIL DES POSTES DU C.P.C

Exercice Clos le 31.12.2019

POSTE	ELEMENTS	EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
611	CHARGES D'EXPLOITATION		
	<u>Achats revenus de marchandises</u>		
	* Achats de marchandises		
	* Variation des stocks de marchandises		
	Total		
612	<u>Achats consommés de matières et fournitures</u>		
	* Achats de matière premières		
	* Variation des stocks de matières premières		
	* Achats de matières et fournitures consommables et d'emballages	157 843,80	63 585,41
	* Variation des stocks de matières, fournitures et emballages		
	* Achats non stockés de matières et de fournitures	5 437 663,80	6 075 420,67
	* Achats de travaux, études et prestation de services	44 977 129,00	45 298 256,47
	Total	50 572 636,60	51 437 262,55
613/614	<u>Autres charges externes</u>		
	* Locations et charges locatives	3 869 253,13	3 835 891,23
	* Redevances de crédit-bail	1 379 414,19	2 592 840,91
	* Entretien et réparations	918 708,19	959 805,62
	* Primes d'assurances	1 597 001,01	1 214 731,73
	* Rémunérations du personnel extérieur à l'entreprise		926 685,11
	* Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	4 078 497,88	3 599 542,98
	* Redevances pour brevets, marque, droits ...		
	* Transports	690 311,69	498 619,38
	* Déplacements, missions et réceptions	35 235 690,56	21 554 891,33
	* Reste du poste des autres charges externes	4 610 603,21	8 142 620,01
	Total	52 379 479,86	43 325 628,30
617	<u>Charges de personnel</u>		
	* Rémunération du personnel	48 202 006,52	48 652 668,68
	* Charges sociales	25 335 591,46	33 112 493,50
	* Reste du poste des charges de personnel		
	Total	73 537 597,98	81 765 162,18
618	<u>Autres charges d'exploitation</u>		
	* Jetons de présence	640 000,00	640 000,00
	* Pertes sur créances irrécouvrables		
	* Reste du poste des autres charges d'exploitation		
	Total	640 000,00	640 000,00
638	CHARGES FINANCIERES		
	<u>Autres charges financières</u>		
	* Charges nettes sur cessions de titres et valeurs de placement		
	* Reste du poste des autres charges financières		
	Total		
658	CHARGES NON COURANTES		
	<u>Autres charges non courantes</u>		
	* Pénalités sur marchés et débits		
	* Rappels d'impôts (autres qu'impôts sur les résultats)		
	* Pénalités et amendes fiscales		
	* Créances devenues irrécouvrables		
	* Reste du poste des autres charges non courantes		1 526 810,00
	Total		1 526 810,00

IV - COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS

DETAIL DES POSTES DU C.P.C

Exercice Clos le 31.12.2019			
POSTE	ELEMENTS	EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
	PRODUITS D'EXPLOITATION		
711	<u>Ventes de marchandises</u>		
	* Ventes de marchandises au Maroc		
	* Ventes de marchandises à l'étranger		
	* Reste du poste des ventes de marchandises		
	Total		
712	<u>Ventes des biens et services produits</u>		
	* Ventes de biens au Maroc		
	* Ventes de biens à l'étranger		
	* Ventes des services au Maroc		
	* Ventes des services à l'étranger	162 160 111,17	169 539 456,20
	* Redevances pour brevets, marques, droits ...	37 378 070,51	15 978 961,49
	* Reste du poste des ventes et services produits		
	Total	199 538 181,68	185 518 417,69
713	<u>Variation des stocks de produits</u>		
	* Variation des stocks des biens produits		
	* Variation des stocks des services produits		
	* Variation des stocks des produits en cours		
	Total		
718	<u>Autres produits d'exploitation</u>		
	* Jeton de présence reçus	300 000,00	300 000,00
	* Reste du poste (produits divers)	8 663 000,00	3 843 751,77
	Total	8 963 000,00	4 143 751,77
719	<u>Reprises d'exploitation, transferts de charges</u>		
	* Reprises		122 911,52
	* Transferts de charges		
	Total		122 911,52
	PRODUITS FINANCIERS		
738	<u>Intérêts et autres produits financiers</u>		
	* Intérêt et produits assimilés	102 566 293,20	87 275 532,75
	* Revenus des créances rattachées à des participations		
	* Produits nets sur cessions de titres et valeurs de placement		
	* Reste du poste intérêts et autres produits financiers	2 014 999,99	5 560 555,56
	Total	104 581 293,19	92 836 088,31

PASSAGE DU RESULTAT NET COMPTABLE AU RESULTAT NET FISCAL

INTITULES	Exercice du 01/01/2019 au 31/12/2019	
	MONTANT	MONTANT
I. RESULTAT NET COMPTABLE		
* Bénéfice net		
* Perte nette		778 564 791,14
II. REINTEGRATIONS FISCALES	514 284 518,92	
1. Courantes		
w Ecart de conversion passif	823 248,56	
w Excédent non déductible sur les cadeaux publicitaires	292 060,31	
w Dons non déductibles	608 974,00	
w Amortissements non déductibles (Charges de leasing)	729 315,65	
Total des réintégrations courantes	2 453 598,52	
2. Non courantes		
* Provision pour risque	510 249 834,40	
* Impôt sur les résultats	1 581 086,00	
Total des réintégrations non courantes	511 830 920,40	
III. DEDUCTIONS FISCALES		3 292 386,00
1. Courantes		
* Reprise écart conversion N-1.		1 115 000
* Dividende.		2 177 386
Total des déductions fiscales courantes		3 292 386,00
2. Non courantes		
* Abattement sur le profit net global des cessions ou des retraits effectués au cours de l'exercice (art. 19 de l'Is.)		
* Reprise des dégrèvements sur impôts non déductibles		
* Abattement de la plus-value constatée par la société absorbante sur les titres de participation détenus dans la Sté absorbée lors de la fusion		
* Profit net global de cession exonéré en cas de réinvestissement du produit global des cessions		
Total des déductions fiscales non courantes		
TOTAL	514 284 518,92	781 857 177,14
IV. RESULTAT BRUT FISCAL		Montants
Bénéfice brut si T1 > T2 (A)		
Déficit brut fiscal si T2 > T1 (B)		267 572 658,22
* Déficit ou fraction de déficit correspondant à la dotation aux amortissements pratiqués.	12 163 990,19	
* Surplus correspondant au déficit d'exploitation.	255 408 668,03	
V. REPORTS DEFICITAIRES IMPUTES (C) (1)		
* Exercice n - 4		
* Exercice n - 3		
* Exercice n - 2		
* Exercice n - 1		
* Déficit absorbé sur les amortissements indéfiniment reportables		
VI. RESULTAT NET FISCAL		
Bénéfice net fiscal (A - C)		
ou déficit net fiscal (B)		267 572 658,22
		Montants
VII. CUMUL DES REPORTS DE DEFICITS SUR AMORTISSEMENTS		1 186 731,00
VIII. CUMUL DES DEFICITS D'EXPLOITATION RESTANT A REPORTER FISCALEMENT		
* Exercice n - 4		
* Exercice n - 3		
* Exercice n - 2		
* Exercice n - 1		

(1) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A)

IV - COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS

DETERMINATION DU RESULTAT COURANT APRES IMPOT

Exercice Clos le 31.12.2019

DETERMINATION DU RESULTAT		MONTANT
Resultat courant d'après C.P.C	(+,-)	-275 337 705,14
Réintégrations fiscales sur opération courantes	(+)	2 453 598,52
Déductions fiscales sur opération courantes	(-)	3 292 386,00
Resultat courant théoriquement imposable	(=)	-276 176 492,62
Impôt théorique sur Resultat courant	(-)	74 106 421,02
Resultat courant après impôt	(=)	-276 176 492,62
II. INDICATION DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES		

ETAT DE REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

Montant du capital : 999 130 800 Dh

Exercice Clos le 31.12.2019

Nom, prénom ou ou raison sociale des principaux associés (1)	Adresse	NOMBRE DE TITRES		Valeur nominale de chaque action ou part sociale	MONTANT DU CAPITAL		
		Exercice précédent	Exercice actuel		Souscrit	Appelé	Libéré
1	2	3	4	5	6	7	8
SNI	60,RUE D'ALGER - CASABLANCA	8135590	8135590	100,00	813 559 000,00	813 559 000,00	813 559 000,00
M. Bossim JAÏ HOKIMI	3 ALLEE DES MIMOSAS ANFA CASABLANCA	1	1	100,00	100,00	100,00	100,00
M.Abdellaziz ABARRO	7 RUE DES SAPINS ANFA CASABLANCA	1	1	100,00	100,00	100,00	100,00
SIGER	5 AVENUE LA PRINCESSE LAILA MERYEM RABAT	1	1	100,00	100,00	100,00	100,00
S.F.G.P.	60,RUE D'ALGER - CASABLANCA	2	2	100,00	200,00	200,00	200,00
NAPHTA	60,RUE D'ALGER - CASABLANCA	1	1	100,00	100,00	100,00	100,00
SAMINE	Twin Center,Tour A Bd Zerktoumi et Massira - Casablanca	1	1	100,00	100,00	100,00	100,00
CTT	Twin Center,Tour A Bd Zerktoumi et Massira - Casablanca	1	1	100,00	100,00	100,00	100,00
OFFICE NATIONAL DES HYDROCARBURES ET DES MINES	5 BD MOULAY HASSAN RABAT	1	1	100,00	100,00	100,00	100,00
OUHMANE FADWA	10 ANGLE BIR HAKIM ET ABOU DABI OISIS CASABLANCA	44	44	100,00	4 400,00	4 400,00	4 400,00
BENYAKHLEF RACHID		1	1	100,00	100,00	100,00	100,00
LASKY NAJMA	RUE DE CORIANDRE ANFA CASABLANCA	261	261	100,00	26 100,00	26 100,00	26 100,00
OURIAGLI MOHAMED HASSAN	VILLA DES IRIS 17 BIS RUE DE LA PAPETERIE QUARTIER DES CRETES	1	1	100,00	100,00	100,00	100,00
NOUFISSA KESSAR	VILLA CAYOLA N°16 CASA	1	1	100,00	100,00	100,00	100,00
TOUMI IMAD	Twin Center,Tour A Bd Zerktoumi et Massira - Casablanca	1	1	100,00	100,00	100,00	100,00
ARROUB RAMSES		1	1	100,00	100,00	100,00	100,00
C I M R	100 BD ABDELMOUMEN CASABLANCA	824919	824919	100,00	82 491 900,00	82 491 900,00	82 491 900,00
DIVERS PORTEURS		1030480	1030480	100,00	103 048 000,00	103 048 000,00	103 048 000,00

(1) Quant le nombre des associés est inférieur ou égal à 10, l'entreprise doit déclarer tous les participants au capital. Dans les autres cas, il y a lieu de ne mentionner que les 10 principaux associés par ordre d'importance décroissante.

DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

Exercice Clos le 31.12.2019

NATURE	Solde au début de l'exercice	Opérations comptables de l'exercice	Déclarations TVA de l'exercice	Solde fin d'exercice (1 + 2 - 3 = 4)
	1	2	3	
A. T.V.A. Facturée	4 283 952,27	11 964 616,86	13 297 031,33	2 951 537,80
B. T.V.A. Récupérable	1 176 452,95	19 215 652,07	19 106 767,74	1 285 337,28
* Crédit antérieurs				
* sur charges	1 102 842,95	19 061 416,07	18 878 921,74	1 285 337,28
* sur immobilisations	73 610,00	154 236,00	227 846,00	
C. T.V.A. due ou crédit de T.V.A = (A - B)	3 107 499,32			1 666 200,52

IV - COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS

ETAT D'AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

Exercice Clos le 31.12.2019

ELEMENTS	MONTANT	ELEMENTS	MONTANT
A. ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER		B. AFFECTATION DES RESULTATS	
(Décision du 25/06/2019)		* Réserve légale	
* Report à nouveau	123 313 870,83	* Autres réserves	
* Résultats nets en instance d'affectation		* Tantièmes	
* Résultat net de l'exercice	103 368 731,37	* Dividendes	149 869 620,00
* Prélèvements sur les réserves		* Autres affectations	
* Autres prélèvements		* Report à nouveau	76 812 982,20
TOTAL A	226 682 602,20	TOTAL B	226 682 602,20
TOTAL A = TOTAL B			

RESULTAT ET AUTRES ELEMENTS CARACTERISTIQUES DE L'ENTREPRISE AU COURS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

Exercice Clos le 31.12.2019

NATURE DES INDICATIONS	Exercice n - 2	Exercice n - 1	Exercice n
SITUATION NETTE DE L'ENTREPRISE			
Capitaux propres plus capitaux propres assimilés moins immobilisation en non valeurs	3 418 873 496,70	3 296 476 750,23	2 372 505 496,07
OPERATIONS ET RESULTAT DE L'EXERCICE			
1.Chiffres d'affaires hors taxes	204 020 699,94	185 518 417,69	199 538 181,68
2.Résultat avant impôt	206 256 653,93	105 361 891,37	-776 983 705,14
3.Impôt sur les résultats	2 564 438,00	1 993 160,00	1 581 086,00
4.Bénéfices distribués			
5.Résultats non distribués (mis en réserve ou en instance d'affectation)	753 499 704,83	627 068 352,20	-301 366 058,94
RESULTAT PAR TITRE (Pour les sociétés par action et S A R L)			
Résultat net par action ou part social	20,39	10,35	**NEANT**
Bénéfices distribués par action ou part social			
PERSONNEL			
Montant des salaires bruts de l'exercice	38 384 319,16	48 652 668,68	48 202 006,52
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	77,00	77,00	77,00

TABLEAU DES OPERATIONS EN DEVISES COMPTABILISEES PENDANT L'EXERCICE

Du 01.01.2019 au 31.12.2019

NATURE	Entrée Contre -valeur en DH	Sorties Contre -valeur en DH
.Financement permanent		
.Immobilisations brutes		
.Rentrée sur Immobilisations		
.Remboursement des dettes de financement		
.Produits	37 378 070,51	
.Charges		6 170 607,31
TOTAL DES ENTREES	37 378 070,51	
TOTAL DES SORTIES		6 170 607,31
BALANCE DEVISES		31 207 463,20
TOTAL	37 378 070,51	37 378 070,51

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS

I DATATION

Date de clôture (1)	31-Décembre-2019.
. Date d'établissement des états de synthèse (2)	20 Mars -2020.
(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice	
(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèses	

II EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ER COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

DATE	INDICATION DES EVENEMENTS
20.03.2020	Favorables NEANT Défavorables: L'état d'urgence sanitaire lié à l'épidémie de COVID 19 n'entraîne pas d'ajustements des comptes au 31 décembre 2019 et ne remet pas en cause la continuité d'activité de la société. Des travaux sont en cours pour estimer l'impact sur les prévisions budgétaires

COMPTES CONSOLIDÉS

COMPTÉ DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(En millions de dirhams)	31-déc-19	31-déc-18
Chiffre d'affaires	4 553,3	4 356,5
Autres produits de l'activité	89,1	57,4
Produits des activités ordinaires	4 642,3	4 413,9
Achats	-2 351,6	-1 998,2
Autres charges externes	-1 037,2	-930,9
Frais de personnel	-1 108,3	-1 102,1
Impôts et taxes	-62,5	-68,9
Amortissements et provisions d'exploitation	-1 103,1	-929,3
Autres produits et charges d'exploitation	1 086,2	1 076,9
Charges d'exploitation courantes	-4 576,4	-3 952,5
Résultat d'exploitation courant	65,9	461,4
Cessions d'actifs	0,1	0,3
Charges de restructuration	-	-
Cessions de filiales et participations	-	182,8
Ecart d'acquisition négatifs	-	8,7
Résultats sur instruments financiers	-5,3	-
Autres produits et charges d'exploitation non courants	-405,3	16,1
Autres produits et charges d'exploitation	-410,5	208,0
Résultat des activités opérationnelles	-344,6	669,4
Produits d'intérêts	17,9	26,8
Charges d'intérêts	-182,8	-213,6
Autres produits et charges financiers	52,9	-43,6
Résultat financier	-111,9	-230,3
Résultat avant impôts des entreprises intégrées	-456,5	439,1
Impôts sur les bénéfices	-59,0	-98,2
Impôts différés	125,7	4,3
Résultat net des entreprises intégrées	-389,8	345,3
Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	-	-
Résultat net des activités poursuivies	-389,8	345,3
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	-389,8	345,3
Intérêts minoritaires	37,0	-24,5
RÉSULTAT NET - PART DU GROUPE	-426,8	369,8

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

ACTIF	(En millions de dirhams)	31-déc-19	31-déc-18
Goodwill		305,4	305,4
Immobilisations incorporelles,net		2 162,1	2 194,8
Immobilisations corporelles net		4 920,4	4 682,7
Immobilisations en droit d'usage		293,9	
Immeubles de placement, net		8,9	8,9
Participations dans les entreprises associées		140,2	139,8
Autres actifs financiers		291,0	272,6
- Instruments dérivés de couverture		14,7	7,8
- Prêts et créances,net		15,2	6,6
- Actifs financiers disponibles à la vente		261,1	258,1
Créances d'impôt et Taxes			
Impôts différés actifs		193,7	123,1
Autres débiteurs non courants,net			
Actif non courant		8 315,6	7 727,1
Autres actifs financiers			
- Instruments financiers dérivés			
- Prêts et créances et placements,net			
Stocks et en-cours,net		927,4	892,4
Créances clients,net		1 080,7	759,0
Autres débiteurs courants,net		1 288,5	1 134,3
Trésorerie et équivalent de trésorerie		838,1	731,6
Actif courant		4 134,7	3 517,2
TOTAL ACTIF		12 450,3	11 244,3

IV - COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS

PASSIF	(En millions de dirhams)	31-déc-19	31-déc-18
Capital		999,1	999,1
Primes d'émission et de fusion		1 657,3	1 657,3
Réserves		2 082,6	2 132,6
Ecart de conversion		158,7	153,5
Résultat net part du groupe		-426,8	369,8
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de la société mère		4 470,9	5 312,3
Intérêts minoritaires		395,1	370,4
Capitaux propres de l'ensemble consolidé		4 866,1	5 682,8
Provisions		87,9	58,5
Avantages du personnel		230,5	197,0
Dettes financières non courantes		2 590,0	1 565,0
- Instruments financiers dérivés			
- Dettes envers les établissements de crédit		1 325,5	290,2
- Dettes représentées par un titre		1 120,0	1 250,0
- Dettes liées aux contrat de location financement			24,9
- Dettes liées aux contrat à droit d'usage		144,5	
Dettes d'impôts sur les sociétés			
Impôts différés Passifs		31,9	35,6
Autres créiteurs non courants		1,4	2,7
Passif non courant		2 941,8	1 858,8
Provisions			
Dettes financières courantes		2 703,0	1 849,8
- Instruments financiers dérivés		10,3	26,8
- Dettes envers les établissements de crédit		2 692,7	1 823,0
- Dettes représentées par un titre		-	-
Dettes fournisseurs courantes		902,1	998,9
Autres créiteurs courants		1 037,3	854,0
Passif courant		4 642,4	3 702,7
TOTAL PASSIF		7 584,2	5 561,5
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		12 450,3	11 244,3

COMPTES CONSOLIDÉS

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(En millions de dirhams)	Capital	Réserves	Ecart de conversion	Résultat net part Groupe	Total Part du Groupe	Intérêt minoritaire	Total
AU 1^{ER} JANVIER 2018	999,1	3 196,6	105,9	879,0	5 180,5	453,9	5 634,6
Résultat net de la période				369,8	369,8	-24,5	345,3
Résultat couverture des flux de trésorerie		70,2			70,2	1,0	71,2
Pertes et profits de conversion			47,7		47,7	1,2	48,9
Pertes et profits de réévaluation des AFS							
Gains / pertes actuariels		-2,2			-2,2	0,5	-1,7
Impôts relatifs aux autres éléments du résultat global		-19,6			-19,6	-0,3	-19,9
Autres éléments du résultat global							
Résultat global total de l'année		48,4	47,7	369,8	465,9	-22,1	443,7
Dividendes distribués		-229,8			-229,8	-40,1	-269,9
Augmentation de capital							
Elimination titres d'autocontrôle							
Autres transactions avec les actionnaires		-104,5			-104,5	-21,3	-125,8
Transfert en résultat non distribué		879,1		-879,1			
Total des transactions avec les actionnaires		544,8		-879,1	-334,3	-61,4	-395,7
AU 31 DÉCEMBRE 2018	999,1	3 789,7	153,6	369,7	5 312,1	370,4	5 682,7
AU 1^{ER} JANVIER 2019	999,1	3 789,7	153,6	369,7	5 312,1	370,4	5 682,7
Résultat net de la période				-426,8	-426,8	37,0	-389,8
Résultat couverture des flux de trésorerie		28,4			28,4	0,2	28,6
Pertes et profits de conversion			5,2		5,2	-0,1	5,1
Pertes et profits de réévaluation des AFS					-		-
Gains / pertes actuariels		-12,3			-12,3	0,2	-12,1
Impôts relatifs aux autres éléments du résultat global		-5,9			-5,9	-0,1	-6,0
Autres éléments du résultat global		-175,2			-175,2	-12,1	-187,3
Résultat global total de l'année		-165,0	5,2	-426,8	-586,6	25,1	-561,5
Dividendes distribués		-149,9			-149,9		-149,9
Augmentation de capital							
Elimination titres d'autocontrôle							
Autres transactions avec les actionnaires		-105,0			-105,0	-0,3	-105,3
Transfert en résultat non distribué		369,8		-369,8	0,0		0,0
Total des transactions avec les actionnaires		115,0		-369,8	-254,8	-0,3	-255,1
AU 31 DÉCEMBRE 2019	999,1	3 739,7	158,8	-426,9	4 470,7	395,2	4 866,1

COMPTES CONSOLIDÉS

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(En millions de dirhams)	31-déc-19	31-déc-18
Résultat net de l'ensemble consolidé	(389,8)	345,3
Ajustements pour		
Dotations aux amortissements et provisions, pertes de valeur	1 539,5	922,9
Profits/pertes de réévaluation (juste valeur)	5,3	182,8
Résultats de cession et des pertes et profits de dilution	(0,1)	(0,3)
Produits des dividendes	0,0	0,0
Elimination des profits et pertes sur JV Quote part Mise en équivalence	0,0	(182,8)
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	1 154,9	1 267,8
Elimination de la charge (produit) d'impôts	(66,7)	93,9
Elimination du coût de l'endettement financier net	182,8	213,6
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net impôt	1 271,0	1 575,2
Incidence de la variation du BFR	(188,6)	188,4
Impôts différés	15,0	(0,3)
Impôts payés	(59,0)	(98,2)
Flux net de trésorerie liés aux activités opérationnelles	1 038,40	1 665,2
Incidence des variations de périmètre	0,0	(3,0)
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(1 884,8)	(1 702,9)
Acquisition d'actifs financiers	(0,1)	0,0
Variation des autres actifs financiers	(11,3)	(0,9)
Subventions d'investissement reçues		
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	0,1	0,6
Cessions d'actifs financiers	0,0	0,0
Dividendes reçus		
Intérêts financiers versés	(182,8)	(213,6)
Flux net de trésorerie liés aux activités d'investissement	(2 079,0)	(1 919,8)
Augmentation de capital		(1,6)
Transactions entre actionnaires (acquisitions)	(105,9)	(121,4)
Transactions entre actionnaires (cessions)	0,0	0,0
Emission de nouveaux emprunts	1 470,0	350,0
Remboursement d'emprunts	(492,5)	(1 065,1)
Variation des créances et dettes résultant de contrats location-financement		
Remboursement de location-financement	19,6	(68,5)
Autres flux liés aux opération de financement		
Dividendes payés aux actionnaires de la société mère	(149,9)	(229,8)
Dividendes payés aux minoritaires		(40,1)
Variation des comptes courants associés	(393,1)	95,5
Flux net de trésorerie provenant des activités de financement	348,2	(1 080,9)
Incidence de la variation des taux de change	1,4	16,1
Incidence de changement des méthodes et principes comptables		
VARIATION DE LA TRÉSORERIE ET EQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(691,0)	(1 319,3)
Trésorerie et équivalents de trésorerie net à l'ouverture*	(885,0)	433,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie net à la clôture*	(1 576,0)	(885,0)
VARIATION DE LA TRÉSORERIE ET EQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(691,0)	(1 319,3)

ÉTAT DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

(En millions de dirhams)	31-déc-19	31-déc-18
Résultat de l'exercice	-389,8	345,3
Autres éléments du résultat global (bruts d'impôts)		
Ecart de conversion des activités à l'étranger	5,1	48,9
Pertes et profits relatifs à la réévaluation des Actifs financiers disponibles à la vente		
Partie efficace des produits ou pertes sur instruments de couverture de flux de trésorerie	28,6	71,2
Variation de la réserve de réévaluation des immobilisations		
Ecarts actuariaux sur les obligations des régimes à prestations définies	-12,1	-1,7
Impôt sur le résultat sur les autres éléments du résultat global	-6,0	-19,9
Quote Part des autres éléments du résultat global dans les entreprises associées		
Autres éléments du résultat global	-187,3	
Frais d'augmentation de capital des filiales		
Autres éléments du résultat global nets d'impôts	-171,7	98,5
RÉSULTAT GLOBAL TOTAL DE L'ANNÉE	-561,6	443,7
Dont Intérêts minoritaires	25,1	-22,1
DONT RÉSULTAT GLOBAL NET - PART DU GROUPE	-586,6	465,9

NOTE 1. DESCRIPTION DE L'ACTIVITE

Le Groupe Managem est un opérateur de référence du secteur minier au Maroc et dans la région, avec deux grands métiers : l'exploitation minière et l'hydrométallurgie.

Les activités du Groupe incluent l'exploration, l'extraction, la valorisation et la commercialisation de substances minérales.

Parallèlement à ces activités, le Groupe intervient également au niveau de la recherche & développement et l'ingénierie visant le développement de nouvelles méthodes et procédés d'exploitation des gisements miniers.

Les opérations du Groupe sont principalement conduites au Maroc avec une présence au niveau de certains pays africains, à travers des projets en construction au Gabon et en RDC ainsi que des projets d'exploration au Soudan

Les principaux produits du Groupe sont : Cobalt, Argent, Zinc, Cuivre, Oxyde de Cobalt, Oxyde de Zinc, Fluorine, Or et Plomb.

NOTE 2. ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS INTERVENUS AU COURS DE LA PERIODE

Au terme des 12 mois de l'année 2019, le Groupe Managem affiche des volumes de production en progression :

- Fort rebond de la production de l'Or de +100%, grâce notamment au démarrage de la nouvelle usine au Soudan (capacité de production de 2 tonnes d'Or par an)
- Hausse de la production de l'Argent de +23%
- Augmentation de 33% de la production du Cobalt en raison de l'importante baisse des cours des métaux en 2019 (-55% pour le Cobalt, -13% pour le Zinc, -8% pour le Cuivre)
- Le chiffre d'affaires consolidé limite sa progression à +4,5% par rapport à 2018.
- Poursuite du plan de développement du Groupe afin de concrétiser les projets stratégiques
- Démarrage de l'extension Soudan 2400T/J en Février 2019 après 15 mois de construction
- Démarrage de l'usine de traitement Digue de SMI après finalisation des tests le 1er semestre
- Lancement de l'EDF du projet cuprifère Tizert : Finalisation en 2020
- Lancement en octobre 2019 des travaux de construction du projet d'Or TRIK en Guinée après acquisition des 30% complémentaires des titres de la JV auprès du partenaire Avocet Mining
- Réalisation de l'extension de l'activité Cobalt permettant d'atteindre une capacité de 2800 TM de Cob/an

La persistance d'un contexte défavorable des prix à l'international, durant l'année 2019, a nécessité la revalorisation de certains actifs miniers à travers des provisions pour dépréciation. Ces éléments non récurrents ont généré un impact négatif de l'ordre de 350 MDH au niveau du résultat net consolidé du Groupe.

NOTE 3. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

3.1. Référentiel comptable

En application de l'avis n°5 du Conseil National de la Comptabilité (CNC) du 26/05/2005 et conformément aux dispositions de l'article 6, paragraphe 6.2 de la circulaire n°07/09 du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM) du 26 juin 2009, les états financiers consolidés du Groupe Managem sont préparés en conformité avec les normes comptables internationales adoptées au sein de l'Union Européenne au 31 Décembre 2019 et telles que publiées à cette même date.

Les normes comptables internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards), les IAS (International Accounting Standards) et leurs interprétations SIC et IFRIC (Standards Interpretations Committee et International Financial Reporting Interpretations Committee).

Les principes et méthodes comptables du Groupe sont décrits ci-après et ont été appliqués pour l'exercice 2018 ainsi que pour les périodes comparatives présentées.

3.2. Nouvelles normes et interprétations

Normes ou amendements applicables à compter du 1er janvier 2019 et adoptés par l'UE.

- IFRS 16 : Contrats de location
- IFRIC 23 : Incertitude relative aux traitements fiscaux
- Modifications d'IFRS 9 – Clause de remboursement anticipé prévoyant une compensation négative
- Amendements limités à IAS 19 intitulés "Modification, réduction ou liquidation d'un régime"
- Améliorations annuelles (2015-2017) des IFRS.

Textes appliqués par anticipation en 2019

Aucun.

Textes non appliqués par anticipation en 2019

- Amendements aux normes IAS 1 et IAS 8, relatifs à la définition de la notion de matérialité
- Amendement à la norme IFRS 3, relatif à la définition d'une activité (« business »)
- Amendements à la norme IAS 1 relatifs au classement courant et non courant des passifs
- Amendements des références au cadre conceptuel dans les normes IFRS
- Amendements aux normes IFRS 9 et IFRS 7

Textes non encore adoptés par l'Union Européenne (non applicables par anticipation)

IV - COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS

- IFRS 14 : Comptes de report réglementaires
- IFRS 17 : Contrats d'assurance

-Impacts liés à la première application des nouvelles normes et interprétations

La norme IFRS 16 Contrats de location a un impact significatif sur les états financiers du Groupe au 1er janvier 2019.

L'interprétation IFRIC 23 : Incertitude relative au traitement des impôts sur le résultat, ainsi que les autres normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne n'ont pas d'impact significatif sur les états financiers du groupe au 1er janvier 2019.

IFRS 16 : contrats de location

La norme IFRS 16 « Contrats de location » remplace la norme IAS 17 « Contrats de location » et les interprétations relatives à la comptabilisation de tels contrats. Adoptée par la Commission européenne le 31 octobre 2017, elle est applicable depuis le 1er janvier 2019.

Les principes de traitement des contrats de location selon la norme IFRS 16 sont décrits au niveau du paragraphe 3.13

L'application de la norme IFRS 16 a eu comme impact l'augmentation des dettes de financement et de l'actif immobilisé de 168 MMDH au 1er janvier 2019.

Par ailleurs, l'IFRIC IC a pris une décision en décembre 2019 sur l'application de la norme IFRS 16 concernant l'appréciation de la durée des contrats de location.

Cette nouvelle décision modifie la manière de déterminer la durée d'un contrat de location.

L'IFRIC IC considère ainsi qu'un contrat de location reste exécutoire aussi longtemps que le locataire, ou le bailleur, aurait à subir une perte plus qu'insignifiante en cas d'arrêt du contrat.

Compte tenu de la date de sa publication, les conséquences de cette décision seront analysées et mises en œuvre par le Groupe Managem pour la clôture de ses comptes 2020.

Ainsi, le Groupe compte réexaminer :

- La durée de location de certains contrats (contrats en cours de renouvellement pour une période inférieure ou égale à 12 mois) ;
- La cohérence entre la durée résiduelle des amortissements des aménagements inamovibles et celle des contrats de location y afférents.

IFRIC 23 : Incertitude relative au traitement des impôts sur le résultat

IFRIC 23 clarifie les règles de comptabilisation et d'évaluation lorsqu'une incertitude existe sur le traitement de l'impôt sur le résultat.

Les principes de traitement des incertitudes fiscales sont décrits au niveau de paragraphe 3.22.2

L'application de l'interprétation IFRIC 23 n'a pas eu d'impact significatif au niveau des capitaux propres du Groupe au 1er janvier 2019.

Pour évaluer quand et comment une incertitude fiscale affecte la détermination du bénéfice imposable (perte fiscale), des bases d'imposition, des déficits reportables, des crédits d'impôt non utilisés et des taux d'imposition, une entité doit partir de l'hypothèse que l'administration fiscale contrôlera tous les montants qu'elle a le droit de contrôler et qu'elle procédera à ces contrôles en ayant l'entière connaissance de toutes les informations connexes.

Dans l'hypothèse où il serait probable que l'administration fiscale n'accepte pas le traitement fiscal retenu, IFRIC 23 indique que le montant de l'incertitude à refléter dans les états financiers doit être estimé selon la méthode qui fournira la meilleure prévision du dénouement de l'incertitude

3.3. Bases d'évaluation

Les états financiers consolidés sont présentés en millions de dirhams (MDH), arrondis au million le plus proche. Ils sont établis selon la convention du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux principes édictés par les IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans le résumé des notes ci-après.

3.4. Utilisation d'estimations et hypothèses

L'établissement des états financiers consolidés, en conformité avec les normes comptables internationales en vigueur, a conduit le Groupe à faire des estimations et formuler des hypothèses ayant une incidence sur les états financiers et les notes les accompagnants.

a) Dépréciation des stocks

Les stocks et en-cours de production industrielle sont évalués au plus bas de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation. Le calcul de dépréciation des stocks est fondé sur une analyse des changements prévisibles de la demande, des technologies ou du marché afin de déterminer les stocks obsolètes ou en excès.

Les dépréciations sont comptabilisées parmi les charges d'exploitation courantes ou en charges de restructuration, le cas échéant, suivant la nature des montants concernés.

b) Dépréciation des créances clients et des prêts

Une dépréciation des créances clients et des prêts est comptabilisée si la valeur actualisée des encaissements futurs est inférieure à la valeur nominale. Le montant de la dépréciation prend en compte la capacité du débiteur à honorer sa dette et l'ancienneté de la créance. Un taux de recouvrabilité plus faible que celui estimé ou la défaillance de nos principaux clients peut avoir un impact négatif sur nos résultats futurs.

c) Frais de développement capitalisés, goodwill, immobilisations incorporelles et immobilisations corporelles

Le Groupe active les dépenses d'exploration et de recherche minière selon les principes comptables exposés ci-dessous.

Les dépenses d'exploration activées sont revues pour perte de valeur en cas d'indices de pertes de valeur et elles sont dépréciées dans le cas où la valeur comptable de ces actifs excède leur valeur recouvrable.

Les conditions de capitalisation des frais de développement sont énoncées ci-dessous. Une fois capitalisés, ces frais sont amortis sur la durée de vie estimée des produits concernés.

Le Groupe doit en conséquence évaluer la faisabilité commerciale et technique de ces projets et estimer les durées de vie des produits en résultant. S'il s'avérait qu'un produit n'était pas en mesure de satisfaire aux attentes initiales, le Groupe pourrait être dans l'obligation de déprécier dans le futur, tout ou partie des frais capitalisés ou de modifier le plan d'amortissement initial.

Le Groupe a par ailleurs à son actif des immobilisations incorporelles acquises en espèces ou par le biais d'opérations de regroupement d'entreprises ainsi que les goodwill en résultant.

IV - COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS

Outre les tests de dépréciation annuels relatifs aux goodwill, il est procédé à des tests ponctuels en cas d'indice de perte de valeur des actifs incorporels détenus. Les dépréciations éventuelles résultent d'un calcul de flux de trésorerie futurs actualisés et/ou de valeurs de marché des actifs concernés. Une évolution des conditions de marché ou des flux de trésorerie initialement estimés peut donc conduire à revoir et à modifier la dépréciation comptabilisée précédemment.

Concernant les tests de dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles, la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs » précise que lorsque des événements ou modifications d'environnement de marché indiquent un risque de dépréciation de ces immobilisations, celles-ci font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si leur valeur nette comptable est inférieure à leur valeur recouvrable (la plus élevée de la valeur d'utilité et de la juste valeur diminuée des coûts de vente) pouvant conduire à la comptabilisation d'une perte de valeur. La valeur d'utilité est estimée en calculant la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs. La juste valeur repose sur les informations disponibles jugées les plus fiables (données de marché, transactions récentes ...).

La fermeture planifiée de certains sites, des réductions d'effectifs complémentaires ainsi que la révision à la baisse des perspectives de marché peuvent, dans certains cas, être considérées comme des indices de perte de valeur.

Des hypothèses et estimations sont prises en compte dans la détermination de la valeur recouvrable des immobilisations corporelles, parmi lesquels on notera notamment les perspectives de marché, l'obsolescence et la valeur de réalisation en cas de cession ou de liquidation. Toute modification de ces hypothèses peut avoir un effet significatif sur le montant de la valeur recouvrable et pourrait conduire à revoir le montant des pertes de valeur comptabilisées.

d) Provisions

Le montant des provisions comptabilisé par le Groupe est basé sur la meilleure estimation de la sortie d'avantages économiques futurs à la date où le Groupe a comptabilisé cette obligation. Le montant des provisions est ajusté à chaque date de clôture en tenant compte de l'évolution éventuelle de l'estimation de la sortie d'avantages futurs attendue.

Lorsque l'effet temps est significatif sur l'évaluation d'une obligation de sortie d'avantages futurs, les provisions sont actualisées, l'effet actualisation étant comptabilisé ultérieurement en charges financières.

e) Impôts différés

Les impôts différés actifs comptabilisés résultent pour l'essentiel des déficits fiscaux reportables et des différences temporelles déductibles entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs. Les actifs relatifs au report en avant des pertes fiscales sont reconnus s'il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales pourront être imputées.

Les estimations de bénéfices futurs sont réalisées à partir des budgets et prévisions de résultats comptables, ajustés des ajustements fiscaux. Ces estimations sont réalisées sur la base d'hypothèses de marché qui pourraient ne pas être confirmées dans le futur.

Les actifs et passifs d'impôts différés, quel que soit leur échéance, doivent être compensés lorsqu'ils sont prélevés par la même autorité fiscale et concernent une même entité fiscale qui dispose du droit de compenser les actifs et passifs d'impôts exigibles. Ainsi, chaque entité du Groupe a procédé à la compensation de ces impôts différés actifs et passifs.

f) Provision pour retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Le Groupe participe à des régimes de retraites à cotisations définies. Par ailleurs, certains autres avantages postérieurs à l'emploi tels que la couverture médicale, les indemnités de départ en retraite et les médailles de travail font l'objet de provisions. L'ensemble de ces engagements est calculé sur le fondement de calculs actuariels reposant sur des hypothèses telles que le taux d'actualisation, le taux d'inflation médicale, les augmentations de salaires futurs, le taux de rotation du personnel et les tables de mortalité. Ces hypothèses sont généralement mises à jour annuellement.

g) Comptabilisation des revenus

Les revenus sont comptabilisés à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir lorsque l'entreprise a transféré le contrôle du bien ou du service à l'acheteur.

h) Juste valeur des dérivés et des autres instruments financiers

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif est déterminée à l'aide des techniques d'évaluation. Le Groupe sélectionne les méthodes et retient les hypothèses qui lui paraissent les plus adéquates en se basant principalement sur les conditions de marché existant à la date de chaque clôture.

3.5. Principes de consolidation

3.5.1. Filiales

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif de fait ou de droit sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir les avantages de ses activités. Les états financiers des sociétés contrôlées sont consolidés dès que le contrôle devient effectif et jusqu'à ce que ce contrôle cesse.

Le contrôle est présumé exister lorsque la mère détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales, plus de la moitié des droits de vote d'une entité, sauf si dans des circonstances exceptionnelles où il peut être clairement démontré que cette détention ne permet pas le contrôle.

Pour déterminer si une entité du groupe exerce un contrôle sur une autre, il est tenu compte également de l'existence et de l'effet des droits de vote potentiels exerçables à la date d'arrêtés des comptes. Cependant, la répartition entre le pourcentage d'intérêt du groupe et les intérêts minoritaires est déterminée sur la base du pourcentage actuel d'intérêt.

La quote-part de résultat net et de capitaux propres est présentée sur la ligne « intérêts minoritaires ».

3.5.2. Participations dans les entreprises associées et coentreprises

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence; l'influence notable étant présumée lorsque plus de 20% des droits de vote sont détenus.

Selon la méthode de la mise en équivalence, les titres de participation sont comptabilisés au coût, ajusté des modifications post-acquisition dans la quote-part de l'investisseur dans l'entité.

IV - COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS

détenue, et des éventuelles pertes de valeurs de la participation nette.

Tout excédent du coût d'acquisition sur la quote-part du Groupe dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise associée à la date d'acquisition, est comptabilisé en tant que goodwill et inclus dans la valeur comptable de la participation mise en équivalence. Un test de dépréciation est alors effectué pour la valeur comptable totale de la participation (y compris le goodwill). Tout excédent de la quote-part du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité sur le coût d'acquisition, est comptabilisé immédiatement en résultat.

Pour les entités sous contrôle conjoint, le Groupe avait fait le choix de les consolider selon la méthode de l'intégration proportionnelle comme cela était autorisé par la norme IAS 31.

Pour les exercices ouverts à partir du 1er janvier 2013, le Groupe se conforme aux dispositions de la norme IAS 28 révisée qui requiert que les entités sous contrôle conjoint soient consolidées par la méthode de la mise en équivalence à l'instar des entreprises associées.

Les participations dans des entités sur lesquelles le Groupe a cessé d'exercer un contrôle conjoint ou une influence notable, ne sont plus consolidées à partir de cette date et sont évaluées conformément aux dispositions d'IAS 39.

Les participations dans des filiales, des coentreprises et des entreprises associées qui sont classées comme détenues en vue de la vente (ou incluses dans un Groupe destiné à être cédé qui est classé comme détenu en vue de la vente selon IFRS 5) sont comptabilisées conformément aux dispositions de cette norme.

Actuellement, le Groupe ne dispose pas dans son périmètre de consolidation de co-entreprise.

3.5.3. Exclusions du périmètre de consolidation

Conformément aux dispositions des IFRS, il n'y a pas d'exemption au périmètre de consolidation du Groupe. Les participations non significatives sont traitées en tant que titres AFS.

3.5.4. Retraitements de consolidation

Toutes les transactions intragroupes, ainsi que les actifs et passifs réciproques significatifs entre les sociétés consolidées par intégration globale ou intégration proportionnelle sont éliminés. Il en est de même pour les résultats internes au Groupe (dividendes, plus-values...).

Les résultats des cessions internes réalisées avec les sociétés mises en équivalence sont éliminés dans la limite du pourcentage d'intérêt du Groupe dans ces sociétés.

3.5.5. Date de clôture

Toutes les sociétés du Groupe sont consolidées à partir des comptes annuels arrêtés au 31 Décembre 2019.

3.6. Conversion des états financiers et des opérations en monnaies étrangères

La monnaie fonctionnelle de la société MANAGEM est le dirham, c'est également la monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe.

3.6.1. Conversion des états financiers des sociétés étrangères

Les comptes des filiales étrangères autonomes, dont la monnaie fonctionnelle est différente du dirham, sont convertis en dirham comme suit :

- A l'exception des capitaux propres pour lesquels les cours historiques sont appliqués, les comptes de bilan sont convertis sur la base des taux de change en vigueur à la date de clôture,
- les comptes de résultat et les tableaux de flux de trésorerie sont convertis sur la base des taux de change moyens de la période,
- L'écart de conversion en résultant est porté au poste "Écarts de conversion" inclus dans les capitaux propres.

Les Goodwill et ajustements de juste valeur provenant de l'acquisition d'une entité étrangère sont considérés comme des actifs et passifs de l'entité étrangère et sont exprimés dans la monnaie fonctionnelle de l'entité acquise et sont convertis en dirham au taux de clôture.

Les comptes des entités étrangères non autonomes, dont la monnaie fonctionnelle est différente du dirham et dont l'activité est le prolongement de la société mère, sont convertis en dirham selon la méthode du cours historique.

3.6.2. Conversion des opérations en monnaies étrangères

Les transactions en monnaies étrangères (c'est-à-dire dans une monnaie différente de la monnaie fonctionnelle de l'entité) sont converties au cours de change en vigueur à la date de la transaction.

Les actifs et passifs libellés en devises étrangères sont évalués au cours en vigueur à la date de clôture ou au cours de la couverture qui leur est affectée le cas échéant.

Les différences de change correspondantes sont enregistrées au compte de résultat, les variations de juste valeur des instruments de couverture sont enregistrées conformément au traitement décrit dans la note 3.17.3 « Instruments 410 dérivés ci-après ».

3.7. Regroupements d'entreprises

Les acquisitions de filiales sont comptabilisées selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'acquisition correspond à la contrepartie transférée pour obtenir le contrôle et comprend, à la date du regroupement, les éléments suivants :

- La juste valeur, à la date d'échange, des actifs remis, des passifs encourus ou assumés;
- Les éventuels instruments de capitaux propres émis par le Groupe en échange du contrôle de l'entité acquise.

Les autres coûts éventuellement directement attribuables au regroupement d'entreprises sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils ont été encourus.

Les actifs, passifs, passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui répondent aux critères de comptabilisation énoncés par la norme IFRS 3 révisée sont comptabilisés à la juste valeur à l'exception des actifs (ou groupe d'actifs), répondant aux dispositions de la norme IFRS 5 pour une

IV - COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS

qualification d'actifs non courants destinés à être cédés, alors comptabilisés et évalués à la juste valeur diminuée des coûts nécessaires à la vente.

Dans le cas d'une première consolidation d'une entité, le Groupe procède dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date d'acquisition à l'évaluation de tous les actifs, passifs et passifs éventuels à leur juste valeur.

Lors d'une prise de contrôle d'une cible, dans laquelle le Groupe détenait une participation ne lui conférant pas de contrôle, cette participation est évaluée à la juste valeur en contrepartie du résultat.

Le goodwill correspond à la différence entre la somme du coût d'acquisition et du montant comptabilisé des intérêts non assortis de contrôle et la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables. Il suit les principes définis dans le paragraphe « 3.7 Goodwill ».

3.8. Goodwill

Le goodwill est évalué dans la monnaie fonctionnelle de l'entité acquise. Il est comptabilisé à l'actif du bilan. Il n'est pas amorti et fait l'objet d'un test ou de tests de pertes de valeur annuels ou dès l'apparition d'indices susceptibles de remettre en cause la valeur comptabilisée au bilan. Les pertes de valeur enregistrées ne peuvent pas faire l'objet d'une reprise ultérieure.

Le goodwill est déterminé une fois pour toutes à la date de prise de contrôle ; ainsi, il n'est pas possible de l'ajuster au-delà de la période d'évaluation.

Lorsque la quote-part de la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquise excède le coût d'acquisition, un écart d'acquisition négatif est immédiatement comptabilisé en résultat.

Lors de la perte de contrôle exclusif d'une filiale, le montant du goodwill attribuable à la filiale est inclus dans le calcul du résultat de cession.

Les intérêts minoritaires peuvent être évalués à leur juste valeur (méthode du Goodwill complet).

3.9. Immobilisations incorporelles

Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles sont essentiellement des frais d'exploration et de recherche minière, des brevets et des logiciels.

a. Frais d'exploration et de recherche minière

Conformément à la norme IFRS 6 : « Prospection et évaluation de ressources minérales », le Groupe maintient ses principes comptables relatifs à l'évaluation et à la comptabilisation des dépenses d'exploration minière. Ces dépenses incluent principalement les coûts directement liés aux éléments suivants :

- Études géologiques d'ordre général pour évaluer le potentiel d'une zone ou d'un permis ;
- Travaux de géologie de détail et géochimie ;
- Travaux de géophysique ;
- Travaux de sondages ;
- Travaux miniers ;
- Échantillonnage ;
- Essais de traitement.

Les dépenses d'exploration incluent également les coûts engagés pour l'obtention ou l'acquisition des droits d'explorer « permis de recherche minière ».

Les dépenses de prospection sont comptabilisées :

- À l'actif si ces dépenses permettent d'identifier de nouveaux gisements ; ou
- En charges de la période au cours de laquelle elles sont encourues, si elles n'ont pas permis l'identification de nouvelles réserves minières.

Les dépenses d'exploration activées sont amorties sur la durée des réserves identifiées et revues pour perte de valeur en cas d'indices de perte de valeur.

b. Autres immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au coût d'acquisition initial diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est définie sont amorties en fonction de leur propre durée d'utilité dès leur mise en service.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est indéfinie, ne sont pas amorties mais font l'objet, tous les ans, de tests de perte de valeur ou dès l'apparition d'indices susceptibles de remettre en cause la valeur comptabilisée au bilan. Le cas échéant, une perte de valeur est enregistrée.

Les immobilisations incorporelles dont la durée d'utilité est définie sont amorties selon les périodes suivantes :

Ce mode d'amortissement reflète fidèlement le rythme de consommation des avantages économiques.

3.10. Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16, les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition historique ou de fabrication initial, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur.

Les intérêts financiers des capitaux utilisés pour financer les investissements, pendant la période précédant leur mise en exploitation, font partie intégrante du coût historique.

Les coûts d'entretien courants sont comptabilisés en charges de la période à l'exception de ceux qui prolongent la durée d'utilisation ou augmentent la valeur du bien concerné qui sont alors immobilisés.

Les amortissements sont pratiqués en fonction des durées d'utilité des immobilisations corporelles ou de leurs composants, et ce dans la limite de la durée de vie du gisement pour les équipements et autres actifs miniers.

Le mode d'amortissement retenu par le Groupe est le mode linéaire. L'ensemble des dispositions concernant les immobilisations corporelles est également appliqué aux actifs corporels détenus par l'intermédiaire d'un contrat de location financement. Les durées d'amortissements de ces immobilisations sont fournies ci-après :

Immobilisation corporelles :

Types d'immobilisations corporelles	Mode d'amortissement	Durée d'amortissement
Infrastructures minières	Linéaire	Durée d'exploitation prévisionnelle du gisement
Installations techniques	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel et outillage	Linéaire	5 à 10 ans

3.11. Immeubles de placement

Les immeubles de placement sont les biens immobiliers détenus afin d'en retirer des loyers et/ou de valoriser le capital, plutôt que de les utiliser dans la production et la fourniture de biens et de services ou à des fins administratives ou les vendre dans le cadre de l'activité ordinaire.

Conformément à l'option offerte par la norme IAS 40, les immeubles de placement sont comptabilisés au coût diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

3.12. Actifs biologiques

Conformément à IAS 41, le Groupe comptabilise à partir du 1er janvier 2009, les actifs biologiques, les produits agricoles y afférents au moment de la récolte et les subventions publiques.

Les actifs biologiques sont évalués lors de la comptabilisation initiale et à chaque date de clôture à leur juste valeur diminuée des coûts de la vente. Aussi, est évaluée à sa juste valeur diminuée des coûts de la vente, la production agricole récoltée à partir des actifs biologiques.

Dans le cadre de la norme IAS 41, la juste valeur est assimilée au prix du marché d'un actif biologique ou d'un produit agricole dans sa situation et son état actuels.

Pour la première application de la norme IAS 41, les actifs biologiques sont valorisés à leurs coûts correspondant aussi bien à leurs valeurs de marché qu'à leurs valeurs d'acquisition.

3.13. Contrats de location

Selon la norme IFRS 16, tous les contrats de location sont comptabilisés au bilan sous la forme d'un droit d'utilisation parmi les immobilisations, et d'un passif locatif.

Ce passif est évalué en date de prise d'effet du contrat de location à la valeur actualisée des paiements futurs sur la durée du contrat de location.

Ces paiements incluent les loyers fixes ou fixes en substance, les loyers variables basés sur un indice ou un taux retenu sur la base du dernier indice ou taux en vigueur, les éventuelles garanties de valeur résiduelle ainsi que le cas échéant toute somme à régler au bailleur au titre des options dont l'exercice est raisonnablement certain.

Le droit d'utilisation est comptabilisé à l'actif en date de prise d'effet du contrat de location pour une valeur égale au montant du passif locatif à cette date, ajusté des paiements versés au bailleur avant ou à cette date et ainsi non pris en compte dans l'évaluation du passif locatif, sous déduction des avantages incitatifs reçus.

Le droit d'utilisation est amorti linéairement et le passif locatif actuariellement sur la durée du contrat de location en retenant comme taux d'actualisation le taux d'emprunt marginal du groupe.

La durée de location correspond à la période non résiliable pendant laquelle le preneur a le droit

d'utiliser le bien sous-jacent à laquelle s'ajoutent, le cas échéant, les périodes couvertes par des options de prolongation dont le preneur juge son exercice raisonnablement certain et les périodes couvertes par des options de résiliation que le preneur a la certitude raisonnable de ne pas exercer.

3.14. Test de dépréciation et pertes de valeur des actifs

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36, le Groupe examine au moins une fois par an les valeurs comptables des immobilisations corporelles et incorporelles à durée d'utilité définie afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant que ces actifs ont pu perdre de la valeur. Si un tel indice existe, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, s'il y a lieu, le montant de la perte de valeur. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de vente et sa valeur d'utilité.

Les Goodwill et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéfinie font l'objet d'un test de dépréciation annuel. Un test de dépréciation complémentaire est réalisé à chaque fois qu'un indice de perte de valeur a pu être identifié.

Le Groupe a déterminé que le plus petit niveau auquel les actifs pouvaient être testés pour perte de valeur est constitué par les différentes mines exploitées par le Groupe.

Lorsque la valeur recouvrable d'une Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) est inférieure à sa valeur comptable, une perte de valeur est alors comptabilisée en résultat. Cette perte de valeur est affectée en premier lieu sur la valeur au bilan du goodwill. Le reliquat est affecté au reste des actifs inclus dans l'UGT au prorata de leurs valeurs comptables.

La valeur recouvrable des UGT est déterminée à partir des projections actualisées des flux de trésorerie futurs d'exploitation, sur une durée de trois ans extrapolée dans la limite de la durée du gisement. Le taux d'actualisation retenu pour ces calculs et le coût moyen pondéré du capital diffèrent en fonction des UGT et des secteurs d'activités dans lesquels elles interviennent. Ces taux varient entre 5 et 10%.

Pour une filiale cotée, la valeur recouvrable de l'Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) retenue est sa capitalisation boursière à moins que celle-ci soit inférieure à la valeur nette comptable, auquel cas, une estimation de la valeur d'utilité est effectuée.

3.15. Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Les actifs ou groupes d'actifs destinés à être cédés, satisfont aux critères d'une telle classification si leur valeur comptable sera principalement recouvrée par le biais d'une transaction de vente plutôt que par leur utilisation continue. Cette condition est considérée comme remplie lorsque la vente est hautement probable et que l'actif (ou le groupe d'actifs destiné à être cédé) est disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel. La direction doit s'être engagée envers un plan de vente, et dont on s'attend à ce que la vente soit conclue dans un délai de douze mois à compter de la date où l'actif ou groupe d'actifs a été qualifié d'actif non courant destiné à être cédé.

Le Groupe évalue à chaque date d'arrêt s'il est engagé dans un processus de sortie d'actif ou d'activité et présente ces derniers, le cas échéant, en « actifs destinés à être cédés ».

Ces actifs détenus en vue de la vente sont présentés séparément des autres actifs au bilan. Les éventuelles dettes liées à ces actifs destinés à être cédés sont également présentées sur une ligne distincte au passif du bilan.

Les actifs détenus en vue de la vente et les groupes d'actifs destinés à être cédés sont évalués au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de sortie. A compter de la date d'une telle classification, l'actif cesse d'être amorti.

IV - COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS

Une activité abandonnée représente une activité ou une zone géographique significative pour le Groupe faisant soit l'objet d'une cession soit d'un classement en actifs détenus en vue de la vente. Les résultats des activités abandonnées sont présentés, au compte de résultat, distinctement du résultat des activités poursuivies.

3.16. Stocks

Les stocks sont évalués au plus bas de leur coût de revient ou de leur valeur nette de réalisation.

Le coût de revient correspond au coût d'acquisition ou aux coûts de production encourus pour amener les stocks dans l'état et à l'endroit où ils se trouvent. Ces derniers comprennent, sur la base d'un niveau normal d'activité, les charges directes et indirectes de production. Les coûts de revient sont généralement calculés selon la méthode du coût moyen pondéré.

La valeur nette de réalisation des stocks correspond au prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité diminué des coûts estimés pour achever les produits et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

3.17. Titres d'autocontrôle et actions propres

Les titres d'autocontrôle et actions propres détenus par le Groupe sont enregistrés en diminution des capitaux propres consolidés pour leur coût d'acquisition. Les cessions ultérieures sont imputées directement en capitaux propres et ne donnent lieu à l'enregistrement d'aucun résultat.

3.18. Actifs financiers

Les actifs financiers doivent être classés selon les quatre catégories suivantes :

- Actifs évalués à la juste valeur en résultat : juste valeur avec variations de juste valeur en résultat ;
- Actifs détenus jusqu'à l'échéance : coût amorti, les provisions pour dépréciation éventuelles sont constatées en résultat. Cette catégorie n'est pas utilisée par le Groupe ;
- Prêts et créances : coût amorti, les provisions pour dépréciation éventuelles sont constatées en résultat ;
- Actifs disponibles à la vente : juste valeur avec variations de juste valeur en capitaux propres, ou en résultat pour provisionner une dépréciation objective durable (six mois) ou significative (baisse supérieure à 20%) et dans ce cas toute baisse ultérieure sera portée en résultat tandis que toute hausse ultérieure sera portée en capitaux propres.

3.18.1. Évaluation des créances clients et actifs financiers non courants

Les créances clients, prêts et autres actifs financiers non courants sont considérés comme des actifs émis par l'entreprise et sont comptabilisés selon la méthode du coût amorti. Ils peuvent, par ailleurs, faire l'objet d'une provision pour dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur.

Une provision pour dépréciation des créances est constituée lorsqu'il existe un indicateur objectif de l'incapacité du Groupe à recouvrer l'intégralité des montants dus dans les conditions initialement prévues lors de la transaction. Des difficultés financières importantes rencontrées par le débiteur, la probabilité d'une faillite ou d'une restructuration financière du débiteur ou un défaut de paiement constituent des indicateurs de dépréciation d'une créance. Le montant de la provision représente la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur des flux de

trésorerie futurs estimés actualisés le cas échéant. Le montant de la perte est comptabilisé en dépréciation des comptes de créances et contrepartie d'une dotation pour dépréciation de l'actif circulant.

3.18.2. Titres de participation des sociétés non consolidées et autres titres immobilisés

Les titres de participation des sociétés non consolidées et les autres titres immobilisés sont qualifiés d'actifs disponibles à la vente (AFS) et figurent au bilan pour leur juste valeur. Les pertes et gains latents sont enregistrés dans une composante séparée des capitaux propres. Pour les titres cotés, la juste valeur correspond au cours de bourse. Pour les autres titres, si la juste valeur n'est pas estimable de façon fiable, elle correspond au coût d'acquisition net des dépréciations éventuelles.

Une dépréciation est constatée en cas de signes objectifs de dépréciation des actifs autres que ceux classés en transaction. Sauf exception, le Groupe considère qu'une baisse significative ou durable est présumée lorsque l'instrument de capitaux propres a perdu 20 % au moins de sa valeur sur une période de 6 mois consécutifs.

Ce critère de baisse significative ou durable de la valeur du titre est une condition nécessaire mais non suffisante pour justifier l'enregistrement d'une provision. Cette dernière n'est constituée que dans la mesure où la dépréciation se traduira par une perte probable de tout ou partie du montant investi. La reprise de cette perte de valeur par le compte de résultat ne peut intervenir qu'au moment de la cession des titres, toute reprise antérieure étant comptabilisée en capitaux propres.

3.18.3. Instruments dérivés

Les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur sur les lignes instruments dérivés en actifs financiers courants ou non courants ou passifs financiers courants ou non courants. L'impact comptable des variations de juste valeur de ces instruments dérivés peut se résumer de la manière suivante :

Application de la comptabilité de couverture :

- Pour les couvertures de juste valeur d'actifs ou de passifs existants au bilan, la partie couverte de ces éléments est évaluée à sa juste valeur. La variation de cette juste valeur est enregistrée en résultat et compensée pour la part efficace par les variations symétriques de juste valeur des instruments dérivés ;
- Pour les couvertures de flux futurs de trésorerie, la part efficace de la variation de juste valeur des instruments dérivés est enregistrée directement en autres éléments du résultat global et la part inefficace impacte les autres produits et charges financiers ;
- Pour la couverture d'investissement net à l'étranger, le gain ou la perte résultant de la couverture sera différé en autres éléments du résultat global jusqu'à la cession totale ou partielle de l'investissement.

Dans le cas où la comptabilité de couverture n'est pas appliquée, la variation de juste valeur des instruments dérivés est enregistrée en résultat.

3.19. Valeurs mobilières de placement

Conformément à la norme IAS 39 « Instruments financiers: comptabilisation et évaluation », les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur juste valeur. Aucun placement n'est analysé comme étant détenu jusqu'à l'échéance. Pour les placements considérés comme détenus à des fins de transaction, les variations de juste valeur sont comptabilisées systématiquement en

IV - COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS

résultat (en autres produits et charges financiers). Pour les placements disponibles à la vente, les variations de juste valeur sont comptabilisées directement en autres éléments du résultat global ou en résultat (en autres produits et charges financiers) dans le cas d'indication objective d'une dépréciation plus que temporaire de la valeur mobilière ou en cas de cession

3.20. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Conformément à la norme IAS 7 « Tableau des flux de trésorerie », la trésorerie et équivalents de trésorerie figurant au bilan, comprend la trésorerie (fonds en caisse et dépôts à vue) ainsi que les équivalents de trésorerie (placements à court terme, très liquides, qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur). Les placements dans des actions cotées, les placements dont l'échéance initiale est à court ou moyen terme sans possibilité de sortie anticipée ainsi que les comptes bancaires faisant l'objet de restrictions (comptes bloqués) autres que celles liées à des réglementations propres à certains pays ou secteurs d'activités (contrôle des changes, etc.) sont exclus de la trésorerie et des équivalents de trésorerie du tableau des flux de trésorerie.

Les découverts bancaires liés à des opérations de financement sont également exclus de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

3.21. Décomptabilisation des actifs financiers

Un actif financier tel que défini par la norme IAS 32 « Instruments financiers: informations à fournir et présentation » est sorti du bilan en tout ou partie lorsque le Groupe n'attend plus de flux de trésorerie futurs de celui-ci et transfère la quasi-totalité des risques et avantages qui lui sont attachés.

3.22. Impôts sur le résultat

3.22.1. Impôts différés

Le Groupe comptabilise les impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs du bilan à l'exception de :

- La comptabilisation initiale du goodwill ; ou
- La comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui :
- n'est pas un regroupement d'entreprises ; et
- au moment de la transaction, n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale).

Les taux d'impôt retenus sont ceux votés ou quasi adoptés à la date de clôture de l'exercice en fonction des juridictions fiscales.

Le montant d'impôts différés est déterminé pour chaque entité fiscale.

Les actifs d'impôts relatifs aux différences temporelles et aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable qu'un profit imposable futur déterminé avec suffisamment de précision sera dégagé au niveau de l'entité fiscale.

Les impôts exigibles et/ou différés sont comptabilisés au compte de résultat de la période sauf s'ils sont générés par une transaction ou un événement comptabilisé directement en capitaux propres.

Une entité du Groupe doit compenser les actifs et passifs d'impôt exigible si, et seulement si, cette entité :

- (a) a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés ; et
- (b) a l'intention, soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Les actifs et passifs d'impôts différés, quel que soit leur échéance, doivent être compensés lorsqu'ils sont prélevés par la même autorité fiscale et concernent une même entité fiscale qui dispose du droit de compenser les actifs et passifs d'impôts exigibles. Ainsi, chaque entité du Groupe a procédé à la compensation de ses impôts différés actifs et passifs.

3.22.2. Incertitudes relatives au traitement des impôts sur le résultat

Pour évaluer quand et comment une incertitude fiscale affecte la détermination du bénéfice imposable (perte fiscale), des bases d'imposition, des déficits reportables, des crédits d'impôt non utilisés et des taux d'imposition, une entité doit partir de l'hypothèse que l'administration fiscale contrôlera tous les montants qu'elle a le droit de contrôler et qu'elle procédera à ces contrôles en ayant l'entière connaissance de toutes les informations connexes.

Dans l'hypothèse où il serait probable que l'administration fiscale n'accepte pas le traitement fiscal retenu, IFRIC 23 indique que le montant de l'incertitude à refléter dans les états financiers doit être estimé selon la méthode qui fournira la meilleure prévision du dénouement de l'incertitude.

3.23. Avantages du personnel

Les engagements du Groupe au titre des régimes de couverture maladie à prestations définies et des indemnités de fin de carrière sont déterminés, conformément à la norme IAS 19, sur la base de la méthode des unités de crédit projetées, en tenant compte des conditions économiques propres à chaque pays (essentiellement le Maroc pour le Groupe). Les engagements sont couverts par des provisions inscrites au bilan au fur et à mesure de l'acquisition des droits par les salariés. Les provisions sont déterminées selon la méthode actuarielle dite des unités de crédits projetés (« projected unit credit method ») qui stipule que chaque période de service donne lieu à constatation d'une unité de droit à prestation et évalue séparément chacune de ces unités pour obtenir l'obligation finale. Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection des salaires futurs...

Les primes versées à l'occasion de la remise des médailles du travail pendant toute la période de travail des salariés font l'objet d'une provision. Cette dernière est évaluée en tenant compte des probabilités que les salariés atteignent l'ancienneté requise pour chaque échelon et est actualisée.

Les indemnités de départ en retraite font également l'objet d'une provision. Cette dernière est évaluée en tenant compte de la probabilité de la présence des salariés dans le Groupe, à leur date de départ en retraite. Cette provision est actualisée.

3.24. Provisions

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation légale ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être estimée de façon fiable. Les montants comptabilisés en provisions tiennent compte d'un échéancier de décaissements et sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif. Cet effet est comptabilisé en résultat financier.

Les provisions pour restructuration sont comptabilisées dès lors que le Groupe a établi un plan formalisé et détaillé dont l'annonce a été faite aux parties concernées.

IV - COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS

Lorsqu'une obligation légale, contractuelle ou implicite rend nécessaire le réaménagement de sites, une provision pour frais de remise en état est comptabilisée en autres charges d'exploitation. Elle est comptabilisée sur la durée d'exploitation du site en fonction du niveau de production et d'avancement de l'exploitation dudit site.

Les coûts engagés pour limiter ou prévenir des risques environnementaux et engendrant des avantages économiques futurs, tels que l'allongement des durées de vie des immobilisations, l'accroissement de la capacité de production et l'amélioration du niveau de sécurité, sont immobilisés. Lorsque le Groupe estime qu'il a une obligation légale ou implicite liée à un risque environnemental dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressource, une provision correspondant aux coûts futurs estimés est comptabilisée sans tenir compte des indemnités d'assurance éventuelles (seules les indemnités d'assurance quasi certaines sont comptabilisées à l'actif du bilan). Lorsque le Groupe ne dispose pas d'un échéancier de reversement fiable ou lorsque l'effet du passage du temps est non significatif, l'évolution de ces provisions se fait sur la base des coûts non actualisés. Les autres coûts environnementaux sont comptabilisés en charges de la période où ils sont encourus.

Le groupe applique également l'interprétation IFRIC 21 « Comptabilisation des taxes » pour les exercices ouverts à partir du 1er janvier 2015, tel que cela est requis par le Règlement Européen du 13 juin 2014. Cette interprétation pose comme principe que la taxe doit être comptabilisée à la date du fait générateur de l'acquittement de cette taxe.

L'interprétation considère que le fait générateur peut intervenir à une date spécifiée comme il peut intervenir à la suite de l'atteinte de certains seuils. Ceci a des impacts principalement au niveau des comptes intermédiaires.

Ainsi, la taxe professionnelle, la taxe sur services communaux et la taxe sur terrains non bâtis exigibles en totalité à la date d'arrêté des comptes intermédiaires est comptabilisée en totalité à cette date.

Par ailleurs la contribution sociale de solidarité n'est comptabilisée au niveau des comptes intermédiaires que lorsque les seuils la rendant exigible sont atteints à la date d'arrêté de ces comptes.

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation légale ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être estimée de façon fiable. Les montants comptabilisés en provisions tiennent compte d'un échéancier de décaissements et sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif. Cet effet est comptabilisé en résultat financier.

Les provisions pour restructuration sont comptabilisées dès lors que le Groupe a établi un plan formalisé et détaillé dont l'annonce a été faite aux parties concernées.

Lorsqu'une obligation légale, contractuelle ou implicite rend nécessaire le réaménagement de sites, une provision pour frais de remise en état est comptabilisée en autres charges d'exploitation. Elle est comptabilisée sur la durée d'exploitation du site en fonction du niveau de production et d'avancement de l'exploitation dudit site.

Les coûts engagés pour limiter ou prévenir des risques environnementaux et qui engendrent des avantages économiques futurs, tels que l'allongement des durées de vie des immobilisations, l'accroissement de la capacité de production et l'amélioration du niveau de sécurité, sont immobilisés.

3.25. Frais d'augmentation de capital

Les frais d'augmentation de capital sont imputés sur les primes d'émission, de fusion ou d'apport.

3.26. Passifs financiers

3.26.1. Dettes financières

Les emprunts et autres passifs financiers porteurs d'intérêt sont évalués selon la méthode du coût amorti en utilisant le taux d'intérêt effectif de l'emprunt. Les frais et primes d'émission viennent impacter la valeur à l'entrée et sont étalés sur la durée de vie de l'emprunt via le taux d'intérêt effectif.

Dans le cas des dettes financières issues de la comptabilisation des contrats de location-financement, la dette financière constatée en contrepartie de l'immobilisation corporelle est initialement comptabilisée à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

3.26.2. Autres passifs financiers

Les autres passifs financiers concernent essentiellement les dettes fournisseurs et les autres crédetes. Ces passifs financiers sont comptabilisés au coût amorti.

3.27. Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires du Groupe sont composés principalement des natures suivantes de chiffre d'affaires :

- Ventes de biens et services produits ;
- Contrats de construction ;
- Revenus locatifs.

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés quand les biens ou les services promis aux clients sont fournis et pour un montant de la contrepartie que le Groupe s'attend à avoir droit en échange de ces biens ou services.

Ce principe fondamental est présenté sous forme d'un modèle en cinq étapes :

- Identifier les contrats avec des clients,
- Identifier les obligations de prestation prévues au contrat,
- Déterminer le prix de transaction,
- Répartir le prix de transaction entre les différentes obligations de prestation prévues au contrat, et
- Comptabiliser les produits des activités ordinaires lorsque le Groupe a rempli (ou à mesure qu'elle remplit) une obligation de prestation.

Les produits des activités ordinaires sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. Les produits des loyers sont comptabilisés de façon linéaire sur les durées fermes des baux. En conséquence, les dispositions particulières et avantages définis dans les contrats de bail (franchise, droit d'entrée...) sont étalés sur la durée ferme du bail.

IV - COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS

Les remises commerciales ou rabais pour quantité sont comptabilisés en déduction du revenu à l'exception des actions commerciales prenant la forme d'attribution de produits gratuits qui sont comptabilisés dans le coût des ventes et provisionnés conformément aux dispositions d'IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels ».

Les produits des activités ordinaires relatifs à la vente de biens et d'équipements sont comptabilisés lorsqu'il existe un accord formel avec le client, que la livraison est intervenue, que le montant du revenu peut être mesuré de façon fiable et qu'il est probable que les avantages économiques associés à cette transaction reviendront au Groupe.

3.28. Autres produits de l'activité

Les autres produits liés à l'activité incluent des produits à caractère non récurrent ou non directement liés aux opérations décrites dans le paragraphe « chiffre d'affaires ».

3.29. Coût de l'endettement net

Il inclut les charges et produits d'intérêts sur les emprunts bancaires, les emprunts obligataires et les autres dettes financières (y compris dettes sur contrat de location financement).

Les coûts d'emprunts qui sont directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif sont incorporés dans le coût de cet actif.

3.30. Evaluation à la juste valeur

i. Hiérarchie de la juste valeur

Tous les instruments financiers pour lesquels la juste valeur est comptabilisée ou mentionnée dans les présents états financiers sont classés selon la hiérarchie prévue par la norme IFRS 13.

En effet, cette norme classe selon trois niveaux d'importance les données d'entrée des techniques d'évaluation utilisées pour déterminer la juste valeur :

Niveau 1 :

Les données de ce niveau s'entendent des prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation.

Niveau 2 :

Les données d'entrée de ce niveau 2 sont des données, autres que les prix cotés inclus dans les données d'entrée de niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement, soit indirectement.

Niveau 3 :

Les données d'entrée de ce niveau sont les données d'entrée concernant l'actif ou le passif qui sont fondées sur des données non observables.

ii. Techniques d'évaluation

Les titres cotés sont évalués au cours de bourse de clôture, sauf lorsque ce dernier est jugé impertinent par rapport à la valeur des titres concernés.

Les titres non cotés sont évalués en fonction de leur situation nette comptable.

Les instruments dérivés sont évalués à leur valeur marché à la date de clôture.

3.31. Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre moyen d'actions en circulation de la période et des exercices antérieurs présentés est calculé hors actions d'auto détention et actions détenues dans le cadre de plans d'options d'achat.

A ce jour, le Groupe n'a pas émis d'instrument financier ayant un effet dilutif. Dès lors, le résultat de base par action est équivalent au résultat dilué par action.

EVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU COURS DE LA PERIODE

3.32. Cessions

Aucune cession en 2019

NOTE 4 : INFORMATIONS SECTORIELLES

4.1 Niveaux d'information sectorielle

La segmentation primaire du Groupe Managem est basée sur les secteurs d'activité, la segmentation secondaire est basée sur les secteurs géographiques.

Les transactions inter secteurs portent principalement sur les ventes du Concentré d'or et le Sulfate de Cuivre qui interviennent entre CTT et certaines filiales relevant du secteur mine notamment AGM et CMG. Ces transactions sont facturées par CTT en se référant aux prix du marché international.

4.1.1 Premier niveau d'information sectorielle : secteurs d'activité

Exploitation minière

Cette activité consiste à exploiter plusieurs gisements par le Groupe Managem ainsi qu'à produire des concentrés aussi variés comme les concentrés de zinc, cuivre, plomb et la fluorine. La production concerne également les métaux précieux tels que l'or et l'argent.

Hydrométallurgie

Cette activité porte sur la transformation et la valorisation de minerais pour obtenir des produits à forte valeur ajoutée notamment les dérivés métalliques et spécialités chimiques, tels que les cathodes de Cobalt, l'oxyde de Cobalt, les dérivés de nickel, le sulfate de cuivre, le sulfate de Sodium, le charbon aurifère et le trioxyde d'arsenic. L'hydrométallurgie fait appel à des techniques et technologies spécifiques comme : l'extraction liquide, électrolyse, séchage, calcination, grillage, ...etc.

4.1.2 Deuxième niveau d'information sectorielle : secteurs géographiques

Le découpage géographique des activités du Groupe retenu est le suivant :

- Maroc
- Europe
- Autre

IV - COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS

4.2 Informations par secteur d'activité

	Mine	Hydro	Autres	Total
Externe	4.379,0	160,8	13,5	4.553,3
Interne				
Total	4.379,0	160,8	13,5	4.553,3
Résultat des activités opérationnelles	-56,6	-322,0	34,0	-344,6
Résultat financier	-26,4	-93,8	8,3	-111,9
Impôts	--96,2	67,2	95,7	66,7
Résultat des activités poursuivies	-179,2	-348,6	138,0	-389,8

Au 31 décembre 2018

	Mine	Hydro	Autres	Total
Externe	4 192,90	155,10	8,50	4 356,50
Intersecteur				
Chiffre d'affaires Total	4 192,90	155,10	8,50	4 356,50
Résultat des activités opérationnelles	4,80	444,00	220,50	669,30
Résultat financier	- 74,40	- 164,40	8,50	- 230,30
Part dans les sociétés mises en équivalence				-
Impôt sur les sociétés	- 23,20	- 59,80	- 10,90	- 93,90
Résultat des activités poursuivies	- 92,80	219,80	218,10	345,10

Le CA divers correspond principalement aux ventes réalisées par le segment opérationnel service notamment Reminex et Techsub.

Les principaux éléments du bilan peuvent être affectés aux différents secteurs d'activité de façon suivante :

31/12/2019	Mine	Hydro	Divers	total
Actif	8.334,1	3.304,5	811,7	12.450,3
Total actif consolidé	8.334,1	3.304,5	811,7	12.450,3
investissement	-1.287,5	-559,5	-37,8	-1.884,8
total passif	6.212,8	2.430,8	-1.059,4	7.584,2

31/12/2018	Mine	Hydro	Divers	total
actifs	3.496,8	2.961,1	4.786,2	11.244,1
total actif consolidé	3.496,8	2.961,1	4.786,2	11.244,1
investissement	-1.013,3	-544,7	-144,6	-1.702,6
total passif	4.152,4	1.702,7	-293,6	5.561,5

4.3 Informations par secteurs géographique

Au 31 Décembre 2019

En millions de MAD	Maroc	Europe	Autres	Total
Chiffre d'affaires	223,70	4.089,70	239,90	4.553,30
autres produits	72,10		17,00	89,10
Total	295,80	4.089,70	256,90	4.642,30
Investissements	-1.331,20	-2,50	-551,10	-1.884,80

Au 31 décembre 2018

En millions de MAD	Maroc	Europe	Autres	Total
Chiffre d'affaires	210,4	4146,1	0,0	4356,5
Autres produits (si applicables)	54,9		2,5	57,4
Total	265,3	4146,1	2,5	4413,9
Investissements	-1190,3		-512,1	-1702,3

NOTE 5 : CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires (produit des activités ordinaires) du Groupe Managem est constitué des éléments suivants :

- Ventes de biens et services produits ;
- Contrats de construction ;
- Revenus locatifs.

Le chiffre d'affaires se décompose de la manière suivante :

En Millions de MAD	Décembre 2019	Décembre 2018
Chiffre d'affaires (a)	4.553,3	4.356,5
Autres produits de l'activité (b)	89,1	57,4
Total produits des activités ordinaires	4.642,4	4.413,9

(a) Y compris des prestations de services.

(b) Les autres produits de l'activité comprennent principalement la variation de stock de produits finis et autres produits d'exploitation

Le chiffre d'affaires consolidé limite sa progression à +4,5% par rapport à 2018.

NOTE 6 : ACHATS ET AUTRES CHARGES EXTERNES

Les achats et charges externes se décomposent comme suit :

En Millions de MAD	Décembre 2019	Décembre 2018
Achats de marchandises	0,0	(22,2)
Achats de matières et fournitures	(2.351,6)	(1.975,9)
Achats	(2.351,6)	(1.998,2)
Loyers opérationnels	(85,2)	(150,2)
Entretien et réparations	(39,7)	(54,1)
Rémunération de personnel extérieur à l'entreprise	(31,5)	(63,4)
Charges externes diverses	(880,8)	(663,3)
Autres charges externes	(1.037,2)	(930,9)
Total Achats et Autres charges externes	(3.388,7)	(2.929,1)

(a) Les postes achats et autres charges externes ont enregistré une hausse de 460 Mdhs millions de dirhams par rapport à l'année précédente, suite aux effets conjugués de : travaux miniers et décapage stérile dans les exploitations en carrières

NOTE 7 : FRAIS DE PERSONNEL ET EFFECTIFS

7.1 Frais de personnel

Les charges de personnel de l'exercice sont détaillées, ci-dessous, par nature de coût :

En Millions de MAD	Décembre 2019	Décembre 2018
Salaires et traitements	(773,0)	(779,1)
Autres charges sociales	(313,9)	(305,7)
Dotations nettes aux provisions pour avantages du personnel	(21,4)	(17,2)
Participation des salariés	0,0	0,0
Total	(1.108,3)	(1.102,1)

La note 20 détaille les autres informations relatives aux avantages du personnel.

7.2 Rémunérations des organes d'administration et de direction

Les organes d'administration et de direction sont composés du :

- Conseil d'administration dont les membres sont rémunérés par des jetons de présence ;
- Comité de direction dont les membres perçoivent des rémunérations salariales

La note 26 détaille les autres informations relatives aux rémunérations des organes d'administration et de direction.

NOTE 8 : AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS D'EXPLOITATION

Les variations d'amortissements et de provisions ayant un impact sur le résultat d'exploitation courant pour les périodes clôturées au 31 décembre 2019 et 31 Décembre 2018 se décomposent comme suit :

Amortissements et provisions d'exploitation	Décembre 2019	Décembre 2018
En Millions de MAD		
Amortissements nets impactant le résultat d'exploitation courant		
Immobilisations incorporelles	(237,1)	(236,3)
Immobilisations corporelles	(798,5)	(761,3)
Immobilisations en droit d'usage	(72,1)	
Immobilisations des contrats de location financement		(22,7)
Actifs biologiques	0,0	0,0
Actifs de l'activité minière	0,0	0,0
Immeubles de placement	0,0	0,0
Total	(1.107,6)	(1.020,3)
Provisions et Pertes de valeur nettes impactant le résultat d'exploitation courant		
Immobilisations	45,5	68,3
Stocks	(0,8)	2,0
Créances	(10,6)	(3,0)
Perte de valeur Ecart d'acquisition	0,0	0,0
Provisions pour risques et charges	(29,5)	23,6
Total	4,6	90,9
Total	(1.103,1)	(929,4)
Dont Amortissements et provisions des activités non poursuivies	0,0	0,0
Dont Amortissements et provisions des activités poursuivies	(1.103,1)	(929,4)

(a) Une description des variations d'amortissement et de perte de valeur des immobilisations est incluse dans la note 14 de ces états financiers.

(b) Le détail des variations des pertes de valeur relative aux stocks et aux créances est inclus dans les notes 15 et 16 de ces états financiers.

IV - COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS

NOTE 9 : AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION

Les autres produits et charges d'exploitation s'analysent de la façon suivante :

En Millions de MAD	Décembre 2019	Décembre 2018
Cession d'actifs	0,1	0,3
Cessions de filiales et participations	0,0	182,8
Gain latent JV s/opérations matières-trading	0,0	0,0
Ecart d'acquisition négatif		8,7
Résultats sur dérivés matière - trading	(5,3)	0,0
Résultats sur dérivés de change - trading	0,0	0,0
Autres produits et charges d'exploitation *	680,9	1.093,0
Total produits et charges d'exploitation	675,7	1.284,8

Les variations de valeur entre les deux périodes sont imputables à la variation de juste valeur des dérivés classés en Trading du fait des éléments suivants :

a) Couverture métaux :

a. Le Trading matières reflète la partie des instruments financiers non éligible à la comptabilité de couverture correspondant ainsi à t la partie asymétrique des options de ventes « Call »,

b. Couverture de change : correspond à la partie asymétrique des tunnels

9.1 Autres produits et charges d'exploitation non courants

Les autres produits et charges d'exploitation non courants se détaillent comme suit :

En Millions de MAD	Décembre 2019	Décembre 2018
Autres produits non courants	31,3	34,9
Autres charges non courantes (1)	(436,6)	(18,8)
Autres produits et charges d'exploitation nets (2)	1.086,2	1.076,9
Total autres produits et charges d'exploitation	680,9	1.093,0

(1) Provisions pour dépréciation des actifs IFRS

• Pour les actifs Fluorine : la valeur comptable des actifs est supérieure à leurs la valeur recouvrable (somme des Cash-flow actualisés + valeur terminale), conduisant ainsi à une à une perte de valeur avant impôt de -126 MDH

• Pour les actifs Cuivre : la valeur comptable des actifs est largement supérieure à leur valeur recouvrable (somme des Cash-flow actualisés + valeur terminale) générant ainsi une perte de valeur avant impôt -300 MDH

Toutefois, il convient de rappeler que ces dépréciations ont un caractère exceptionnel et réversible (provisoire) , autrement dit ,il ne s'agit pas de perte définitive , mais plutôt de provisions qui pourraient être annulées ultérieurement si les conditions de leur reprise seront satisfaites , notamment en raison d'une évolution favorable des cours du Cuivre et de la Fluorine et/ou des découvertes de ressources et réserves minérales

Le poste autres produits et charges d'exploitation enregistre principalement :

-les productions des immobilisations à soi-même.

NOTE 10 : RÉSULTAT FINANCIER

Le résultat financier aux 31 Décembre 2019 et 2018 se décompose comme suit :

En Millions de MAD	Décembre 2019	Décembre 2018
Charges financières		
Intérêts sur emprunts	(182,8)	(213,6)
Autres charges financières	(0,3)	(0,3)
Pertes de valeur des actifs financiers	(333,8)	0,0
Dotations nettes aux provisions	333,8	0,0
Total charges financières	(183,1)	(213,9)

Produits financiers

Intérêts et autres produits financiers	17,8	26,8
Autres produits	63,8	47,8
Reprises des pertes de valeur des actifs financiers	0,0	0,0
Gains et pertes de change financiers	(10,6)	(91,0)
Total produits financiers	71,1	(16,4)

Résultat financier	(111,9)	(230,3)
--------------------	---------	---------

Hausse du résultat financier de 118 mdhs expliquée principalement par :

- Non récurrence des intérêts sur les contrats d'affacturage comptabilisés totalement en 2018 pour +55Mdh
- Variation des pertes de changes liées aux opérations de dénouement des couvertures change +40 Mdh
- Résultat de change positif

Cette hausse a été atténuée par l'augmentation des charges d'intérêts de Managem SA et la baisse des produits de placements

IV - COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS

10.1 La charge d'impôt

Note Charge d'impôt reconnue en Compte de Résultat	Décembre 2019	Décembre 2018
En Millions de MAD		
Charge d'impôt courant		
Charge de l'exercice	(59,0)	(98,2)
Ajustement de la charge d'impôt provenant d'exercices antérieurs	0,0	0,0
	(59,0)	(98,2)
(Charges) / produits d'impôts différés		
Variations des différences temporaires	0,5	(1,8)
Variations des taux d'imposition	1,6	0,0
Variation des déficits fiscaux antérieurs	123,6	6,1
	125,7	4,3
(Charge) / Produit total d'impôt	66,7	(93,9)

La charge d'impôt pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018 s'analyse comme suit

- Baisse de l'IS exigible expliquée principalement par la baisse du résultat de CTT
- Dé-comptabilisation des IDA de SAMINE, CMO et SMI suite à l'amélioration des résultats au titre de 2019
- Reconnaissance des impôts différés actif sur les déficits fiscaux et différences temporaires issues des dépréciations exceptionnelles chez Managem et CTT et ce dans la limite des IDA recouvrables prévus au budget 2020- 2022
- La charge d'impôt courant correspond aux montants payés et/ ou restant à payer à court terme aux administrations fiscales au titre de l'exercice 2019 en fonction des règles en vigueur dans les différents pays et des conventions spécifiques.
- Les produits d'impôts différés résultent de la comptabilisation d'un impôt différé actif sur les déficits fiscaux issus des amortissements indéfiniment reportables.

10.1.1 Impôts différés constatés sur les autres éléments du résultat global

Les impôts différés constatés sur les autres éléments du résultat global se décomposent comme suit :

10.1.2 Impôts différés comptabilisés dans les capitaux propres

Les impôts différés comptabilisés en capitaux propres se décomposent comme suit :

Les actifs nets d'impôts sont limités aux capacités de chaque entité fiscale à recouvrer ses actifs dans un proche avenir.

10.1.3 Impôts différés comptabilisés au bilan

	Actif			Passif	Net
En Millions de MAD	Décembre 2019	Décembre 2018	Décembre 2019	Décembre 2018	Décembre 2019
Impôts différés					
Provenant des différences temporaires	(131,3)	(78,2)	31,9	35,6	(163,3)
Provenant des déficits fiscaux	324,5	200,7	0,0	0,0	324,5
Provenant des crédits d'impôt	0,6	0,7	0,0	0,0	0,6
Total	193,7	123,1	31,9	35,6	161,8

10.1.4 Preuve d'impôt

Preuve d'impôt (Réconciliation entre le taux légal au Maroc et le taux effectif d'impôt du Compte de Résultat Consolidé)

En Millions de MAD	Décembre 2019	Décembre 2018
Résultat Net de l'ensemble consolidé	-389,8	345,3
- Quote-part de résultat de sociétés mises en équivalence	0,0	0,0
Résultat Net de l'ensemble consolidé (hors S.M.E)	-389,8	345,3
Impôt sur les bénéfices	(59,0)	(98,2)
Impôts différés	125,7	4,3
Total charge fiscale de la période	66,7	(93,9)
Résultat de l'ensemble consolidé avant impôts (hors S.M.E)	-456,5	439,1
Taux effectif d'impôt (Total charge fiscale / Résultat comptable avant impôts)	15%	21%
Impôt sur différences permanentes	239,1	70,4
Impôt sur pertes fiscales	0,0	0,0
Impôt sur utilisation des pertes fiscales des exercices antérieurs n'ayant pas donné lieu à ID	0,0	0,0
Ajustements de la charge d'impôt provenant d'exercice antérieurs	0,0	0,0
Cotisation minimale non activée	0,0	15,1
Ajustement des ID suite au changement du taux d'IS	0,0	0,0
Montant de différence de taux Mère / fille	90,1	(102,5)
Montant de différence de taux Maroc/étranger	0,0	0,0
Montant autres différences*	(188,0)	(103,3)
Charge fiscale recalculée	141,0	(135,4)
Taux d'impôt légal au Maroc (Charge fiscale recalculée / Résultat comptable avant impôts)	-30,9%	-30,9%

IV - COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS

NOTE 11 : ACTIFS DESTINES A ETRE CEDES ET PASSIFS LIES

Actuellement, le Groupe ne dispose pas d'actifs ou passifs destinés à être cédés.

NOTE 12 : RESULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre moyen d'actions en circulation de la période et des exercices antérieurs présentés est calculé hors actions d'auto détention et actions détenues dans le cadre de plans d'options d'achat.

Exercices clos le 31 décembre	31-déc.-19	31-déc.-18
Nombre moyen pondéré:		
- d'actions ordinaires émises	9 991 308	9 991 308
- d'actions détenues dans le cadre de plans d'options d'achat		
- d'actions d'auto détention		
Nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat de base par action	9 991 308	9 991 308
Nombre d'instruments dilutifs		
Nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat dilué par action	9 991 308	9 991 308

A ce jour, le Groupe n'a pas émis d'instrument financier ayant un effet dilutif. Dès lors, le résultat de base par action est équivalent au résultat dilué par action.

Exercices clos le 31 décembre	31-déc.-19	31-déc.-18
Résultat net de l'exercice imputable aux actionnaires de la société-mère	-426,8	369,8
Nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat par action	9 991 308	9 991 308
Résultat de base par action	-23,4	27,0
dont part sur activités non poursuivies		
Résultat dilué par action	-23,4	27,0
dont part sur activités non poursuivies		

NOTE 13 : GOODWILL

En Millions de MAD	Décembre 2019	Décembre 2018
Au 1er janvier	305,1	305,4
Valeur brute	812,4	812,0
Pertes de valeur cumulées	(507,0)	(507,0)
Variation de périmètre	0,0	(0,3)
Ecart de conversion	0,0	0,3
Cessions	0,0	0,0
Pertes de valeur	(0,0)	0,0
Autres mouvements	0,0	0,0
A la clôture de la période	305,4	305,4
Valeur brute	812,4	812,4
Pertes de valeur cumulées	(507,0)	(507,0)

Au bilan, les Goodwill (écarts d'acquisition) nets concernent les sociétés suivantes :

En Millions de MAD	Décembre 2019	Décembre 2018
IMITER	161,2	161,2
CMG	130,9	130,9
CTT	13,3	13,3
RGGG	0,0	0,0
Total	305,4	305,4

NOTE 14 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Note Immobilisations incorporelles						
En Millions de MAD	Frais de développement	Licences Télécom et Logiciels	Concessions brevets et droits similaires	Concession	Autres	Total
Valeurs brutes						
Au 1er janvier 2018	4.360,7	1,1	198,6	0,0	521,8	5.082,2
Acquisitions	264,4	0,0	2,3	0,0	294,5	561,3
Variations de périmètre	(0,0)	0,0	0,0	0,0	(153,3)	(153,3)
Cessions et actifs classés en actifs détenus en vue de la vente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réévaluation des immobilisations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecarts de conversion	24,2	0,0	0,0	0,0	13,9	38,1
Autres mouvements	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Au 31 décembre 2018	4.649,3	1,1	201,1	0,0	677,0	5.528,4
Au 1er janvier 2017	4.649,3	1,1	201,1	0,0	677,0	5.528,4
Acquisitions	180,3	1,6	2,1	0,0	83,6	267,6
Variations de périmètre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions et actifs classés en actifs détenus en vue de la vente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réévaluation des immobilisations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecarts de conversion	2,7	(0,0)	0,0	0,0	1,8	4,5
Autres mouvements	73,6	0,0	5,4	0,0	(104,0)	(24,9)
Au 31 décembre 2017	4.905,9	2,7	208,6	0,0	1.266,2	6.383,4
Amortissements et pertes de valeurs						
Au 1er janvier 2016	(3.407,0)	(0,4)	(110,6)	0,0	(181,6)	(3.699,7)
Amortissements	(234,4)	(0,4)	(1,7)	0,0	0,2	(236,3)
Pertes de valeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Reprise de pertes de valeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions et actifs classés en actifs détenus en vue de la vente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecarts de conversion	(5,5)	(0,0)	(0,0)	0,0	0,0	(5,6)
Variation de périmètre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres mouvements	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Au 31 décembre 2016	(3.646,9)	(0,8)	(112,3)	0,0	(181,5)	(3.941,6)
Au 1er janvier 2017	(3.646,9)	(0,8)	(112,3)	0,0	(181,5)	(3.941,6)
Amortissements	(236,1)	(0,2)	(0,6)	0,0	(0,2)	(237,1)
Pertes de valeur	(42,1)	0,0	0,0	0,0	0,0	(42,1)
Reprise de pertes de valeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions et actifs classés en actifs détenus en vue de la vente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecarts de conversion	(0,6)	(0,0)	(0,0)	0,0	0,0	(0,6)
Variation de périmètre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres mouvements	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Au 31 décembre 2017	(3.925,6)	(1,0)	(112,9)	0,0	(181,7)	(4.221,2)
Valeurs nettes						
Au 31 décembre 2016	1.002,4	0,3	88,7	0,0	495,5	1.586,8
Au 31 décembre 2017	980,3	1,7	95,6	0,0	1.084,5	2.162,1

Les amortissements de la période sont comptabilisés en résultat au niveau du poste « amortissements et provisions d'exploitation »

Le poste immobilisations incorporelles comprend essentiellement les dépenses relatives à l'exploitation et à la recherche minière.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET IMMEUBLES DE PLACEMENT

Les principales variations s'expliquent par :

	Frais de recherche & développement	Logiciels	Concessions, brevets & droits similaires	Autres immobilisations incorporelles	Total
OUVERTURE - 2018.12	4.361	1	199	522	5.082
Acquisitions	264	0	2	295	561
Variation de périmètre	-0	0	0	-153	-153
Cessions et actifs classés en actifs détenus en vue de la vente	0	0	0	0	0
Réévaluation des immos	0	0	0	0	0
Ecarts de conversion	24	0	0	14	38
Autres mouvements	0	0	0	0	0
CLOTURE - 2018.12	4.649	1	201	1.285	6.136
OUVERTURE - 2019.12	4.649	1	201	1.285	6.136
Acquisitions	180	2	2	84	268
Variation de périmètre	0	0	0	0	0
Cessions et actifs classés en actifs détenus en vue de la vente	0	0	0	0	0
Réévaluation des immos	0	0	0	0	0
Ecarts de conversion	3	-0	0	2	4
Autres mouvements	74	0	5	-104	-25
CLOTURE - 2019.12	4.906	3	209	1.266	6.383
	Frais de rech. & développ.	Logiciels	Cocessions brevets et droits similaires	Autres	Total
OUVERTURE - 2018.12	-3.407	-0	-111	-182	-3.700
Amortissements	-234	-0	-2	0	-236
Perte de valeur	0	0	0	0	0
Reprise de perte de valeur	0	0	0	0	0
Cessions et actifs détenus en vue de la vente	0	0	0	0	0
Ecarts de conversion	-5	-0	-0	0	-5
Variation de périmètre	0	0	0	0	0
Autres mouvements	0	0	0	0	0
CLOTURE - 2018.12	-3.647	-1	-112	-181	-3.941
OUVERTURE - 2019.12	-3.647	-1	-112	-181	-3.941
Amortissements	-236	-0	-1	-0	-237
Perte de valeur	-42	0	0	0	-42
Reprise de perte de valeur	0	0	0	0	0
Cessions et actifs détenus en vue de la vente	0	0	0	0	0
Ecarts de conversion	-1	-0	-0	0	-1
Variation de périmètre	0	0	0	0	0
Autres mouvements	0	0	0	0	0
CLOTURE - 2019.12	-3.926	-1	-113	-182	-4.221
Valeurs nettes					
au 31 décembre 2018	1.002	0	89	1.103	2.195
au 31 décembre 2019	980	2	96	1.085	2.162

IV - COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS

Immeubles de placement

Le Groupe n'a pas procédé à la réévaluation à la juste valeur des immeubles de placement à fin décembre 2019, puisque la quasi-totalité de ces immeubles sont comptabilisés à la valeur de marché dans le cadre des opérations de lease back réalisées au cours de l'exercice 2009.

14.1 Autres actifs financiers

Les autres actifs financiers du Groupe se décomposent en valeur nette comme suit :

En Millions de MAD	Décembre 2019	Décembre 2018
Part non courante		
- instruments financiers dérivés	14,7	7,8
- actifs financiers à la juste valeur par résultat	0,0	0,0
- prêts et créances	15,2	6,6
- actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	0,0	0,0
- actifs financiers disponibles à la vente (**)	261,1	258,1
Total	291,0	272,6
Part courante		
- instruments financiers dérivés	0,0	0,0
- actifs financiers à la juste valeur par résultat	0,0	0,0
- actifs disponibles à la vente	0,0	0,0
- actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	0,0	0,0
- prêts et créances	0,0	0,0
Total	0,0	0,0
Total autres actifs financiers	291,0	272,6

(*) Instruments financiers dérivés : correspondent aux gains sur opérations de couvertures des métaux

(**) Les actifs disponibles à la vente correspondent principalement aux bons de trésor acquis dans le cadre de l'utilisation de la provision réglementée fonds social (20% de la PRG), soit ,247 MDH

14.2 Instruments financiers dérivés

14.2.1 Actifs financiers

Les instruments financiers dérivés dont la juste valeur est positive sont comptabilisés à l'actif et se répartissent comme suit :

En millions de MAD	31-déc-19	31-déc-18
	JV	JV
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5,3	0,0
Total	7,8	0,0

Les instruments dérivés dont la juste valeur est négative sont comptabilisés au passif et se répartissent comme suit :

En millions de MAD	Notionnel	31-déc-19	31-déc-18
		JV	JV
Instruments matières		-10,3	-26,7
Contrat à terme			
Autres instruments matières		-10,3	-26,7
Instruments de change			
Change à terme			
Autres instruments de change			
Autres instruments dérivés			
Dérivés de taux			
Autres dérivés			
Total		-10,3	-26,7

14.3 Actifs financiers disponibles à la vente ou titres disponibles à la vente

Les actifs disponibles à la vente comprennent les titres de participation non consolidés, les autres titres immobilisés et les titres et valeurs de placement non reclassées en équivalents de trésorerie.

L'ensemble de ces éléments est évalué à la juste valeur à la date de clôture.

Les actifs financiers disponibles à la vente se décomposent de la façon suivante au 31 Décembre 2019 et au 31 décembre 2018 :

En millions de MAD	Juste valeur	% d'intérêt	Capitaux propres	Résultat	Date de clôture
Au 31 Décembre 2019	261,1				
Autre : titres non consolidés	13,8				31/12/2019
Entité : Autres (bons de trésor)	247,3				
Au 31 Décembre 2018	258,1				31/12/2018

14.4 Prêts et créances

Les prêts et créances au 31 décembre 2019 se composent essentiellement des dépôts et cautionnement.

NOTE 15 : STOCKS ET EN-COURS

Les stocks et en-cours se décomposent comme suit pour les périodes closes les 31 Décembre 2019 et 31 décembre 2018 :

En Millions de MAD	Décembre 2019	Décembre 2018
Stocks de marchandises	6,3	6,3
Stocks de matières et fournitures consommables	635,9	679,9
En-cours de production	0,0	0,0
Stocks de produits finis intermédiaires	309,4	229,5
Total des stocks en valeur brute	951,6	915,7
Montant de la perte de valeur en début de période	(23,3)	(25,2)
Perte de valeur constatée sur la période (*)	(20,8)	(19,5)
Reprise de perte de valeur suite à des sorties et des cessions	14,4	11,5
Reprise de perte de valeur devenue sans objet	5,6	10,0
Autres mouvements	(0,0)	(0,1)
Montant de la perte de valeur en fin de période	(24,2)	(23,3)
Total Stocks, net	927,4	892,4

(*) Les stocks produits finis et intermédiaires sont évalués au plus bas de leur coût de revient ou de leur valeur nette de réalisation.

Le coût de revient correspond au coût d'acquisition ou aux coûts de production encourus pour amener les stocks dans l'état et à l'endroit où ils se trouvent.

La valeur nette de réalisation des stocks correspond au prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité diminué des coûts estimés pour achever les produits et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente

Le dépassement du coût de revient par rapport à la valeur nette de réalisation fait l'objet d'une dépréciation

Au cours de l'année 2019 :

- Le montant des provisions est de -20,8 millions de dirhams ;
- Le montant des reprises s'élève à 14,4 millions de dirhams.

NOTE 16 : CREANCES CLIENTS ET AUTRES DEBITEURS

La valeur brute et la valeur de réalisation des créances clients au 31 décembre 2019 et 31 décembre 2018 sont détaillées dans le tableau ci-dessous :

En Millions de MAD	Décembre 2019	Décembre 2018
Clients et comptes rattachés	1.093,0	760,7
Dépréciation clients et comptes rattachés	(12,3)	(1,7)
Total Créances clients	1.080,7	759,0
Autres débiteurs	16,4	65,3
Compte de régularisation - Actif	102,4	92,7
Comptes d'associés débiteurs	457,9	361,1
Créances sur cessions d'actifs	0,0	0,0
Dépréciation autres débiteurs	0,0	0,0
Dépréciation comptes d'associés débiteurs	(162,7)	(162,2)
Dépréciation fournisseurs débiteurs - av & acptes	0,0	0,0
Dépréciation personnel débiteur	0,0	0,0
Dépréciation créances sur cessions d'actifs	0,0	0,0
Intérêts courus sur créances sur cession d'actifs	0,0	0,0
Etat - débiteur	792,0	685,6
Fournisseurs débiteurs - Avances et acomptes	65,7	74,6
Personnel - débiteur	16,7	17,2
Total Autres débiteurs courants	1.288,5	1.134,3

Compte de régularisation - Actif : correspond aux réceptions de consommables et PDR en cours de route

Hausse des créances clients de 322 mmad corrélée à la baisse du chiffre d'affaires

Hausse des autres débiteurs de de 154MMAD Mdhs expliquée principalement par

- Hausse des créances sur l'Etat, principalement les créances des crédits TVA export
- Hausse des avances en compte courant d'associés envers les filiales non consolidées

NOTE 17 : TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de fonds de caisse, des soldes bancaires ainsi que des placements à court terme en instruments monétaires. Ces placements, d'échéance inférieure à douze mois, sont facilement convertibles en un montant de trésorerie connu et sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

En Millions de MAD	Décembre 2019	Décembre 2018
Titres et valeurs de placement	0,0	0,0
Banque	829,2	724,9
Autres comptes de trésorerie	8,8	6,7
Total	838,1	731,6

NOTE 18 : CAPITAUX PROPRES

18.1 Politique de Gestion du capital

Dans le cadre de la gestion de son capital, le Groupe a pour objectif de préserver sa continuité d'exploitation, afin de servir un rendement aux actionnaires, de procurer des avantages aux autres partenaires et de maintenir une structure de capital optimale susceptible de réduire le coût du capital.

Pour maintenir ou ajuster la structure du capital, le Groupe peut soit :

- Ajuster le montant des dividendes versés aux actionnaires ;
- Rembourser le capital aux actionnaires ;
- Émettre de nouvelles actions ; ou
- Vendre des actifs pour réduire le montant des dettes.

Le Groupe utilise différents indicateurs, dont le levier financier (endettement net / capitaux propres), qui fournit aux investisseurs une vision de l'endettement du Groupe comparativement au total des capitaux propres. Ces fonds propres incluent notamment la réserve des variations de valeur des couvertures des flux de trésorerie et la réserve de variation de valeur des actifs financiers disponibles à la vente (AFS).

18.2 Variation des capitaux propres part du Groupe

En millions de MAD	31-déc-19	31-déc-18
Capitaux propres consolidés Part du Groupe début d'ex	5312,3	5180,5
Dividendes versés	-149,8	-229,8
Écart de conversion	5,1	47,7
Variation nette de JV des instruments financiers	28,4	70,1
Autres variations	-292,5	-106,2
Augmentation de capital	0,0	0,0
Résultat net (Part du Groupe) de la période	-426,8	369,8
Impôts relatifs aux autres éléments du résultat global	-5,9	-19,8
Capitaux propres consolidés Part du Groupe	4 470,9	5 312,3

18.3 Variation des intérêts minoritaires

En millions de MAD	31-déc-19	31-déc-18
Intérêts minoritaires en début d'exercice	370,4	453,9
Dividendes versés	0,0	-40,1
Variation nette de JV des instruments financiers	0,2	1,0
Pertes et profits de conversion	-0,1	1,2
Autres variations	-0,1	-20,9
Augmentation de capital	0,0	0,0
Résultat de l'exercice	37,0	-24,5
Impôts relatifs aux autres éléments du résultat global	-12,2	-0,3
Intérêts minoritaires	395,1	370,4

NOTE 19 : PROVISIONS

Les provisions courantes et non courantes s'analysent comme suit :

En Millions de MAD	Décembre 2019	Décembre 2018
Provision environnement	23,0	13,2
Restructuration	-	-
Litiges	-	-
Garanties	-	-
Autres risques	64,9	45,3
Total	87,9	58,5

En millions de MAD	Décembre 2018	Ecart de conversion	Changement de périmètre	Dotation de l'exercice	Reprise provisions utilisées	Reprise provisions non utilisées	Reclassement	Autres mouvements	Décembre 2019
Provision environnement	13,2	0,0	0,0	11,6	(1,8)	0,0	0,0	0,0	23,0
Restructuration	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Litiges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Garanties	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres risques	45,3	0,0	0,0	63,9	(38,8)	(5,5)	0,0	0,0	64,9
Total	58,5	0,0	0,0	75,5	(40,5)	(5,5)	0,0	0,0	87,9
Dont:									
- Part non courante	58,5	0,0	0,0	75,5	(40,5)	(5,5)	0,0	0,0	87,9
- Part courante	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

(a) Les provisions constituées au 31 Décembre 2019 portent principalement sur les risques liés aux maladies professionnelles non couverts par la compagnie d'assurance durant la période 2003 à 2006

(b) Provision pour démantèlement et remise en état de sites (Réhabilitation)

NOTE 20 : AVANTAGES DU PERSONNEL

Les hypothèses retenues au 1er janvier 2006, au 31 décembre 2006 et au 31 décembre 2019 se détaillent comme suit :

Au 1er janvier 2006 :

Hypothèses économiques :

- Date d'évaluation :	01.01.2006
- Taux d'inflation :	1,50%
- Taux d'inflation médicale :	4%
- Taux d'actualisation	
- Frais de santé	6,20% ou 6,95% selon les entités
- Indemnité de fin de carrière	6,20%
- Taux moyen des charges sociales	15,00%
- Taux d'augmentation des rémunérations (brut d'inflation)	3,50%
- Taux de revalorisation des indemnités forfaitaires	1,50%

Hypothèses démographiques :

- Mortalité	TVF 88-90
- Invalidité	Non prise en compte

- Taux de mobilité par tranches d'âges

Tranches d'âges	Cadres	Non cadres
29 ans et avant	20,00%	10,00%
30 à 34 ans	10,00%	5,00%
35 à 39 ans	7,50%	3,75%
40 à 44 ans	5,00%	2,50%
45 à 49 ans	2,00%	1,00%
50 ans et plus	0,00%	0,00%

- Taux d'occupation jusqu'à la retraite Identique à celui de la date d'évaluation

- Age de départ à la retraite Personnel non minier : 60 ans

Personnel minier : 55 ans

Au 31 décembre 2014

- Date d'évaluation : 31.12.2019

- Taux d'actualisation

Frais de santé 3,70%

Indemnité de fin de carrière 3,70%

Le reste des hypothèses économiques et démographiques est resté inchangé par rapport au 1er janvier 2006.

Conformément à la norme IAS 19 révisée, le Groupe comptabilise immédiatement la totalité des écarts actuariels en autres éléments du résultat global

Le Groupe estime que les hypothèses actuarielles retenues sont appropriées et justifiées mais les modifications qui y seront faites dans le futur peuvent cependant avoir un impact significatif sur le montant des engagements ainsi que sur le résultat du Groupe. Le test de sensibilité au taux d'actualisation est effectué à la date de clôture annuelle.

Au 31 Décembre 2019

Autres avantages long terme

en millions de MAD au x	Retraites et indemnités assimilées		Avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi autres que les	
	31-déc-18	31-déc-19	30-jui-19	31-déc-19
Montant des engagements à l'ouverture de l'exercice	70,8	72,7	107,3	120,0
Coût des services	6,0	9,1	11,4	12,0
Charge d'intérêt	2,6	2,6	4,3	4,9
Cotisations des participants	0,0	0,0	0,0	0,0
Modifications des plans (Coût des services passés)	0,0	0,0	0,0	0,0
Variations de périmètre / Business Combination (seulement si significatif)	0,0	0,0	0,0	0,0
Réduction	0,0	0,0	0,0	0,0
Liquidation de régimes	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations payées	-5,0	-4,3	-2,6	-3,5
Pertes / Gains actuariels	-1,7	-0,9	-0,4	12,5
Ecarts de Change	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres: Reclassement IFRS 5 (groupes destinés à être cédés)	0,0	0,0	0,0	0,0
Montant des engagements à la clôture de l'exercice	72,7	79,2	120,0	145,9

en millions de MAD au x	Retraites et indemnités assimilées		Avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi autres que les	
	31-déc-18	31-déc-19	31-déc-18	31-déc-19
Valeur de marché des actifs affectés aux plans à l'ouverture	0,0	0,0	0,0	0,0
Rendement attendus des actifs	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations de l'employeur	5,0	4,3	2,6	3,5
Cotisations des participants	0,0	0,0	0,0	0,0
Variations de périmètre / Business Combination (seulement si significatif)	0,0	0,0	0,0	0,0
Réduction	0,0	0,0	0,0	0,0
Liquidation de régimes	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations payées	-5,0	-4,3	-2,6	-3,5
Pertes/Gains actuariels	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecarts de conversion	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0
Valeur de marché des actifs affectés aux plans à la clôture	0,0	0,0	0,0	0,0

en millions de MAD au x	Retraites et indemnités assimilées		Avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi autres que les	
	31-déc-18	31-déc-19	31-déc-18	31-déc-19
Coût des services	6,0	9,1	11,4	12,0
Charge d'intérêt	2,6	2,6	4,3	4,9
Rendements attendus des actifs	0,0	0,0	0,0	0,0
Effet de la limitation des surplus	0,0	0,0	0,0	0,0
Amortissement du coût des services passés	0,0	0,0	0,0	0,0
Amortissement des pertes/gains actuariels	0,0	0,0	0,0	0,0
Réduction	0,0	0,0	0,0	0,0
Liquidation suppression	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0
Charge de la période	8,6	11,7	15,7	16,9

IV - COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS

en millions de MAD au x	Retraites et indemnités assimilées		Avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi autres que les	
	31-déc-18	31-déc-19	31-déc-18	31-déc-19
Engagement net	72,7	79,2	120,0	145,9
Limitation de l'actif de retraite	0,0	0,0	0,0	0,0
Coûts des services passés non reconnus	0,0	0,0	0,0	0,0
Gains/Pertes actuariels non reconnus	0,0	0,0	0,0	0,0
Actif/Provision net figurant au bilan	72,7	79,2	120,0	145,9

en millions de MAD au x	31-déc-18		31-déc-19	
	Montant (Provisions) à l'ouverture	-178,1	-192,7	
Dotations de la période / Charges de la période (y compris les reprises de provision)	-24,3	-28,6		
Reprises pour utilisation / Prestations payées	7,8	7,8		
Variation de périmètre	0,0	0,0		
Business combination (seulement si significatif)	0,0	0,0		
Ecart de conversion	0,0	0,0		
Coût de services passés	0,0	0,0		
OCI (première application IAS 19 R)	2,1	-11,8		
Montant (Provisions) à la clôture	-192,7	-225,1		

Sensibilité de l'engagement par rapport au taux d'actualisation

	31-déc-19
Sensibilité de l'engagement	-8,4%
Sensibilité du coût des services	-13,9%
Sensibilité de la charge d'intérêt (taux d'actualisation)	27,8%

Sensibilité de l'engagement par rapport au taux d'inflation médicale

	31-déc-19
Sensibilité de l'engagement	12,3%
Sensibilité du coût des services	18,2%
Sensibilité de la charge d'intérêt (taux d'actualisation)	39,1%

NOTE 21 : DETTES FINANCIERES

Les dettes financières courantes et non courantes du Groupe se décomposent comme suit :

En Millions de MAD	Décembre 2019	Décembre 2018
Emprunts obligataires	1.120,0	1.250,0
Emprunts auprès des établissements de crédit	1.325,5	290,2
Dettes	144,9	24,9
Autres dettes financières	-	-
Instruments financiers dérivés	-	-
Total dettes financières non courantes	2.590,4	1.565,0
Emprunts obligataires	-	-
Emprunts auprès des établissements de crédit	2.692,7	1.823,0
Dettes de location financement	-	-
Instruments financiers dérivés	10,3	26,8
Total dettes financières courantes	2.703,0	1.849,8
Total	5.293,4	3.414,8

Les dettes financières non courantes ont connu une hausse de 1025 millions de dirhams expliquée par :

Remboursement emprunt -182 mdhs, nouveaux emprunts + 1217mdhs

Remboursement des billets de trésorerie d'une valeur de 300 MMAD en janvier 2019
Remboursement de l'emprunt obligataire pour un montant de MMAD 950 en Août 2019.
Emission de billets de trésorerie de MMAD 1 000 émis auprès d'AWB.

Nouveaux emprunts de 120 MMAD en décembre 2019

NOTE 22 : DETTS FOURNISSEURS ET AUTRES CREDITEURS

Par échéance en millions de MAD	- 1 an (*)	1 à 5 ans	+ 5 ans	Clôture
Dettes fournisseurs	902	-	-	902
Autres créditeurs	1.037	2	-	1.037
Au 31 décembre 2019	1.940	2	-	1.940
	0	0	0	0
Au 31 décembre 2018	1.854	7	-	1.856

IV - COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS

NOTE 23 : INSTRUMENTS FINANCIERS

23.1 Juste valeur des actifs financiers

En raison de leur caractère court terme, la valeur comptable des créances d'exploitation, de la trésorerie, des comptes courants de trésorerie est une estimation de leur juste valeur.

La juste valeur des autres instruments financiers est déterminée par référence au prix de marché résultant d'échanges sur une bourse de valeurs nationales ou un marché de gré à gré.

Lorsqu'aucun cours de marché coté n'est disponible, la juste valeur est estimée à partir d'autres méthodes de valorisation, telle que la valeur actualisée des flux de trésorerie. En tout état de cause, l'estimation des valeurs de marché se fonde sur une certaine interprétation des informations de marché nécessaires à la valorisation. L'utilisation de différentes estimations, méthodes et hypothèses peut avoir un effet important sur les montants estimés de juste valeur. Les méthodes utilisées sont les suivantes :

- Titres de participation dans des sociétés non consolidées :
- Pour les actions de sociétés cotées, la juste valeur est déterminée sur la base du cours de bourse publié le jour de la clôture considérée.
- Pour les actions de sociétés non cotées, lorsque la juste valeur ne peut être déterminée de façon fiable, les titres sont valorisés à la quote-part de situation nette IFRS, ou à défaut à la quote-part de la situation nette établie selon les règles marocaines. En l'absence d'information sur la situation nette IFRS ou Maroc Gaap, les titres sont valorisés à leur coût.
- Instruments dérivés : la valeur de marché des opérations de taux, de change et de matières est estimée à partir de valorisations provenant des contreparties bancaires ou de modèles financiers communément utilisés sur les marchés financiers, sur la base des données de marché à la date de clôture de l'exercice.

23.2 Juste valeur des passifs financiers

En raison de leur caractère court terme, la valeur comptable des concours bancaires courants, des dettes fournisseurs et autres créditeurs et des emprunts à court terme apparaît comme une estimation de leur juste valeur.

La juste valeur des autres instruments financiers est déterminée par référence au prix de marché résultant d'échanges sur une bourse de valeurs nationales ou un marché de gré à gré.

Lorsqu'aucun cours de marché coté n'est disponible, la juste valeur est estimée à partir d'autres méthodes de valorisation, telle que la valeur actualisée des flux de trésorerie. En tout état de cause, l'estimation des valeurs de marché se fonde sur une certaine interprétation des informations de marché nécessaires à la valorisation. L'utilisation de différentes estimations, méthodes et hypothèses peut avoir un effet important sur les montants estimés de juste valeur. Les méthodes utilisées sont les suivantes :

- Dettes de financement : la juste valeur des dettes de financement (emprunts obligataires, dettes auprès des établissements de crédit...) correspond à leur coût amorti (valeur nominale diminuée des frais d'émission de l'emprunt si ces derniers représentent au moins 1% de cette valeur).
- Instruments dérivés : la valeur de marché des opérations de taux et de change est estimée à partir de valorisations provenant des contreparties bancaires ou de modèles financiers communément utilisés sur les marchés financiers, sur la base des données de marché à la date de clôture de l'exercice.

Le tableau ci-après détaille la valeur comptable et la juste valeur des passifs financiers comptabilisés au bilan pour lesquels ces deux valeurs sont identiques :

En millions de MAD	31-déc-19	31-déc-18
	Valeur comptable <=> Juste valeur	
Concours bancaires courants	2 692,7	1 823,0
Fournisseurs et autres créditeurs	1 939,4	1 852,9
Emprunts obligataires	1 120,0	1 250,0
Dettes de location financement	144,5	24,9
Autres passifs financiers	10,3	26,8
Options de vente octroyées à des minoritaires		
Dettes de financement	1 325,5	290,2
Total	7 232,4	5 267,7

23.3 Gestion des risques

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés pour gérer son exposition aux fluctuations de cours de change et de prix de matières premières.

Les risques de change et de matières premières font l'objet d'une gestion décentralisée au niveau des filiales qui gèrent en concertation avec le holding, leurs risques de marchés.

23.4 Risque de prix couverts :

Compte tenu de la nature de ses activités, le Groupe Managem est largement exposé aux fluctuations des prix des matières premières qu'il commercialise aux taux de change avec lesquels sont libellées ses ventes.

La politique de couverture vise à protéger le Groupe Managem des risques de prix susceptibles d'avoir un impact significatif sur sa rentabilité à court et à moyen terme.

Pour gérer ces risques de marchés, le recours aux instruments financiers dérivés (matières premières et change), est admis dans l'objectif exclusif de couverture.

Les produits dérivés utilisés par le groupe sont qualifiés de couverture de flux de trésorerie (cash-flow hedge) ou de Trading

24.4.1.1 Risques de prix des métaux

Managem couvre le risque attribuable aux variations du prix de vente des métaux, qui sont exprimées en dollars US.

La relation de couverture correspond à la couverture de flux de trésorerie futurs, issus de ventes futures de matières premières (zinc, plomb, cuivre, argent et or) déterminées en fonction d'un planning de production.

Les instruments dérivés ont vocation à couvrir un budget prévisionnel soit des flux de trésorerie futurs. C'est une relation de type cash-flow hedge.

24.4.1.2 Risques de change

La politique du risque de change au sein du groupe vise à couvrir les expositions budgétaires en devises hautement probables et /ou les engagements fermes à l'importation et à l'exportation.

IV - COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS

Les expositions futures en devises sont déterminées dans le cadre d'une procédure budgétaire régulièrement réactualisée.

L'horizon de couverture actuel, n'excède pas l'année à chaque date de clôture.

Les instruments de couverture de change ont vocation à couvrir un budget prévisionnel soit des flux de trésorerie futurs. C'est une relation de type cash-flow hedge.

24.4.2 Comptabilisation au 31/12/2019

24.4.2.1 Risque sur matières premières

Au 31 décembre 2019, l'enregistrement dans le bilan à la juste valeur des produits dérivés liés à la couverture du risque de matières premières s'est traduit par gain de 4,4 MMAD enregistrée pour 9,7

MMAD en couverture de flux de trésorerie et -5,3 MMAD en Trading.

En millions de MAD	31-déc-18	31-déc-19
	Total Mtm	Total Mtm
Couverture de flux de trésorerie (a)	7,8	9,7
Argent	0,0	-2,1
Or		0,4
Zinc	2,9	10,0
Plomb	0,0	0,3
Cuivre	4,9	-4,1
Cobalt	0,0	5,1
Dérivés classés en trading (b)	0,0	-5,3
Total (a) + (b)	7,8	4,4

24.4.2.2 Risque de change :

Au 31 décembre 2019, la valeur de marché des produits dérivés liés à la couverture du risque de change est de 0,0 MMAD

En millions de MAD	31-déc-18	31-déc-19
	Total Mtm	Total Mtm
Couverture des flux de trésorerie	-26,7	0,0
Dérivés non qualifiés de couverture	0,0	0,0
Total	-26,7	0,0

24.4.3 Analyse de sensibilité

24.4.3.1 Risque de matières premières

Le niveau de la juste valeur des dérivés sur les matières premières du groupe au 31 décembre 2019 est de +3,8 MMAD.

En millions de MAD	MTM au 31/12/2019(a)	Mtm +10% variation (b)	Variation Total du MTM (b-a)	Impact sur le résultat	Impact sur les capitaux propres
+10% sous-jacent	3,8	-100,0	-103,9	-3,3	-96,7
Argent	-5,2	-35,2	-29,9	-2,0	-33,2
Or	5,0	-8,4	-13,4	-	-8,4
Zinc	7,9	-8,0	-15,9	-1,3	-6,7
Plomb	0,3	-0,2	-0,5	-	-0,2
Cuivre	-4,1	-48,2	-44,1	-	-48,2

Le scénario correspond à des variations de cours des métaux de +10% maximisant le risque sur matières premières du Groupe, à savoir une hausse de +10% des cours de l'Argent, de l'Or, du Zinc, du Plomb et du Cuivre par rapport aux cours spot de clôture entraînerait une perte de -100,0 MMAD enregistrée en capitaux propres pour un montant de -96,7 Mdhs et -3,3 en résultat, soit une variation de --103,9 MMAD.

En millions de MAD	Mtm au 31/12/2019(a)	Mtm -10% variation (b)	Variation Total du MTM (b-a)	Impact sur le résultat	Impact sur les capitaux propres
- 10% sous-jacent	6,8	106,3	99,5	-10,9	117,2
Argent	- 0,3	29,6	29,9	-5	34,3
Or	- 0,0	10,8	10,9	-	10,8
Zinc	3,8	26,8	22,9	-3	29,8
Plomb	-	0,9	0,9	-3	4,0
Cuivre	3,4	38,3	34,9	-	38,3

Le scénario correspondant à des variations de cours des métaux de -10% minimisant le risque sur matières premières du Groupe, à savoir une baisse de -10% des cours de l'Argent, de l'Or, du Zinc, du Plomb et du Cuivre par rapport aux cours spot de clôture entraînerait un gain de 106,3 MMAD enregistrée en capitaux propres pour 117,2 Mdhs et -10,9 en résultat, soit une variation de +99,5 MMAD.

24.4.3.2 Risque de change

Le niveau de la juste valeur des dérivés de change du groupe au 31 décembre 2019 est de 0,0 MMAD.

IV - COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS

En millions de MAD	Mtm au 31/12/2019(a)	Mtm +10% variation (b)	Variation Total du MTM (b-a)	Impact sur le résultat	Impact sur les capitaux propres
+ 10% sous-jacent	-	-	-	-	-
Managem	-	-	-	-	-

En millions de MAD	Mtm au 31/12/2019(a)	Mtm +10% variation (b)	Variation Total du MTM (b-a)	Impact sur le résultat	Impact sur les capitaux propres
- 10% sous-jacent	-	-	-	-	-
Managem	-	-	-	-	-

Au 31 décembre 2019, les flux contractuels (principal et intérêts) non actualisés sur l'encours des passifs financiers par date de maturité sont les suivants :

En Millions de MAD	Décembre 2019	Décembre 2018
Emprunts obligataires	1.120	1.250
Emprunts auprès des établissements de crédit	1.325	290
Dettes de location financement	144	25
Autres dettes financières	-	-
Instruments financiers dérivés	-	-
Total dettes financières non courantes	2.590	1.565
Emprunts obligataires	-	-
Emprunts auprès des établissements de crédit	2.693	1.823
Dettes de location financement	-	-
Instruments financiers dérivés	10	27
Total dettes financières courantes	2.703	1.850
Total	5.293	3.415

NOTE 24 : AUTRES ENGAGEMENTS

Engagements donnés

En Millions de MAD	Décembre 2019	Décembre 2018
Avais, cautions et garanties donnés	96,9	85,6
Dettes garanties par des actifs nantis ou hypothéqués	-	-
Autres engagements donnés	0,0	3,8
Total	96,9	89,4

Engagements reçus

En Millions de MAD	Décembre 2019	Décembre 2018
Avais, cautions et garanties reçus	11,3	11,3
Nantissement et hypothèques reçus	-	-
Autres engagements reçus	-	-
Total	11,3	11,3

NOTE 25 : PASSIFS EVENTUELS

Aucun.

NOTE 26 : PARTIES LIEES

26.1 Transactions avec les autres parties liées

Les transactions avec les autres parties liées se décomposent de la façon suivante :

En Millions de MAD	31-déc-19	31-déc-18
Actif		
Créances client (net)	-	-
Autres débiteurs courants		
Autres actifs non courants		
	-	-
Passif		
Dettes fournisseurs	3,9	5,6
Autres dettes courantes (CCA)	0,0	
Autres dettes à long terme		
	3,9	5,6

En Millions de MAD	31-déc-19	31-déc-18
Chiffre d'affaires		
Autres produits		
Achats et autres charges externes	17,2	19,0
Autres (FF)	0,0	18,8
	17,2	37,8

Les autres parties liées comprennent la maison mère ALMADA Les transactions portent sur les intérêts sur avances en comptes courants et les rémunérations de gestions.

NOTE 27 : TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

27.1 Détail de l'incidence de la variation du BFR sur la trésorerie de l'exercice

En Millions de MAD	31-déc-19	31-déc-18
Variation des stocks	-34,8	-274,7
Variation des créances	-377,8	819,3
Variation des dettes	224,1	-356,1
Variation du BFR	-188,6	188,4

27.2 Réconciliation de la trésorerie affichée au bilan et au TFT

En Millions de MAD	31-déc-19	31-déc-18
Trésorerie et équivalents de trésorerie nette - bilan	-1 576,0	-885,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie - TFT	-1 576,0	-885,0

NOTE 28 : EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

En janvier 2020, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a qualifié le COVID 19 comme une urgence sanitaire mondiale.

Le 2 mars de la même année, le Maroc a enregistré le 1er cas d'infection au COVID 19 et depuis cette date, le Gouvernement Marocain a pris un certain nombre de mesures, notamment le décret de l'état d'urgence sanitaire à partir du 20 mars 2020 à 18h.

De même, et sous les Hautes Directives Royales de notre Souverain que Dieu l'assiste, un Compte spécial dédié à la lutte contre cette pandémie a été créé, destiné à accueillir les dons des organismes étatiques ainsi que des opérateurs privés.

A ce titre, dans un élan de solidarité national, le Groupe Managem a mobilisé toutes ses énergies avec dévouement et enthousiasme pour soutenir toutes les initiatives à même de permettre de faire face aux conséquences néfastes de crise sanitaire.

Ces actions de solidarité devront affecter naturellement les états financiers du Groupe des périodes closes au cours de l'exercice 2020.

Par ailleurs, cette pandémie pourrait avoir des impacts sur les activités du Groupe, en raison principalement de :

1. Importante baisse des cours des métaux de base et de la Fluorine sur les marchés mondiaux;
2. Arrêt momentané de certaines unités de production sur recommandation de la cellule de crise COVID-19, et par principe de précaution pour préserver la santé de nos collaborateurs ;

Enfin, COVID 19 risque d'avoir un impact significatif au niveau de plusieurs rubriques des états financiers arrêtés en 2020, dont :

- la baisse du chiffre d'affaires suite à la baisse des cours des métaux ;
- la dépréciation du goodwill, des immobilisations corporelles et incorporelles ;
- la dépréciation des stocks des produits finis ;
- les impôts différés actifs ;

Tout en étant mobilisé pour atténuer les effets négatifs de cette pandémie sur les plans (opérationnel, Risk management, comptable,Etc.), le Groupe ne peut fournir à la date d'arrêtés des présents états financiers d'estimations fiables des impacts de cette crise sanitaire sur les comptes de l'exercice 2020.

Par conséquent, du fait même de la poursuite de l'ensemble de nos activités pendant cette période de crise COVID 19, nous estimons en toute bonne foi et au mieux de notre connaissance que la continuité d'exploitation n'est pas remise en cause et que la trésorerie du groupe ne subit pas de forte pressions en raison notamment de lignes de crédits souscrites

NOTE 29 : PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 31 DECEMBRE 2019

Dénomination sociale		Dec.2019 % intérêt	Déc. 2018 % intérêt	Méthode de consolidation
Managem	Maroc	100.00%	100.00%	Consolidante
Compagnie Minière des Guemmassas	Maroc	86.96%	76.91%	IG(*)
Compagnie de Tifnout Tighanimine	Maroc	99.77%	99.77%	IG
Akka Gold Mining	Maroc	93.48%	88.46%	IG
Manatrade	Suisse	100.00%	100.00%	IG
Manadist	Suisse	100.00%	100.00%	IG
Managem international	Suisse	100.00%	100.00%	IG
Société Métallurgique d'Imiter	Maroc	80.26%	80.26%	IG
Société Anonyme d'entreprise Minière	Maroc	99.77%	99.77%	IG
Somifer	Maroc	99.77%	99.77%	IG
Reminex	Maroc	100.00%	100.00%	IG
Techsub	Maroc	99.87%	99.87%	IG
Cie minière SAGHRO	Maroc	100.00%	100.00%	IG
REG	Gabon	75.00%	75.00%	IG
Lamikal	RDC	20.00%	20.00%	ME **
Cie minière de DADES	Maroc	100.00%	100.00%	IG
Cie minière d'OUMJRANE	Maroc	100.00%	100.00%	IG
MANUB	Soudan	78.00%	69.42%	IG
MCM	Soudan	100.00%	89.00%	IG
MANAGOLD	EAU	100.00%	100.00%	IG
TRADIST	EAU	100.00%	100.00%	IG
Managem Gabon	Gabon	100.00%	100.00%	IG
SMM	Guinée	85.00%	59.50%-	IG
Manacet	Maroc	100.00%	70.00%	IG

› RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES



Fidaroc Grant Thornton
47, rue Allal Ben Abdellah
20 000 Casablanca
Maroc



Deloitte Audit
Bd Sidi Mohammed Ben Abdellah
Bâtiment C- Tour Ivoire 3- 3ème étage
La Marina Casablanca
Maroc

Aux Actionnaires de la Société

MANAGEM S.A.

TWIN CENTER- Tour A, Angle Bd Zerkouni et Bd Al Massira Al Khadra
Casablanca

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2019

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la Société MANAGEM S.A. comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de MAD 2.381.866.064,06 dont une perte nette MAD 778.564.791,14. Ces états ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 20 Mars 2020 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à date.

Responsabilité de la Direction

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'Auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états de synthèse contiennent des anomalies significatives. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états de synthèse.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.



Opinion sur les états de synthèse

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société MANAGEM S.A. au 31 décembre 2019 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le fait que les situations financières des filiales Akka Gold Mining (AGM) et Compagnie Minière de Guemassa (CMG) font apparaître des moins-values latentes au niveau de Managem SA. La Direction de la Société estime que les résultats futurs d'AGM, compte tenu du développement significatif de l'activité cuivre, présentent des perspectives d'évolution favorable. Elle estime également que la situation de CMG est conjoncturelle et présente des perspectives favorables. Ainsi, Managem SA estime que ces participations ne devraient pas nécessiter de dépréciation.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration, arrêté le 20 mars 2020, destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la Société.

S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes.

Casablanca, le 29 avril 2020

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON

FIDAROC GRANT THORNTON
Membre du Réseau Grant Thornton
International
47 Rue Allal Ben Abdellah - Casablanca
Tél: 05 22 54 48 00 Fax: 05 22 29 66 70

Faïçal MEKOUAR
Associé

DELOITTE AUDIT

Deloitte Audit
Bd Sidi Mohammed Ben Abdellah
Bâtiment C- Tour Ivoire 3- La Marina
Casablanca
Tél: 05 22 22 40 25 / 05 22 22 47 34
Fax: 05 22 22 40 18 / 47 59

Sakina BENSOUA KORACHI
Associée

› RAPPORT D'AUDIT SUR LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS



Fidaroc Grant Thornton
47, rue Allal Ben Abdellah
20 000 Casablanca
Maroc



Deloitte Audit
Boulevard Sidi Mohammed Ben Abdellah
Bâtiment C / Ivoire III – Etage 3
La Marina – Casablanca

Aux Actionnaires de la Société
MANAGEM S.A.

TWIN CENTER- Tour A, Angle Bd Zerktouni et Bd Al Massira Al Khadra
Casablanca

RAPPORT D'AUDIT SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2019

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés, ci-joints, de la Société MANAGEM S.A. et ses filiales (Groupe MANAGEM) comprenant l'état de la situation financière au 31 décembre 2019, ainsi que le compte de résultat, l'état du résultat global, l'état de variation des capitaux propres et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives. Ces états financiers font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de 4.866,1 millions de dirhams dont une perte nette consolidée de 389,8 millions de dirhams. Ces états ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 20 Mars 2020 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à date.

Responsabilité de la Direction

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états financiers ne comportant pas d'anomalie significative, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'Auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.



Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

A notre avis, les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'ensemble du Groupe MANAGEM constitué par les entités comprises dans la consolidation au 31 décembre 2019, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière.

Autre point

Pour les événements survenus et les éléments connus postérieurement à la date d'arrêtés des états de synthèse relatifs aux effets de la pandémie de Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes.

Casablanca, le 29 avril 2020

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON

FIDAROC GRANT THORNTON
Membre du Réseau Grant Thornton
International
47 Rue Allal Ben Abdellah - Casablanca
Tél: +05 22 54 48 00 Fax: 05 22 29 66 70

Faïçal MEKOUAR
Associé

DELOITTE AUDIT

Deloitte Audit
Boulevard Sidi Mohammed Ben Abdellah
Bâtiment C / Ivoire III – Etage 3
La Marina – Casablanca
Tél: +05 22 40 21 / 05 22 22 47 34
Fax: 05 22 22 40 18 / 47 58

Sakina BENSOUA KORACHI
Associée

› RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES



Deloitte.

Deloitte Audit
Bd Sidi Mohammed Ben Abdellah
Bâtiment C- Tour Ivoire 3- 3^{ème} étage
La Marina- CASABLANCA



Deloitte.

Aux Actionnaires de la Société
MANAGEM S.A.

TWIN CENTER, Tour A, Angle Bd Zerktouni et Bd Al Massira Al Khadra
Casablanca

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2019

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre Société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées conformément aux dispositions des articles 56 à 59 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée.

Il nous appartient de vous présenter les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisées par le Président du Conseil d'Administration ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé, ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon la loi ci-dessus, de vous prononcer sur leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard des normes de la profession au Maroc. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été communiquées avec les documents de base dont elles sont issues.

I. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE

Le Président de votre Conseil d'Administration ne nous a donné avis d'aucune convention nouvelle conclue au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

II. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DES EXERCICES ANTERIEURS ET DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE

2.1 Convention de mise à disposition du personnel conclue avec la société LA MINIERE DE LA LUKUGA S.P.R.L (LAMILU) faisant partie du GROUPE MANAGEM

- Nature et objet de la convention :

Cette convention prévoit la mise à disposition du personnel de MANAGEM SA et ses filiales au profit de la société LAMILU en République Démocratique du Congo (RDC).

- Modalités essentielles :

Cette prestation de mise à disposition du personnel est facturée au prix coûtant, toutes charges comprises.

- Montant comptabilisé : Cette convention n'a pas produit d'effet au cours de l'exercice 2019.
- Montant encaissé ou décaissé : Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé au cours de l'exercice 2019.

2.2 Convention de mise à disposition du personnel conclue avec la société TANGANYIKA MINING COMPANY (TMC) faisant partie du GROUPE MANAGEM

- Nature et objet de la convention :

Cette convention prévoit la mise à disposition du personnel de MANAGEM et ses filiales au profit de la société TMC en République Démocratique du Congo (RDC).

- Modalités essentielles :

Cette prestation de mise à disposition du personnel est facturée au prix coûtant, toutes charges comprises.

- Montant comptabilisé : Cette convention n'a pas produit d'effet au cours de l'exercice 2019.

- Montant encaissé ou décaissé : Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé au cours de l'exercice 2019.

2.3 Convention de mise à disposition du personnel conclue avec la société CTT filiale de MANAGEM

- Nature et objet de la convention :

Cette convention prévoit la mise à disposition du personnel de MANAGEM SA au profit de la société CTT.

- Modalités essentielles :

Cette prestation de mise à disposition du personnel est facturée au prix coûtant, toutes charges comprises.

- Montant comptabilisé : Cette convention n'a pas produit d'effet au cours de l'exercice 2019.

- Montant encaissé ou décaissé : Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé au cours de l'exercice 2019.

2.4 Convention de mise à disposition du personnel conclue avec la société MCM (Managem International For Mining Compagny) filiale de MANAGEM

- Nature et objet de la convention :



- Montant comptabilisé : Cette convention n'a pas produit d'effet au cours de l'exercice 2019.
- Montant encaissé ou décaissé : Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé au cours de l'exercice 2019.

2.2 Convention de mise à disposition du personnel conclue avec la société TANGANYIKA MINING COMPANY (TMC) faisant partie du GROUPE MANAGEM

- Nature et objet de la convention :
Cette convention prévoit la mise à disposition du personnel de MANAGEM et ses filiales au profit de la société TMC en République Démocratique du Congo (RDC).

- Modalités essentielles :
Cette prestation de mise à disposition du personnel est facturée au prix coûtant, toutes charges comprises.

- Montant comptabilisé : Cette convention n'a pas produit d'effet au cours de l'exercice 2019.
- Montant encaissé ou décaissé : Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé au cours de l'exercice 2019.

2.3 Convention de mise à disposition du personnel conclue avec la société CTT filiale de MANAGEM

- Nature et objet de la convention :
Cette convention prévoit la mise à disposition du personnel de MANAGEM SA au profit de la société CTT.

- Modalités essentielles :
Cette prestation de mise à disposition du personnel est facturée au prix coûtant, toutes charges comprises.

- Montant comptabilisé : Cette convention n'a pas produit d'effet au cours de l'exercice 2019.
- Montant encaissé ou décaissé : Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé au cours de l'exercice 2019.

2.4 Convention de mise à disposition du personnel conclue avec la société MCM (Managem International For Mining Compagny) filiale de MANAGEM

- Nature et objet de la convention :



2.7 Convention de mise à disposition du personnel conclue avec la société COMISA (Compagnie Minière les SARAS) en République du Congo filiale du GROUPE MANAGEM

- Nature et objet de la convention :
Cette convention prévoit la mise à disposition du personnel de MANAGEM SA au profit de la société COMISA en République du Congo.

- Modalités essentielles :
Cette prestation de mise à disposition du personnel est facturée au prix coûtant, toutes charges comprises.

- Montant comptabilisé : Cette convention n'a pas produit d'effet au cours de l'exercice 2019.
- Montant encaissé ou décaissé : Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé au cours de l'exercice 2019.

2.8 Convention de mise à disposition du personnel conclue avec la société Managem Gabon filiale du GROUPE MANAGEM

- Nature et objet de la convention :
Cette convention prévoit la mise à disposition du personnel de MANAGEM SA au profit de la société Managem Gabon.

- Modalités essentielles :
Cette prestation de mise à disposition du personnel est facturée au prix coûtant, toutes charges comprises.

- Montant comptabilisé : Cette convention n'a pas produit d'effet au cours de l'exercice 2019.
- Montant encaissé ou décaissé : Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé au cours de l'exercice 2019.

2.9 Convention de mise à disposition des cadres conclue avec la société REMINEX filiale de MANAGEM

- Nature et objet de la convention :
Cette convention prévoit la mise à disposition des cadres de REMINEX au profit de MANAGEM S.A.

- Modalités essentielles :
Cette prestation de mise à disposition des cadres est facturée au prix coûtant, toutes charges comprises.



- Montant comptabilisé : Au titre de l'exercice 2019, la charge comptabilisée par MANAGEM dans le cadre de cette convention s'élève à KMAD 10.256 Hors taxes.
- Montant décaissé : Le montant décaissé au cours de l'exercice s'élève à KMAD 11.364 TTC.

2.10 Conventions de rémunérations de gestion conclues entre MANAGEM SA et ses filiales

2.10.1 Convention d'administration des affaires

- Nature et objet de la convention :

Cette convention porte sur les prestations fournies par MANAGEM SA à ses filiales dans les domaines de la Direction Générale, de la gestion courante des opérations de trésorerie, du contrôle de gestion, de l'assistance financière, juridique, fiscale, du développement et de l'administration des systèmes d'information, de la commercialisation et de l'administration des ventes.

- Modalités essentielles :

La rémunération varie selon les filiales, entre 1,65 % et 4,65 % du chiffre d'affaires hors taxes.

- Montant comptabilisé : Au titre de l'exercice 2019, le produit comptabilisé par MANAGEM dans le cadre de cette convention s'élève à KMAD 131.940 Hors taxes détaillé comme suit par filiale :

<u>Filiale</u>	<u>Taux</u>	<u>Rémunération</u>
CMG	1,65 %	13 536 831.00
CTT	1,65 %	16 502 357.76
SMI	4,65 %	39 414 896.52
SAMINE	4,15% et 4,65%	12 242 187.43
AGM	3,15 %	11 984 969.17
REMINEX	3,15 %	5 277 252.72
TECHSUB	1,65 %	2 760 048.67
SMM	5,00 %	0,00
CMO	3,15 %	4 261 810.61
MANUB	2,5 %	20 323 352.33
SOMIFER	1,65 %	5 636 198.91
Total		<u>131 939 905.12</u>



2.10.2 Convention de gestion et de suivi des approvisionnements

- Nature et objet de la convention :

La convention prévoit que MANAGEM SA assure les approvisionnements en consommables et pièces de rechange pour les besoins de l'exploitation et de la maintenance de ses filiales.

- Modalités essentielles :

La rémunération est fixée à 5% des achats stockés pour SMM et à 3% pour le reste des filiales.

- Montant comptabilisé : Au titre de l'exercice 2019, le produit comptabilisé par MANAGEM dans le cadre de cette convention s'élève à KMAD 43.508 Hors taxes détaillé comme suit par filiale :

<u>Filiale</u>	<u>Taux</u>	<u>Rémunération</u>
CMG	3 %	8 149 829.58
CTT	3 %	6 774 480.67
SMI	3 %	4 400 681.82
SAMINE	3 %	1 309 461.75
AGM	3 %	2 556 984.02
REMINEX	3 %	157 962.16
TECHSUB	3 %	1 177 899.84
SMM	5 %	11 886 094.89
SOMIFER	3 %	1 179 468.78
CMO	3 %	1 242 956.28
MANUB	3 %	4 672 493.82
Total		<u>43 508 313.61</u>

2.10.3 Convention d'administration du personnel

- Nature et objet de la convention :

Cette convention prévoit que MANAGEM SA assure la gestion de la paie, le recrutement des agents de maîtrise et des ouvriers, la formation, la communication et la mise en place de la démarche qualité.

- Modalités essentielles :

La rémunération est fixée à 5% des achats stockés pour SMM et à 2,5% pour le reste des filiales.

- Montant comptabilisé : Au titre de l'exercice 2019, le produit comptabilisé par MANAGEM dans le cadre de cette convention s'élève à KMAD 24.090 Hors taxes détaillé comme suit par filiales :



<u>Filiale</u>	<u>Taux</u>	<u>Rémunération</u>
CMG	2,5 %	4 099 195.24
CTT	2,5 %	5 435 109.84
SMI	2,5 %	5 579 446.58
SAMINE	2,5 %	1 428 524.13
AGM	2,5 %	1 176 851.45
REMINEX	2,5 %	2 254 613.88
TECHSUB	2,5 %	1 719 851.13
SMM	5 %	151 346.72
SOMIFER	2,5 %	788 225.43
MANUB	2,5 %	344 782.78
CMO	2,5 %	1 112 015.77
Total		24 089 962.95

- Montant encaissé : En vertu des trois conventions de gestion précitées conclues entre MANAGEM SA et ses filiales (convention d'administration des affaires, de gestion des approvisionnements et administration de personnel), le montant encaissé au cours de l'exercice 2019 s'élève à KMAD 168.496.

2.11 Convention de gestion de couverture des métaux conclue entre MANAGEM SA et ses filiales AGM, CMG et SMI.

- Nature et objet de la convention :
Cette convention prévoit la réalisation par MANAGEM SA pour le compte de ses filiales AGM, CMG et SMI des opérations de couverture de métaux.
- Modalités essentielles :
L'encours global de ces opérations de couverture, assorties d'une garantie de MANAGEM SA s'élève à MAD 4 402 460,56 au 31 décembre 2019. Cette prestation n'est pas rémunérée.
- Montant comptabilisé : Cette convention n'a pas produit d'effet au cours de l'exercice 2019.
- Montant encaissé ou décaissé : Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé au cours de l'exercice 2019.

2.12 Convention de gestion de couverture conclue avec la société RGGG faisant partie du GROUPE MANAGEM.

- Nature et objet de la convention :
Cette convention prévoit la mise en place d'un programme de couverture de l'Or au profit de la société RGGG.



- Modalités essentielles :
Cette prestation de couverture est facturée au prix coûtant, toutes charges comprises.
- Montant comptabilisé : Cette convention n'a pas produit d'effet au cours de l'exercice 2019.
- Montant encaissé ou décaissé : Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé au cours de l'exercice 2019.

2.13 Convention de gestion de trésorerie conclue entre MANAGEM SA et ses filiales

- Nature et objet de la convention :
Cette convention prévoit la mise en commun de l'ensemble des disponibilités des différentes unités du Groupe dans le but d'optimiser, à la fois le recours au crédit et le placement des excédents de trésorerie.
- Modalités essentielles :
Les comptes courants débiteurs et avances de trésorerie octroyées par MANAGEM SA à ses filiales ainsi que les comptes courants créditeurs et avances de trésorerie octroyées par les filiales à MANAGEM SA sont rémunérés au taux maximum des intérêts déductibles des comptes courants d'associés fixé annuellement par arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances. A ce titre, le taux de rémunération appliqué en 2019 a été de 3,69%.

Le compte courant créditeur et les avances octroyées par la filiale SMI SA et CMG & DADES à MANAGEM SA ont été rémunérés au taux de 4,15% et 3,69% en 2019.
- Montants comptabilisés : Au titre de l'exercice 2019, les produits et les charges comptabilisés par MANAGEM dans le cadre de cette convention s'élèvent respectivement à KMAD 102.556 et KMAD 3.264 Hors taxes.
- Montant encaissé ou décaissé : Cette convention a généré des encaissements de KMAD 89.286 TTC et des décaissements de KMAD 2.988 TTC au titre de l'exercice 2019.

2.14 Convention de gestion de trésorerie conclue entre AL MADA et sa filiale MANAGEM SA

- Nature et objet de la convention :
Cette convention prévoit la mise en commun de l'ensemble des disponibilités des différentes unités du Groupe AL MADA dans le but d'optimiser, à la fois le recours au crédit et le placement des excédents de trésorerie.
- Modalités essentielles :
Les comptes courants créditeurs et avances de trésorerie, octroyées par la société AL MADA à MANAGEM SA ont été rémunérés au taux de 3,30% en 2019.

IV - COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS



- Montant comptabilisé : Au titre de l'exercice 2019, la charge comptabilisée par MANAGEM dans le cadre de cette convention s'élève à KMAD 3.846 Hors taxes.
- Montant décaissé : Le montant décaissé au cours de l'exercice s'élève à KMAD 3.370 TTC.

2.15 Convention de rémunération de la caution donnée au titre de l'emprunt octroyé par CHAABI INTERNATIONAL BANK OFFSHORE au profit de RGGG faisant partie du GROUPE MANAGEM

- Nature et objet de la convention :

Cette convention porte sur l'engagement de cautionnement solidaire pris par MANAGEM SA au profit de RGGG (Gabon) dans le cadre du financement du projet BAKOUDOU dont le montant principal s'élève à USD 20 000 000.

- Modalités essentielles :

MANAGEM SA reçoit une rémunération au taux annuel de 2.5% appliqué sur l'encours de l'emprunt.

- Montant comptabilisé : Cette convention n'a pas produit d'effet au cours de l'exercice 2019.
- Montant encaissé ou décaissé : Aucun montant n'a été encaissé ou décaissé au cours de l'exercice 2019.

Casablanca, le 29 avril 2020

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON

FIDAROC GRANT THORNTON
Membre du Réseau Grant Thornton
International
47 Rue Allal Bey Abdellah - Casablanca
Tél: 05 22 54 49 00 Fax: 05 22 29 66 70

Faïçal MEKOUAR
Associé

DELOITTE AUDIT

DELOITTE AUDIT
Bouardi Mohammed Benabdellah
Bâtiment "C" - Tour 2, La Marina
Casablanca
Tél: 0522 22 40 25 / 05 22 22 47 34
Fax: 05 22 22 40 18 / 47 39

Sakina BENSOUA KORACHI
Associé

ÉTAT DES HONORAIRES VERSÉS AUX CONTRÔLEURS DE COMPTES DE MANAGEM

	FIDAROC GT						DELOITTE					
	Montant/Année			Pourcentage/Année *			Montant/Année			Pourcentage/Année *		
	2019	2018	2017	2019	2018	2017	2019	2018	2017	2019	2018	2017
Commissariat aux comptes, Certification, Examen des comptes individuels et consolidés	765 000,00	765 000,00	605 000,00	96%	97%	97%	235 000,00	235 000,00	395 000,00	84%	92%	93%
Emetteur	100 000,00	100 000,00	100 000,00	13%	13%	16%	100 000,00	100 000,00	100 000,00	36%	39%	24%
Filiales	665 000,00	665 000,00	505 000,00	84%	85%	81%	135 000,00	135 000,00	295 000,00	48%	53%	69%
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire au comptes	30 000,00	20 000,00	20 000,00	4%	3%	3%	45 000,00	20 000,00	30 000,00	16%	8%	7%
Emetteur	30 000,00	20 000,00	20 000,00	4%	3%	3%	45 000,00	20 000,00	30 000,00	16%	8%	7%
Filiales	-	-	-	0%	0%	0%	-	-	-	0%	0%	0%
Sous-total	795 000,00	785 000,00	625 000,00	100%	100%	100%	280 000,00	255 000,00	425 000,00	100%	100%	100%
Autres prestations rendues	-	-	-	0%	0%	0%	-	-	-	0%	0%	0%
Autres	-	-	-	0%	0%	0%	-	-	-	0%	0%	0%
Sous-total	-	-	-				-	-	-			
Total Général	795 000,00	785 000,00	625 000,00	100%	100%	100%	280 000,00	255 000,00	425 000,00	100%	100%	100%

* Part de chaque ligne dans le total général de l'année concernée

Filiales	665 000,00	665 000,00	505 000,00	-	-	-	135 000,00	135 000,00	295 000,00			
SMI												
AGM												
SAMINE												
CMO												
REX & Techsub												
Saghro												
Manacet												
Dades												

› LISTE DES COMMUNIQUÉS DE PRESSE PUBLIÉS EN 2019

Titre du communiqué de presse	date
Visa AMMC - Programme d'émission de billets de trésorerie du Groupe Managem	30/12/2019
Indicateurs trimestriels Managem au 30 septembre 2019	28/11/2019
Indicateurs semestriels Managem au 30 juin 2019	25/09/2019
Indicateurs trimestriels Managem au 30 juin 2019	30/08/2019
Révision des résultats Managem du S1 2019	15/08/2019
Managem prend le contrôle du projet aurifère Tri-K en République de Guinée	19/06/2019
Expédition d'Or au Soudan - Dénouement positif pour Managem	30/05/2019
Avis de réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire 2019 Managem	25/04/2019
Avis de réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire réunie extraordinairement 2019 Managem	16/04/2019
Managem & Injaz-Al Maghrib, Signature de partenariat pour développer l'esprit d'entrepreneuriat dans les zones minières	20/02/2019



Twin Center, Tour A, Angle Boulevards Zerktouni et Al Massira Al Khadra
BP 5199, Casablanca. Maroc

www.managemgroup.com